



OEUVRES DIVERSES
DE
LORD MACAULAY

SECONDE SÉRIE

PARIS. — IMPRIMERIE DE CH. LAHURE ET C^{ie}
Rues de Fleurus, 9, et de l'Ouest, 21

175
ŒUVRES DIVERSES

DE

LORD MACAULAY

BIOGRAPHIES

ESSAIS HISTORIQUES, CRITIQUES ET LITTÉRAIRES

SECONDE SÉRIE

TRADUITE

PAR

MM. A. JOANNE ET E.-D. FORGUES

Frédéric le Grand. .

Lord Clive. — Warren Hastings.

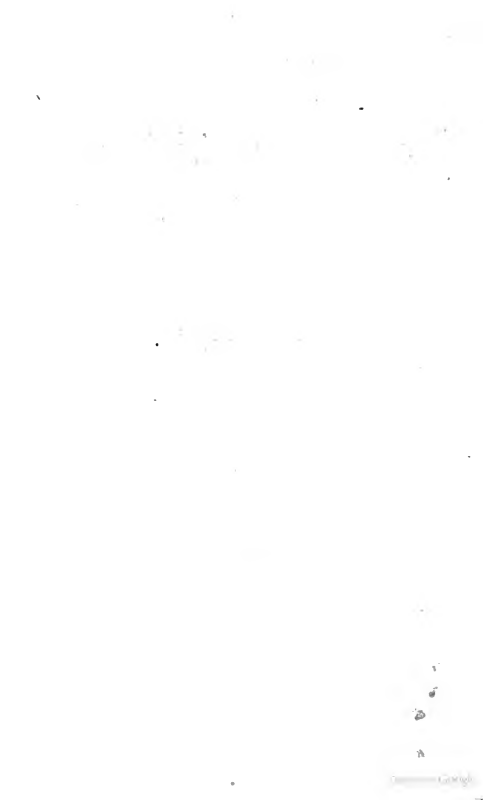
Addison.

PARIS

LIBRAIRIE DE L. HACHETTE ET C^{ie}.

RUE PIERRE-SARRAZIN, 14.

—
1860



BIOGRAPHIES

LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

FRÉDÉRIC LE GRAND.

1712-1760.

La monarchie prussienne, le plus jeune des grands États européens, placée aujourd'hui au cinquième rang par sa population et ses revenus, au troisième, si ce n'est au second, sous le rapport des arts, des sciences et de la civilisation, a eu une humble origine. Vers le commencement du quinzième siècle, l'empereur Sigismond fit don à la noble famille de Hohenzollern du marquisat de Brandebourg. Au siècle suivant, cette famille embrassa les doctrines de Luther. Dès les premières années du dix-septième siècle, elle obtint du roi de Pologne l'investiture du duché de Prusse. Même après cet agrandissement de leur territoire, les chefs de la maison de Hohenzollern égalaient à peine les élec-

teurs de Saxe et de Bavière. Le sol du Brandebourg était en grande partie stérile. Les environs de Berlin, la capitale de la province, et ceux de Potsdam, la résidence favorite des Margraves, ressemblaient à un désert. Dans certaines contrées, il fallait des années entières de travaux et de soins pour faire produire aux champs de sable quelques faibles récoltes de seigle ou d'avoine. Ailleurs, ces antiques forêts d'où les conquérants de l'empire romain descendirent sur les bords du Danube, n'avaient jamais été exploitées par leurs propriétaires. Partout où le terrain était riche, il était généralement marécageux, et son insalubrité repoussait les cultivateurs qu'avait attirés sa fertilité. Frédéric, appelé le Grand Électeur, fut le prince dont ses successeurs s'accordent à regarder l'habile politique comme la cause principale de leur grandeur. La paix de Westphalie lui valut, entre autres acquisitions importantes, la ville et le district de Magdebourg, et il laissa à son fils Frédéric une principauté aussi considérable qu'aucune de celles qui, en Europe, ne portaient pas alors le titre de royaume.

Frédéric voulait être roi. Vain et prodigue, négligeant ses véritables intérêts autant que ses plus grands devoirs, insatiable de distinctions frivoles, il n'ajouta rien à la force réelle de l'État soumis à sa domination; peut-être même diminua-t-il, au lieu de l'augmenter, la valeur de l'héritage qu'il transmit à ses enfants; mais il parvint à atteindre le but constant de tous ses efforts. La première année du dix-huitième siècle, il prit le titre de roi. Il dut, à la vérité, subir toutes les mortifications réservées aux ambitieux parvenus. Comparé aux autres têtes couronnées de l'Europe, il ressemblait à un nabab

qui, revêtu d'un titre acheté au poids de l'or, vient essayer de se mêler aux pairs d'Angleterre dont les ancêtres ont été décapités pour crime de haute trahison sous les Plantagenets. Les souverains qui avaient été ou qui devaient être désormais ses égaux, lui manifestèrent hautement leur envie et leur mépris. L'électeur de Saxe refusa d'abord de le reconnaître. Louis XIV le regarda du même air que le comte regarde, dans le *Bourgeois Gentilhomme*, ce pauvre M. Jourdain, si ridiculement affublé d'un costume de cour. L'Autriche exigea d'immenses sacrifices en échange de sa reconnaissance, et encore ne l'accorda-t-elle, après de longs délais, qu'avec une mauvaise grâce affectée.

Frédéric-Guillaume, le fils et successeur de Frédéric, possédait, il est vrai, un certain talent comme administrateur ; mais il s'abandonna aux vices les plus odieux et à de véritables actes de démence. Exact autant que diligent dans l'expédition des affaires, il conçut, le premier, le projet d'obtenir pour la Prusse, à l'aide d'une forte organisation militaire, une place que lui refusaient, parmi les autres États européens, l'étendue de son territoire et le chiffre total de sa population. Une économie sévère lui fournit les moyens d'entretenir en temps de paix une armée de soixante mille hommes. Jamais troupes, y compris les maisons militaires de Versailles ou de Saint-James, n'avaient été aussi disciplinées. Le possesseur d'une si grande force fut donc naturellement pour ses voisins un ennemi redoutable ou un allié précieux.

Malheureusement Frédéric se vit atteint de bonne heure de maladies mentales incurables. Ses moindres penchants devinrent des passions violentes. Sa parci-

monie dégénéra en une avarice sordide; son goût pour l'ordre et la pompe militaire en une manie semblable à celle d'un bourgmestre hollandais pour les tulipes ou d'un membre du club de Roxburgh pour les éditions de Caxton. La honteuse pauvreté des envoyés de la cour de Berlin excitait la risée des capitales étrangères; les princes et les princesses de la maison royale de Prusse satisfaisaient à peine leur appétit à chacun de leur repas. Mais s'agissait-il de recruter un homme d'une haute taille, Frédéric ne regardait pas à la dépense. Sa principale ambition était de former une brigade de géants, et ses embaucheurs parcouraient sans cesse l'Europe, l'Asie et l'Afrique pour enrôler dans son armée, à quelque prix que ce fût, tous les individus dont la tête dominait la foule. Nous ne citerons qu'un seul fait : un Irlandais, d'une taille de sept pieds, reçut de l'ambassadeur prussien à Londres une prime de 32 500 fr., c'est-à-dire une somme plus considérable que les appointements annuels de l'ambassadeur. Absurdité flagrante, car un jeune homme vigoureux de cinq pieds quatre pouces, acheté quelques écus, eût sans aucun doute fait un bien meilleur soldat. Mais, pour Frédéric-Guillaume, cet Irlandais énorme était ce qu'un Othon de bronze est pour un collecteur de médailles, un palimpseste pour un érudit.

Toutefois, bien qu'il n'eût pas d'autre désir que de posséder une grande et belle armée, bien que son règne forme une époque importante dans l'histoire de la discipline militaire, bien que sa passion dominante fût l'amour des revues et des petites guerres, Frédéric-Guillaume demeura pendant sa vie entière le plus pacifique de tous les princes. Ce n'était pas un sentiment

d'humanité, mais un caprice qui lui faisait détester la guerre. Il aimait son armée comme un avare aime son trésor. Il prenait plaisir à rassembler ses soldats, à les compter, à les contempler; il ne pouvait pas se décider à entamer cette précieuse fortune; il songeait avec orgueil au temps prochain où ses bataillons de Patagons chasseraient devant eux, comme de vils troupeaux, l'infanterie de ses ennemis; mais il reculait toujours à dessein cette époque future; et si sa vie se fût prolongée de trente ans, sa superbe armée n'eût jamais fait que parader ou livrer des combats simulés dans les champs voisins de Berlin. Mais ces richesses militaires qu'il avait amassées, un esprit plus entreprenant et plus hardi que le sien devait un jour en trouver l'emploi.

Frédéric, surnommé le Grand, fils de Frédéric-Guillaume, naquit au mois de janvier de l'année 1712. Il était doué d'une intelligence vive, prompte et forte, d'une rare fermeté de caractère et d'une puissance de volonté remarquable. Quant à ses autres qualités et à ses défauts, on ne sait s'il les dut à la nature ou à son étrange éducation. L'histoire de ses premières années offre un intérêt touchant : jamais enfant ne fut plus malheureux. Frédéric-Guillaume était naturellement dur; l'habitude d'exercer un pouvoir arbitraire l'avait rendu cruel; il passait sa vie à gronder et à battre. Quand Sa Majesté prussienne allait à la promenade, tous les êtres humains fuyaient devant lui, comme si un tigre se fût échappé d'une ménagerie. Rencontrait-il une femme dans la rue, il lui lançait un coup de pied, en lui ordonnant de rentrer chez elle pour y soigner ses enfants. Voyait-il un ecclésiastique ébahi au défilé de ses soldats, il lui conseillait d'aller étudier la Bible et

prier Dieu, et souvent même il appuyait cet avis charitable d'un bon nombre de coups de canne. Mais c'était surtout dans son propre intérieur qu'il se montrait le plus déraisonnable et le plus féroce de tous les hommes. Son palais était un enfer habité par un exécration démon, véritable trait d'union entre le sanguinaire Moloch et Puck, le lutin railleur. Son fils Frédéric et sa fille Wilhelmina, depuis la margravine de Bareuth, devinrent dès leur naissance les objets particuliers de son aversion. N'ayant reçu aucune éducation, plein de mépris pour la littérature, il haïssait les incrédules, les papistes, les métaphysiciens, sans guère comprendre les différences qui les séparaient les uns des autres. Dans son opinion, l'espèce humaine ne devait avoir qu'une seule occupation, l'enseignement ou l'étude de la discipline militaire. Se reposer au milieu d'un nuage de fumée de tabac, avaler en fumant plusieurs pots de bière de Suède, jouer au trictrac à cinq centimes chaque partie, tuer des sangliers et tirer des perdrix par milliers, telles étaient ses distractions. Le prince royal témoignait peu de sympathie pour les travaux sérieux ou pour les plaisirs de son père. Il ne comprenait pas les devoirs de la parade; il détestait la fumée du tabac; il n'aimait ni le jeu de trictrac ni la chasse. Doué d'une oreille parfaitement juste, il jouait assez bien de la flûte. Ses premiers maîtres de musique, des réfugiés français, lui avaient inspiré une véritable passion pour la littérature et la société françaises. Frédéric-Guillaume méprisait profondément ces goûts, qu'il traitait d'efféminés : ses efforts pour les combattre et les détruire ne firent que les développer. Le mal empira lorsque le prince royal atteignit cet âge où s'opère chez les jeunes

gens une double révolution physique et intellectuelle. Quelques-unes de ces fautes légères, que de bons et sages parents blâment avec indulgence, jetèrent le roi dans des transports de rage inusités. Frédéric a été accusé plus tard, et le fut peut-être dès lors, de vices honteux, dont la chaste muse de l'histoire, et celle même de la satire, hésitent à prononcer le nom. Pour comble de malheur, et par suite de certaines questions ambiguës que le prince royal, comme tout autre libre penseur, aimait aussi à se permettre, Frédéric-Guillaume soupçonna son fils d'être hérétique ou athée, sans bien démêler lequel des deux; il crut que ses devoirs de chrétien lui imposaient l'obligation d'être plus dur que jamais; sa conscience, s'il en avait une, servit d'aiguillon à sa haine : tous les instruments de musique furent brisés; les livres français jetés hors du palais. Quant au prince, il se vit accablé de coups de pied et de coups de bâton. Tantôt son père lui arrachait des poignées de cheveux; tantôt à table, au milieu du dîner, il lui lançait des assiettes à la tête; quelquefois il le condamnait au pain et à l'eau; souvent même il le forçait de se nourrir de mets si grossiers, si rebutants, que son estomac ne pouvait les digérer. Un jour, il le jeta à terre, le traîna jusqu'à une fenêtre, et il se disposait à l'étrangler avec le cordon des rideaux, lorsqu'on l'arracha de ses mains. Pour être intervenue en faveur de son fils, la reine subit un traitement odieux. La princesse Wilhelmina fut aussi cruellement punie d'avoir montré de l'intérêt à son frère. Réduit au désespoir, l'infortuné jeune homme chercha son salut dans la fuite. Alors le vieux tyran eut un accès de rage qui lui fit perdre la raison. Le prince avait le grade d'offi-

cier; sa fuite était donc une désertion, et dans le code moral de Frédéric-Guillaume, la désertion était le plus grand de tous les crimes. « La désertion, dit ce théologien royal dans une de ses lettres, vient de l'enfer; elle est l'œuvre des enfants du diable; aucun fils de Dieu ne pourrait s'en rendre coupable. » Un complice du prince fut envoyé sans pitié à l'échafaud, malgré les sollicitations de la cour martiale qui l'avait condamné. Selon toute probabilité, le prince lui-même allait partager le sort de son malheureux ami. Les États de Hollande, les rois de Suède et de Pologne et l'empereur d'Allemagne, n'obtinrent qu'avec peine sa grâce. Après avoir passé plusieurs mois dans une affreuse anxiété, Frédéric apprit enfin que la sentence rendue contre lui ne serait pas exécutée. Il resta longtemps prisonnier; mais sa captivité ne fut pas pour lui un malheur. Ses geôliers lui témoignèrent une bonté affectueuse à laquelle son père ne l'avait pas accoutumé. Sa nourriture n'était pas recherchée, mais elle était saine et surtout suffisante. Il pouvait lire la *Henriade* sans être roué de coups, et jouer de la flûte sans qu'on lui cassât son instrument sur la tête.

Lorsqu'il sortit de prison, Frédéric était un homme; il allait avoir vingt et un ans, et son père lui-même n'aurait pas pu désormais lui imposer ces privations et cette contrainte perpétuelles qui avaient rendu son enfance si misérable. La souffrance avait mûri son esprit tout en endurcissant son cœur et en aigrissant son caractère. Il savait se contenir et dissimuler; il affecta de se conformer à quelques-unes des idées de son père; même il accepta avec soumission la femme qu'il lui ordonna d'épouser, et qui ne devait être sa femme que

de nom. Bien qu'il ne trouvât aucune occasion de se distinguer, il servit honorablement sous le commandement du prince Eugène pendant une campagne insignifiante. Libre enfin d'avoir sa maison particulière, il put dès lors satisfaire, dans de certaines limites, ses propres goûts. Soit condescendance pour le roi, soit inclination réelle, il consacra une partie de son temps à l'étude de certaines questions militaires et politiques, et il acquit ainsi peu à peu une grande aptitude pour les affaires, que ses amis les plus intimes ne le soupçonnaient pas de posséder.

Le prince Frédéric avait choisi pour sa résidence favorite une belle et fertile propriété nommée le Rheinsberg et située au milieu du territoire sablonneux du Marquisat, près de la frontière qui sépare la Prusse du duché de Mecklembourg. Le château, entouré de bois de chênes et de hêtres, domine les eaux limpides d'un vaste lac. Retiré dans cette charmante solitude, Frédéric s'amusait à faire planter des allées parfaitement droites, à construire les labyrinthes les plus compliqués qu'il pouvait inventer, à élever des obélisques, des temples, des serres, à réunir des collections de fruits et de fleurs rares. Sa société se composait de quelques amis, parmi lesquels il préférait ceux qui étaient Français de naissance ou d'origine. Il faisait en leur compagnie de bons dîners et d'excellents soupers; il buvait sans aucune gêne; quelquefois il donnait des concerts; quelquefois il présidait les séances d'une société qu'il avait fondée et qu'il appelait l'Ordre de Bayard; mais sa principale ressource était la littérature.

Son éducation avait été entièrement française. Le haut rang que la France occupa si longtemps en Europe, et

le mérite éminent des poètes tragiques et comiques, des satiriques et des prédicateurs qui illustrèrent le règne de Louis XIV, rendirent la langue française la reine suprême de toutes les langues. Les pays qui possédaient une littérature nationale, la patrie de Dante, celle de Cervantes, celle de Shakspeare et de Milton, adoptèrent presque entièrement les modes intellectuelles de Paris. L'Allemagne n'avait alors produit rien de remarquable comme poésie ou comme éloquence ; aussi le goût français exerça-t-il au delà du Rhin un empire illimité. Tous les fils de famille apprirent à parler et à écrire le français. Qu'ils sussent parler et écrire avec élégance et même avec pureté et facilité leur propre langue, leurs parents ne s'en inquiétaient pas. Frédéric-Guillaume lui-même, malgré tous ses vieux préjugés saxons, exigea que ses enfants sussent le français, et il regarda comme inutile de leur faire enseigner l'allemand. Quant au latin, il en interdit positivement l'étude. « Mon fils, écrivait-il, n'apprendra pas le latin ; il y a plus, je ne souffrirai pas que personne me parle jamais d'une pareille chose. » Un des précepteurs du prince osa lire un jour à son élève l'original de la *Bulle d'or*. En ce moment, Frédéric-Guillaume entra dans la chambre où se donnait cette leçon, et s'enquit de ce qui se faisait avec son langage habituel, la canne levée. Le précepteur épouvanté prit la fuite. Ainsi se terminèrent pour toujours les études classiques du prince Frédéric. Quelquefois, il est vrai, lorsqu'il eut succédé à son père, il affecta de citer quelques mauvaises phrases latines, — par exemple : *Stante pede morire* — *de gustibus non est disputandum* — *tot verbas, tot spondera*. — Il pouvait traduire, quoiqu'avec peine, une page de Mé-

tastase, mais il ne savait pas un mot d'anglais ni d'espagnol.

Frédéric professait une admiration illimitée pour les écrivains français, car il n'avait jamais lu un seul ouvrage de mérite écrit dans une autre langue. D'un caractère ambitieux et ardent, il dut chercher de bonne heure à imiter les chefs-d'œuvre qu'il ne pouvait se lasser de lire. Son plus cher désir était d'occuper une place distinguée parmi les grands prosateurs ou les grands poètes français. En conséquence, il se mit à composer du matin au soir de la prose et des vers ; mais en lui accordant les talents d'un capitaine et d'un administrateur, la nature lui avait refusé ces dons plus précieux et plus rares, sans lesquels le littérateur le plus laborieux ne parvient pas à l'immortalité. Comme écrivain d'ailleurs, eût-il eu plus d'imagination et plus d'esprit qu'il parut en avoir, il ne se fût pas élevé, selon toute probabilité, au rang illustre qu'il avait ambitionné. Il ne possédait à fond aucune langue ; il prononçait aussi mal l'allemand qu'il l'écrivait ; il ne comprenait même pas toujours les poèmes qu'il essayait de lire. Témoin cette traduction de *L'Iphigénie* de Racine dont, l'original en main, il ne put jamais se rendre compte. Bien qu'il sût mieux le français que l'allemand, son français était, après tout, le français d'un étranger ; il avait sans cesse auprès de lui des secrétaires chargés de corriger ses solécismes ou d'accorder ses rimes. Il réussit mieux, toutefois, dans l'histoire que dans la poésie. Ses vers n'ont aucun mérite réel. Sans doute ses volumineux Mémoires ne renferment pas des tableaux colorés et animés, ni des réflexions profondes ; mais ils se font remarquer par leur clarté, leur concision, leur bon sens et un certain air de vérité et de simplicité, qualités charman-

tes dans un homme qui, après avoir fait de grandes choses, entreprend de les raconter. Le recueil de ses lettres nous semble préférable à tous ses autres ouvrages. On lit principalement avec plaisir celles qu'il écrivait sans prétention, et qui ne sont pas entremêlées de vers.

Un jeune homme qui aimait passionnément la littérature, et qui ne connaissait que la littérature française, devait nécessairement admirer avec la plus profonde vénération le génie universel de Voltaire. « Reprochez-vous à un homme qui n'a jamais vu le soleil, dit Caldéron dans une de ses pièces, de penser que la lune est le plus brillant de tous les astres? Vous moquerez-vous d'un homme qui n'aurait jamais vu ni le soleil ni la lune, et qui vous vanterait l'éclat éblouissant et incomparable de l'étoile du berger? » Si Frédéric eût pu lire Homère et Milton, ou même Virgile et le Tasse, son admiration pour la *Henriade* eût prouvé qu'il était privé du sentiment du beau dans les arts. S'il eût connu les tragédies de Sophocle ou celles de Shakspeare, on serait en droit de lui demander une appréciation plus juste de *Zaïre*. S'il eût pu étudier Thucydide et Tacite dans l'original, il eût compris que l'auteur de la *Vie de Charles XII* était resté bien au-dessous de ses maîtres immortels. Mais il n'avait jamais lu un poème épique, des tragédies et un ouvrage historique, comparables à la *Henriade*, à *Zaïre*, à *Mahomet* et à la *Vie de Charles XII*. Voltaire n'en était pas encore à démasquer ses batteries contre la religion chrétienne; il ne lui fut tout à fait hostile qu'après son exil. A l'époque où Frédéric était au Rheinsberg, le philosophe recherchait encore les faveurs de la cour. S'il ne pouvait toujours refréner sa verve pé-

tulante, du moins la contenait-il en de certaines bornes et rien de ce qu'il écrivait n'était de nature à choquer les généreux instincts d'un protestant comme Grotius ou Tillotson. Frédéric cependant, sous ses dehors réservés, sut deviner, athée lui-même, les secrètes tendances du poète irréligieux. Voltaire devint son dieu littéraire ; il adora longtemps son idole en silence sans oser lui écrire. Enfin il se décida à lui adresser une lettre remplie d'éloges exagérés. Voltaire répliqua avec une grâce et une convenance parfaites. A dater de cette époque, commença entre eux une correspondance dont l'étude sera très-profitable à qui voudra posséder à fond l'art ignoble de la flatterie. Aucun homme ne sut mieux tourner un compliment que Voltaire ; ses louanges les plus excessives avaient toujours quelque chose de délicat et de piquant. Les deux amis échangèrent bientôt entre eux des vers, des pupitres et des colifichets. Frédéric envoya ses ouvrages à Voltaire, et Voltaire les admira, comme s'ils eussent été écrits par Racine et par Bossuet. Son Altesse Royale avait entrepris une réfutation du *Prince*, de Machiavel. Voltaire la fit imprimer sous le titre d'*Anti-Machiavel*. C'était une diatribe édifiante contre la royauté, la perfidie, les gouvernements arbitraires, les guerres injustes, en un mot contre tous les vices et tous les crimes qui ont valu l'immortalité à son auteur.

Les plaisirs des habitants du Rheinsberg arrachèrent en vain au vieux roi de féroces murmures : sa santé était épuisée, sa fin approchait, ses forces diminuaient chaque jour ; il n'avait plus qu'une seule jouissance, celle de voir des soldats d'une haute stature. On était certain d'apaiser sa colère en lui offrant un grenadier de six pieds huit ou neuf pouces. Aussi son fils, avait-il

la prudence de lui faire de temps à autre quelque présent de ce genre.

Dans les premiers jours de l'année 1740, Frédéric-Guillaume étant mort avec une fermeté, une dignité que sa vie n'avait pas fait prévoir, son fils Frédéric, alors âgé de vingt-huit ans révolus, devint roi de Prusse. Personne ne connaissait le caractère du nouveau roi. Tous ceux qui avaient causé ou correspondu avec lui ne doutaient pas, il est vrai, qu'il n'eût de grands talents; mais la vie facile qu'il avait menée, sa passion pour la bonne chère, le bon vin, la musique, les conversations frivoles, la littérature légère, le faisaient regarder par la majorité de ses sujets comme un épicurien sensuel et intellectuel. Ses déclamations perpétuelles sur la modération, la paix, la liberté et le bonheur qu'un esprit élevé trouve à rendre les hommes heureux, fascinaient complètement ceux de ses amis qui auraient pu voir la vérité. Les uns espéraient être gouvernés par un Télémaque de l'école de Fénelon; les autres annonçaient l'approche d'un nouveau siècle des Médicis, un règne aussi propice aux sciences, aux belles-lettres et aux arts, que favorable aux plaisirs. Personne ne soupçonnait qu'un tyran doué de merveilleux talents militaires et politiques et d'une activité encore plus extraordinaire, sans foi et sans remords, venait de monter sur le trône.

Falstaff dut être moins cruellement désappointé, le jour du couronnement de son compagnon de débauche, que ne le furent quelques-uns des hôtes joyeux du Rheinsberg après l'avènement de Frédéric. Quel triste et amer désenchantement succéda tout à coup à leurs douces et brillantes illusions! « Plus de folies, désor-

mais, » répondit sèchement Frédéric à un de ses anciens compagnons. Dès lors, il devint évident que le nouveau souverain ressemblerait presque en tout à son prédécesseur. Sans doute, sous certains rapports, le fils différait du père; il avait un esprit plus solide, plus étendu, plus éclairé, des idées plus larges, un extérieur et des manières moins désagréables; d'autres plaisirs et d'autres études occupaient tout son temps; mais son caractère était exactement le même que celui du feu roi; tous deux ils aimaient avec une sorte de passion l'ordre, le travail, l'art militaire; tous deux ils étaient avares, impétueux, irritables jusqu'à la férocité; heureux des chagrins et des humiliations qu'ils faisaient éprouver à leurs semblables. Seulement le fils sut mieux que son père résister à l'entraînement de ses penchants. Ainsi, bien qu'il désirât ardemment posséder l'armée la plus redoutable de l'Europe, Frédéric ne dépensa pas des sommes énormes pour se procurer des géants. Il était aussi économe que peut l'être un prince ou même un simple particulier; mais il ne croyait pas, comme son père, qu'il fût utile de manger des choux de mauvaise qualité, dans le seul but d'économiser quatre ou cinq rixdales par an. Sa méchanceté égalait celle de son père; mais il avait trop d'esprit pour se montrer brutal. La raillerie était l'arme favorite dont il se servait pour faire souffrir ou déshonorer ses victimes. Qu'on ne croie pas toutefois qu'il renonçât à son privilège héréditaire de distribuer, à l'occasion, des coups de pied ou des coups de canne. Mais tous ceux qui s'approchaient de Frédéric-Guillaume à la portée de son pied ou de sa canne, hommes, femmes, enfants, vieillards, Prussiens, étrangers, s'exposaient par ce fait même à rece-

voir une leçon vigoureusement appliquée. Pour qu'il frappât, il fallait que Frédéric fût provoqué, et encore n'infligea-t-il jamais qu'à ses sujets cette espèce de correction paternelle, bien qu'un jour M. Thiébault ait eu pendant quelques secondes les plus fortes raisons de redouter le terrible honneur de devenir une exception à cette règle générale.

Ni les Prussiens ni les autres peuples de l'Europe ne connaissaient encore le véritable caractère de Frédéric, lorsque des événements graves vinrent tout à coup l'éclairer d'un jour éclatant. Quelques mois après son avènement au trône mourut Charles VII, empereur d'Allemagne, et dernier descendant, dans la ligne masculine, de la maison d'Autriche.

Charles ne laissait pas d'héritier mâle, et longtemps avant sa mort il avait dû renoncer à l'espérance d'avoir un fils. Durant les dernières années de sa vie, il ne fut occupé que d'une seule pensée, celle d'assurer à ses descendants de la ligne féminine toutes les possessions de la maison de Hapsbourg. Pour réaliser ce désir, il avait promulgué une nouvelle loi de succession, devenue bientôt fameuse dans l'Europe sous le nom de la Pragmatique Sanction. En vertu de cette loi, sa fille, l'archiduchesse Marie-Thérèse, femme de François de Lorraine, hérita de la couronne de ses ancêtres.

Jamais les droits d'aucun souverain n'avaient reposé sur un titre plus clair. Depuis vingt années la politique du cabinet autrichien tendait au même but : le règlement de la succession. Toutes les personnes dont les droits pouvaient être compromis avaient renoncé d'avance, par des obligations solennelles, à leurs prétentions. Les États de tous les royaumes et de toutes les

principautés qui composent la grande monarchie autrichienne s'étaient empressés de ratifier la nouvelle loi, et un traité commun forçait l'Angleterre, la France, l'Espagne, la Russie, la Pologne, la Prusse, la Suède, le Danemark, la Confédération germanique, à maintenir la Pragmatique Sanction, placée ainsi sous la protection de la foi publique du monde civilisé.

Alors même que nulle stipulation positive n'en eût garanti le maintien, la Pragmatique Sanction ne devait soulever en Europe aucune sorte de réclamations, car elle assurait la paix du monde. Avantageuse pour le peuple qu'elle concernait, elle ne causait pas de préjudice aux autres États de la chrétienté ; sa violation, au contraire, faisait naître une guerre universelle, bouleversait l'équilibre de l'Europe, froissait cruellement les sentiments affectueux et patriotiques d'une immense population, et séparait avec violence de grandes provinces unies depuis des siècles. D'ailleurs les devoirs les plus sacrés imposaient à tous les souverains de l'Europe l'obligation de respecter et de défendre les droits de l'archiduchesse. Sa position et ses qualités personnelles ne pouvaient manquer d'inspirer à tous les cœurs généreux des sentiments de pitié, d'admiration et d'affection chevaleresque. Elle était dans sa vingt-quatrième année ; elle avait une taille majestueuse, une belle figure, une physionomie douce et expressive, une voix mélodieuse, une démarche pleine de grâce et de noblesse. Sa vie privée était exemplaire. Mariée à un prince qu'elle aimait, elle allait bientôt devenir mère, lorsque la mort la priva de son père. Elle n'était pas assez forte pour supporter tout à la fois la douleur de cette perte cruelle et les nouveaux soucis de l'empire.

Sa santé s'altéra, son ardent courage parut l'abandonner, et les belles couleurs de son teint s'effacèrent.

Devait-elle donc s'alarmer ainsi? La justice, l'humanité, la foi des traités, étaient-elles désormais de vains mots? Des garanties si solennelles n'avaient-elles aucune valeur? D'abord, les faits donnèrent un éclatant démenti à ses sombres et tristes pressentiments. L'Angleterre, la Russie, la Pologne et la Hollande s'empresèrent d'adhérer complètement à leurs précédentes conventions. Les ministres qui gouvernaient la France firent une déclaration verbale dans le même sens. Mais de tous les souverains de l'Europe, ce fut le roi de Prusse qui donna à la jeune et belle reine de Hongrie les plus vives assurances d'amitié et de protection.

Et cependant le roi de Prusse, « l'Anti-Machiavel, » avait déjà résolu de se souiller d'un grand crime, ou, en d'autres termes, de violer ses serments, de dépouiller l'alliée qu'il avait promis de défendre, et de plonger l'Europe dans une longue et sanglante guerre. Il réunit donc une armée considérable avec autant d'activité que de mystère, voulant envahir la Silésie avant que Marie-Thérèse fût instruite de ses projets.

On a dit, il est vrai, — le docteur Preuss, et bien d'autres après lui, — que la maison de Brandebourg avait d'anciens droits à faire valoir sur la Silésie, et que dans le siècle précédent, elle s'était vue contrainte par la cour de Vienne de renoncer à ses prétentions. Mais seraient-elles vraies, que prouveraient de pareilles assertions? Si elle avait eu réellement dans l'origine des droits sur la Silésie, la Prusse s'était résignée à ne jamais les réclamer. Tous les princes de la maison de Brandebourg avaient successivement acquiescé au traité

existant; en outre, la cour de Berlin venait de s'allier tout récemment avec celle de Vienne, et de garantir l'intégrité des États autrichiens. Admettre en politique que d'anciens droits puissent être invoqués contre une longue possession et des traités récents, c'est proclamer la perpétuité d'une guerre universelle. Mais les lois de toutes les nations ont sagement fixé une époque à l'expiration de laquelle les titres les plus illégitimes dans leur origine sont désormais à l'abri de toute contestation. L'injustifiable traité qui ôte la Norvège au Danemark pour la donner à la Suède, ou celui qui a privé le roi de Hollande de ses provinces belges sont déjà validés par un laps de quelques années. Or, l'injustice dont se plaignait Frédéric remontait à plus d'un siècle. Enfin n'oublions pas qu'il avait les plus grandes obligations personnelles à la maison d'Autriche. Il devait peut-être sa vie à l'intercession du prince dont il s'appropriait à dépouiller la fille.

Soyons toutefois juste pour le roi de Prusse : il ne se prétendait pas plus vertueux qu'il ne l'était réellement. Sans doute, il inséra pour la forme dans ses manifestes quelques vieilles histoires concernant ses anciens droits; mais ses conversations et ses Mémoires nous le montrent sous son véritable jour. Citons ses propres expressions : « L'ambition, l'intérêt, le désir de faire parler de moi, tels furent les motifs qui me déterminèrent à commencer la guerre. »

Une fois cette résolution bien arrêtée, il agit avec habileté et avec vigueur ; car il lui était impossible de cacher entièrement ses préparatifs. On rencontrait à chaque pas sur le territoire de la Prusse des régiments, des canons, des appareils de guerre. L'envoyé autrichien

instruisit sa cour de tous ces faits, et lui fit part des soupçons qu'il commençait à concevoir. Mais les ministres de Marie-Thérèse refusèrent d'ajouter foi à de pareilles imputations contre un jeune prince qui affectait d'être si intègre et si philanthrope. « Nous ne voulons pas, répondirent-ils, nous ne pouvons pas vous croire. »

Pendant ce temps, l'armée prussienne s'était réunie. Frédéric ne demanda pas la réparation de l'injustice dont il prétendait avoir le droit de se plaindre. Il ne fit aucune déclaration de guerre; alors même qu'il envoyait à la cour de Vienne de nouvelles protestations d'amitié et d'alliance, il commençait les hostilités. Un détachement de son armée avait envahi la Silésie, et la reine de Hongrie ignorait encore qu'il se disposât à lui réclamer une partie de son territoire. Enfin il lui envoya un message qui ne pouvait plus être regardé que comme une insulte. « Abandonnez-moi la Silésie, lui disait-il, et je m'engage à vous défendre contre tous les souverains qui tenteraient de vous dépouiller de vos autres domaines.... » Comme s'il ne s'était pas engagé déjà vis-à-vis d'elle, et comme si la promesse violée n'annulait pas d'avance toute promesse ultérieure!

On était au cœur de l'hiver : la pluie et le froid rendaient les routes presque impraticables. Cependant l'armée prussienne continuait sa marche triomphale : toute résistance devint dès lors impossible. L'armée autrichienne n'était alors ni nombreuse ni exercée. Les faibles détachements cantonnés en Silésie n'avaient d'ailleurs ni vivres ni munitions. Glogau fut bloquée; Breslau ouvrit ses portes. La garnison d'Ohlau évacua cette ville. Quelques garnisons se maintinrent, il est vrai, dans d'autres forteresses, mais tout le pays ouvert

était conquis. Nulle part l'ennemi n'osait tenter d'arrêter en rase campagne les progrès de l'heureux vainqueur, et avant la fin du mois de juin 1741, Frédéric revint à Berlin recevoir les félicitations de ses sujets.

La question de la Silésie n'eût-elle concerné que Frédéric et Marie-Thérèse, la postérité ne pourrait pas s'empêcher de reconnaître que le roi de Prusse s'est rendu coupable d'une odieuse perfidie ; mais c'est une condamnation plus sévère qu'elle se voit forcée de prononcer contre une politique qui devait avoir, et qui eut en effet, de déplorables conséquences pour toutes les nations européennes. Jusqu'au jour où Frédéric commença les hostilités, la conservation de la paix semblait possible et même assurée. Sans doute, l'héritage de la maison d'Autriche tenta plus d'un cabinet ambitieux. Toutefois, les traités qui garantissaient le maintien de la Pragmatique Sanction étaient trop formels et trop récents : nul souverain n'osa les violer. L'Angleterre resta fidèle à ses engagements. Le cardinal de Fleury était un homme consciencieux ; d'ailleurs il avait toujours désiré la paix. Parvenu à un âge avancé, il ne voulait pas souiller sa réputation, jusqu'alors si pure, de la tache honteuse d'un grand crime, avant de comparaître devant le tribunal de Dieu. Belle-Isle lui-même, malgré sa vanité et son manque de principes, Belle-Isle, dont la vie n'était, pour ainsi dire, qu'un rêve étrange de conquêtes et de spoliations, sentit que la France, liée comme elle l'était par des traités solennels, ne pouvait pas, sans se déshonorer, tenter de s'emparer directement de quelques-uns des domaines de l'Autriche. Charles, l'électeur de Bavière, prétendait, il est vrai, qu'il avait des droits à une grande partie de l'héritage

que la Pragmatique Sanction accordait à la reine de Hongrie ; mais le secours d'un allié lui était nécessaire pour appuyer ses réclamations. Ainsi, selon toutes les probabilités, les souverains de l'Europe devaient, leur première émotion passée, acquiescer aux arrangements du dernier empereur ; mais l'égoïste rapacité du roi de Prusse donna à ses voisins un exemple fatal. Emportés à leur tour par leur ambition, ils perdirent comme lui le sentiment de l'honneur. Ses succès les persuadèrent que rien n'était plus facile que de démembrer la monarchie autrichienne. Le monde entier courut aux armes. Qu'il retombe sur la tête de Frédéric, tout le sang versé dans cette guerre qui exerça pendant plusieurs années de si horribles ravages dans tous les pays du globe : le sang de la colonne de Fontenoy, le sang des braves montagnards massacrés à Culloden ! Son crime accabla des maux les plus affreux des contrées où le nom de la Prusse était complètement inconnu. Pour qu'il pût piller un voisin qu'il avait juré de défendre, des nègres combattirent entre eux sur la côte de Coromandel, et des Peaux-rouges se scalpèrent sur les grands lacs de l'Amérique du Nord.

La Silésie avait été occupée presque sans coup férir ; mais les troupes autrichiennes s'avançaient au secours des forteresses qui tenaient encore. Au commencement du printemps, Frédéric rejoignit son armée ; il n'avait fait qu'une courte et insignifiante campagne ; jamais il ne s'était trouvé sur un champ de bataille à la tête de forces imposantes. On ne doit donc pas s'étonner si ses premières opérations militaires ne semblent pas annoncer ces merveilleux talents qui firent plus tard l'admiration de l'Europe. Ce que les connaisseurs disent

des ébauches peintes par Raphaël dans sa jeunesse peut s'appliquer à cette campagne; elle fut une œuvre de sa première et de sa mauvaise manière. Heureusement pour lui, ses adversaires le valaient à peine. Aucune armée n'était alors mieux disciplinée que la sienne; son infanterie surtout n'avait pas de rivale, et quelques généraux capables et expérimentés l'assistaient de leurs conseils. Le plus distingué de tous était le feld-maréchal Schwerin, brave aventurier, Poméranien d'origine, qui avait servi successivement presque tous les gouvernements de l'Europe, obéi tour à tour aux ordres des États généraux de Hollande et du duc de Mecklembourg, combattu sous Marlborough à Blenheim, et avec Charles XII à Bender.

Frédéric livra sa première bataille à Molwitz, et jamais un grand capitaine ne commença sa carrière sous de plus malheureux auspices. Son armée fut victorieuse, il est vrai, mais le roi, loin de se montrer bon général, ne prouva même pas qu'il possédât le courage vulgaire d'un soldat. Un moment la cavalerie qu'il commandait en personne se vit obligée de battre en retraite. Peu fait au tumulte et à l'aspect d'un champ de bataille, il perdit son sang-froid, et il céda trop facilement aux instances des courtisans qui lui conseillaient d'éviter le danger. Il s'enfuit à plusieurs milles de distance, tandis que Schwerin, malgré ses deux blessures, résistait courageusement au choc de l'ennemi. Les habiles dispositions du vieux feld-maréchal et la fermeté des bataillons prussiens l'emportèrent enfin. L'armée autrichienne abandonna le champ de bataille en y laissant huit mille de ses soldats.

Frédéric apprit, le soir même, le résultat de la jour-

née dans un moulin où il s'était réfugié. Sa victoire lui laissait une douleur amère. Il ne pouvait pas se réjouir d'un pareil succès ; car il le devait aux dispositions que d'autres avaient prises, et à la valeur des soldats qui n'avaient pas cessé de combattre alors qu'il fuyait. Tel fut le début trompeur du plus grand guerrier de son siècle !

A la nouvelle de la bataille de Molwitz, une explosion générale eut lieu en Europe ; la Bavière courut aux armes. Bien qu'elle n'y jouât pas encore un rôle principal, la France prit part à la guerre en sa qualité d'alliée de la Bavière. A peu près vers la même époque, disparurent de la scène du monde politique les deux grands hommes d'État auxquels l'Europe avait dû plusieurs années de tranquillité ; mais à la vaine espérance de conserver leur autorité, ils s'étaient déjà décidés à sacrifier la justice et la paix. Fleury, accablé d'années et d'infirmités, dut céder sa place à l'impétueux Belle-Isle. Walpole, refusant désormais ses services à son ingrate patrie, se retira au milieu de son parc et de ses collections de Houghton ; et l'audacieux Carteret lui succéda. A ces bouleversements ministériels répondait celui des aspirations de chaque peuple. Les trente années de repos presque absolu dont l'Europe venait de jouir avaient préparé l'opinion publique à de grands efforts militaires. La génération nouvelle ne pouvait pas se rappeler le siège de Turin ou le carnage de Malplaquet ; elle ne connaissait de la guerre que ses trophées, et lorsqu'elle contemplait, avec admiration, en Angleterre les tapisseries de Blenheim, ou à Paris la statue de la place des Victoires, elle s'inquiétait peu des privations, des fortunes privées et des larmes que coûtaient les conquêtes.

Pendant quelque temps la fortune sembla contraire à la reine de Hongrie. Frédéric envahit la Moravie; les Français et les Bavares pénétrèrent en Bohême, et ils y furent joints par les Saxons. Prague capitula. Les suffrages de ses collègues élevèrent l'électeur de Bavière au trône impérial, ce trône qu'une possession constante de plusieurs siècles autorisait presque la maison d'Autriche à regarder comme un patrimoine héréditaire.

Cependant la noble fille des Césars ne se laissa point abattre. La Hongrie lui appartenait encore en vertu d'un titre incontestable; bien que les Hongrois se fussent souvent révoltés contre ses ancêtres, elle résolut de se confier à la fidélité de ce peuple grossier, sans doute, turbulent, avide d'indépendance, mais brave, généreux et simple. Au milieu de ses plus grands désastres, elle donna le jour à un fils qui devint par la suite l'empereur Joseph II. A peine put-elle se lever qu'elle courut à Presbourg. Là, en présence d'une innombrable multitude, elle posa sur son front la couronne et revêtit la robe de saint Étienne. Quand cette belle jeune mère, encore affaiblie par ses couches, gravit à cheval, selon la coutume de ses pères, le mont du Défi; quand elle tira de son fourreau l'épée de ses aïeux; quand elle l'agita vers le nord et le midi, l'orient et l'occident; quand, ses joues pâles colorées d'une sublime rougeur, elle défia le monde entier de venir lui disputer ses droits et ceux de son fils, tous les assistants versèrent des larmes abondantes. Elle assista à la première séance de la diète en grand deuil (c'était celui de son père), et dans un noble et pathétique discours, elle supplia le peuple de soutenir sa juste cause. Les magnats et les députés ne purent pas résister à ce touchant appel; ils se levè-

rent en masse, tirèrent à demi leurs sabres, et lui jurèrent à l'envi de lui sacrifier leur vie et leur fortune. Jusqu'à ce moment sa fermeté ne s'était pas encore démentie un seul instant en public; mais elle retomba comme évanouie sur son trône, et se mit à fondre en larmes. Peu de jours après, elle reparut de nouveau devant les États du royaume, et elle leur présenta son jeune enfant. L'enthousiasme des Hongrois fut à son comble. De toutes les bouches s'échappa ce cri de guerre qui retentit bientôt dans l'Europe entière : « Mourons pour *notre roi, Marie-Thérèse!* »

A peu près à la même époque, Frédéric méditait un changement de politique. Il n'avait nullement le désir d'élever la France au premier rang des États du continent aux dépens de la maison de Hapsbourg. Il voulait d'abord dépouiller la reine de Hongrie d'une partie de ses États, puis empêcher, si cela était possible, les autres souverains de l'Europe d'imiter son exemple. Il avait contracté des engagements avec les puissances liguées contre l'Autriche; mais pour lui ces engagements n'avaient pas plus de force que la garantie donnée jadis à la Pragmatique Sanction. Dès lors il lui importait de mettre à l'abri de toute atteinte sa part du butin, dût-il pour cela trahir ses complices. Marie-Thérèse ne paraissait nullement disposée à écouter de semblables propositions; mais le gouvernement anglais lui représenta si fortement la nécessité d'acheter la neutralité d'un ennemi aussi formidable que Frédéric, qu'elle consentit enfin à entamer avec lui des négociations. Toutefois elle ne se fût jamais décidée à signer un traité, si Frédéric n'eût pas remporté une seconde victoire. Le prince Charles de Lorraine, beau-frère de

Marie-Thérèse, général brave, actif, mais malheureux, se laissa battre à Chotusitz.

Le roi n'était encore qu'un apprenti dans l'art militaire. Il reconnut plus tard qu'il dut ce nouveau succès, non pas à ses talents de commandant, mais à la bravoure et à la fermeté de ses troupes. Cependant son courage et son énergie personnelle effacèrent complètement la tache dont Molwitz avait souillé sa réputation.

Une paix conclue sous la médiation de l'Angleterre fut le fruit de cette bataille. Marie-Thérèse céda la Silésie; Frédéric abandonna ses alliés; la Saxe suivit son exemple, et dès lors la reine put concentrer toutes ses forces contre la France et la Bavière. Elle triompha sur tous les points. Contraints d'évacuer la Bohême, les Français n'effectuèrent leur retraite qu'en perdant, par le froid, la fatigue et la faim, plusieurs milliers de leurs soldats. La Bavière fut envahie par des bandes de féroces guerriers descendus de ce pays qui sépare la chrétienté de l'islamisme. Les terribles noms de Pandours, de Croates et de Hussards retentirent pour la première fois dans l'Europe occidentale. L'infortuné Charles de Bavière, vaincu par l'Autriche, trahi par la Prusse, chassé de ses États héréditaires, abandonné par ses alliés, périt prématurément de honte et de remords. Une armée anglaise pénétra jusqu'au cœur de l'Autriche, et défit les Français à Dettingen. Les capitaines autrichiens songeaient déjà à compléter l'œuvre de Marlborough et d'Eugène, et à forcer la France à céder l'Alsace et les Trois-Évêchés.

Dans de telles circonstances la cour de Versailles plaça tout son espoir en Frédéric. Il s'était déjà rendu coupable de deux trahisons; peut-être le détermine-

rait-on sans peine à en commettre une troisième. La duchesse de Châteauroux, véritable souverain de la France, résolut d'envoyer un agent à Berlin, et elle chargea Voltaire de cette mission. Voltaire accepta avec empressement; car, depuis que sa renommée littéraire remplissait toute l'Europe, il avait une soif puérile de gloire politique. Il s'enorgueillissait, avec raison, il faut le reconnaître, de son habileté et de son éloquence persuasive, et il se flattait de posséder une influence illimitée sur le roi de Prusse. Il ne connaissait encore qu'une partie du caractère de Frédéric. Il savait, sans doute, qu'il avait toutes les petites vanités et tous les ridicules d'un poète bel esprit; mais il ignorait que ces faiblesses fussent unies à tous les talents et à tous les vices nécessaires à un roi; il ignorait que ce fabricant malheureux de médiocres alexandrins était le plus vigilant, le plus méfiant et le plus sévère des hommes d'État.

Frédéric prodigua à Voltaire des preuves éclatantes de considération et d'amitié; il lui donna un appartement dans son palais, une place à sa table. S'ouvrirent alors de curieuses conférences entre le premier écrivain et le premier homme d'État de cette époque, qu'une singulière faiblesse avait déterminés à changer de rôles. Le grand poète ne parlait que de traités et de garanties, le grand roi que de métaphores et de rimes. Un jour Voltaire remit à Sa Majesté un mémoire sur l'état de l'Europe, et Frédéric le lui rendit après avoir griffonné des vers le long des marges. Ils se moquaient l'un de l'autre en secret. Voltaire n'épargnait pas les poèmes du roi, et le roi nous a fait connaître l'opinion qu'il avait conçue des talents diplomatiques de Voltaire. « Il

n'avait pas de lettre de créance, dit-il, et toute sa mission ne fut qu'une plaisanterie. »

Mais ce que l'influence de Voltaire ne put obtenir, les rapides progrès de l'armée autrichienne l'effectuèrent. Si Marie-Thérèse et Georges II pouvaient jamais imposer à leur gré un traité de paix à la France, la Prusse devait inévitablement perdre la Silésie. La conscience rappelait sans cesse à Frédéric la perfidie et l'inhumanité que la reine de Hongrie pouvait lui reprocher. Marie-Thérèse lui avait déjà prouvé plusieurs fois que son ressentiment ne lui pardonnerait jamais ; sa propre conduite lui disait assez comment elle respecterait les traités. A l'entendre, les obligations réciproques n'étaient que de simples bijoux, agréables à l'œil, mais trop fragiles pour supporter le moindre choc. Il pensa qu'il n'avait pas de meilleur parti à prendre que de s'allier secrètement à la France et d'attaquer de nouveau l'impératrice. En conséquence, pendant l'automne de 1744, recommençant tout à coup les hostilités, il traversa l'électorat de Saxe sans en demander la permission à l'électeur, envahit la Bohême, s'empara de Prague, et menaça même la capitale de l'Autriche.

Alors Frédéric éprouva pour la première fois l'inconstance de la fortune. Une armée autrichienne, commandée par Charles de Lorraine, menaça ses communications avec la Silésie. La Saxe entière était en armes derrière lui. Un seul moyen de salut lui restait ; il se décida à l'employer ; il ordonna la retraite. Plus tard il reconnut que le mauvais succès de cette campagne était l'effet naturel de ses propres fautes. « Aucun général, dit-il, ne commit de plus graves erreurs. » Ajoutons toutefois qu'il attribua toujours ses succès postérieurs

aux revers de cette année. Ce fut au milieu de toutes les difficultés et de tous les malheurs d'une défaite qu'il commença à comprendre nettement les principes de l'art militaire.

Condé, Clive, Napoléon, avaient reçu de la nature les talents qui les ont immortalisés; l'étude seule et la persévérance firent de Frédéric un grand capitaine. La mémorable année 1745 peut même être regardée comme l'époque à laquelle il termina son noviciat. Ce fut à Hohenfriedberg qu'il profita pour la première fois des leçons de l'expérience. La victoire de ce jour, due en grande partie à ses habiles dispositions, convainquit l'Europe qu'elle ne possédait qu'un seul général, le maréchal de Saxe, comparable désormais à ce prince qui, quelques années auparavant, avait fui tout effaré le champ de bataille de Molwitz. La victoire de Sorr suivit bientôt celle de Hohenfriedberg.

Durant cette campagne, la France avait remporté aussi quelques succès dans les Pays-Bas. Dès lors Frédéric cessa de craindre que Marie-Thérèse dictât des lois à toute l'Europe, et il commença à méditer une quatrième trahison. La cour de Versailles s'alarma et se regarda comme insultée. Louis écrivit de sa propre main à Frédéric une lettre assez vive, dans laquelle il lui demandait des explications devenues nécessaires. Il n'en reçut aucune réponse. Pendant l'automne de 1745 Frédéric fit la paix avec l'Angleterre, et avant la fin de l'année il signa un autre traité avec l'Autriche. Les prétentions de Charles de Bavière ne pouvaient empêcher aucun accommodement de se conclure. Ce malheureux prince était mort, et François de Lorraine, l'époux de Marie-Thérèse, fut, du consentement una-

nime de la Confédération germanique, élevé au trône impérial.

La Prusse cessa dès lors de prendre part à la guerre qui se continua jusqu'en 1748, c'est-à-dire jusqu'au traité d'Aix-la-Chapelle. Seul de tous les souverains de l'Europe, Frédéric avait gagné à ce terrible jeu. Ainsi il avait ajouté à son patrimoine la belle province de la Silésie. Grâce à son habileté déloyale, il était parvenu à abaisser alternativement le plateau de l'Autriche et celui de la France, et il passait généralement pour tenir la balance de l'Europe, position élevée dont devait à juste titre s'enorgueillir un souverain qui occupait le dernier rang parmi les rois. L'opinion publique l'accusait avec raison d'immoralité, d'impudeur, de rapacité et de fausseté; mais elle lui reconnaissait, en même temps, de grands et rares talents comme général, comme diplomate et comme administrateur. Toutefois les qualités qui devaient en faire un homme réellement supérieur à tous ses contemporains, il ne se doutait pas lui-même qu'il les possédât; à plus forte raison le monde en ignorait-il l'existence. Jusqu'alors, à part quelques légères interruptions, sa carrière avait été constamment prospère. C'est dans l'adversité, dans une adversité qui semblait ne lui laisser ni espoir ni ressources, dans une adversité aux chocs multipliés de laquelle les caractères les plus fortement trempés n'auraient pu résister, qu'il déploiera toute la force et toute l'étendue de son génie.

Depuis le commencement de son règne, Frédéric s'était occupé de l'administration des affaires publiques avec un zèle inconnu aux autres rois. Sans doute Louis XIV, remplissant lui-même les fonctions de

premier ministre, avait exercé une surveillance générale sur toutes les branches de son gouvernement. Non content d'être son premier ministre, Frédéric voulut devenir son seul ministre. Il n'eut jamais besoin, nous ne dirons pas d'un Richelieu ou d'un Mazarin, mais même d'un Colbert, d'un Louvois ou d'un Torcy. Une sorte de passion insatiable pour le travail, le besoin qu'il éprouvait sans cesse d'ordonner, de se mêler de tout, de faire sentir son pouvoir, le mépris profond et la méfiance que lui inspiraient ses semblables, l'empêchèrent toujours de demander des conseils, de confier des secrets importants, de déléguer des pouvoirs étendus. Les premiers fonctionnaires de l'État étaient sous son gouvernement de simples commis, auxquels il n'accordait pas la confiance dont jouissent d'ordinaire de bons et fidèles serviteurs. Il resta son propre trésorier, son commandant en chef, son intendant des travaux publics, son ministre du commerce et de la justice, son ministre de l'intérieur et des affaires étrangères, son maître de la cavalerie, son intendant, son chambellan. Dans cette singulière monarchie, le roi décidait en personne des affaires que les ministres eussent abandonnées à leurs inférieurs dans un autre gouvernement. Un étranger désirait-il obtenir un billet pour une revue, il n'avait qu'à écrire à Frédéric, et le lendemain un messager du roi lui apportait la réponse du roi signée de la propre main du roi. Son excessive activité devenait une véritable maladie. Les affaires publiques eussent été sans aucun doute beaucoup mieux administrées, si chaque ministère eût été confié à un homme capable et honnête, et si le roi se fût contenté d'une surveillance générale. Ainsi eussent été réunis dans une certaine

mesure les avantages divers qu'offrent l'unité de vues et la division du travail. Mais un pareil système ne convenait nullement au caractère particulier de Frédéric. Il ne pouvait pas tolérer une autre volonté que la sienne dans le gouvernement de l'État. Il ne voulait, pour l'aider, que des commis qui eussent seulement l'intelligence de traduire, de copier, de déchiffrer ses griffonnages et de donner une forme officielle à ses réponses laconiques. En fait de talents naturels et d'instruction, il n'en exigeait pas plus d'un secrétaire du cabinet que d'une presse lithographique ou d'une machine à copier.

Du reste, il travaillait tant par lui-même, qu'on a peine à concevoir comment son corps et son esprit ont pu supporter de semblables fatigues. A Potsdam, sa résidence habituelle, il se levait à trois heures en été et à quatre en hiver. Aussitôt un page lui apportait un énorme panier rempli de toutes les lettres adressées au roi et arrivées par le dernier courrier, de dépêches des ambassadeurs, de rapports des recéveurs des contributions, de plans de construction, de projets pour le desséchement des marais, de plaintes d'individus qui croyaient leurs intérêts injustement lésés, de pétitions de solliciteurs qui demandaient soit des titres, soit des emplois civils ou militaires. Il examinait les sceaux avec le plus grand soin, car il craignait toujours qu'on ne cherchât à le tromper; puis il lisait cette énorme correspondance, la partageait en divers tas, et indiquait sa réponse tantôt par une marque, tantôt par deux ou trois mots, quelquefois par une piquante épigramme. Cette besogne achevée, entraient l'adjudant général, qui recevait ses instructions pour le service du jour et pour tout ce qui concernait l'armée. Alors le roi allait pas-

ser sa garde en revue avec l'attention minutieuse et la sévérité d'un vieux sergent instructeur. Pendant ce temps, les quatre secrétaires de cabinet avaient été occupés à répondre aux correspondants de Sa Majesté. Ces malheureux travaillaient toute l'année comme des nègres au temps de la récolte. Ils n'avaient jamais un moment de repos, même les jours de fête. A peine leur laissait-on le temps de dîner. Il fallait qu'ils achevassent leur tâche du jour avant d'obtenir le droit de quitter leurs sièges. Frédéric, toujours méfiant, prenait de temps à autre une poignée de lettres au milieu du tas, et vérifiait si ses instructions avaient été exactement suivies. Celui de ses secrétaires qui se fût permis de le tromper eût passé au moins cinq années dans un cachot. Frédéric signait alors toutes ses réponses, qui étaient expédiées le soir même.

Les principes généraux sur lesquels reposait cet étrange gouvernement méritent une attention particulière. La politique de Frédéric ne différait en aucun point essentiel de celle de son père ; seulement elle avait pris un développement beaucoup plus étendu, et elle était moins ridicule et moins absurde. Avoir une armée nombreuse, forte, bien disciplinée, tel fut le premier but de Frédéric. Souverain d'un royaume que sa superficie et sa population plaçaient à peine parmi les États secondaires de l'Europe, il aspirait à égaler les monarques de l'Angleterre, de la France et de l'Autriche. La Prusse entière devint une immense caserne ; car l'armée se composait de la septième partie de la population mâle : les instructions, les revues, l'usage fréquent de la canne et du fouet, lui avaient appris à accomplir toutes les évolutions commandées avec une rapidité et

une précision qui eussent étonné Villars ou Eugène. Sans doute les Prussiens manquaient des sentiments élevés nécessaires aux meilleurs de tous les soldats. Ils n'avaient ni l'enthousiasme religieux et politique qui animait les hallebardiers de Cromwell, ni l'ardeur patriotique, la soif de la gloire, l'aveugle dévouement de la vieille garde de Napoléon ; mais sous les rapports purement mécaniques du métier, ils étaient aussi supérieurs aux troupes françaises et anglaises de cette époque que les soldats français ou anglais le sont maintenant à une milice rustique.

Quoique la paye du soldat prussien fût très-modique, quoique Frédéric examinât lui-même ses comptes de dépenses avec une attention et une méfiance extraordinaires, l'entretien d'une pareille armée coûtait, relativement aux ressources du pays, des sommes énormes. Pour que la Prusse ne fût pas entièrement ruinée, il fallait nécessairement réduire aux taux les plus bas toutes les autres dépenses ; aussi Frédéric n'avait ni marine ni colonies. Ses juges, ses receveurs d'impôts ne touchaient que de très-faibles appointements. Ses ambassadeurs allaient à pied, ou se servaient de vieux carrosses jusqu'à ce que les essieux se rompissent sous leurs poids. Ses agents diplomatiques de première classe, ceux qui résidaient à Paris ou à Londres, ne touchaient pas tout à fait 1000 £ par an (25 000 fr.) La maison royale était tenue avec une économie dont aucun autre souverain n'avait jamais donné l'exemple. Frédéric aimait la bonne chère, le bon vin, et pendant une grande partie de sa vie il prit plaisir à recevoir à sa table un certain nombre de convives ; cependant sa maison ne lui coûta jamais plus de 50 000 francs par

an. Il repassait tous les comptes de ses domestiques avec un soin plus digne de la maîtresse d'une pension bourgeoise que d'un grand prince. Lui demandait-on plus de quatre rixdales pour un cent d'huitres, il s'emportait comme s'il eût appris qu'un de ses généraux avait vendu une forteresse à Marie-Thérèse. On ne débouchait jamais une bouteille de champagne sans son ordre exprès. Le gibier des parcs et des bois royaux, cet important chapitre de dépenses dans la plupart des États, lui rapportait au contraire d'assez gros bénéfices. Il afferma le droit de chasse ; et bien que ses fermiers fussent presque toujours ruinés par leur contrat, il ne leur faisait pas grâce d'une obole. Sa garde-robe se composait d'un bel habit de cérémonie qu'il ne remplaça jamais, de deux ou trois vieilles redingotes, de gilets jaunes tachés de tabac, et de grosses bottes noircies par le temps. Une seule passion l'entraînait quelquefois au delà des bornes de la prudence. Il aimait à faire bâtir. A tous autres égards, son économie mériterait d'être qualifiée d'avarice, si on ne réfléchissait pas que ses revenus lui étaient fournis par un peuple accablé de lourds impôts, et qu'il eût été impossible d'entretenir en même temps, sans une tyrannie excessive, une armée formidable et une cour splendide.

Considéré comme administrateur, Frédéric a des titres incontestables à nos éloges. Un ordre admirable régna constamment dans toute l'étendue de ses domaines. La propriété jouissait d'une sécurité parfaite. Chacun avait le droit d'exprimer et même d'écrire son opinion. Confiant dans la supériorité que lui assurait son armée en cas de lutte, le roi traita toujours les mécontents et les pamphlétaires avec un sage dédain, et

il n'accorda que de très-faibles encouragements aux espions et aux délateurs. Lui annonçait-on qu'il avait perdu l'affection d'un de ses sujets, il se contentait de répondre : « De combien de milliers d'hommes peut-il disposer ? » Un jour il aperçut une grande foule qui regardait les murs d'une maison ; il se dirigea aussitôt de ce côté, et reconnut que tous ces curieux lisaient un placard rempli d'injures contre sa personne. Comme ce placard était affiché trop haut, il le fit décoller et remettre à une place plus convenable. « Mon peuple et moi, dit-il, avons conclu un arrangement qui nous satisfait tous les deux : il dit tout ce qu'il lui plaît, et moi je fais tout ce que je veux. » Personne n'eût osé publier à Londres des satires contre Georges II, semblables à celles que les libraires de Berlin vendaient impunément contre Frédéric. Un éditeur envoya un jour au palais un exemplaire du plus méchant de tous les pamphlets qu'on ait jamais écrits dans ce bas monde, les Mémoires de Voltaire publiés par Beaumarchais, et il désirait connaître d'avance la volonté du roi. « N'annoncez pas cet ouvrage d'une manière offensante, répondit Frédéric ; mais vendez-le par tous les moyens possibles. J'espère qu'il vous rapportera de gros bénéfices. » Une telle philosophie n'est pas très-commune, même parmi les hommes d'État qui sont accoutumés à tous les excès d'une presse libre.

Ajoutons encore, à la louange de Frédéric, qu'il s'efforça toujours d'assurer à ses sujets l'inappréciable avantage d'une justice aussi peu coûteuse qu'expéditive. Il fut un des premiers souverains qui abolirent en Europe la cruelle et absurde coutume de la torture. — Aucune sentence capitale, prononcée par les tribunaux

ordinaires, ne reçut son exécution sans qu'il l'eût examinée et sanctionnée; et encore commuait-il souvent, si ce n'est dans les cas de meurtres, la peine des condamnés à mort. Du reste, il agissait d'une tout autre manière envers ses troupes. Les soldats qui avaient contrevenu aux lois de la discipline militaire étaient si impitoyablement fouettés qu'ils eussent préféré être fusillés. Le principe qui dominait toute la politique de Frédéric pouvait se résumer ainsi : plus l'armée est gouvernée sévèrement, plus il est sûr et nécessaire de traiter avec douceur le reste de la nation.

Si nous en exceptons quelques obligations aussi injustes que ridicules, imposées aux juifs, aucune persécution religieuse n'eut lieu sous son règne. Sa conduite envers les catholiques de la Silésie présenta un honorable contraste avec celle que l'Angleterre avait tenue dans de semblables circonstances envers les catholiques irlandais. Toutes les sectes religieuses ou antireligieuses vinrent se réfugier dans ses États. Les incrédules, que les parlements de la France avaient condamnés à une mort cruelle, obtinrent de lui les emplois qu'ils étaient capables de remplir. Les jésuites, qui ne pouvaient se montrer publiquement en aucun pays de l'Europe, que l'Angleterre menaçait encore de ses lois pénales, que la France, l'Espagne, le Portugal et Naples poursuivaient avec un égal acharnement, que le Vatican lui-même abandonnait, trouvaient un asile sûr et des moyens de subsistance sur le territoire de la Prusse.

La plupart des défauts de Frédéric se résument en un seul : le besoin de se mêler de tout. L'infatigable activité de son esprit, son caractère dictatorial, ses

habitudes militaires, ne firent que développer de plus en plus cette disposition fatale. Il voulut discipliner la nation entière comme il avait discipliné ses grenadiers. Une foule de règlements absurdes détournèrent le cours naturel du commerce et de l'industrie. Il y eut dès lors le monopole du café, celui du tabac, celui du sucre raffiné. La fortune publique, administrée sous tant de rapports avec une si sévère économie, servit à de folles dépenses : labourer des marais, planter des mûriers dans des plaines de sable, importer des moutons espagnols pour améliorer la laine saxonne, donner des prix à la belle laine filée, établir des manufactures de porcelaine, de tapis, de dentelles, telles furent les entreprises ruineuses dans lesquelles s'engagea Frédéric. Ni l'expérience des autres souverains, ni la sienne propre, ne purent lui apprendre que, pour créer des villes comme Lyon, comme Bruxelles ou comme Birmingham, il faut autre chose qu'une ordonnance royale et des sacrifices d'argent.

Toutefois, d'illustres exemples et des préjugés populaires justifiaient sa politique commerciale. Ses fautes les plus graves, son époque les commit en même temps que lui. Mais une pareille excuse n'atténue pas toujours ses torts. Ainsi, il tenta malheureusement de régler la justice, comme il avait réglementé le commerce et l'industrie. Aux lois existantes, aux interprétations qu'en donnait la magistrature entière, il opposa ses grossières notions d'équité. Il ne comprit pas que des hommes qui passent leur vie à juger des questions de droit civil, sont plus capables de se former une opinion juste et raisonnable sur de semblables questions, qu'un prince dont mille sujets divers absorbent l'atten-

tion, et qui n'a peut-être jamais lu un seul livre de droit. La résistance de ses tribunaux le rendit furieux ; il injuria son chancelier, il donna des coups de pied à ses juges. Loin de croire qu'il commettait une injustice, il s'imaginait défendre la cause du faible contre le fort, du pauvre contre le riche. Cependant cette manie de tout faire par lui-même eut pour ses sujets des conséquences beaucoup plus redoutables que toutes les explosions de ses mauvaises passions. On s'habitue à vivre sous un débauché ou sous un tyran ; mais être gouverné par un tracassier qui se mêle de tout, c'est une calamité que la nature humaine est incapable de supporter.

Quelques exemples suffiront pour faire comprendre les excès auxquels l'entraîna cette intolérable manie. Tous les enfants d'une certaine classe étaient obligés d'aller dans des écoles désignées. Un jeune Prussien passait-il quelques semaines aux universités de Leyde ou de Gottingue, il était puni de cette infraction aux règlements par la perte de ses droits civils : heureux encore si ses biens n'étaient pas confisqués. Personne ne pouvait voyager sans une permission du roi. La permission accordée, une ordonnance royale fixait la somme que le touriste devait dépenser. Un négociant avait le droit d'emporter 250 rixdales d'or ; un noble pouvait en prendre 400 ; car, il est bon de le remarquer en passant, Frédéric maintint toujours avec le plus grand soin la vieille ligne de démarcation qui séparait la noblesse et le peuple. Philosophe français en théorie, il demeura un prince allemand en pratique. Il parlait et il écrivait comme Sieyès sur les privilèges de la naissance ; mais aucun collège héraldique n'examinait

avec un regard plus perçant les généalogies et les quartiers des familles nobles de son royaume.

Tel fut Frédéric, le roi de Prusse. Mais il y avait un autre Frédéric, le Frédéric du Rheinsberg, le joueur de flûte et de violon, le poète bel esprit et le métaphysicien amateur. Les occupations et les soucis de la royauté n'avaient point fait perdre à ce Frédéric sa passion pour la musique, la lecture, les belles-lettres et la société des gens d'esprit. Tout le temps que lui laissaient la guerre et l'administration des affaires publiques, il le consacrait à ses plaisirs favoris; et peut-être l'emploi de ses heures de loisir fait-il mieux connaître son caractère que ses batailles ou ses lois.

« Dans mon pays, disait Schiller avec un orgueil bien placé, aucun Auguste, aucun Médicis n'a protégé l'enfance de l'art. » En effet, la langue si riche et si énergique de Luther, chassée des écoles par le latin, et par le français des palais des rois, s'était réfugiée parmi le peuple. Frédéric n'avait nulle idée de la beauté et de la force de l'allemand. En général, il en parlait, et il traitait ceux qui s'en servaient, avec le mépris de l'ignorance. Sa bibliothèque ne se composait que d'ouvrages français, et à sa table on n'entendait jamais que des conversations françaises.

Les compagnons de ses heures de loisir étaient, pour la plupart, des étrangers. La Grande-Bretagne fournit au cercle royal deux hommes distingués, issus d'une illustre famille, et exilés par les discordes civiles d'un pays dont leurs talents et leurs vertus eussent, en des temps plus heureux, augmenté la force et la gloire. Georges Keith, comte-maréchal d'Écosse, avait pris, en 1715, les armes pour la maison de Stuart, et son

jeune frère Jacques, alors âgé seulement de dix-sept ans, combattit vaillamment à ses côtés. Quand il ne leur resta plus aucune espérance de succès, ils se retirèrent tous deux sur le continent, errèrent de contrée en contrée, servirent dans les armées de plusieurs souverains, et surent gagner par leur conduite le respect et l'affection d'un grand nombre de leurs ennemis politiques. Leurs courses vagabondes se terminèrent à Potsdam, et Frédéric n'eut jamais des compagnons qui méritassent et obtinssent une si large part dans son estime. S'ils l'amusaient quelquefois à souper, ils étaient capables de lui rendre d'importants services, soit comme généraux, soit comme diplomates : aussi, seuls de tous ses amis, n'eurent-ils pas à se plaindre de sa conduite envers eux. A en croire les familiers du roi, le lord-maréchal fut le seul être humain pour lequel Frédéric eût une véritable affection.

L'Italie était représentée à Potsdam par le spirituel et l'aimable Algarotti, et par Bastiani, le plus ambitieux, le plus fin et le plus servile des abbés. Mais la majorité de la société intime de Frédéric se composait de Français. Maupertuis s'était rendu célèbre par le voyage qu'il avait fait en Laponie, dans le but de déterminer la forme de notre planète. On l'éleva à la dignité de président de l'Académie de Berlin, cette humble imitation de l'Académie de Paris. Baculard d'Arnaud, jeune poète qui donnait, disait-on, les plus grandes espérances, séduit par de brillantes promesses, s'était décidé à quitter son pays et à venir se fixer à la cour de Prusse. Le marquis d'Argens jouissait aussi, mais à d'autres titres, de la faveur particulière du roi. Ses manières élégantes, son caractère facile, ses lâchetés

superstitieuses, son irréligion, les précautions ridicules qu'il prenait sans cesse pour sa santé, fournissaient à Frédéric des distractions variées. Il aimait à mépriser qui l'amusait. D'Argens se prêtait également bien à plaisanter avec le roi et à subir ses railleries, parfois amères.

Frédéric passait donc avec ces compagnons et d'autres de la même espèce tout le temps qu'il pouvait dérober aux affaires publiques ; il aimait que ses petits soupers fussent animés par la gaieté et par la liberté ; il invitait ses convives à déposer toute réserve à la porte de la salle à manger, et à oublier qu'il était le commandant en chef d'une armée de cent soixante mille hommes, le maître absolu de la vie et de la liberté de tous ceux qui partageaient son repas et ses plaisirs. Aucune gêne ne semblait en effet régner dans ces réunions ; les assistants déployaient avec une certaine ostentation leur instruction et leur esprit. Les discussions historiques et littéraires y offraient parfois un grand intérêt ; mais l'absurdité de toutes les religions connues était presque toujours le sujet de la conversation, et l'audace avec laquelle on traitait des doctrines ou des noms que les chrétiens vénéraient depuis tant de siècles, effrayait même les esprits forts de la France et les *free-thinkers* (libres penseurs) de l'Angleterre. Toutefois, on eût vainement cherché dans cette brillante réunion quelques traces d'une véritable liberté ou d'une affection réelle : les rois absolus ont rarement des amis. Frédéric devait rendre si ce n'est impossible, du moins très-précaire, toute liaison un peu intime contractée avec lui ; il avait, nous sommes forcé d'en convenir, plusieurs qualités qui, au premier aspect,

semblaient très-séduisantes : il savait causer avec autant de grâce que d'esprit; désirait-il plaire, il prenait à volonté des manières si caressantes qu'il eût été difficile de lui résister; personne ne maniait plus délicatement la flatterie; personne ne réussissait mieux à inspirer à ceux qui l'approchaient de vagues espérances d'avancement ou de fortune. Mais cet extérieur si séduisant cachait un tyran, un homme méfiant, dédaigneux et méchant; il avait surtout un défaut qu'on peut pardonner à un enfant, mais qui chez un homme mûr et éclairé, lorsqu'il s'y adonne habituellement et avec réflexion, est l'indication infaillible d'un mauvais cœur : il aimait à faire ce qu'on appelle de mauvaises plaisanteries. Étiez-vous jaloux de votre toilette, il répandait de l'huile sur votre plus riche costume; étiez-vous un peu trop économe, il inventait quelque nouveau tour pour vous faire faire des dépenses exagérées; étiez-vous hypocondriaque, il cherchait à vous persuader que vous aviez une hydropisie; désiriez-vous entreprendre une excursion agréable, il vous écrivait une lettre alarmante pour vous forcer de renoncer à votre projet. Sans doute ce sont des plaisanteries, mais il ne faut pas s'y tromper, ces plaisanteries indiquent que la vue de la douleur et de la dégradation humaine procure une certaine jouissance à celui qui s'en rend coupable.

Frédéric scrutait d'un regard perçant les faibles de ses semblables, et il aimait à communiquer à d'autres le résultat de ses découvertes; il maniait avec un certain talent l'arme terrible du sarcasme, et il était surtout très-habile à trouver les places où ses coups devaient faire les blessures les plus profondes et les plus

cruelles. Aussi vain que méchant, il prenait plaisir à voir la contrariété et la confusion des victimes de ses plaisanteries; cependant c'était plutôt son rang que son esprit qui lui procurait de pareils succès. Commode descendit un jour, assurent les historiens, l'épée à la main dans l'arène, contre un gladiateur armé seulement d'un fleuret de plomb, et après avoir massacré ce malheureux sans défense, il fit frapper des médailles en commémoration de cette honteuse victoire. Les triomphes de Frédéric, dans la guerre des reparties, ressemblaient à celui de l'empereur romain. Ceux qui l'approchaient ne savaient quelle conduite tenir : paraître gêné en sa présence, c'était désobéir à ses ordres et le priver de ses distractions. Son sourire gracieux déterminait-il quelques-uns de ses compagnons à le traiter véritablement en ami, une humiliation cruelle les faisait aussitôt repentir de leur présomption. Il y avait toujours du danger à ressentir ses affronts; feindre l'indifférence, c'était les provoquer et montrer qu'on les méritait. A ses yeux, ceux qui se révoltaient contre ses injures étaient des insolents et des ingrats; ceux qui les subissaient sans se fâcher, des animaux domestiques créés tout exprès pour recevoir avec une servile patience les os et les coups de leur maître. Le besoin de satisfaire une faim dévorante pouvait seul donner aux compagnons du grand roi le courage de supporter une pareille position. Sa Majesté ne dépensait pas plus pour ses convives que pour ses diners; il marchandait un poète ou un philosophe comme une ménagère marchande une volaille; il ne les achetait jamais qu'au plus bas prix possible : encore le marché conclu n'était-il pas solide; et le salaire promis était-il, après des

années de souffrances, retiré sans prétexte, avec les formes les plus blessantes.

Potsdam était donc en réalité, pour nous servir de la comparaison d'un de ses plus illustres hôtes, le palais d'Alcine. Au premier aspect, il apparaissait à ceux qui l'approchaient comme un séjour délicieux où l'heureux voyageur devait trouver réunies toutes les jouissances intellectuelles et physiques. A peine y était-on entré, qu'on se voyait accueilli avec l'hospitalité la plus empressée, enivré par les plus douces flatteries, encouragé par les plus magnifiques promesses; mais les insensés qui franchissaient ce seuil enchanté, le cœur plein d'espérance et de joie, après quelques courts instants d'un bonheur illusoire, expiaient cruellement leur folie par de longues années d'opprobre et de misère. Le plus pauvre de tous les poètes actuels de notre métropole anglaise, est cent fois moins malheureux dans son grenier que le plus fortuné de tous les hôtes littéraires de la cour de Frédéric.

De tous ceux qui entrèrent dans les jardins enchantés de Potsdam avec l'ivresse de la joie, et qui les quittèrent la rage dans le cœur, le plus remarquable fut Voltaire. Plusieurs raisons le rendaient désireux de vivre éloigné de son pays. Sa réputation lui avait fait des ennemis, et sa susceptibilité leur donnait sur lui un redoutable avantage. C'étaient de méprisables adversaires; de tous les ouvrages écrits alors contre lui, il ne reste plus que ceux que ses propres citations ont sauvés de l'oubli; mais le lion lui-même s'irrite de la piqure du moucheron. Vainement sa gloire s'accrut des attaques mêmes de Fréron et de Desfontaines, attaques qu'il leur rendit au centuple, sans cependant leur faire souf-

frir ce qu'il avait souffert; vainement ses contemporains, devançant la postérité, l'exaltèrent-ils pendant sa vie au-dessus de tous les poètes, de tous les philosophes et de tous les historiens; vainement ses ouvrages obtinrent autant de succès à Moscou, à Londres, à Florence, à Stockholm qu'à Paris; il fut sans cesse tourmenté par cette jalousie inquiète dont l'ambitieux qui a la conscience de son impuissance devrait seul ressentir les atteintes. Ne craignait-il pas qu'un homme de lettres pût devenir son rival, et n'avait-il rien d'ailleurs à lui reprocher, non-seulement il se montrait juste et poli à son égard, mais encore il devenait pour lui un ami affectueux et un bienfaiteur libéral. Il était toujours, au contraire, l'ennemi secret ou avoué de ceux qui acquéraient par leur talent une réputation égale à la sienne. Ainsi, d'une part, il s'efforce habilement de rabaisser, dans l'opinion publique, Montesquieu et Buffon; d'autre part, il déclare ostensiblement la guerre à Jean-Jacques Rousseau. D'ailleurs il ne possédait pas l'art de cacher ses ressentiments sous de faux semblants de bonne humeur et de mépris. Malgré tous ses grands talents, malgré sa longue expérience du monde, il n'avait pas plus d'empire sur lui-même qu'un enfant gâté ou une femme nerveuse. Était-il humilié, il épuisait toute la rhétorique de la colère et du désespoir pour exprimer les peines qu'il éprouvait; ses imprécations amères, ses trépignements et ses malédictions, ses contorsions et ses larmes de rage, procuraient de bien vives jouissances à ces êtres vils qui repaissent volontiers leurs yeux des angoisses du génie, de l'abaissement d'un nom immortel. Les misérables venaient de trouver le moyen de le blesser au vif. L'envie elle-même avait été

obligée de reconnaître qu'au moins dans un genre, Voltaire n'avait pas de rival parmi ses contemporains. Depuis que Racine reposait à côté des grands hommes dont la cendre ajoutait encore à la sainteté de Port-Royal, aucun poète tragique ne pouvait disputer la palme à l'auteur de *Zaïre*, d'*Alzire* et de *Mérope*. Lorsque Crébillon, qui, quelques années auparavant, avait obtenu plusieurs succès au théâtre, et qui était depuis longtemps oublié, descendit tout à coup de son grenier du quartier Saint-Antoine, il se vit accueilli par les acclamations de tous les gens de lettres jaloux de Voltaire, et d'une populace capricieuse : on applaudit avec une sorte de fureur quelque chose qu'il intitula *Catilina*, exécration pièce où Catilina fait l'amour à la fille de Cicéron dans le style des héros de Scudéry. Le roi accorda une pension au poète triomphant, et les cafés de Paris déclarèrent que Voltaire était incontestablement un homme de mérite, mais que Crébillon seul possédait la véritable inspiration tragique, que seul il avait le feu sacré qui brillait dans les œuvres immortelles de Corneille et de Racine.

Ce fut un coup cruel pour Voltaire. Si sa sagesse et sa force d'âme eussent égalé la fertilité de son intelligence et l'éclat de son esprit, il eût compris que tous les critiques de l'Europe ne parviendraient jamais à élever *Catilina* au-dessus de *Zaïre*; mais il n'était pas doué de cette patience magnanime avec laquelle Milton en appelait à la postérité. Il engagea une lutte indigne de son talent, et il composa une série de pièces sur les sujets que son rival avait déjà traités. Ces pièces furent froidement accueillies. Mécontent de la cour, furieux contre la capitale, Voltaire conçut avec un certain plai-

sir des projets d'exil. Son attachement pour Mme du Châtelet l'empêcha pendant longtemps de les exécuter. Dès que sa mort l'eut rendu libre, il résolut d'aller chercher un refuge à la cour de Berlin.

Il avait reçu du roi de Prusse de nombreuses lettres d'invitation, remplies d'éloges enthousiastes et d'affectueuses promesses. Dans cette circonstance, l'avare semblait se montrer prodigue. En échange du plaisir et de l'honneur que lui procurerait la société du plus grand génie de l'époque, Frédéric offrait à Voltaire des titres, des places, une magnifique pension, une table bien servie et des appartements dans le palais royal. Mille louis lui étaient assurés pour les frais de son voyage. A leur départ de Berlin, les ambassadeurs prussiens qui se rendaient à Paris ou à Londres n'avaient jamais obtenu de pareilles gratifications. Cependant Voltaire ne fut pas content. Plus tard, lorsqu'il posséda une immense fortune, il se montra le plus libéral et le plus généreux de tous les hommes; mais tant que ses revenus ne satisfirent pas ses désirs, ni la raison ni le sentiment des convenances ne purent modérer son avidité. Il eut l'effronterie de demander deux mille louis pour pouvoir amener avec lui sa nièce, Mme Denis, la plus affreuse de toutes les coquettes. Le roi refusa sèchement. « Je ne sollicite pas, dit-il, l'honneur de recevoir cette dame. » En apprenant cette réponse, Voltaire entra dans un accès de rage enfantine. « Vit-on jamais une telle avarice ? s'écriait-il ; il a dans ses caveaux cent cuves remplies d'or, et il me marchande pour mille pauvres louis. » La négociation paraissait à jamais rompue ; mais Frédéric agit en fin diplomate. Affectant une indifférence profonde, il se montra disposé à transporter sur Baculard

d'Arnaud sa passion idolâtre. Sa Majesté écrivit même de mauvais vers , qui donnaient à entendre que Voltaire était un soleil couchant et d'Arnaud un soleil levant. A peine eurent-ils paru , que d'officieux amis apportèrent ces vers à Voltaire. Il'était encore au lit. En les lisant, il s'élança tout nu en chemise au milieu de sa chambre , fit plusieurs bonds de rage , et envoya demander un passe-port et des chevaux de poste. Il n'était pas difficile de prédire la fin d'une liaison qui avait un pareil commencement.

Ce fut en 1750 que Voltaire quitta la grande capitale, où il ne devait plus revenir que trente années plus tard environ, accablé par l'âge et les infirmités, pour y mourir au milieu d'un splendide et funèbre triomphe. Sa réception en Prusse eût complètement enivré un homme moins vain et moins impressionnable que lui. Il écrivit à ses amis de Paris que la bonté et la considération qu'on lui témoignait surpassaient toute description ; que le roi était le plus aimable des hommes et Potsdam le paradis des philosophes. Créé chambellan, il reçut, avec la clef d'or, la croix d'un ordre fameux, et un brevet qui lui assurait une pension viagère de 20 000 livres. Dans le cas où elle lui survivrait, sa nièce devait toucher, également jusqu'à sa mort, une pension de 4000 livres. Les cuisiniers et les cochers du roi étaient mis à sa disposition. Il habitait l'appartement qu'avait occupé le maréchal de Saxe, lorsqu'il avait visité la Prusse. Frédéric lui-même s'abaissa pendant quelque temps jusqu'à jouer auprès de son hôte le rôle de courtisan. Il pressa sur ses lèvres les doigts maigres de ce petit squelette grimaçant qu'il regardait comme le dispensateur suprême de l'immortalité. Il ajouterait, disait-il,

aux titres qu'il devait à ses ancêtres et à son épée, un autre titre emprunté à sa dernière et à sa plus glorieuse conquête. Il s'appellerait désormais Frédéric, roi de Prusse, margrave de Brandebourg, souverain duc de Silésie, possesseur de Voltaire. Mais au milieu même des délices de cette lune de miel, la vanité trop sensible de Voltaire commença à s'alarmer. Quelques jours après son arrivée, il ne put s'empêcher de dire à sa nièce que cet aimable roi égratignait d'une main ceux qu'il caressait de l'autre. Vinrent ensuite des réticences plus inquiétantes encore : « Les soupers sont délicieux, le roi est l'âme de sa société; mais... — Berlin est une belle ville; — les princesses sont charmantes, les filles d'honneur délicieuses; — mais....

Cette étrange amitié ne tarda pas à se refroidir. Jamais le sort n'avait réuni deux hommes plus propres à se rendre mutuellement malheureux. Chacun d'eux possédait, en effet, le défaut que l'autre pouvait le moins supporter facilement, et ils étaient tous deux, dans un genre différent, les plus impatients de tous les hommes. La frugalité de Frédéric méritait quelquefois le nom d'avarice. Dès qu'il se vit en possession de ce jouet si ardemment désiré, il pensa qu'il l'avait acheté trop cher. De son côté, Voltaire avait une avidité parfois impudente; il s'imagina que le favori d'un monarque qui avait dans ses caves des tonnes remplies d'or et d'argent, devait faire une fortune assez considérable pour exciter la jalousie d'un fermier général. Ils découvrirent bientôt leurs sentiments secrets; ils s'irritèrent, et alors commença entre eux une guerre dans laquelle Frédéric joua le rôle d'Harpagon, et Voltaire celui de Scapin.

Nous avons honte d'être obligé de raconter de pareils détails. Le plus grand capitaine et le plus grand homme d'État de son siècle fit diminuer la ration de sucre et de chocolat qui jusqu'alors avait été distribuée à son hôte. Voltaire s'en vengea en mettant dans sa poche les bougies de l'antichambre royale. Toutefois, d'autres querelles plus sérieuses éclatèrent tout à coup : les sarcasmes du roi blessèrent le poète jusqu'au vif. Que d'Arnaud et d'Argens, Guichard et La Métrie s'abaissassent à souffrir, pour un morceau de pain, l'insolence du maître, cela se conçoit ; mais Voltaire savait faire respecter sa dignité, car il n'ignorait pas qu'il était aussi un potentat, et que de sa part la simple menace d'une raillerie pouvait causer des déplaisirs mortels aux plus puissants souverains de l'Europe.

Les causes des disputes se multiplièrent : soit avidité, soit plutôt besoin d'émotions, Voltaire se mêlait sans cesse d'agiotage. Il se trouva impliqué dans quelques affaires peu honorables. Le roi saisit avec empressement cette occasion d'humilier son hôte : ils échangèrent des reproches amers et des plaintes réciproques. Voltaire fut bientôt en guerre avec les hommes de lettres qui vivaient à la cour de Prusse, et cette désunion irrita Frédéric : il en était cependant la cause principale ; il aimait à tourmenter ses semblables, et il accablait perpétuellement de louanges extravagantes les écrivains médiocres et les ouvrages sans valeur, dans le seul but de jouir de l'humiliation et de la rage de Voltaire. Mais Sa Majesté regretta bientôt la peine qu'elle avait prise de rendre tous ses hôtes littéraires jaloux les uns des autres. Des cabales et des intrigues sans nombre jetèrent le palais dans un désordre épouvantable. Il était plus

facile d'exciter un tel orage que de l'apaiser. Cette voix souveraine, à laquelle cent soixante mille hommes obéissaient sans murmurer, essaya vainement d'imposer silence à tous ces amours-propres exaspérés. De son côté Frédéric eut, en sa qualité de bel esprit, sa part d'ennuis et d'humiliations. Un jour il envoya une énorme quantité de vers à Voltaire, en le priant de les corriger et de lui communiquer ses remarques. « Regardez, s'écria Voltaire, quelle masse de linge sale le roi me charge de laver. » Des courtisans s'empressèrent de rapporter ce propos à Frédéric ; on devine son indignation.

Un pareil état de choses ne pouvait pas durer. Une circonstance insignifiante, qui, dans les premiers beaux jours de leur liaison, n'eût été pour les deux amis qu'un sujet de plaisanteries, détermina une explosion violente. Maupertuis, nommé président de l'Académie de Berlin, occupait, à une grande distance de Voltaire, le second rang dans la petite société littéraire qui se trouvait alors réunie à la cour du roi de Prusse. Voltaire, dont Frédéric avait par pure distraction excité les jalousies, résolut d'imprimer sur le front de son ennemi un stigmate ineffaçable : il écrivit la charmante satire du *Docteur Akakia*. Frédéric avait trop de goût, trop de malice, pour ne pas savourer une si délicieuse plaisanterie. Toutefois, il ne voulut pas que d'autres pussent s'en régaler après lui ; son amour-propre y était intéressé, car c'était lui qui avait nommé Maupertuis président de son Académie. Il pria Voltaire de détruire son œuvre. Voltaire promit de céder au désir du roi, mais il n'en fit rien : la satire fut publiée quelques jours après. Le *Docteur Akakia* obtint un immense succès. Le roi eut un accès de fureur. Voltaire protesta de son

innocence avec sa véracité habituelle, et accusa de cette publication un imprimeur ou un secrétaire. Mais Frédéric ne se laissait point prendre à des pièges aussi grossiers : il fit brûler le pamphlet par la main du bourreau, et il exigea que Voltaire lui écrivît dans les termes les plus soumis une apologie de sa conduite. Pour toute réponse, Voltaire envoya au roi sa croix, sa clef et le brevet de sa pension. Après cette première explosion, les deux amis commencèrent à rougir de leur violence et parurent se réconcilier, mais ils ne pouvaient plus vivre ensemble, et Voltaire dit à Frédéric un adieu éternel. Ils se séparèrent avec politesse, le cœur gros de ressentiment. Voltaire avait en sa possession un volume des poésies inédites du roi, et il oublia de le rendre. Simple oubli, nous en sommes convaincu. On lui aurait donné la Prusse tout entière, qu'il n'eût pas voulu publier les vers de Sa Majesté prussienne sous son nom. Frédéric, qui estimait ses ouvrages bien au-dessus de leur valeur, et qui était disposé à voir sous leur plus mauvais jour toutes les actions de Voltaire, ne put supporter la pensée que ses compositions favorites se trouvaient entre les mains du plus méchant et du moins délicat de ses ennemis. Dans sa colère, il perdit toute raison et toute pudeur, et il se détermina à commettre un outrage odieux et ridicule.

Voltaire avait atteint Francfort, où sa nièce, Mme Denis, était venue le rejoindre. Il se croyait désormais à l'abri du pouvoir de son ancien maître, lorsqu'il se vit arrêté par un ordre du résident prussien. Il lui fallut restituer le précieux volume aux représentants de son légitime propriétaire; mais les agents prussiens avaient sans aucun doute reçu d'autres instructions. Voltaire,

traité avec la dernière indignité, se vit enfermé douze jours dans une misérable auberge. Des sentinelles gardaient sa porte, la baïonnette au bout du fusil. Sa nièce fut traînée dans la boue sous ses yeux, et ses insolents geôliers lui extorquèrent 8000 fr. Il serait absurde de croire que Frédéric fut étranger à ces actes odieux, qui n'amènèrent ni une enquête, ni un châtement quelconque. Il était, au reste, coutumier du fait, et plus d'une fois, notamment à l'égard du comte Buhl, pendant la guerre de Sept ans, il satisfit ses rancunes personnelles sans se commettre ouvertement, par l'entremise de quelques soudards subalternes.

Revenons à Voltaire. Lorsqu'il obtint sa liberté, il avait devant lui un sombre et triste avenir. Il était, en effet, exilé de son pays natal et de son pays adoptif. Le gouvernement français, mécontent de son voyage en Prusse, lui défendait de revenir se fixer à Paris, et il ne pouvait plus désormais s'établir avec sécurité dans le voisinage de la Prusse.

Il se réfugia sur les rives délicieuses du lac Léman. Là, débarrassé de tous ces liens qui l'avaient jusqu'alors gêné, dédaignant les promesses et les menaces des cours et du clergé, il commença une longue guerre « contre tout ce qui avait, soit en bien, soit en mal, quelque autorité sur l'homme ; » car ces paroles de Burke sur l'Assemblée constituante, s'appliquent avec la même justesse à son grand précurseur. Incapable de rien fonder, il ne savait que détruire : il fut le Vitruve des ruines. Il ne nous a pas légué une seule doctrine digne de porter son nom ; il n'a rien ajouté au trésor de nos connaissances positives ; mais aussi quelle vaste et terrible masse de débris de vérités et d'erreurs, de senti-

ments nobles et de passions viles, de choses utiles et de choses fatales, marque son passage sur cette terre ! A dater du jour où il s'établit au pied des Alpes, son rôle s'agrandit : le poète dramatique, le bel esprit, l'historien devient un patriarche, le fondateur d'une secte, le chef d'une conspiration, le souverain d'une société intellectuelle. Que de fois il vengea l'innocence qui n'avait pas d'autre défenseur ! que d'injustices cruelles, que d'actes de tyrannie il punit ! Il eut aussi la satisfaction, bien douce pour son insatiable vanité, d'entendre les capucins terrifiés l'appeler l'Antechrist. Mais, qu'il fit le bien ou le mal, il n'oubliait jamais ni Potsdam ni Francfort, prêtant avidement l'oreille à tous les bruits qui semblaient lui présager l'explosion d'une tempête européenne et l'approche de l'heure de sa vengeance.

Ses vœux ne tardèrent pas à être satisfaits. Marie-Thérèse avait aussi une mémoire excellente ; elle se rappelait sans cesse les pertes immenses que lui avait fait éprouver l'odieuse conduite de Frédéric. Avec les défauts et les qualités qui s'allient d'ordinaire à une grande sensibilité et à ce que Bossuet appelle une âme haut placée, elle était prête à braver tous les dangers, à accabler des plus horribles maux ses propres sujets ou l'humanité entière, pour pouvoir seulement goûter une seule fois l'enivrant plaisir d'une vengeance complète. D'ailleurs sa religion superstitieuse lui représentait cette vengeance comme un devoir. La Silésie avait été enlevée à l'Eglise de Rome en même temps qu'à la maison d'Autriche. Le conquérant permettait, il est vrai, à ses nouveaux sujets d'adorer Dieu selon leur culte ; mais l'Eglise catholique devait-elle désormais marcher simplement l'égale de ces autres Eglises qu'elle

avait si longtemps tolérées elle-même, sinon opprimées? D'autres circonstances rendaient aux yeux de Marie-Thérèse son ennemi personnel l'ennemi de Dieu : l'impiété des écrits et des discours de Frédéric, les scandales de sa vie privée, devaient naturellement indigner une femme qui croyait fermement tout ce que lui disait son confesseur, et qui, malgré les tentations dont elle était entourée, malgré sa jeunesse et sa beauté, malgré l'ardeur de toutes ses passions, malgré son rang et sa puissance, n'avait jamais vu sa réputation ternie même par le souffle de la calomnie.

Telle les poètes nous représentent la déesse qui fatigua ses coursiers immortels pour soulever les nations contre Troie, et qui offrit de détruire ses villes les plus chères, Sparte et Mycènes, le jour où elle verrait les flammes de l'incendie dévorer le palais de Priam; telle fut Marie-Thérèse : elle n'avait plus qu'une pensée, qu'un désir, recouvrer la Silésie, et abaisser jusque dans la poussière la dynastie de Hohenzollern. Elle s'efforça donc de former contre son ennemi la plus formidable de toutes les coalitions européennes. Pour satisfaire sa haine et son ambition, il fallait que tout le monde civilisé, depuis les côtes de la mer Blanche jusqu'aux rives de l'Adriatique, depuis la baie de Biscaye jusqu'aux pâturages du Tanais, eût juré la ruine d'un État moins que secondaire.

Diverses intrigues lui assurèrent de bonne heure l'adhésion de la Russie. Elle promit au roi de Pologne une ample part du butin; et ce prince, gouverné par son favori, le comte Buhl, s'engagea de son côté à lui fournir l'appui des troupes saxonnes. Toutefois la plus grande difficulté restait à vaincre. Comment, en effet,

déterminer la France à entrer dans une pareille ligue ? comment obtenir que les maisons de Bourbon et de Hapsbourg unissent cordialement leurs efforts pour faire triompher le même projet de politique extérieure ? Selon l'expression énergique de Frédéric, on eût tenté avec plus de chances de succès d'amalgamer l'eau et le feu. Pendant deux siècles et demi, l'histoire du continent avait été l'histoire des jalousies et des inimitiés mutuelles de la France et de l'Autriche. Depuis l'administration de Richelieu surtout, les rois très-chrétiens s'étaient toujours crus obligés de s'opposer, en toute occasion, aux projets de la cour de Vienne et de protéger tous les membres de la Confédération germanique qui s'insurgeaient contre l'autorité des Césars. La communauté des sentiments religieux n'avait pu diminuer la force de cette antipathie. Alors même que, revêtus de la pourpre romaine, ils persécutaient avec acharnement les hérétiques de la Rochelle et de l'Auvergne, les rois de France ne cessaient pas de favoriser de tout leur pouvoir les princes luthériens et calvinistes, ennemis déclarés du chef suprême de l'Empire. Si les ministres français obéissaient encore aux règles traditionnelles qu'avaient respectées plusieurs générations, ils devaient tenir à l'égard de Frédéric la conduite que le plus grand de leurs prédécesseurs avait tenue à l'égard de Gustave-Adolphe. Une inimitié mortelle divisait la Prusse et l'Autriche, il fallait par conséquent qu'une étroite alliance unit la France et la Prusse. Avec la France, Frédéric ne pouvait jamais avoir une contestation sérieuse ; malgré son ambition et sa déloyauté, la situation de son territoire devait l'empêcher de l'attaquer de son propre mouvement : il était plus qu'à demi Fran-

çais, il ne lisait que des ouvrages français, il n'écrivait et ne parlait que le français, il ne vivait qu'avec des Français, l'admiration du peuple français était pour lui la plus belle récompense qu'il espérât de tous ses exploits; il semblait impossible qu'un gouvernement français, si léger et si stupide qu'il fût, se décidât à abandonner un tel allié.

Cependant la cour de Vienne ne désespéra pas de parvenir à son but. Les diplomates autrichiens tentèrent de faire prévaloir une politique nouvelle, qui, il faut le reconnaître, semblait assez spécieuse. D'après leur théorie, les grands pouvoirs de l'Europe avaient été longtemps victimes d'une grave erreur; ils se considéraient comme des ennemis naturels, tandis qu'ils étaient en réalité des alliés naturels. Une série de guerres cruelles avaient ravagé l'Europe, décimé sa population, épuisé ses ressources publiques, endetté tous ses gouvernements, et quand, après deux siècles de luttes acharnées et de trêves hypocrites, les illustres maisons dont l'inimitié divisait et agitait le monde posaient enfin les armes pour se demander ce que tous leurs sacrifices leur avaient rapporté, elles reconnaissaient, avec effroi, que pendant qu'elles se ruinaient, d'autres maisons royales s'étaient enrichies à leurs dépens: ni le roi de France, ni l'empereur ne recueillaient les fruits de la guerre de Trente ans, de la guerre de la Grande alliance, de la guerre de la Pragmatique Sanction; ces fruits avaient été habilement dérobés par des États de second et de troisième ordre, que leur insignifiance mettait à l'abri de la jalousie, et qui s'agrandissaient en prétendant servir les haines des grands chefs de la chrétienté. Ainsi la guerre de Trente ans avait profité à la Suède, la guerre de la Grande

alliance à la Savoie, la guerre de la Pragmatique Sanction à la maison de Brandebourg. De ces trois exemples, le dernier était le plus frappant. La France avait fait des efforts inouïs, elle avait perdu une armée en Bohême et versé à Fontenoy des flots du plus noble de son sang; elle s'était couverte de gloire à la vérité, mais elle s'était ruinée et endettée pour que Frédéric devînt le souverain de la Silésie. Et ce prince n'était pas même reconnaissant de tant de sacrifices; il trahissait aussi volontiers la cour de Versailles que celle de Vienne. Evidemment ces deux grandes puissances devaient désormais, au lieu de se faire la guerre, se liguer contre cet ennemi commun, qui en excitant leurs passions, en prétendant les servir tour à tour l'une après l'autre, s'élevait au-dessus du rang qu'il avait occupé jusqu'alors. L'Autriche voulait reconquérir la Silésie; la France désirait agrandir son territoire sur ses frontières de la Flandre. Divisées, elles se consumeraient peut-être en efforts impuissants, sans atteindre jamais leur but; coalisées, elles seraient sûres d'anéantir le roi de Prusse; s'il osait résister, une seule campagne suffirait pour le réduire.

Ces doctrines, qui avaient tout l'attrait de la nouveauté et de la vérité, ne tardèrent pas à se répandre dans toutes les petites maisons et dans tous les établissements publics de Paris, et elles furent adoptées avec empressement par ces marquis fringants et ces abbés d'humeur légère qui obtenaient la permission de voir peigner et poudrer les cheveux de Mme de Pompadour. Nulle théorie politique ne donnait cependant naissance à cette étrange coalition de la France et de l'Autriche : leur aversion personnelle pour le roi de Prusse, tel était

le véritable et l'unique motif qui déterminait les grandes puissances continentales à oublier leurs vieilles haines et leurs anciennes maximes d'État. Bien qu'il fût, sous certains rapports, un bon maître, Frédéric était un mauvais voisin ; sa parole amère et railleuse avait fait à ses ennemis de plus profondes blessures que son ambition. L'homme de lettres, le poète, le bel esprit, s'imposait encore moins de retenue que le roi. On attribuait à sa plume des vers satiriques contre tous les souverains et tous les ministres de l'Europe. Dans ses lettres et dans sa conversation, il parlait des grands potentats de son époque en termes dont Collé eût peut-être rougi de se servir, avec Crébillon le jeune, à la table de Pelletier. Les femmes les plus douces et les plus indulgentes ne pouvaient pas lui pardonner l'opinion qu'en toute occasion il manifestait à l'égard de leur sexe ; et malheureusement pour lui, des femmes qui n'étaient ni douces ni indulgentes gouvernaient alors presque tous les États du continent. Marie-Thérèse elle-même n'avait pas échappé à ses injurieuses plaisanteries ; l'impératrice Élisabeth de Russie savait parfaitement que ses amours lui fournissaient un thème favori de railleries et d'invectives grossières ; Mme de Pompadour, le souverain réel de la France, s'était vue encore plus outrageusement traitée. Elle avait espéré que ses flatteries si délicates lui obtiendraient la faveur du roi de Prusse ; il fit à ses messages des réponses aussi sèches que mordantes.

L'impératrice-reine employa un moyen tout différent pour parvenir au même but. La plus fière des princesses, la plus austère des mères, éprouvait un tel besoin de se venger, qu'oubliant la dignité de sa race et la pureté de

son caractère, elle s'abaissa jusqu'à flatter cette misérable concubine, qui prostituait d'autres femmes pour conserver à la cour de son maître l'influence qu'elle avait acquise en se prostituant elle-même. Marie-Thérèse écrivit de sa propre main une lettre remplie de témoignages d'estime et d'amitié à sa chère cousine, la fille du boucher Poisson, la femme du publicain d'Énoles, la pourvoyeuse du Parc-aux-Cerfs. Étrange cousine, en vérité, pour la descendante des empereurs de l'Occident ! La maîtresse du roi de France ne sut pas résister à de pareilles caresses, elle obtint tout ce qu'elle voulut de son amant. D'ailleurs, Louis XV avait aussi des injures à venger. Il ne les ressentait pas vivement ; mais, comme dit un proverbe oriental, « le mépris perce même l'écaille d'une tortue, » et ni la prudence ni le sentiment des convenances n'avaient pu empêcher Frédéric d'exprimer à diverses reprises le profond mépris qu'il éprouvait pour la paresse, la sottise et les turpitudes de Louis XV. Ainsi la France se trouva engagée à prendre part à cette coalition ; la Suède, complètement soumise à son influence, suivit bientôt l'exemple qu'elle lui avait donné.

Les ennemis de Frédéric avaient, certes, des forces suffisantes pour commencer ouvertement la guerre. Mais à tous leurs autres avantages ils désiraient ajouter celui d'une surprise. Cependant le roi de Prusse se tenait constamment sur ses gardes. Il soldait des espions dans toutes les cours, et il recevait de Vienne, de Dresde et de Paris, des détails si circonstanciés et si conformes, qu'il ne put pas un seul instant douter de son danger. Il savait qu'il serait attaqué en même temps par la France, l'Autriche, la Russie, la Saxe, la Suède et la

Confédération germanique ; que ses ennemis devaient se distribuer entre eux la majeure partie de ses domaines ; que la France, à qui sa position géographique ne permettait pas de s'agrandir avec les débris de la Prusse, recevrait en compensation un territoire équivalent dans les Pays-Bas ; que l'Autriche prendrait la Silésie ; la czarine, la Prusse orientale ; Auguste de Saxe, Magdebourg ; la Suède, une partie de la Poméranie. Si les projets de cette coalition réussissaient, la maison de Brandebourg tombait immédiatement, dans le système européen, au-dessous du duc de Wurtemberg ou du margrave de Baden.

Pouvait-on donc espérer qu'ils ne réussiraient pas ? Jamais, depuis des siècles, les grands États du continent ne s'étaient réunis pour former une telle alliance. Une ligue moins redoutable avait en une semaine conquis toutes les provinces de Venise, alors que Venise était parvenue à l'apogée de sa puissance, de ses richesses et de sa gloire. Une autre coalition également plus faible avait contraint Louis XIV à abaisser jusqu'à terre son front superbe. La nation sur laquelle régnait Frédéric ne comptait pas cinq millions d'âmes : la population des royaumes coalisés contre lui s'élevait à plus de cent millions d'habitants. Sous le rapport de la richesse, la disproportion était aussi effrayante. De petits États, animés par d'énergiques sentiments de patriotisme ou d'honneur, ont souvent résisté à de puissantes monarchies qu'affaiblissaient les luttes intestines des partis. Si petit que fût le royaume de Frédéric, il renfermait, en revanche, un plus grand nombre de mécontents que n'en contenaient tous les États de ses ennemis. La Silésie formait un quart de ses domaines,

et de tous les habitants de ce pays, nés sous des princes autrichiens, il ne pouvait attendre que de l'indifférence; heureux encore si les catholiques ne venaient pas se ranger sous la bannière de ses adversaires.

Leur position géographique a permis quelquefois à certains États de résister avec succès à des forces immenses. Ainsi, en diverses occasions, la mer a protégé l'Angleterre contre les attaques furieuses du continent entier. Dépouillé de ses possessions de la terre ferme, le gouvernement vénitien a pu, au milieu de ses lagunes, se rire des efforts impuissants des confédérés de Cambrai. Plus d'une grande armée qui regardait les bergers de la Suisse comme une proie facile, est venue périr dans les vallées ou sur les cols des Alpes. Frédéric ne possédait aucun de ces avantages. La forme de ses États, leur situation, la nature même du terrain, tout était contre lui. Nul bras de mer, nulle chaîne de collines ne protége ce territoire allongé, étendu, divisé, qui semblait en quelque sorte fait exprès pour rendre une invasion facile. En moins d'une semaine l'ennemi pouvait se porter sur tous les points. La capitale elle-même se trouvait constamment exposée. En un mot, tous les hommes politiques et tous les soldats de l'Europe étaient bien convaincus que la guerre qui allait éclater se terminerait, en quelques jours, par la défaite et l'abaissement de la maison de Brandebourg.

Frédéric partageait cette opinion générale; il lui restait cependant une dernière, une faible chance de salut. Ses États avaient au moins l'avantage d'une position centrale; séparés les uns des autres par de grandes distances, ses ennemis ne pouvaient pas concentrer facilement la masse totale de leurs forces sur un seul

point. Ils habitaient des climats différents. Telle saison de l'année, que tel peuple choisirait pour commencer les hostilités, ne conviendrait pas à tel autre peuple. En outre, la monarchie prussienne n'était affligée d'aucune de ces infirmités auxquelles sont sujets d'ordinaire les empires plus vastes et plus riches. La force réelle qu'elle était capable de déployer dans une lutte désespérée ne devait pas seulement se calculer d'avance d'après le nombre de milles carrés de son territoire, ou le chiffre de sa population. Ce corps maigre, mais solidement constitué et bien exercé, ne contenait que des nerfs, des muscles et des os. Nul créancier public ne réclamait de dividendes; nulle colonie éloignée n'avait besoin d'une protection efficace; nulle cour remplie de courtisans et de maîtresses ne dévorait la paye de cinquante bataillons. Quoique inférieure en nombre aux troupes qu'elle allait combattre, l'armée du roi de Prusse était beaucoup plus forte que ne semblait le comporter l'étendue de son territoire. Admirablement disciplinée, admirablement commandée, elle avait pris l'habitude d'obéir et de vaincre. Loin de présenter un déficit, le budget des recettes dépassait, en temps de paix, le budget des dépenses. Seul de tous les souverains de l'Europe, Frédéric avait su amasser un trésor qu'il réservait avec le plus grand soin pour les temps difficiles. Enfin le nombre même de ses ennemis lui offrait d'immenses avantages. Ils deviendraient bientôt jaloux les uns des autres; ils se querelleraient, ils tergiverseraient au moment de frapper un coup décisif. Quant à lui, il n'avait pas un allié; il agirait avec la vigueur, l'unité des vues et le mystère d'un puissant dictateur. Les ressources de l'art militaire pouvaient jusqu'à un certain point sup-

pléer à l'insuffisance de la force numérique. Le génie, le tact, la promptitude et la célérité des mouvements, la Providence enfin, prolongeraient peut-être la lutte pendant une ou deux campagnes ; gagner même un mois, c'était remporter une brillante victoire. Toutes les causes de dissolution que renferment en elles-mêmes les grandes coalitions ne tarderaient pas à produire leur effet. Chacun des confédérés penserait qu'il prend une part trop forte à la guerre et une part trop faible au butin. Les plaintes et les récriminations se succéderaient sans fin. Les Turcs se montreraient sur le Danube. Les hommes d'État de la France reconnaîtraient l'erreur qu'ils avaient commise en abandonnant les principes fondamentaux de leur politique nationale. Enfin la mort, venant à frapper un de ces souverains que leurs rancunes personnelles poussaient contre lui, ne pouvait-elle pas débarrasser Frédéric de ses plus formidables ennemis, et produire une révolution complète dans l'état de l'Europe ?

D'ailleurs, au milieu de cet horizon sombre et menaçant, Frédéric apercevait un rayon de lumière. La paix conclue entre l'Angleterre et la France, en 1748, n'avait été en Europe qu'un simple armistice. Partout ailleurs elle n'avait pas mis fin aux hostilités. Dans l'Inde, les deux grandes maisons musulmanes se disputaient la souveraineté de la Carnatique ; le fort Saint-Georges s'était déclaré pour l'un des deux partis, Pondichéry pour le parti opposé ; les soldats de Lawrence et de Clive avaient combattu, dans une série de batailles et de sièges, les troupes de Dupleix. Une lutte moins importante dans ses résultats, bien que capable pourtant de produire aussi une irritation immédiate, existait

entre les aventuriers français et anglais qui enlevaient des nègres et faisaient le commerce de la poudre d'or sur la côte de Guinée. Mais c'était surtout dans l'Amérique du Nord qu'éclataient la rivalité et la haine des deux nations. Les Français tentèrent d'établir autour des colonies anglaises une ligne de postes militaires, s'étendant des grands lacs jusqu'à l'embouchure du Mississipi. Les Anglais prirent les armes. Les anciennes tribus aborigènes vinrent aussitôt se ranger de chaque côté sous les drapeaux des Hommes pâles. Il y eut des batailles livrées, des forts pris d'assaut. D'étranges récits de cette guerre de sauvages parvinrent jusqu'en Europe, et envenimèrent ces haines nationales qu'avait engendrées une longue rivalité. Une explosion devenait imminente à l'époque où la tempête qui s'amoncelait depuis si longtemps allait éclater sur la Prusse. S'il eût été libre de choisir, Frédéric se fût, par sentiment et par intérêt, rangé du côté de la maison de Bourbon ; mais la folie de la cour de Versailles ne lui permit pas d'opter entre les deux nations rivales. Le jour où la France se faisait l'instrument de l'Autriche, la Prusse était obligée de s'allier à l'Angleterre. Frédéric n'espérait pas, il est vrai, qu'une puissance qui couvrait la mer de ses flottes et qui faisait en même temps la guerre sur les bords de l'Ohio et sur ceux du Gange, serait en état d'entretenir un corps d'armée considérable en Allemagne ; mais bien qu'elle fût pauvre si on la compare à l'Angleterre actuelle, notre patrie était alors plus riche qu'aucun autre Etat du continent ; si faibles que les trouve aujourd'hui une génération qui a payé en une seule année 130 millions st. (3 250 000 000 de fr.) d'impôts, la somme totale de ses revenus et les ressources

de son crédit paraissaient miraculeuses aux hommes politiques de cette époque. Une portion minime de ses richesses, dépensée par un prince habile et économe, dans une contrée où la vie n'est pas chère, eût suffi pour équiper et pour entretenir une armée formidable.

Telle était la situation dans laquelle se trouvait Frédéric. S'il vit toute l'étendue du danger qu'il courait, il comprit qu'il lui restait cependant une faible chance de salut, et avec une sage témérité il se détermina à frapper le premier coup. Ce fut au mois d'août 1756 que commença la grande guerre de Sept ans. Le roi de Prusse demanda à l'impératrice-reine une explication franche et nette, ajoutant qu'il considérerait son refus comme une déclaration de guerre. « Je ne veux pas, lui disait-il, une réponse rédigée dans le style d'un oracle. » Il reçut une réponse à la fois fière et évasive. En un instant le riche électorat de Saxe fut envahi par soixante mille Prussiens. Auguste occupait avec son armée une forte position à Pirna. La reine de Pologne était à Dresde. Quelques jours après, Pirna était assiégée et Dresde prise. Frédéric désirait avant tout s'emparer des papiers d'État de la Saxe, car il était certain de trouver dans ces papiers des preuves nombreuses que, bien qu'il parût l'agresseur, il ne faisait cependant que se défendre. La reine de Pologne, connaissant aussi bien que Frédéric l'importance de ces documents, les avait empaquetés et cachés dans sa chambre à coucher. Elle se disposait à les expédier à Varsovie, lorsqu'un officier prussien se présenta pour les réclamer : espérant qu'aucun soldat n'oserait outrager une femme, une reine, la fille d'un empereur, belle-mère d'un dauphin, elle se plaça elle-même devant la caisse, et finit par s'asseoir

dessus. Toute résistance devait être inutile; les papiers furent immédiatement portés à Frédéric, qui y trouva ce qu'il y cherchait, et qui en fit imprimer une partie. Cette publication produisit un grand effet. Il devenait évident pour tout le monde que, quels qu'eussent été les anciens torts du roi de Prusse, il ne prenait maintenant l'offensive que pour se défendre.

L'armée saxonne campée à Pirna était en même temps rigoureusement assiégée; mais elle espérait recevoir bientôt d'utiles secours. Une grande armée autrichienne, sous le commandement du maréchal Brown, allait franchir les cols qui séparent la Bohême de la Saxe. Laissant à Pirna des forces suffisantes pour tenir tête aux Saxons, Frédéric courut en Bohême, rencontra Brown à Lowositz, et le défit complètement. Cette bataille décida du sort de la Saxe. Auguste et son ministre favori, Buhl, s'enfuirent en Pologne. Toutes les troupes de l'électorat capitulèrent. A dater de ce moment jusqu'à la fin de la guerre, Frédéric considéra la Saxe comme une partie de ses domaines, ou plutôt il traita les Saxons de manière à faire comprendre le véritable sens de cette terrible sentence : *Subjectos tanquam suos, viles tanquam alienos*. Il leva dans ce malheureux pays des troupes et des contributions avec une rigueur inusitée. Dix-sept mille hommes qui formaient une partie du camp de Pirna se virent presque contraints par la force de s'enrôler sous les drapeaux de leur vainqueur. Ainsi quelques semaines seulement après le commencement des hostilités, un des confédérés était désarmé, et ses armes servaient à combattre ses alliés.

L'hiver mit fin aux opérations militaires. Cette courte campagne avait été favorable au roi de Prusse. Mais à

de simples escarmouches devaient bientôt succéder une bataille rangée, une mêlée générale et décisive. Il était aisé de prévoir que l'année 1757 serait une époque remarquable dans l'histoire de l'Europe.

Le plan de campagne était simple, hardi et judicieux. Le duc de Cumberland prenait position, à la tête d'une armée anglaise et hanovrienne, dans l'Allemagne occidentale, afin de pouvoir empêcher les troupes françaises d'attaquer la Prusse. Les Russes, arrêtés par les neiges, ne feraient vraisemblablement aucun mouvement avant la fin du printemps. La Saxe était vaincue, la Suède n'inspirait pas de craintes sérieuses. Pendant quelques mois, Frédéric n'aurait pas d'autre adversaire à combattre que l'Autriche. Dans cette première lutte, toutes les chances étaient encore contre lui ; mais l'habileté et le courage ont souvent triomphé de chances en apparence plus formidables.

Dès le commencement de l'année 1757, l'armée prussienne qui occupait la Saxe se mit en mouvement et descendit en Bohême par quatre défilés des montagnes. Elle marchait d'abord sur Prague pour se diriger ensuite, sans aucun doute, sur Vienne. Le maréchal Brown défendait Prague avec une grande armée. Daun, le plus sage et le plus heureux des généraux autrichiens, s'avancait à la tête de forces imposantes. Frédéric résolut de détruire l'armée de Brown avant l'arrivée de Daun. Sous ces murs, témoins cent trente ans auparavant de la victoire de la ligue catholique et de la fuite de l'infortuné palatin, eut lieu, le 6 mai, la plus sanglante de toutes les batailles livrées en Europe, durant ce long intervalle de temps qui sépare Malplaquet d'Eylau. Le roi et le prince Frédéric de

Brunswick se distinguèrent par leur bravoure et leur activité. Mais la gloire principale de cette journée fameuse appartient à Schwerin. Quand il vit chanceler l'infanterie prussienne, le vieux et brave maréchal arracha le drapeau à un enseigne, et l'agitant en l'air il força son régiment à marcher de nouveau sous sa conduite contre l'ennemi. Ainsi, à soixante-douze ans, il tomba pour ne plus se relever, au plus fort de la mêlée, sans avoir lâché l'étendard qui porte l'aigle noire sur un champ d'argent. La victoire resta au roi, mais elle avait été chèrement achetée. Des colonnes entières de ses plus braves soldats gisaient sur le champ de bataille. Il avoua lui-même qu'il avait perdu dix-huit mille hommes; vingt-quatre mille ennemis avaient été tués, blessés ou faits prisonniers.

Une partie de l'armée vaincue s'enferma dans les murs de Prague; une autre partie alla rejoindre les troupes qui s'avançaient sous le commandement de Daun. Déterminé à employer de nouveau le moyen dont il venait de faire un si heureux essai, Frédéric laissa des forces suffisantes devant Prague, et marcha contre Daun à la tête de trente mille hommes. Bien qu'il eût l'avantage du nombre, le prudent maréchal ne voulut pas risquer une bataille. Il prit à Kolin une position presque inexpugnable, et attendit l'attaque du roi.

C'était le 18 juin, jour qui, si la superstition grecque conservait son influence, devrait être consacré à Némésis, jour durant lequel une terrible expérience apprit à un des plus grands princes et à un des plus grands capitaines des temps modernes que ni la valeur ni le talent ne peuvent fixer l'inconstance de la fortune. La bataille commença avant midi, et après le coucher

du soleil une partie de l'armée prussienne soutenait encore la lutte. Cependant Frédéric avait déjà perdu toute espérance ; ses troupes, repoussées à diverses reprises avec des pertes affreuses, étaient incapables d'un nouvel effort. On lui persuada difficilement de quitter le champ de bataille. Les officiers de son état major furent obligés d'employer la prière, et l'un d'eux prit même la liberté de lui dire : « Votre Majesté prétend-elle enlever, à elle seule, les batteries de l'ennemi ? » Treize mille de ses meilleurs soldats avaient péri ; il ne lui restait d'autre parti à prendre que de se retirer en bon ordre, de lever le siège de Prague, et d'évacuer la Bohême, le plus vite possible, par différentes routes.

Ce coup semblait devoir être mortel. Telle était la situation de Frédéric, qu'une suite non interrompue de victoires pouvait seule l'arracher à une ruine en apparence inévitable, quand tout à coup, presque au début de la campagne, il venait d'essuyer une défaite qui, dans une guerre entre deux États égaux d'ailleurs, aurait eu des résultats significatifs. L'opinion que l'Europe entière avait de son armée lui donnait une force immense. Depuis son avènement au trône, ses soldats avaient battu les Autrichiens dans plusieurs rencontres successives. La gloire abandonnait ses armes ! Toutes les victimes de ses sarcasmes malveillants s'empressèrent de se venger par des railleries. Ses soldats cessaient de se fier à son étoile. Partout, dans son camp, on critiquait avec sévérité ses dispositions ; il trouvait même des détracteurs jusqu'au sein de sa famille. Son frère puîné, Guillaume, héritier présomptif ou plutôt héritier apparent du trône, le bisaïeul du roi actuel, ne pouvait s'empêcher de gémir sur sa propre destinée et sur celle de la maison de

Hohenzollern, jadis si grande et si prospère, maintenant réduite, par l'ambition déraisonnable de son chef, à devenir la risée de toutes les nations. Ces plaintes et quelques fautes que Guillaume avait commises durant la retraite de Bohême excitèrent la colère de l'inexorable souverain. Les durs reproches de son frère déchirèrent le cœur du prince; il quitta l'armée et se retira dans une maison de campagne où il mourut, peu de temps après, de honte et de chagrin.

Qui aurait cru que la mesure des infortunes du roi n'était pas comblée? Cependant un nouveau coup, non moins terrible que celui de Kolin, vint alors frapper Frédéric. Les Français avaient envahi l'Allemagne sous le commandement du maréchal d'Estrée. Le duc de Cumberland voulut arrêter leur marche; il leur livra bataille à Hastembeck, et fut complètement défait. Pour conserver intacte au moins une partie de l'électorat de Hanovre, il fit à Closter-Severn, avec les généraux français, un arrangement qui leur permit d'employer toutes leurs forces contre le roi de Prusse.

La Providence avait décidé que le malheur de Frédéric serait complet. Il perdit sa mère à cette époque, et il paraît avoir ressenti cette perte plus vivement que ne le faisaient supposer la dureté et la froideur bien connues de son caractère. Il était enfin aussi malheureux qu'il était méchant, sévère, hautain et cynique; ses traits devinrent si pâles et si hagards, son corps si maigre, que lorsqu'à son retour de Bohême il traversa Leipsick, le peuple hésitait à le reconnaître. Il n'avait plus de sommeil; malgré tous ses efforts pour les retenir, de grosses larmes jaillissaient à chaque instant de ses yeux; son esprit troublé commença à regarder

la tombe comme le seul refuge où il pût désormais trouver un abri contre la misère et le déshonneur. Il avait juré de ne jamais se laisser prendre vivant par ses ennemis, de ne jamais accepter un traité de paix qui le fit déchoir de la place qu'il occupait parmi les grands États de l'Europe. Il crut que le suicide était la seule ressource qui lui restât, et il choisit résolument son genre de mort. Il portait toujours sur lui, dans une petite boîte de verre, un poison sûr et prompt ; il annonça hautement à ses confidents intimes son projet bien arrêté de mettre fin à ses jours.

Mais nous ne tracerions qu'une esquisse imparfaite de l'état moral de Frédéric, si nous négligions ces singularités bizarres et comiques qui forment un contraste frappant avec la gravité, l'énergie et la dureté de son caractère. L'élément comique prédominait-il dans l'étrange pièce qui se jouait alors ? Était-ce, au contraire, l'élément tragique qui l'emportait ? Le problème est difficile à résoudre. Au milieu de ses plus grands malheurs, Frédéric n'avait jamais cessé de faire des vers sur tous les sujets. Sa passion poétique s'accroissait chaque jour, au lieu de diminuer. Au moment où, pressé de tous côtés par ses ennemis, le désespoir dans le cœur, il retirait de ses vêtements, où il les avait cachées, des pilules de sublimé corrosif, il entassait, les unes sur les autres, des centaines de pièces de mauvais vers, lie insipide de l'Hippocrène de Voltaire, écho affaibli de la lyre de Chaulieu. Il peut être intéressant de comparer ses actions et ses écrits pendant les derniers mois de l'année 1757. Ni Annibal, ni César, ni même Napoléon n'ont fait en si peu de temps autant de grandes choses que n'en fit Frédéric durant cette

courte période, la plus brillante sans contredit de l'histoire de la Prusse. Et cependant cet illustre guerrier employait ses rares moments de loisir à composer des odes et des épitres dans ce style commun que le génie abandonne avec dédain à la médiocrité. A peine, çà et là, quelque sentiment viril, digne d'être mis en prose, et qui se trouve mêlé à des rhapsodies mythologiques, vraie friperie littéraire. Jamais on ne vit unies tant de faiblesse et tant de force, tant de petitesse et tant de grandeur. Jamais caractère ne se présenta tour à tour aux regards de l'observateur stupéfait, sous des faces plus variées, que celui de ce pédant guerrier, moitié Mithridate et moitié Trissotin, qui résistait à l'univers entier coalisé contre lui, une once de poison dans une poche et un cahier de vers exécrables dans l'autre.

Quelque temps auparavant, Frédéric avait cherché à se réconcilier avec Voltaire; ils avaient échangé entre eux plusieurs lettres polies. Après la bataille de Kolin, leurs relations épistolaires devinrent, au moins en apparence, amicales et confidentielles. De tous les recueils de lettres existants, la correspondance de ces deux êtres extraordinaires, après leur réconciliation, est celui qui jette la plus vive lumière sur les parties les plus obscures et les plus compliquées de la nature humaine. Ils sentaient tous deux que leur querelle leur avait fait un tort immense dans l'opinion publique; ils s'admiraient mutuellement; ils avaient besoin l'un de l'autre. Le grand roi désirait que le grand écrivain transmitt à la postérité le récit de ses actions : toutefois ils s'étaient fait des blessures trop profondes pour pouvoir en effacer la trace, ou même pour pouvoir les guérir parfaitement. Non-seulement les cicatrices res-

tèrent, mais les plaies se rouvrirent et saignèrent. Leurs lettres consistent, pour la plupart, en compliments, en remerciements, en offres de services, en promesses d'amitié, en assurances de dévouement. Mais quand ils se rappelaient tous deux le passé, avec quelle amertume, avec quelle dureté ils se traitaient encore !

Sire, écrit Voltaire le 21 avril 1760, un petit moine de Saint-Just disait à Charles-Quint : « Sacrée Majesté, n'êtes-vous pas lasse d'avoir troublé le monde ? faut-il encore désoler un pauvre moine dans sa cellule ? » Je suis le moine, mais vous n'avez pas renoncé aux grandeurs et aux misères humaines comme Charles-Quint.... Ma dernière heure approche, mais ne la troublez pas par des reproches injustes et par des duretés qui sont d'autant plus sensibles que c'est de vous qu'elles viennent.

Vous m'avez fait assez de mal : vous m'avez brouillé pour jamais avec le roi de France, vous m'avez fait perdre mes emplois et mes pensions ; vous m'avez maltraité à Francfort, moi et une femme innocente, une femme considérée, qui a été traînée dans la boue et mise en prison ; et ensuite, en m'honorant de vos lettres, vous corrompez la douceur de cette consolation par des reproches amers ; vous prenez plaisir à vouloir humilier les autres hommes, à leur dire, à leur écrire des choses piquantes ; plaisir indigne de vous d'autant plus que vous êtes plus élevé au-dessus d'eux par votre rang et par vos talents uniques.

La réponse de Frédéric est plus froide, mais aussi sévère :

Je n'entre point dans la recherche du passé. Vous avez eu sans doute les plus grands torts envers moi : votre conduite n'eût été tolérée par aucun philosophe. Je vous ai tout pardonné, et même je veux tout oublier. Mais si vous n'aviez pas

affaire à un fou amoureux de votre beau génie, vous ne vous en seriez pas tiré aussi bien chez tout autre. Tenez-vous-le pour dit, et que je n'entende plus parler de cette nièce qui m'ennuie, et qui n'a pas autant de mérite que son oncle pour couvrir ses défauts.

Loin de rompre les liens qui les unissaient encore, cette querelle les resserra. Après avoir laissé ainsi déborder leur mauvaise humeur, Voltaire et Frédéric parurent s'aimer plus que jamais, et ils échangèrent, avec une merveilleuse apparence de sincérité, de nouveaux compliments et d'autres protestations d'amitié.

Des hommes qui s'écrivaient de pareilles lettres ne devaient pas se ménager dans leur conversation. L'ambassadeur anglais, Mitchell, savait que le roi de Prusse entretenait avec Voltaire une correspondance suivie, dans laquelle il lui parlait à cœur ouvert de ses affaires les plus importantes. Grand fut son étonnement lorsqu'il entendit Sa Majesté déclarer que son cher correspondant intime était un misérable sans cœur. De son côté, le poète ne s'exprimait pas avec plus de respect sur le compte du roi.

Voltaire éprouvait tout à la fois pour Frédéric des sentiments de haine et d'affection, de mépris et d'admiration, et ces sentiments étaient soumis à des variations perpétuelles. Le vieux patriarche ressemblait à un enfant gâté qui, en moins d'un quart d'heure, rit et pleure, caresse ou frappe. Son sentiment n'était pas complètement éteint au fond de son cœur, et cependant il conservait encore quelque reste de sympathie pour son ancien ami. Français, il désirait le triomphe de son pays; philosophe, il souhaitait que le trône occupé par

un philosophe ne fût pas renversé. Il eût voulu en même temps sauver et humilier Frédéric. Il n'avait qu'un seul moyen de satisfaire toutes ces passions contraires. Que Frédéric fût sauvé par l'intervention de la France, qu'il sût devoir cet utile secours à la médiation de Voltaire : telle était la délicieuse vengeance qu'il se plaisait à rêver. Du fond de son ermitage des Alpes, il croyait pouvoir dicter la paix à l'Europe. D'Estrée venait de quitter le Hanovre, et le commandement de l'armée française avait été confié au duc de Richelieu, qui ne s'était fait jusqu'alors connaître que par ses succès auprès des femmes. Richelieu mérite, sans aucun doute, d'occuper le premier rang parmi tous ces séducteurs de profession dont les romans de Crébillon fils et ceux de Laclos renferment des portraits si fidèles. Dans sa première jeunesse, il avait osé s'attaquer même aux femmes de la maison royale; et si on devait en croire certains bruits publics, il n'était pas étranger à ces remords mystérieux qui troublèrent les dernières heures de l'adorable mère de Louis XV. Mais le duc avait vieilli; le cœur profondément corrompu, l'esprit occupé sans cesse de petites choses, sa constitution ruinée, sa fortune compromise, et, qui pis est, le nez rouge, il entraît alors dans sa cinquantième année; vieillard éteint, frivole, peu respecté. Sans doute il était brave comme tous les gentilshommes français; mais lorsqu'on le mit à la tête de l'armée de Hanovre, il ne possédait aucune connaissance militaire; aussi n'eut-il pas d'autre pensée et d'autre désir que de réparer, par tous les moyens possibles, les brèches qu'une vie de prodigalités et de débauches avait faites à sa fortune.

Vers la fin de sa vie, le duc de Richelieu avait une horreur profonde pour les philosophes, non pas pour les parties de leur système que tout homme sage eût condamnées, mais pour leurs vertus, pour leur amour de la liberté, pour leur haine de ces abus sociaux dont il offrait lui-même un exemple si frappant. Toutefois, il rayait Voltaire de sa liste des écrivains proscrits. Il envoyait souvent à Ferney des lettres remplies de compliments. Il faisait au patriarche l'honneur de lui emprunter de fortes sommes d'argent, et il daignait même, tant il lui était attaché, oublier de lui en payer les intérêts. Voltaire voulut mettre en rapport l'un avec l'autre le commandant en chef de l'armée française et le roi de Prusse. Il leur écrivit des lettres pressantes, et il réussit à établir entre eux une correspondance suivie.

Toutefois Frédéric dut sa délivrance à d'autres moyens de salut. Au commencement de septembre, ses ennemis croyaient l'avoir enfermé dans un cercle fatal où il lui serait impossible d'éviter leur vengeance. Les Russes ravageaient ses provinces orientales; la Silésie était occupée par les Autrichiens. Une grande armée française s'avancait contre lui, de l'occident, sous les ordres du maréchal de Soubise, prince de la maison de Rohan. Berlin elle-même avait été prise et pillée par les Croates; mais trente jours suffirent à Frédéric pour sortir, avec une gloire éclatante, de cette situation désespérée.

Il marcha d'abord contre Soubise. Le 5 novembre, les deux armées se rencontrèrent à Rosbach. Les Français étaient deux contre un, mais ils n'avaient pas été suffisamment exercés, et leur général ne possédait aucun

talent militaire. Les dispositions de Frédéric et la valeur bien disciplinée des troupes prussiennes obtinrent une victoire complète. Sept mille hommes de l'armée ennemie furent faits prisonniers ; tous les canons, tous les drapeaux, tous les bagages tombèrent entre les mains des vainqueurs. Le reste de l'armée s'enfuit en désordre, comme une populace dispersée dans une émeute par une charge de cavalerie. Après cette victoire, le roi se dirigea vers la Silésie. De ce côté, tout semblait perdu. Breslaw avait succombé, et Charles de Lorraine occupait avec des forces imposantes la province entière. Le 5 décembre, un mois après la bataille de Rosbach, Frédéric attaqua le prince Charles à Leuthen, près de Breslaw. Il avait quarante mille hommes sous ses ordres, et l'armée ennemie en comptait soixante mille. Il était, en général, trop porté à ne considérer ses soldats que comme de simples machines ; mais, ce jour-là, il employa ces moyens extraordinaires dont Bonaparte se servit plus tard avec un grand succès pour exciter l'enthousiasme de ses armées. Il rassembla autour de lui ses principaux officiers, et leur adressant un discours chaleureux, il leur ordonna d'aller répéter ses paroles dans tous les rangs. Quand les deux armées furent en présence, les Prussiens étaient tous animés d'une ardeur farouche, et ils la manifestèrent avec une gravité caractéristique. Leurs colonnes serrées commencèrent leur attaque en chantant, aux sons des tambours et des fifres, les grossières hymnes du vieux saxon Herholds. Jamais ils ne s'étaient si bien battus ; jamais le génie de leur chef n'avait brillé d'un si vif éclat. « Cette bataille, dit Napoléon, fut un chef-d'œuvre ; elle suffirait pour élever Frédéric au premier

rang parmi les grands capitaines. » La victoire était complète; vingt-sept mille Autrichiens étaient morts, blessés ou faits prisonniers; cinquante drapeaux, cent pièces de canon, quatre mille chariots restaient au pouvoir des vainqueurs. Breslaw ouvrit ses portes; la Silésie fut reconquise; Charles de Lorraine alla cacher à Bruxelles sa honte et son chagrin, et Frédéric permit à ses troupes de prendre un peu de repos dans des quartiers d'hiver, après une campagne dont les vicissitudes surpassent celles de toutes les guerres de l'antiquité ou des temps modernes.

La gloire du roi de Prusse remplit bientôt le monde entier. Durant l'année précédente, Frédéric avait résisté avec succès à trois souverains, dont le plus faible était trois fois plus riche et plus puissant que lui. Sur quatre batailles rangées livrées à des forces supérieures, il en avait gagné trois; et, réparée comme elle venait de l'être, la défaite de Kolin augmentait, au lieu de la diminuer, sa réputation militaire. La victoire de Leuthen est encore aujourd'hui le plus beau triomphe dont la Prusse puisse s'enorgueillir. Sans doute Leipsick et Waterloo eurent pour l'Europe des résultats beaucoup plus importants; mais à Leipsick et à Waterloo les Prussiens n'étaient pas seuls. Au point de vue purement militaire, la victoire de Rosbach fut peut-être moins glorieuse que celle de Leuthen, car elle fut gagnée sur un général incapable et des troupes désorganisées. Elle produisit toutefois un effet moral immense. Jusqu'à ce jour, Frédéric n'avait battu que des armées composées de populations germaniques; l'Allemagne tout entière ne pouvait donc pas se réjouir et se glorifier de pareils succès. Un Hessois ou un Hanovrien ne sera jamais heureux et fier d'ap-

..

prendre que des Poméraniens ont massacré des habitants de la Moravie, ou que des drapeaux saxons ornent les voûtes des églises de Berlin. Mais la victoire de Rosbach était une victoire nationale, car à Rosbach une petite armée de soldat sallemands, commandée par un prince allemand, avait, sans le secours d'aucun allié, défait complètement une armée étrangère. Depuis la dissolution de l'empire de Charlemagne, la race teutonique n'avait pas remporté une pareille victoire sur la race franke. Aussi la nouvelle de la bataille de Rosbach excita un enthousiasme difficile à décrire parmi cette immense population qui parle les divers dialectes de l'antique langue d'Arminius, et qui s'étend des Alpes à la Baltique, et des frontières de la Courlande à celles de la Lorraine. L'Europe comprit enfin que tous les peuples de l'Allemagne ne formaient qu'une seule nation dont Frédéric pouvait devenir véritablement le chef suprême, et dont Berlin serait peut-être un jour la capitale commune. Les Allemands le comprirent aussi, et de là date cet esprit teutonique, dont le réveil, en 1813, délivra l'Europe centrale du joug napoléonien; esprit qui veille encore aux bords du Rhin, et préserve le vieux fleuve d'une nouvelle servitude.

Cette journée mémorable n'eut pas seulement des résultats politiques. Bien que Frédéric ne sût ni apprécier ni même comprendre sa langue maternelle, bien qu'il considérât la France comme la patrie privilégiée du bon goût et de la philosophie, cependant il contribua, malgré lui, à délivrer de ce joug étranger le génie de ses concitoyens. En battant Soubise à Rosbach, il créa en quelque sorte, sans s'en douter et sans le vouloir, ces poètes et ces écrivains qui ne devaient pas tar-

der à devenir les rivaux de Boileau et de Voltaire. Ainsi la Providence bouleverse tous les projets des hommes. Un roi qui ne lisait que des ouvrages français, qui ne parlait que la langue française, qui occupait un rang distingué parmi les classiques français, délivra à son insu la moitié du continent de la domination de cette littérature dont il resta, jusqu'à la fin de sa carrière, l'humble et fidèle esclave.

Les succès de Frédéric eurent en Angleterre un retentissement plus grand peut-être qu'en Allemagne. L'anniversaire de la naissance de notre allié fut célébré avec un enthousiasme incroyable; tous les habitants de Londres illuminèrent leurs maisons; partout on voyait des portraits du héros de Rosbach, représenté avec son chapeau et sa perruque historiques. Aujourd'hui encore, on trouverait dans les salons des vieilles auberges, et dans les magasins des marchands d'estampes, vingt portraits de Frédéric pour un de George II. Tous les peintres d'enseignes étaient occupés à transformer le portrait de l'amiral Vernon, jadis le héros populaire, en celui du roi de Prusse. Quelques jeunes Anglais manifestèrent le désir d'aller visiter l'Allemagne en qualité de volontaires, pour apprendre l'art de la guerre sous le plus grand des généraux contemporains. Frédéric refusa avec politesse, mais avec fermeté, cette dernière preuve d'affection et d'admiration. Son camp n'était pas une école pour les amateurs qui voulaient étudier la science militaire; la sévérité de la discipline prussienne devenait parfois barbare. Tout le temps que durait une campagne, les officiers se voyaient contraints d'obéir à une règle non moins austère que celle du plus rigide de tous les ordres monastiques. Si noble que fût leur

naissance, si élevé que fût leur grade, ils ne pouvaient se servir que de vaisselle d'étain. Un comte ou un feld-maréchal qui aurait eu une cuiller d'argent dans ses bagages s'exposait à un châtement sévère. De jeunes nobles anglais, aimant le plaisir, héritiers d'une immense fortune, accoutumés à une vie de luxe et d'indépendance, ne se soumettraient pas facilement à ces privations lacédémoniennes. D'ailleurs le roi n'en obtiendrait pas l'obéissance que lui témoignaient ses propres sujets ; car il lui était impossible, en cas de refus, d'emprisonner ou de fusiller un Howard, un Cavendish. D'un autre côté, l'exemple d'un petit nombre de gentilshommes élégants, ayant une suite nombreuse de voitures et de domestiques, se servant de vaisselles d'or ou d'argent et buvant du champagne à tous leurs repas, suffisait pour corrompre toute son armée ; il pensa qu'il était plus prudent de ne pas s'exposer à de pareils dangers, et il refusa poliment d'admettre dans l'intérieur de son camp des auxiliaires si redoutables.

L'Angleterre lui fournit un secours plus utile et plus acceptable. Un subside annuel de 700 000 livres (17 500 000 fr.) lui permit d'augmenter son armée de plus de cinquante mille hommes. Pitt, parvenu alors à l'apogée de sa puissance et de sa popularité, entreprit de défendre l'Allemagne occidentale contre la France, et il pria seulement Frédéric de lui prêter un général. Frédéric désigna le prince Ferdinand de Brunswick, qui s'était déjà distingué au service de la Prusse. Placé à la tête d'une armée, en partie anglaise, en partie hanovrienne, en partie composée de mercenaires loués à tous les petits États de l'Empire, le prince Ferdinand de Brunswick justifia le choix des deux cours alliées, et il

apprit à l'Europe qu'il était le second général de son siècle.

Frédéric passa l'hiver à Breslaw, occupé à lire, à écrire, et à se préparer pour la campagne suivante. Les vides que la guerre avait faits dans les rangs de son armée furent bientôt comblés, et au printemps de 1758 il se trouvait prêt à entrer de nouveau en campagne. Le prince Ferdinand tenait les Français en échec. Après avoir tenté contre les Autrichiens quelques opérations insignifiantes, Frédéric marcha contre les Russes qui venaient de pénétrer jusqu'au cœur de ses États, en massacrant, en incendiant, en ravageant tout ce qu'ils rencontraient sur leur passage; il les attaqua à Zorndorf, près de Francfort-sur-l'Oder. La bataille fut longue et sanglante. Les deux armées ne firent aucun prisonnier, car les races germanique et scythe conservaient toujours l'une pour l'autre une aversion mortelle, et la vue des ravages commis par leurs sauvages ennemis avait singulièrement irrité le roi et ses soldats. Les Russes essuyèrent une déroute complète, et pendant quelques mois aucun danger ne menaça les frontières orientales de la Prusse.

Frédéric venait d'atteindre enfin au zénith de sa gloire militaire. Durant le court espace de neuf mois, il avait remporté trois grandes batailles sur les armées de trois puissantes monarchies, la France, l'Autriche et la Russie. Mais son caractère devait être soumis à de rudes épreuves. Autant la fortune l'avait favorisé, autant elle allait l'accabler. A cette brillante série de triomphes succéda une série de désastres si affreux que tout autre général en eût vu sa réputation ternie, et en eût éprouvé une douleur mortelle. Cependant, malgré ses revers,

Frédéric excita toujours l'admiration de ses sujets, de ses alliés et de ses ennemis. Alors même qu'il succombait sous le poids de ses malheurs, alors même qu'il était dégoûté de la vie, il soutenait encore la lutte, plus grand dans sa défaite, dans sa fuite, dans cette adversité qui semblait ne lui laisser aucune ressource, qu'il ne l'avait été sur les champs de ses plus glorieuses victoires.

Dès qu'il eut défait les Russes, il courut en Saxe pour combattre les troupes de l'impératrice-reine que commandaient alors le plus prudent et le plus entreprenant de ses généraux, Daun et Laudohn. Ces deux célèbres capitaines s'arrêtèrent à un plan d'attaque tout à la fois sage et hardi. Au milieu de la nuit, ils surprirent le roi dans son camp de Hochkirchen ; la présence d'esprit de Frédéric sauva son armée d'une destruction complète ; mais elle fut battue à son tour, et elle essuya des pertes considérables. Le maréchal Keith resta parmi les morts. Réveillé en sursaut par les premiers coups de feu, le noble exilé s'arma à la hâte et courut au plus fort de la mêlée. Il reçut une blessure dangereuse ; mais il refusa de quitter le champ de bataille, et il ralliait autour de lui ses soldats dispersés, lorsqu'une balle autrichienne termina son aventureuse carrière.

Heureusement pour Frédéric, il savait comment on répare une défaite, et Daun était incapable de tirer parti d'une victoire. Ce coup terrible ne l'abattit pas ; en peu de jours l'armée prussienne redevint aussi forte et aussi redoutable qu'elle l'était avant la bataille de Hochkirchen. Toutefois l'avenir commençait à lui inspirer de sérieuses inquiétudes. Une armée autrichienne commandée par le général Harsch avait envahi la Silésie et assiégé la forteresse de Neisse. Daun avait écrit à son

collègue : « Ne vous mettez pas en peine du roi de Prusse, je vous en rendrai bon compte. » La situation des Prussiens devenait de plus en plus embarrassante ; l'armée victorieuse de Daun leur barrait la route de la Silésie ; s'ils parvenaient cependant à atteindre ce pays, ils laissaient la Saxe exposée aux attaques des Autrichiens ; mais la fermeté et l'activité de Frédéric surmontèrent tous les obstacles. Il fit avec une rapidité extraordinaire un immense détour, évita Daun, marcha droit en Silésie, délivra Neisse, et repoussa Harsch en Bohême. Daun profita de l'absence du roi pour attaquer Dresde. Les Prussiens se défendirent en désespérés. Les habitants de cette riche et élégante capitale implorèrent en vain tour à tour la pitié de sa garnison et de l'armée ennemie. Ses magnifiques faubourgs furent réduits en cendre. Il était évident que les assiégeants, s'ils pénétraient dans l'intérieur de la ville, seraient obligés de livrer un assaut dans chaque rue, d'emporter chaque maison à la baïonnette. On apprit alors que Frédéric, ayant chassé ses ennemis de la Silésie, revenait en Saxe à marches forcées. Daun leva le siège de Dresde et se retira sur le territoire autrichien. Le roi fit, au travers de monceaux de ruines, son entrée triomphante dans cette malheureuse ville, qui avait si cruellement expié la politique pusillanime et perfide de son souverain. On était alors au 20 novembre ; la rigueur du froid suspendit toutes les opérations militaires, et l'armée prussienne reprit ses quartiers d'hiver à Breslaw.

La troisième campagne de la guerre de Sept ans était terminée, et Frédéric conservait toujours la même position : il avait récemment essuyé des malheurs domestiques en même temps que des revers militaires.

Le 14 octobre, le jour de la défaite de Hochkirchen, — ce jour dont quarante-huit années plus tard une défaite bien plus terrible encore devait marquer le triste anniversaire, — mourut Wilhelmine, margravine de Bareuth. Si nous la jugeons d'après les portraits qu'elle nous a laissés d'elle-même ou qu'en ont tracés ses contemporains les plus dignes de foi, elle n'avait ni distinction ni délicatesse, mais elle savait haïr, — qualité peu commune, — mais elle était bonne et généreuse. Son esprit, naturellement solide et fin, avait été soigneusement cultivé, et elle fut, elle mérita d'être l'amie intime et la favorite de son frère. Toute douleur que pouvait causer à cette âme de fer une perte autre que celle d'une province ou d'une bataille, la mort de sa sœur la fit éprouver à Frédéric.

Durant l'hiver qu'il passa à Breslaw, le roi de Prusse s'abandonna sans aucune réserve à ses passions poétiques. Ses meilleurs vers se trouvent peut-être dans une satire mordante sur Louis XV et Mme de Pompadour, qu'il écrivit à cette époque et qu'il se hâta d'envoyer à Voltaire. Ces vers étaient si bons, que Voltaire craignit d'être soupçonné de les avoir faits, ou au moins de les avoir corrigés. Moitié par peur, moitié, nous le pensons, par méchanceté, il les envoya à son tour au duc de Choiseul, alors premier ministre de France. Choiseul résolut, en homme de sens, de battre Frédéric avec ses propres armes, et il s'adressa à Palissot, qui possédait un certain talent comme versificateur et comme satirique. Palissot qui ne s'était pas encore fait une réputation en traînant sur la scène Helvétius et Jean-Jacques Rousseau, composa en effet quelques vers assez méchants sur la moralité et l'esprit

de Frédéric, et Choiseul envoya cette réponse à Voltaire. Une pareille guerre d'épigrammes, succédant au carnage de Zorndorf et à l'incendie de Dresde, éclaire d'une lumière éclatante l'étrange caractère du roi de Prusse.

A cette époque, Frédéric fut assailli par un nouvel ennemi. Benoît XIV, le plus estimable et le plus sage des deux cent cinquante successeurs de saint Pierre, venait de mourir. Durant le court intervalle qui sépare son règne de celui de son disciple Ganganelli, Rezzonico occupa le siège pontifical sous le nom de Clément XIII. Ce prêtre absurde voulut savoir quel secours il était capable de porter à l'orthodoxe Marie-Thérèse contre un roi hérétique. Le jour de Noël, pendant la grand'messe, il bénit solennellement une épée avec un riche baudrier et un élégant fourreau, un chapeau de velours cramoisi bordé d'hermine et une colombe de perles, symbole mystique du Consolateur divin ; puis il envoya, en grande pompe, ces divers objets au maréchal Daun, le vainqueur de Kolin et de Hochkirchen. Les papes avaient quelquefois conféré cette marque de faveur aux plus illustres champions de la chrétienté : à Godefroy de Bouillon, au duc d'Albe, à Jean Sobieski. Mais les présents que le baron du Saint-Sépulcre recevait avec un profond respect au onzième siècle, et qui conservaient encore une partie de leur valeur au dix-septième siècle, ne parurent plus que ridicules à une génération qui lisait Montesquieu et Voltaire. Frédéric écrivit de piquantes satires sur la donation et sur le donateur. Toutefois l'opinion publique n'avait pas besoin de ce mot d'ordre pour se prononcer, et une explosion universelle d'hilarité qui s'étendit de Lisbonne à

Saint-Pétersbourg rappela au Vatican que le temps des croisades était passé.

La quatrième campagne, la plus désastreuse de toutes les campagnes de la guerre de Sept ans, venait de s'ouvrir : les Autrichiens envahirent la Saxe et menacèrent Berlin ; les Russes battirent les généraux prussiens sur l'Oder, menacèrent la Silésie, effectuèrent leur jonction avec Laudohn et se retranchèrent fortement à Kunersdorf. Frédéric marcha droit contre eux et leur livra bataille. Durant la première moitié de la journée, tout céda à l'impétuosité des Prussiens et à l'habileté de leur chef. Les lignes ennemies furent forcées, une partie de l'artillerie russe tomba au pouvoir de Frédéric, qui expédia à Berlin un courrier porteur d'une courte dépêche annonçant une victoire complète. Mais pendant ce temps, les Russes, invaincus quoique défaits, se rallièrent avec opiniâtreté dans une position presque inexpugnable, sur une éminence où les juifs de Francfort ensevelissent leurs morts. La bataille recommença. Épuisée par une lutte acharnée de six heures, sous un soleil des tropiques, l'infanterie prussienne livra vainement un nouvel assaut. Le roi chargea lui-même trois fois à la tête de ses troupes. Il eut deux chevaux tués sous lui. Les officiers de son état-major tombaient blessés mortellement autour de lui. Son habit fut percé de plusieurs balles. Tout devait être inutile : décimée par les feux de l'ennemi, l'infanterie lâcha pied, et la terreur se répandit dans tous les rangs. En ce moment, la redoutable cavalerie de Laudohn, qui n'avait pas encore pris part à l'action, se précipita sur ces troupes épuisées et chancelantes. La déroute devint générale. Frédéric lui-même faillit tomber entre les mains des

vainqueurs; il ne dut son salut qu'à un brave officier qui, à la tête d'une poignée de hussards, fit une diversion de quelques minutes. Accablé de fatigue et de chagrin, le roi atteignit le soir même un village que les cosaques avaient pillé. Là il se coucha sur un tas de paille, dans une ferme ruinée et déserte. Il avait déjà envoyé à Berlin une seconde dépêche bien différente de la première : « Que la famille royale abandonne Berlin. Qu'on envoie les archives à Potsdam. La ville peut traiter avec l'ennemi. »

Ses pertes étaient énormes : des cinquante mille hommes qui, le matin même, marchaient fièrement à l'ennemi sous les aigles noires, il lui en restait à peine trois mille. Il songea de nouveau à son sublimé corrosif. Il écrivit diverses lettres d'adieux à ses amis. Il indiqua les mesures utiles à prendre après sa mort. « Je n'ai plus aucune ressource, disait-il dans une de ses lettres, tout est perdu; je ne survivrai pas à la ruine de mon pays. Adieu pour toujours. »

Mais les rivalités mutuelles de ses ennemis les empêchèrent de profiter de leur victoire; ils perdirent plusieurs jours en tergiversations et en querelles, et un seul jour bien employé avait plus de prix pour Frédéric qu'une année pour d'autres généraux. Le lendemain de la bataille, dix-huit mille hommes étaient déjà réunis autour de lui. Ce nombre s'éleva bientôt à trente mille. Les forteresses voisines lui envoyèrent de l'artillerie, et en très-peu de temps il eut une nouvelle armée. Berlin était sauvée pour le moment; mais une série non interrompue de nouveaux malheurs vint accabler Frédéric : un de ses généraux se laissa prendre à Maxen avec un fort détachement de troupes; un autre fut

battu à Meissen; et quand la campagne de 1759 se termina enfin au milieu d'un hiver rigoureux, la situation de la Prusse paraissait désespérée. Sur un seul point, la fortune lui avait souri. Plus heureux que son maître, Ferdinand de Brunswick avait, par une série d'exploits dont la bataille de Minden était le plus glorieux, réduit les armes françaises à l'impuissance.

La cinquième année allait bientôt commencer; il semblait impossible que la Prusse, ravagée à diverses reprises par de nombreuses armées, soutint plus longtemps la lutte. Mais le roi donna à l'Europe un exemple que le Comité de salut public devait suivre plus tard pendant la Révolution française. Résister à l'ennemi, telle était son unique pensée. De tout le reste, il s'en inquiétait peu. Son royaume n'était plus à ses yeux qu'une ville assiégée. Peu importait la propriété détruite, les liens civils rompus, l'avilissement des monnaies, les fonctionnaires impayés, la destruction, complète en certaines provinces, des rapports administratifs. Tant qu'il lui resterait des hommes, des chevaux, du pain de seigle et des pommes de terre, de la poudre et des balles; tant qu'il pourrait encore nourrir ou tuer des soldats, il résolut de continuer la guerre.

Les premières opérations de la campagne de 1760 lui furent encore défavorables. L'ennemi occupa de nouveau Berlin, imposa des contributions énormes à tous les habitants, et pilla le palais royal. Enfin la fortune, qui lui avait été deux années infidèle, sembla vouloir se rapprocher de Frédéric. Il remporta à Lignitz une grande bataille sur Laudohn; il défit Daun à Torgau après un combat meurtrier. A la fin de la cinquième année, l'issue de la guerre était encore incertaine;

mais, malgré l'épuisement de ses ressources, Frédéric luttait encore : la haine lui donnait une force surnaturelle; l'implacable ressentiment de ses ennemis lui avait inspiré une soif de vengeance qu'il n'essayait même pas de cacher. « Je commence à comprendre, dit-il dans une de ses lettres, que la vengeance est un plaisir divin : je ne suis pas un saint, et j'avoue que je mourrais content si je pouvais, avant ma mort, rendre à mes ennemis une partie des maux que j'endure. »

La campagne de 1761 ajouta encore à sa gloire ; mais, malgré ses efforts, elle eut des résultats désastreux pour la Prusse. Laudohn s'était emparé de la forteresse de Schweidnitz, qui le rendit maître d'une moitié de la Silésie et de tous les passages importants des montagnes. Les Russes avaient battu les généraux prussiens en Poméranie : son royaume était si complètement épuisé, que, de son propre aveu, Frédéric désespérait de trouver des soldats, des chevaux et des provisions.

Cependant deux grands événements, la retraite de M. Pitt et la mort de l'impératrice Élisabeth de Russie, allaient apporter de graves changements aux relations de la plupart des États européens.

La retraite de Pitt semblait menacer d'une ruine totale la maison de Brandebourg. Cet homme d'État était trop fier et trop passionné pour se souiller d'une lâcheté ou d'une trahison. Il avait souvent déclaré que, tant qu'il serait ministre, l'Angleterre ne ferait pas une paix d'Utrecht et n'abandonnerait pas, dans un intérêt personnel, un de ses alliés, cet allié fût-il même réduit à la dernière extrémité. La guerre continentale devint en quelque sorte sa guerre particulière. Oubliant ses éloquentes protestations contre la politique hanovrienne

de Carteret et les subsides allemands de Newcastle, il osa affirmer « que l'Angleterre devait être aussi attachée au Hanovre qu'au Hampshire, et qu'il ferait en Allemagne la conquête de l'Amérique. » Il tomba, et ce pouvoir qu'il avait exercé sinon avec mesure, du moins avec vigueur et avec génie, fut alors confié à un représentant du parti tory, qui avait lutté contre Guillaume, persécuté Marlborough et abandonné les Catalans à la vengeance de Philippe d'Anjou. Faire la paix avec la France, rompre, aussi promptement que le permettaient les convenances, toutes les alliances continentales, tel fut le but principal du nouveau ministère. Cette politique inspira à Frédéric une haine injuste, mais amère et profonde, pour l'Angleterre; elle eut de déplorables effets qui se font encore sentir dans tout le monde civilisé. Elle empêcha plus tard l'Angleterre de trouver sur le continent un seul allié contre la maison de Bourbon; elle détermina Frédéric à se ligner avec la Russie, et à se rendre complice de ce grand crime qui engendra tant d'autres crimes, le premier partage de la Pologne.

A peine la retraite de M. Pitt eut-elle privé la Prusse de son unique allié, que la mort d'Elisabeth vint opérer une révolution complète dans la politique de la Russie. Le grand duc Pierre, le neveu et le successeur de l'impératrice, avait une véritable passion pour Frédéric, dont il se montrait en toute occasion le servile imitateur; il s'empressa de rendre leur liberté aux prisonniers prussiens, de les faire habiller décemment et de les renvoyer à leur roi. Il retira ses troupes des provinces qu'Élisabeth avait résolu d'incorporer à son empire, et il délia de leurs engagements tous les sujets prussiens

qui avaient été contraints de prêter serment de fidélité à la Russie. Non content d'avoir conclu une paix favorable à la Prusse, il voulut prendre du service dans l'armée prussienne : il porta l'uniforme prussien ; il attacha sur sa poitrine l'aigle noire de Prusse, et il résolut d'aller rendre une visite à Frédéric ; enfin il lui envoya quinze mille de ses meilleurs soldats. Grâce à ces secours, le roi eut bientôt réparé les pertes de la précédente campagne, reconquis la Silésie, défait Daun à Bukersdorf, assiégé et repris Schweidnitz. A la fin de l'année, il présentait aux forces de Marie-Thérèse un front aussi formidable qu'avant ses grands revers de 1759. La campagne n'était pas encore terminée lorsque l'empereur Pierre fut déposé et massacré par ses sujets révoltés. L'impératrice, qui lui succéda sous le nom de Catherine II, ne se montra pas d'abord, au commencement de son règne, favorablement disposée pour Frédéric : toutefois, si elle rappela ses troupes, elle observa la paix faite par son époux, et, de ce côté du moins, la Prusse se vit désormais à l'abri de toute attaque.

L'Angleterre et la France firent à la même époque un traité d'alliance en vertu duquel elles s'obligeaient à rester neutres dans les guerres de l'Allemagne. La coalition dissoute, les deux ennemis primitifs, l'Autriche et la Prusse, demeurèrent seules en présence sur ce champ de bataille qu'elles s'étaient si longtemps et si vivement disputé. Sans doute l'Autriche était moins épuisée et plus puissante que la Prusse ; mais était-il possible que, réduite à ses propres forces, elle triomphât de son ennemi, elle qui n'avait pu le vaincre avec les secours de la France et de la Russie ? D'ailleurs d'autres dan-

gers menaçaient la maison impériale : la Porte ottomane tenait un langage inquiétant, et cent mille Turcs étaient réunis sur les frontières de la Hongrie. L'impératrice-reine cessa une lutte désormais inutile, et au mois de février 1763, la paix de Hubertsburg mit fin à cette guerre qui, durant sept années, avait ravagé l'Allemagne. Le roi ne fit aucune concession : la Silésie lui restait. Tous les souverains de l'Europe coalisés contre lui n'avaient pu lui arracher cette province sur laquelle s'était appesantie sa main de fer.

Il y avait six ans que Frédéric était absent de Berlin lorsqu'il y fit sa rentrée triomphante, en calèche découverte, Ferdinand de Brunswick assis à ses côtés. La multitude le salua des plus vives acclamations. Ces marques d'affection l'émurent, et il s'écria à diverses reprises : « Vive mon cher peuple ! vivent mes enfants ! » Mais, malgré la pompe et la gaieté de cette fête, il apercevait de tous côtés les traces des terribles ravages de la guerre. La capitale avait été plusieurs fois livrée au pillage ; sa population avait considérablement diminué, et cependant Berlin avait moins souffert que toutes les autres provinces du royaume. Les contributions forcées levées par les ennemis s'élevaient, disait-on, à plus de 500 millions de francs, et la valeur de tous les objets qu'ils avaient détruits dépassait de beaucoup cette somme. Les champs restaient sans culture ; on avait dévoré les semences dans un moment de disette. Tous les bestiaux avaient été détruits par la famine ou par des maladies contagieuses. On comptait plus de quinze cents maisons brûlées ; un sixième de la population mâle capable de porter les armes gisait sur les champs de bataille. La population totale du royaume avait di-

minué de 10 pour 100. Dans quelques provinces, on n'apercevait que des femmes dans les champs au temps de la moisson. Sur d'autres points, les voyageurs traversaient plusieurs villages abandonnés avant de rencontrer un seul être vivant. Le cours des monnaies avait subi une dépréciation considérable ; les lois étaient sans force, les magistrats sans autorité, les ressorts du gouvernement détendus ou brisés ; l'armée elle-même était désorganisée. On n'avait pas pu remplacer les généraux et les officiers morts sur les champs de bataille. Vers la fin de la guerre, les soldats devenaient si rares que l'on ne refusait aucun de ceux que l'on parvenait à trouver. Des bataillons entiers se composaient de prisonniers ou de déserteurs. Trente années de repos et d'industrie devaient à peine suffire pour guérir tant et de si profondes blessures. Heureusement la Prusse ne s'était pas endettée ; elle avait supporté des charges effrayantes, mais elle ne devait rien à personne : elle n'avait pas engagé l'avenir.

Arrêtons-nous ici pour le moment. Nous avons suivi Frédéric jusqu'au terme de sa carrière militaire ; un jour peut-être, quand les Mémoires dont nous sommes servis ¹ seront terminés, nous achèverons cette

1. *Frédéric le Grand et son époque*, avec une introduction, par Thomas Campbell. 2 vol. in-8°. Londres, 1842. — La promesse de Macaulay n'a pas été tenue. Sa *Biographie de Frédéric le Grand* est restée incomplète. Il l'eût probablement achevée à propos du livre très-remarquable qu'un écrivain original, Thomas Carlyle publie de nos jours en Angleterre, et dont les premiers volumes seulement ont paru au moment où nous traçons ces lignes. Quand l'ouvrage sera terminé, c'est là, sans nul doute, que nos lecteurs devront aller chercher la suite et la fin du beau travail de lord Macaulay... (*Note du traducteur.*)

esquisse de son caractère. Nous donnerons alors quelques détails sur sa politique extérieure, ainsi que sur ses habitudes privées pendant les années de tranquillité qui suivirent la guerre de Sept ans.



LORD CLIVE.

1725-1774.

Il nous a toujours semblé surprenant que, l'histoire de la domination espagnole en Amérique étant familière à toutes les nations européennes, les grandes choses accomplies par les Anglais en Orient excitent, même en Angleterre, un si médiocre intérêt. Le premier écolier venu vous dira le nom de l'homme qui a jeté Montézuma dans les fers, ou de celui qui fit étrangler Atahualpa. En revanche, parmi les *gentlemen* anglais dont l'intelligence a été le plus soigneusement cultivée, vous n'en trouverez pas un sur dix qui sache le nom du vainqueur de Buxar, ou de l'homme sur qui pèse la responsabilité du massacre de Patna; qui puisse dire si Sourajah Daoulah régnait dans l'Oude ou à Travancore; et si Holkar, le grand Holkar, était de race indoue ou de race musulmane. Cependant, les victoires de Cortez furent remportées sur des barbares complètement illettrés; inhabiles au traitement des métaux, dont ils ignoraient l'usage; qui n'avaient asservi aucun animal au joug de la domesticité; qui, en fait d'armes,

n'avaient rien imaginé de mieux que d'emmancher avec de longues perches des fragments de silex ou des arêtes de poissons ; pour qui un soldat à cheval était une espèce de centaure monstrueux ; qui prenaient un arquebusier pour un magicien armé de l'éclair et de la foudre. Les Indiens, quand nous les subjuguâmes, étaient dix fois plus nombreux que les Américains vaincus par les Espagnols, et en même temps aussi avancés en civilisation que les Espagnols victorieux. Ils avaient élevé des cités plus vastes, plus belles que Saragosse ou Tolède, bâti des édifices plus splendides et plus coûteux que la cathédrale de Séville. Ils avaient des banquiers plus riches que les plus opulentes maisons de Barcelone et de Cadix, des vice-rois dont le luxe surpassait, et de beaucoup, celui de Ferdinand le Catholique, des cavaliers par myriades, et des trains d'artillerie qui eussent étonné le grand capitaine. On aurait donc pu espérer, ce semble, que tout Anglais auquel une époque quelconque de l'histoire des hommes peut inspirer quelque intérêt, serait curieux de savoir comment une poignée de ses compatriotes, séparés de la terre natale par un immense Océan, soumirent, après quelques années de lutte, un des plus vastes empires du monde. Cependant, si nous ne nous abusons grossièrement, ce sujet est resté, pour la plupart des lecteurs, nous ne dirons pas sans attrait, mais positivement rebutant.

Peut-être faut-il s'en prendre, en partie du moins, aux historiens qui l'ont traité. L'ouvrage de M. Mills, encore qu'il faille lui reconnaître un grand et rare mérite, n'est ni assez animé, ni assez pittoresque pour attirer le lecteur qui ne cherche qu'à s'amuser. Orme,

qu'aucun historien anglais n'a surpassé comme style et talent de peindre, s'est noyé dans les détails d'un récit par trop minutieux. Chaque page de ses *in-quarto*, imprimés en caractères microscopiques, n'embrasse guère, en moyenne, que les événements accomplis en quarante-huit heures. Il suit de là que son histoire, une des plus exactes et des mieux écrites que nous ayons, n'a jamais été populaire, et ne compte plus qu'un bien petit nombre de lecteurs.

Nous craignons bien que les volumes soumis maintenant à notre examen¹ n'aient pas grand attrait pour ce public que Mills et Orme ont trouvé si indifférent. Les matériaux placés à la disposition de sir John Malcolm par le feu lord Powis sont, à la vérité, d'un grand prix; mais nous ne saurions ajouter qu'ils ont été fort habilement mis en œuvre. Il serait pourtant injuste de critiquer sévèrement un ouvrage qui, si l'auteur eût assez vécu pour le compléter et le reviser, aurait sans doute gagné beaucoup sous le rapport de la condensation des matières et de leur meilleur classement. Il est plus à propos, et c'est une tâche moins ingrate, de nous faire les interprètes de la reconnaissance publique envers la noble famille à laquelle notre pays doit une telle masse de renseignements utiles et curieux.

Même après qu'on a fait une large part à l'esprit dans lequel cet ouvrage a été conçu, et aux préjugés

1. *The Life of Robert Clive*, collected from the Family Papers, communicated by the Earl of Powis, by *Major general sir John Malcolm*. 3 vol. in-8°. London, 1836. — Les pages de Macaulay furent publiées pour la première fois dans l'*Edinburgh Review*, numéro de janvier 1840.

favorables soit de ceux qui ont fourni les documents, soit de l'écrivain qui les publie, l'effet qu'il produit est éminemment favorable à la mémoire de lord Clive ; nous sommes bien loin de sympathiser avec sir J. Malcolm, plus passionné que le plus passionné biographe, et pour qui tous les actes de son idole, sans exception, sont marqués au coin de la justice et de la sagesse ; mais nous sommes à peu près aussi éloigné du jugement sévère porté par M. Mills, bien moins perspicace, lorsqu'il parle de lord Clive, que dans le reste de son précieux travail. Clive, comme il arrive presque toujours à l'homme doué de passions fortes, lorsqu'il est soumis à de fortes tentations, a commis de grandes fautes. Mais quiconque embrassera d'un même coup d'œil, en toute loyauté, toute justice, l'ensemble de sa carrière, admettra sans peine que, dans notre île, féconde en héros et en hommes d'État, il s'est rarement produit un homme plus réellement grand par ses conceptions guerrières et son habileté politique.

Depuis le douzième siècle, et sans interruption, les Clive étaient établis sur un domaine de peu de valeur, près de Market-Drayton, dans le Shropshire. Sous le règne de Georges I^{er}, cet héritage étroit, mais de date ancienne, était entre les mains de M. Richard Clive, simple bourgeois d'une capacité moyenne, d'une intelligence qui ne paraît pas avoir été fort remarquable. Élevé pour le barreau, il partageait sa vie entre les obscurs travaux d'un avocat de province, et les occupations habituelles que donne l'administration d'une petite propriété. Marié à Manchester, avec une Gaskill, il se vit bientôt à la tête d'une nombreuse famille. Son fils aîné, Robert, le fondateur de l'Empire anglo-indien,

naquit dans l'ancienne maison de ses ancêtres, le 29 septembre 1725.

On entrevit de bonne heure, chez l'enfant, quelques prédispositions caractéristiques. L'homme s'annonçait déjà. On a des lettres de ses parents, écrites durant sa septième année : on y voit que, même à cet âge précoce, sa ferme volonté, ses passions ardentes, soutenues par une intrépidité native qui fit parfois douter de sa raison, causaient déjà de graves soucis à sa famille. — « Son humeur batailleuse et les habitudes qu'elle engendre, dit un de ses oncles, le rendent si indisciplinable, si impérieux, qu'à la moindre occasion il s'emporte au delà de toute mesure. » Les vieilles gens du pays qu'il habitait alors, se souviennent encore d'avoir entendu raconter à leurs parents comment *Bob Clive* grimpait au sommet du haut clocher de Market-Drayton, et avec quelle terreur les habitants le virent un jour perché sur une gargouille de pierre, la plus voisine du ciel. Ils racontent aussi comment il avait organisé les polissons oisifs de la petite cité en une sorte de bande déprédatrice, et forçait les marchands effrayés à racheter, par un tribut de pommes et de *half-pences*, la sécurité de leurs étalages. Il passa d'école en école, sans faire dans aucune de fort grands progrès, et laissant partout la réputation d'un détestable petit drôle. Cependant un de ses maîtres, plus sagace que les autres, sut, dit-on, prévoir et annoncer que ce paresseux étourneau ferait un jour du bruit dans le monde. L'opinion générale n'en demeura pas moins hostile au pauvre Robert, qu'on s'obstinait à regarder, sinon comme un réprouvé, du moins comme un très-pauvre sujet. Sa famille n'attendait rien de bon d'une intelligence si bornée, jointe à un entête-

ment si prononcé. Il n'est donc pas étonnant qu'on ait accepté pour lui, avec empressement, lorsqu'il entra dans sa dix-huitième année, la position d'*écrivain* (ou commis) au service de la Compagnie des Indes orientales. On l'embarqua pour Madras, heureux qu'on était de s'en débarrasser, en lui donnant la double chance d'y faire fortune ou d'y mourir d'une bonne fièvre quarte.

Clive n'avait pas alors devant lui ces riantes perspectives ouvertes aux jeunes élus que le Collège indien (*East India College*) expédie maintenant chaque année vers les trois Présidences de notre Empire d'Asie. La Compagnie n'était encore qu'une association purement mercantile. Son territoire consistait en quelques *milles* carrés pour lesquels elle payait redevance annuelle au gouvernement indigène. Ses troupes suffisaient à peine pour garnir d'artilleurs les batteries de trois ou quatre forts mal construits, destinés dans l'origine à protéger les entrepôts de marchandises. Les *natifs*, dont se composaient, en grande partie, ces petites garnisons, n'avaient pas encore été disciplinés à l'européenne : ils étaient armés, les uns de sabres et de boucliers, les autres d'arcs et de flèches. Un agent de la Compagnie n'avait pas, comme aujourd'hui, à conduire les affaires judiciaires, financières ou diplomatiques d'un grand pays ; son métier était d'acheter des matières premières, de faire des avances aux tisserands, d'embarquer des cargaisons, et, par-dessus tout, d'avoir l'œil sur les commerçants isolés qui essayaient d'enfreindre les privilèges du monopole. Les apprentis commis étaient si misérablement rétribués qu'ils pouvaient à peine vivre sans recourir au crédit. Ceux qui avaient pris pied s'enrichissaient à commercer pour leur propre compte ; les

survivants, enfin, s'élevant par degrés aux premiers grades, amassaient parfois des fortunes considérables.

Madras, où on envoyait Clive, était peut-être, à cette époque, le plus important des établissements de la Compagnie. Dès le siècle précédent, le fort Saint-Georges s'était élevé sur un terrain stérile, battu par un ressac furieux ; et, dans son voisinage, une ville, rapidement peuplée de natifs accourus par milliers, avait poussé hors du sol, comme poussent les villes d'Orient, à la manière de la gourde du Prophète. On voyait déjà, dans les faubourgs, mainte et mainte blanche *villa*, chacune enveloppée de ses jardins, où se réfugiaient les agents de la Compagnie après leur travail de bureaux et de magasins, pour y respirer la fraîche brise qui, au coucher du soleil, s'élève de la baie du Bengale. Les mœurs de cette grandesse marchande étaient, semble-t-il, plus prodigues, plus voluptueuses, et d'un luxe plus insolent que celles des hauts fonctionnaires de l'ordre judiciaire ou politique que la suite des temps leur a donnés pour successeurs. En revanche, on ne comprenait pas alors le *comfort* comme il est compris maintenant. Beaucoup d'ingénieux procédés à l'aide desquels on mitige, de nos jours, l'ardeur du climat, qui préservent des maladies, qui prolongent l'existence, étaient encore inconnus. Il y avait entre l'Europe et l'Inde des rapports bien moins fréquents. Le voyage par le Cap, que nous avons souvent vu s'accomplir en trois mois, en employait alors au moins six, et, parfois, durait l'année entière. L'Anglo-Indien, par là même, se trouvait bien plus loin de sa patrie qu'il ne l'est aujourd'hui, bien plus livré à l'influence des ha-

bitudes orientales, et beaucoup moins apte, après son retour, à rentrer dans le monde civilisé.

Dans le fort et ses annexes, les gouverneurs anglais, autorisés par les souverains indigènes, exerçaient le pouvoir très-étendu d'un grand propriétaire féodal indien dans les limites de ses vastes domaines. Mais jamais ils n'avaient imaginé de revendiquer un pouvoir indépendant. Les contrées adjacentes étaient régies par le nabab de la Carnatique, député du vice-roi du Decan, vulgairement appelé le nizam, lequel n'était lui-même qu'un délégué de ce prince tout-puissant que nos ancêtres désignaient sous le titre de grand mogol. Ces dénominations, jadis si augustes, si formidables, subsistent encore. Il y a, comme alors, un nabab de la Carnatique, lequel vit d'une pension prélevée par les Anglais sur les revenus de la province qui était jadis le royaume de ses ancêtres. Il y a un nizam, dont la capitale est tenue en échec par les soldats d'un cantonnement anglais, et auquel un Résident anglais donne, sous prétexte d'avis, des ordres indiscutables. Il y a un grand mogol¹ à qui on permet, comme divertissement, de tenir cour plénière, et de recevoir d'humbles suppliques mais qui a, pour protéger ou pour nuire, moins de pouvoir que le plus humble cadet de la Compagnie.

Le voyage de Clive fut plus long, plus fatigant que ne l'étaient, même alors, les traversées de l'Inde. Le navire qui l'emportait fit au Brésil une escale de quelques mois, ce qui permit au jeune aventurier d'appren-

1. Le *grand mogol* existait encore en 1840, mais son antique pouvoir n'avait pas vingt ans à subsister. Il a sombré, corps et biens, dans la grande tempête de 1857. (*Note du traducteur.*)

dre quelques bribes de portugais. En échange, il y laissa presque tout son argent de poche. Plus d'un an s'était écoulé depuis son départ d'Angleterre, quand il mit le pied sur les quais de Madras. Sa situation dans cette ville fut, dès l'abord, très-pénible. Son menu capital était épuisé. Sa paye était des plus modiques. Il avait déjà des créanciers. Il habitait un misérable taudis, grande misère en un pays où le climat n'est tolérable pour un Européen que si sa résidence est vaste et bien située. On lui avait remis des lettres de recommandation pour un *gentleman* en position de le bien servir ; mais, en abordant au fort Saint-Georges, il avait appris le départ de son futur patron, rappelé en Angleterre. Son humeur à la fois timide et hautaine, comme celle de tant d'autres jeunes gens, l'empêchait de se lier avec des inconnus. Il résida plusieurs mois dans l'Inde avant de s'être ouvert l'accès d'une seule maison. Le climat minait à la fois sa santé et son courage. Le métier qu'on lui faisait faire n'allait en aucune façon à son caractère ardent et audacieux. Il regrettait la terre natale, et, dans ses lettres à ses parents, il exprimait des sentiments plus adoucis, plus mélancoliques que ne les feraient prévoir ou sa jeunesse folle et dissipée, ou l'inflexible sévérité de son âge mûr : « Je n'ai pas eu, dit-il, ce qui s'appelle une bonne journée, depuis que j'ai quitté mon pays natal. » Et ailleurs : « Par moments, quand je songe à ma chère Angleterre, ce souvenir m'affecte d'une façon toute spéciale.... Si jamais j'étais assez heureux pour revoir la terre où je suis né, mais particulièrement Manchester, ce centre de tous mes vœux, alors j'embrasserais d'un même regard tout ce que je peux espérer ou désirer. »

Une consolation honorable s'offrit à lui. Le gouverneur possédait une bonne bibliothèque et permit à Clive d'y venir étudier. Le jeune homme consacra désormais à la lecture une grande partie de ses loisirs, et toute la science littéraire qu'il ait jamais acquise date de cette époque. Enfant, il avait été trop paresseux, homme fait, il eut trop d'affaires sur les bras pour commercer avec les livres.

Ni le climat, cependant, ni la pauvreté, ni l'étude, ni les regrets de la patrie absente, ne pouvaient dompter l'audace native de ce caractère désespérément résolu. Son attitude vis-à-vis de ses chefs était exactement celle qu'il avait gardée vis-à-vis de ses maîtres. Aussi fut-il, mainte et mainte fois, sur le point de perdre son emploi. Deux fois, au reste, pendant ce dur apprentissage, il tenta de se suicider : deux fois fut lâchée en vain la détente du pistolet qu'il dirigeait sur son front. Cette intervention du hasard lui parut, — comme à Wallenstein, dit-on, — un avis de la destinée. Après avoir vérifié avec soin que le pistolet rebelle était dûment chargé, il s'écria que, « sans nul doute, le ciel le réservait à de grandes choses. »

Au milieu de cette misère, qui semblait devoir détruire toutes ses espérances d'avenir, s'ouvrit devant lui la voie qui devait le mener aux plus hauts sommets. L'Europe, depuis quelques années, était déchirée par les guerres de la Succession d'Autriche. Georges II se montrait le ferme et constant allié de Marie-Thérèse. La maison de Bourbon avait adopté la cause contraire. Bien que l'Angleterre fût dès lors au premier rang des puissances maritimes, elle n'en était pas à ce degré d'éminence qui lui permettrait aujourd'hui de tenir tête, sur

mer à toutes les flottes du monde réunies contre elle : la coalition navale de l'Espagne et de la France lui suscitait de graves embarras. Dans les mers orientales, la France avait une supériorité marquée. Le gouverneur de l'île Maurice, La Bourdonnaie, homme de grands talents et de vertus éminentes, parvint, malgré la flotte anglaise, à jeter une expédition sur le continent de la péninsule indienne. Il y rassembla une armée, parut devant Madras, et força la ville et le fort à capituler. Les clefs furent livrées ; le drapeau français flotta sur le fort Saint-Georges. Les marchandises, entreposées pour le compte de la Compagnie, furent saisies et déclarées prises de guerre. La capitulation stipulait que les résidents anglais seraient prisonniers sur parole, et que la ville resterait aux mains des Français, jusqu'à ce qu'on eût payé sa rançon. La Bourdonnaie s'engageait, d'ailleurs, sur l'honneur, à n'exiger qu'une rançon modérée.

Mais les succès de cet entreprenant capitaine éveillaient déjà les jalousies de son compatriote Dupleix, gouverneur de Pondichéry. Celui-ci, d'ailleurs, commençait à mûrir, dans sa pensée, certains plans gigantesques, avec l'exécution desquels la restitution de Madras était tout à fait incompatible. Il déclara que La Bourdonnaie avait outre-passé ses pouvoirs ; que les conquêtes opérées par la France sur le territoire de l'Inde étaient à la disposition exclusive du gouverneur de Pondichéry, et que la ville de Madras serait, nonobstant toute stipulation contraire, rasée de fond en comble. La Bourdonnaie dut céder. La rage allumée dans le cœur des Anglais par la violation du traité, s'accrut encore des mauvais procédés de Dupleix envers les agents

supérieurs de la Compagnie. Le gouverneur et les principaux membres de l'état-major du fort Saint-Georges furent emmenés sous escorte à Pondichéry, et là, promenés triomphalement par la ville, aux yeux de cinquante mille spectateurs. On jugea, et à bon droit, que cette atteinte énorme à la foi publique déliait absolument les habitants de Madras des engagements par eux contractés envers La Bourdonnaie. Clive, une belle nuit, déguisé en musulman, parvint à s'évader de la ville, et se réfugia au fort Saint-David, un des petits établissements anglais groupés autour de Madras.

Ce fut ainsi que des circonstances purement fortuites lui donnèrent une profession bien mieux adaptée à ses instincts d'activité sans trêve, d'ambition sans repos, que ne l'était son métier de comptable, de contrôleur mercantile. Il sollicita, il obtint une commission d'enseigne au service de la Compagnie, et à vingt et un ans débuta dans la carrière des armes. Son courage personnel, dont il avait déjà donné des preuves éclatantes en provoquant, lui, simple commis, un spadassin militaire, devenu par ses insolentes bravades la terreur du fort Saint-David, le firent bientôt distinguer parmi la centaine d'intrépides soldats auxquels il se trouvait mêlé. Il déploya, d'ailleurs, dans son nouveau métier, des qualités qu'on n'avait pas encore discernées en lui : beaucoup de jugement, de sagacité, voire de déférence envers ses supérieurs hiérarchiques. Il se fit remarquer dans plusieurs opérations de détail entreprises contre les Français, et attira spécialement l'attention du major Lawrence, qui était alors regardé comme le meilleur des officiers anglo-indiens.

Clive n'appartenait à l'armée que depuis quelques

mois, quand les nouvelles arrivèrent d'une paix conclue entre la Grande-Bretagne et la France. Dupleix se vit forcé de rendre Madras à la Compagnie, et notre jeune enseigne fut libre de reprendre le poste commercial qu'il avait abdiqué. Il quitta effectivement, pendant quelques semaines, la tente du soldat pour le bureau de l'écrivain. Puis, convié par le major Lawrence à prendre sa part de quelques petites expéditions contre les natifs, il quitta de nouveau le comptoir pour le camp ; ensuite il déposa son épée encore une fois. Tandis qu'il balançait ainsi entre le commerce et les armes, des événements survinrent qui décidèrent son choix. La politique de l'Inde prenait un nouvel aspect. Entre les gouvernements de France et d'Angleterre la paix continuait ; mais entre les deux Compagnies rivales qui, dans les deux pays, se disputaient le commerce de l'Inde, s'engageait une guerre très-importante, très-vivement soutenue de part et d'autre ; une guerre dont l'issue assurait au vainqueur le magnifique héritage des successeurs de Tamerlan.

L'empire dont, au seizième siècle, Baber et ses Mogols posèrent les bases, a été longtemps un des plus vastes et des plus opulents que le monde ait vu grandir et durer. Pas une royauté européenne ne soumettait au même sceptre une population si nombreuse ; pas une ne voyait s'engouffrer de tels flots d'or dans les coffres de sa trésorerie. La splendeur, l'élégance des monuments élevés par les souverains de l'Indostan, étonnaient jusqu'aux voyageurs à qui les magnificences de Saint-Pierre de Rome n'étaient point inconnues. Les cortèges innombrables, les somptueux décors qui entouraient le trône de Delhi, éblouissaient jusqu'aux regards fami-

liarisés avec les pompes de Versailles. Quelques-uns de ces importants vice-rois qui exerçaient leurs pouvoirs comme délégués du grand mogol, comptaient autant de sujets que le roi de France, autant que l'empereur d'Allemagne. Et les délégués mêmes de ces délégués auraient pu lutter, quant à l'étendue du territoire et au chiffre des impôts, avec le grand-duc de Toscane ou l'Électeur de Saxe.

Il n'y a guère à douter que ce vaste empire, si puissant, si prospère qu'il apparaisse d'abord, ne fut cependant, même en ses meilleurs jours, bien plus mal gouverné que ne le sont, aujourd'hui, les pires États de l'Europe. L'administration y était souillée à la fois par tous les vices du despotisme oriental, et par tous ceux qui sont inhérents à la domination d'une race sur une autre race. Les conflits de prétentions entre les princes de la maison régnante y enfantèrent une longue série de crimes et de désastres publics. De temps à autre, quelque ambitieux lieutenant du souverain aspirait à se rendre indépendant. Plus fréquemment encore, quelques tribus guerrières de la race indoue, impatientes du joug étranger, refusaient l'impôt, chassaient loin de leurs montagnes stériles les troupes du gouvernement, et se précipitaient en armes sur les plaines richement cultivées. Et cependant, en dépit de cette mauvaise administration à peu près continuelle, en dépit des convulsions accidentelles qui, de temps à autre, ébranlaient l'ordre social presque dans ses fondements, cette vaste monarchie put conserver, en somme, pendant un certain nombre de générations, l'apparence intérieure de l'unité, de la dignité, de l'énergie vitale; mais, pendant toute la durée de la domination d'Aureng-Zeb, et

nonobstant tout ce que purent produire la politique habile et la vigueur guerrière de ce mémorable potentat, on sentit pencher vers sa ruine cette vaste fabrique, ouvrage des siècles. Après sa mort, arrivée en 1707, le mouvement de dissolution s'accéléra d'une manière effrayante. De violentes secousses, venues de l'extérieur, vinrent prêter secours à l'incurable décadence qui s'était manifestée au dedans; en peu d'années la décomposition avait envahi l'empire entier.

L'histoire des successeurs de Théodose n'est pas sans analogie avec celle des successeurs d'Aureng-Zeb. Mais c'est surtout la chute des Carlovingiens qu'on est tenté de mettre en parallèle avec celle des Mogols. Charlemagne était à peine inhumé que l'imbécillité de ses descendants, mise en relief par leurs dissensions, commençait à leur mériter le mépris universel, et à compromettre le sort de leurs peuples. La vaste domination des Franks fut émiettée en mille débris. Aux abjects héritiers d'un nom illustre, Charles le Chauve, Charles le Gros, Charles le Simple, il ne resta bientôt plus qu'une dignité purement nominale. De farouches envahisseurs, différents les uns des autres par la race, par le langage, par la religion, vinrent, comme de concert, des plus lointaines extrémités de la terre, mettre à sac des provinces que le gouvernement ne savait plus protéger : les pirates de la mer du Nord étendaient leurs ravages de l'Elbe aux Pyrénées, et, en fin de compte, se fixèrent dans les riches vallées de la Seine. Les Hongrois, en qui la tremblante érudition des moines croyait reconnaître le Gog et le Magog des Prophéties, remportèrent au fond des forêts Pannoniennes les dépouilles enlevées aux cités lombardes.

Les Sarrasins régnaient en Sicile, ravageaient les plaines fertiles de la Campanie, et portaient la terreur jusque dans les murs de Romé. Parmi tant de souffrances, une grande métamorphose s'accomplissait à l'intérieur de l'empire. Dans la corruption du cadavre se développaient les ferments d'une vie nouvelle. Tandis que ce grand corps, pris en bloc, demeurait inerte et passif, chaque membre, séparément, s'anîmait et s'agitait, pénétré, imbu d'une énergie à lui propre. C'est justement ici, c'est dans cette portion si déserte, si stérile, si dévastée de l'histoire de l'Europe, qu'on voit prendre source tous les privilèges féodaux, et la noblesse établir ses racines. C'est à partir de ce moment que se manifeste l'autorité de ces princes, vassaux de nom, libres de fait, qui gouvernèrent longtemps, sous les titres de ducs, marquis ou comtes, à peu près toute parcelle des pays qui avaient reconnu l'autorité de Charlemagne.

Tels furent, à bien peu de chose près, les changements que subit l'empire Mogol pendant les quarante années qui suivirent la mort d'Aureng-Zeb. Une série de princes, monarques seulement de nom, plongés dans l'indolence et la débauche, usaient paresseusement leur vie dans le fond d'un palais soigneusement clos, mâchant le *bangh* narcotique, hébétés par les caresses des courtisanes, distraits par les jeux de leurs bouffons. Une série d'invasions, toutes opérées par les passes de l'Ouest, venait s'abattre sur la proie facile qu'offrait aux féroces montagnards du Kaboul la richesse mal gardée de l'Indostan. Un vainqueur, venu de Perse, traversait l'Indus, franchissait les portes de Delhi, et emportait triomphalement ces trésors dont la magni-

ficence avait stupéfié Rœ et Bernier, entr'autres le Trône du Paon, sur lequel les mains exercées des orfèvres européens avaient serti les plus riches bijoux de Golconde, et ce diamant sans prix, la *Montagne de lumière*, qui, après bien des vicissitudes étranges, brillait encore tout récemment au bracelet de Runjeet Singh, et paraît destiné à orner la hideuse idole d'Orissa¹. L'Afghan vint bientôt compléter l'œuvre de dévastation que le Persan avait commencée. Les belliqueuses tribus du Rajpoutana secouèrent le joug musulman. Une bande mercenaire occupa le Rohilcund. Les Sickhs régnèrent sur l'Indus. Les Jauts répandirent la terreur le long de la Jumna. Des hauts plateaux qui dominent la côte occidentale de la péninsule indienne, on vit s'élançer une race encore plus formidable; une race qui fut longtemps la terreur de tous les gouvernements indigènes, et qui, après bien des luttes désespérées, incertaines, n'a cédé finalement qu'au génie et à la fortune de l'Angleterre. Ce fut sous le règne d'Aureng-Zeb que ce clan de sauvages pillards descendit pour la première fois de ses montagnes, et, peu après sa mort, les districts les plus reculés de son immense empire avaient appris à trembler au seul nom des Mahrattes. Plusieurs vice-royautés, et des plus fertiles, étaient entièrement subjuguées par eux. Leur domination s'étendait, d'une mer à l'autre, à travers toute la péninsule. Des capitaines mahrattes gouvernaient à Poonah, à Gwalior, dans le Guzerate, dans le Berar, dans le

1. On sait qu'après la défaite des Sickhs, la *Montagne de Lumière*, le fameux *Koh-y-Noor*, a été offerte à la reine d'Angleterre par l'armée anglo-indienne.

(Note du traducteur.)

Tanjore. Et de ce qu'ils étaient devenus de grands souverains, ils n'en avaient pas pour cela cessé d'être d'avidés flibustiers. Ils gardaient, intacts, les mœurs déprédatrices de leurs aïeux. Toute contrée qui n'était pas soumise à leurs lois demeurait ouverte à leurs invasions. Partout où on entendait leurs timbaliers, le paysan, jetant un sac de riz sur ses épaules et cachant dans les plis de sa ceinture ses pauvres économies, s'enfuyait avec sa femme et ses enfants dans les montagnes ou dans les *jungles*, rassuré qu'il était, comparativement, quand il vivait parmi les hyènes et les tigres. Bien des provinces rachetaient, par une rançon annuelle, la sécurité de leurs moissons. Et le souverain lui-même, ce pâle fantôme qui portait encore le titre impérial, s'abaissait à payer, lui aussi, cet ignominieux *black-mail*¹. Du haut des murailles du palais de Delhi on signalait un jour les feux allumés dans le camp d'un de ces princes-brigands. Un autre, à la tête de ses innombrables cavaliers, descendait régulièrement chaque année sur les rivières du Bengale. Les facteurs européens eux-mêmes tremblaient pour leurs magasins. Un siècle n'est pas encore tout à fait écoulé depuis le jour où on crut indispensable de fortifier Calcutta contre les cavaliers du Berar ; et le nom du « Fossé Mahratte » perpétue encore maintenant le souvenir de ce danger lointain.

Partout où les vice-rois du grand mogol dominaient longtemps, ils devenaient souverains. Peut-être conti-

1. Le *black-mail* était l'impôt prélevé par les *Highlanders* écossais, sur les *Lowlanders* ou gens du plat pays, et moyennant lequel la paisible propriété de leur bétail était assurée à ces derniers.

(Note du traducteur.)

naient-ils à reconnaître la suprématie de la race de Tamerlan; mais c'était là une pure fiction féodale, pareille à celle en vertu de laquelle un comte de Flandres ou un duc de Bourgogne voulait bien se reconnaître vassal du plus misérable, du plus idiot des derniers Carlovingiens. Il leur arrivait parfois d'expédier au monarque une offrande qui pouvait passer pour un hommage, ou de lui demander quelque titre honorifique. En réalité, cependant, ils avaient cessé d'être des lieutenants révocables à volonté, ils étaient devenus princes indépendants à titre héréditaire. C'est ainsi que s'étaient formés ces grandes familles musulmanes qui régnaient autrefois sur le Bengale et la Carnatique, et celles qui, maintenant encore, quoiqu'en état de vasselage, exercent à Lucknow, à Hyderabad, quelques-uns des pouvoirs de la royauté.

Comment finirait cette anarchie? la lutte se poursuivrait-elle pendant des siècles? se terminerait-elle par l'avènement d'une autre grande monarchie? le maître de l'Inde serait-il de race musulmane ou de race maharatte? Un autre Baber descendrait-il des montagnes, conduisant les vaillantes tribus du Kaboul et du Khorassan contre une nation devenue plus riche et moins guerrière? Aucun de ces événements ne semblait absolument improbable. Mais pas un homme, si sagace qu'on le veuille supposer, n'aurait jugé possible qu'une compagnie commerciale, séparée de l'Inde par quinze mille milles de mer, et ne possédant sur le territoire indien que quelques acres de terre, achetés pour y construire des magasins, se rendrait maîtresse, en moins de cent ans, des pays compris entre le cap Comorin et les neiges éternelles de l'Himalaya; qu'elle contraindrait les

mahrattes et les mahométans à oublier, dans une sujétion commune, leurs mutuels ressentiments; qu'elle dompterait même ces races sauvages, devant la résistance desquelles avait reculé l'orgueil des plus puissants Mogols; et qu'après avoir groupé sous ses lois plus de cent millions de sujets, elle porterait ses armes victorieuses, dans l'est, jusqu'aux bords du Burram-pouthra, dans l'ouest, jusqu'à ceux de l'Hydaspes; qu'elle dicterait, aux portes d'Ava, les conditions d'une paix glorieuse, et qu'elle placerait un de ses vassaux sur le trône de Candahar.

Un Français, le premier, devina qu'il était possible de fonder une domination européenne sur les ruines de la monarchie mongole; ce fut Duplex. Son intelligence active, vaste, remuante, novatrice, avait déjà formé ce plan à une époque où les plus habiles agents de la Compagnie anglaise ne s'occupaient encore que de connaissances et d'affrètement. Et il ne s'était pas seulement proposé ce but sublime: il avait conçu, avec une netteté, une justesse de vues qu'on ne saurait trop admirer, les moyens les plus propres à l'y conduire. Il s'était dit que la plus puissante armée dont pussent disposer les princes indiens serait incapable de lutter contre un petit corps discipliné à l'européenne et dirigé selon les lois de la tactique civilisée. Il s'était dit que les Indiens pourraient, sous des chefs européens, être organisés en armées régulières, dignes d'être commandées par un maréchal de Saxe ou un Frédéric. Enfin, il savait à merveille que, pour exercer dans l'Inde l'autorité suprême, un aventurier d'Europe n'avait rien de mieux à faire que de s'assurer un ascendant durable sur quelque une de ces vaines idoles honorée du titre

de nabab ou de nizam ; vrai mannequin dont il dirigerait les mouvements, et par la bouche duquel passeraient ses ordres. En un mot, les artifices guerriers ou politiques qu'employèrent avec tant de succès, quelques années plus tard, les hommes qui menaient à bien la conquête de l'Inde, furent compris d'abord, compris et pratiqués par ce Français ingénieux, hardi, plein d'ambition.

Dans la situation faite à l'Inde, aucun empiétement, aucune agression ne manquait de prétextes, puisés tantôt dans l'antique légalité, tantôt dans les faits de date récente. Tous les droits étaient incertains, et les Européens appelés à prendre part aux luttes indigènes, appliquant à la politique d'Asie le droit des gens selon les théories occidentales, ou raisonnant d'après des analogies empruntées au système féodal, mettaient le désordre dans ce désordre même. S'il leur convenait de traiter un nabab comme souverain libre, ils avaient pour cela un prétexte fort plausible. En fait, ce nabab était indépendant. Voulait-on ne voir en lui qu'un simple délégué du mogol, nulle difficulté. En théorie, le nabab n'était que cela. Soit qu'il fût à propos de regarder sa charge comme une dignité héréditaire, ou comme des fonctions à vie, ou comme un mandat révocable à volonté, arguments et précédents venaient, à dose à peu près égale, favoriser l'une ou l'autre de ces manières de voir. Le parti qui avait en ses mains l'héritier sacré de Baber, le représentait comme le souverain incontestable, légitime, absolu, devant la volonté duquel devaient plier toutes les autorités subordonnées. Le parti contre lequel on se prévalait ainsi de ce nom auguste, ne manquait point de prétextes plausibles pour soutenir que l'empire était dissous *de facto*, et que, s'il était décent de témoi-

gner quelque déférence au grand mogol, vénérable relique d'un ordre de choses à jamais défunt, il était parfaitement absurde de l'envisager comme le vrai maître de l'Indostan.

En 1748 vint à mourir un des plus puissants souverains de l'Inde, le grand nizam Al-Mulk, vice-roi du Dekkan. Son autorité passait sur la tête de son fils Nazir-Jung. Des provinces soumises à ce haut fonctionnaire, la Carnatique était la plus vaste et la plus riche. Elle était gouvernée par un ancien nabab dont le nom, — tel que les Anglais l'avaient défiguré, — était Anaverdy-Khan.

La vice-royauté, cependant, et le gouvernement de la province dont nous venons de parler, étaient réclamés par deux prétendants. Mirzapha-Jung, petit-fils du nizam Al-Mulk, se présentait comme compétiteur de Nazir-Jung. Chunda-Sahib, gendre d'un ancien nabab de la Carnatique contestait le titre d'Anaverdy-Khan. Dans un pays profondément désorganisé, ces prétendants trouvèrent sans peine bon nombre d'aventuriers affamés prêts à se réunir sous leurs drapeaux. Ils mirent en commun leurs intérêts, envahirent la Carnatique, et demandèrent assistance aux Français, dont la renommée militaire avait singulièrement grandi depuis les succès qui avaient signalé leur dernière guerre contre les Anglais, sur la côte de Coromandel.

Rien ne pouvait mieux servir les desseins de l'adroit et ambitieux Dupleix. Faire un nabab de la Carnatique, faire un vice-roi du Dekkan, gouverner sous leur nom tout le sud de l'Inde, c'était vraiment une attrayante perspective. Il contracta donc alliance avec les prétendants, et envoya quatre cents soldats français, avec

deux mille cipayes disciplinés à l'européenne, pour porter secours à ses confédérés. Une bataille fut livrée. Les Français y firent des prodiges de valeur. Anaverdy-Khan fut vaincu et tué. Son fils, Mahommed-Ali, — le même que l'Angleterre connut plus tard sous le nom du nabab d'Arcote, et à qui l'éloquence de Burke a fait une si triste immortalité, — s'enfuit, avec les débris de de ses troupes, jusqu'à Trichinopoly, et les vainqueurs, d'un seul coup, se trouvèrent en possession de presque toute la Carnatique.

Ceci ne fut que le début de la grandeur conquise par Dupleix. Après quelques mois de combats, de négociations, d'intrigues, son habileté, son bonheur semblèrent avoir triomphé partout. Názir-Jung périt assassiné par ses propres adhérents. Mirzapha-Jung demeura maître du Dekkan. Les armes et la politique française avaient partout l'ascendant. A Pondichéry, l'enthousiasme était au comble. Chaque jour amenait un triomphe nouveau, des fêtes nouvelles. Les batteries tiraient des salves : on chantait le *Te Deum* dans les églises. Le nouveau nizam y vint visiter se salliés ; et la cérémonie de son installation y fut célébrée en grande pompe. Dupleix, vêtu comme les musulmans du rang le plus élevé, fit son entrée dans le même palanquin que le nizam, et dans les solennités qui suivirent, prit le pas sur tous les grands de la cour. Il fut proclamé gouverneur de l'Inde depuis la rivière Kristna jusqu'au cap Comorin, c'est-à-dire d'une étendue de pays presque égale à la France, avec des pouvoirs supérieurs, même à ceux de Chunda-Sahib. On plaçait sous son commandement sept mille cavaliers. On déclarait que nul hôtel des monnaies ne serait toléré dans la Carnatique ailleurs qu'à Pondi-

chéry. Une grande partie des trésors accumulés par les anciens vice-rois du Dekkan passèrent dans les coffres du gouverneur français. Le bruit courut qu'il avait reçu deux cent mille livres sterling (5 000 000 de fr.) en argent monnayé, sans compter des bijoux du plus grand prix. En fait, il n'y avait guère de limites aux gains qu'il put faire. Il gouvernait plus de trente millions d'hommes avec une autorité presque absolue. Nul emploi, nul salaire ne s'obtenait plus que par son entremise. Aucune pétition n'avait chance d'attirer les regards du nizam, si elle n'était contre-signée par Dupleix.

Mirzapha-Jung ne survécut guère que quelques mois à son intronisation. Mais l'influence française lui donna pour héritier un autre prince du même sang, lequel se hâta de ratifier tous les engagements pris par son prédécesseur. Le plus grand potentat de l'Inde, à cette heure, était Dupleix. Ses compatriotes se vantaient que, même dans les salles du palais de Delbi, son nom n'était pas prononcé sans une respectueuse terreur. La population indigène contemplait avec stupeur cet aventurier européen qui, dans le court espace de quatre années, avait fait d'immenses pas vers l'assujettissement de l'Asie entière. Et le fastueux Français ne se contentait pas de la réalité du pouvoir. Il aimait à étaler, avec une ostentation arrogante, aux yeux de ses sujets comme à ceux de ses rivaux, sa grandeur si rapidement conquise. Près de l'endroit où son astucieuse politique avait réalisé le plus important de ses triomphes, en renversant Nazir-Jung et en plaçant Mirzapha sur le trône, il résolut d'élever une colonne sur les quatre faces de laquelle quatre inscriptions pompeuses,

rédigées en quatre langues différentes, proclameraient sa gloire à toutes les nations de l'Orient. Des médailles, frappées d'emblèmes qui rappelaient ses succès, furent enterrées sous les fondations du majestueux édifice, autour duquel se groupèrent les premiers rudiments d'une cité naissante, appelée à porter le nom sonore de Dupleix-Futehabad, c'est-à-dire *la ville de la victoire de Dupleix*.

Les Anglais avaient fait quelques tentatives bien faibles, bien irrésolues, pour arrêter la rapide et brillante carrière de la Compagnie rivale, et ils continuaient à reconnaître Mahommed-Ali comme nabab de la Carnatique. Mais, en réalité, la souveraineté de Mahommed-Ali ne s'exerçait guère que dans l'enceinte réservée de Trichinopoly, et Trichinopoly allait être investi par Chunda-Sahib aidé de ses auxiliaires français. Faire lever ce siège sembla d'abord impossible. Le major Lawrence était retourné en Angleterre, et pas un officier de quelque réputation n'était resté pour commander les forces, bien réduites, qui étaient encore réunies à Madras. Les natifs avaient appris à mépriser cette nation puissante sous le joug de laquelle la conquête allait bientôt les placer. Ils avaient vu les couleurs françaises flotter sur le Fort-Saint-Georges : ils avaient vu les chefs de la factorerie anglaise promenés en triomphe dans les rues de Pondichéry : ils avaient vu les armes de Dupleix partout victorieuses, ses ordres partout obéis, tandis que les faibles obstacles élevés sur sa route par les autorités anglaises n'avaient servi, ajoutant à sa gloire, qu'à témoigner de leur impuissance. Ce fut en ce moment que le génie et le courage d'un obscur jeune homme changèrent tout à coup la face des choses.

Clive venait d'avoir vingt-cinq ans. Après avoir hésité longtemps entre la carrière des armes et celle du commerce, il avait enfin obtenu un poste qui participait des deux métiers, celui de commissaire d'armée ayant rang de capitaine. La crise où il voyait les affaires éveilla toutes ses facultés. Il remontra à ses supérieurs que, faute d'un vigoureux effort, Trichinopoly succomberait. Avec Trichinopoly périrait la race d'Anaverdy-Khan, et les Français, à partir de là, deviendraient virtuellement les maîtres de toute la Péninsule indienne. Il fallait donc, à tout prix, frapper un grand coup. En attaquant Arcote, la capitale de la Carnatique, et la résidence favorite des nababs, il n'était pas impossible de faire lever le siège de Trichinopoly. Les chefs de l'établissement anglais, vivement émus des succès de Dupleix, et craignant que si une nouvelle guerre venait à éclater entre la Grande-Bretagne et la France, Madras ne fût pris aussitôt et détruit de fond en comble, ne purent qu'approuver le plan proposé par Clive, et ils lui en confièrent l'exécution. Le jeune capitaine fut mis à la tête de deux cents soldats anglais et de trois cents cipayes armés et disciplinés à l'européenne. Des huit officiers qui commandaient sous ses ordres cette faible colonne, deux seulement avaient assisté à une bataille, et quatre (sur huit) étaient des facteurs de la Compagnie, que l'exemple de Clive avait poussés à prendre du service. Le temps menaçait. Clive n'en partit pas moins, et sous la tempête, les éclairs, la pluie, la foudre, il arriva aux portes d'Arcote. La garnison prit peur, et, cédant à la panique, évacua la forteresse, où les Anglais entrèrent sans coup férir.

Clive, cependant, savait bien qu'on ne le lais-

serait pas jouir en paix de sa conquête. Il se mit aussitôt à réunir des approvisionnements, à jeter de tous côtés des ouvrages avancés, à préparer enfin tous les moyens de soutenir un siège. La garnison, qui n'avait pas osé l'attendre, revenue d'un premier effroi, et grossie par des renforts accourus de tous côtés, montait maintenant à près de trois mille combattants, campés dans le voisinage de la ville. Par une nuit noire, Clive sortit de sa forteresse, surprit les retranchements ennemis, égorgea bon nombre de ces malheureux réveillés en sursaut, mit le reste en fuite, et rentra dans ses quartiers sans avoir perdu un seul de ses hommes.

Le bruit de ces événements parvint bientôt jusqu'à Chunda-Sahib qui, nous l'avons dit, de concert avec les Français, assiégeait Trichinopoly. Détachant immédiatement quatre mille hommes de son armée, il les dépêcha vers Arcote. Ils y furent immédiatement rejoints par les débris du corps que Clive avait dispersé peu de jours auparavant. Deux mille hommes de plus, envoyés de Vellore, viennent se joindre à eux, et, ce qui constituait un renfort bien autrement effectif, ils se grossissent encore de cent cinquante soldats français que Dupleix avait fait partir de Pondichéry. Toute cette armée, — dix mille hommes environ, — était commandée par Rajah-Sahib, fils de Chunda-Sahib.

Rajah-Sahib investit le fort d'Arcote, qui semblait tout à fait hors d'état de soutenir un siège. Les murs étaient en ruines, les fossés presque à sec, les remparts trop étroits pour y monter du canon, les parapets trop bas pour abriter les soldats. Les pertes subies en différentes circonstances avaient fort affaibli la petite gar-

nison. Elle ne comptait plus, maintenant, que cent-vingt Européens et deux cents cipayes. Quatre officiers seulement lui restaient. Les provisions n'étaient pas fort abondantes, et, finalement, le commandant qui, dans des circonstances si défavorables, avait à diriger la défense, était un jeune teneur de livres, âgé de vingt-cinq ans.

Le siège ne dura pas moins de cinquante jours. Pendant cinquante jours, le jeune capitaine maintint glorieusement son poste, avec une constance, une vigilance, une habileté qui eussent fait honneur aux plus vieux maréchaux des armées européennes. La brèche, cependant, s'élargissait de jour en jour; la garnison commençait à ressentir les angoisses de la famine. En pareille occurrence, n'importe quelles troupes, dépourvues à ce point d'officiers, devaient, selon toute apparence, manifester quelque tendance à l'insubordination; ce danger était particulièrement redoutable dans un assemblage d'hommes qui n'avaient entre eux aucun lien, et différaient à la fois d'extraction, de couleur, de langage, de mœurs, de religion. Pourtant on vit cette petite bande se dévouer à son chef de manière à surpasser tout ce qu'on a dit de la Dixième légion de César, ou de la vieille garde napoléonienne. Les cipayes vinrent un jour devant Clive, non pour se plaindre de la ration insuffisante qui leur était distribuée, mais, au contraire, pour lui proposer de céder tout le grain aux soldats européens accoutumés à une nourriture plus substantielle que les asiatiques. « Le menu gruau, disaient-ils, qu'on extrait du riz, pourra parfaitement nous suffire. » L'histoire n'a pas enregistré un plus touchant exemple de fidélité militaire, un plus évident témoignage de dé-

vouement que peut inspirer un chef intrépide aux soldats dont il partage les privations et les périls.

Le gouvernement de Madras avait fait, pour secourir la place, une tentative avortée; mais tout espoir n'était pas perdu pour cela. Un corps de six mille Mahrattes, moitié soldats moitié bandits, avait été engagé, à prix d'or, pour venir en aide à Mahommed-Ali. Toutefois, supposant irrésistibles les armes françaises, et certain le triomphe de Chunda-Sahib, ils étaient jusqu'alors demeurés inactifs sur la frontière de la Carnatique. Le bruit que faisait la défense d'Arcote, dissipa tout à coup leur engourdissement. Morari-Row, qui les commandait, déclara qu'il n'avait jamais cru aux Anglais comme soldats, mais qu'il aiderait volontiers de braves gens si évidemment capables de s'aider eux-mêmes. Rajah-Sahib apprit que les Mahrattes se mettaient en campagne. Il n'y avait plus pour lui de temps à perdre. Il essaya d'abord de négocier. Clive, qu'il voulut corrompre par des offres considérables, les repoussa dédaigneusement. Alors le chef indien jura que si sa proposition n'était pas mieux accueillie, il emporterait le fort de haute main, et passerait au fil de l'épée la garnison tout entière. Clive lui fit répondre, avec cette hauteur qui le caractérisa toujours, que son père était un vil usurpateur, son armée un ignoble ramas de canailles, et qu'il ferait bien d'y regarder à deux fois avant d'envoyer de pareils poltrons sur une brèche garnie de soldats anglais.

Rajah-Sahib dut se résoudre à l'assaut. Il choisit un jour éminemment favorable à cette audacieuse entreprise. C'était la grande fête mahométane consacrée à la mémoire de Hussein, fils d'Ali. L'histoire de l'Islam n'a

aucune légende comparable à celle dont cette solennité consacre le souvenir. On y raconte comment le chef des Fatimites, lorsqu'autour de lui eurent succombé tous ses braves serviteurs, but sa dernière gorgée d'eau, et articula sa dernière prière; comment ses meurtriers emportèrent sa tête, avec des cris de triomphe; comment le tyran broya sous son bâton les lèvres pâles de cette tête privée de vie; et comment quelques vieillards se ressouvenaient en pleurant d'avoir vu ces mêmes lèvres meurtries, pressées contre celles du Prophète de Dieu. Après un laps de près de douze siècles, le retour du solennel anniversaire excite encore chez les dévots musulmans de l'Inde les émotions les plus tristes, le ressentiment le plus farouche. Ils s'abandonnent si complètement à leur douleur, à leur colère rétrospectives, que quelques-uns, si ce qu'on affirme est vrai, ont rendu l'âme dans des transports de rage poussés jusqu'à l'insanité la plus complète. Ils croient que tout homme qui, pendant la fête, succombe dans un combat livré aux infidèles, expie par cette sainte mort toutes les fautes de sa vie, et monte tout droit au Jardin des houris. Ce fut donc là l'époque choisie par Rajah-Sahib pour donner l'assaut au fort d'Arcote. Des préparations stimulantes furent employées pour concourir à l'effet du fanatisme religieux, et les assiégeants, ivres d'enthousiasme, ivres de *bangh*, se portèrent avec fureur à l'attaque.

Secrètement instruit de leurs projets, Clive avait fait tous ses préparatifs, et, complètement à bout de forces, il s'était jeté sur un lit. L'alarme donnée le réveilla soudain, et l'instant d'après, il était à son poste. Les ennemis s'avançaient, poussant devant eux des éléphants

dont le front était armé de plaques en fer. On avait supposé que les portes céderaient sous l'effort de ces *béliers* vivants. Mais ces animaux énormes n'eurent pas plutôt expérimenté la justesse des balles envoyées par les Anglais, qu'ils firent volte-face, et, dans l'élan furieux d'une fuite aveugle, foulèrent aux pieds la multitude qui s'avancait à l'abri de leurs massives charpentes. Un radeau fut lancé sur l'eau qui remplissait une portion du fossé. Clive, s'apercevant que les canonniers qu'il avait placés de ce côté n'entendaient rien à leur besoin, prit lui-même la manœuvre d'une pièce d'artillerie et, en peu de minutes, le radeau fut coulé. Partout où le fossé était à sec, les assaillants se présentèrent avec beaucoup de témérité ; mais on les accueillit par un feu si vif et si bien dirigé que ni le zèle religieux, ni les ardeurs de l'ivresse ne furent à l'épreuve de ce calmant souverain. Les derniers rangs des Anglais passaient au premier, sans interruption, des mousquets tout chargés, et pas un coup n'était perdu de ceux qu'on dirigeait sur les masses vivantes qui s'agitaient au bas des remparts. Après trois élans désespérés, les assiégeants se retirèrent derrière le fossé.

La lutte avait duré près d'une heure. Quatre cents des assaillants avaient péri. La garnison ne perdit que cinq ou six hommes. Les assiégés passèrent une nuit fort peu tranquille, s'attendant à une nouvelle attaque. Mais quand revint le jour, on ne vit plus d'ennemis. Rajah-Sahib s'était mis en retraite, laissant aux Anglais plusieurs de ses canons, et une quantité notable de munitions.

Ces nouvelles furent accueillies au Fort-Saint-Georges par des transports d'admiration et de joie. Clive fut

dès lors regardé, très-légitimement, comme en état de commander en n'importe quelles circonstances. On lui envoya immédiatement deux cents soldats anglais et sept cents cipayes, ce qui lui permit de prendre aussitôt l'offensive. Il s'empara du fort de Timery, opéra sa jonction avec une des divisions de l'armée qu'amenait Morari-Row, et se hâta d'aller attaquer, à marches forcées, Rajah-Sahib, alors à la tête de cinq mille hommes, dont deux cents environ étaient des soldats français. L'action fut vive; mais Clive remporta une victoire complète. La caisse militaire de Rajah-Sahib tomba dans les mains des vainqueurs. Six cent cipayes, qui avaient servi dans l'armée ennemie, vinrent se rendre à Clive lui-même, et furent enrôlés par lui au service de l'Angleterre. Conjeveram se rendit sans coup férir. Le gouverneur d'Arnee abandonna Chunda-Sahib, et reconnut les droits de Mahommed Ali.

Si Clive avait eu la direction absolue de la guerre, cette guerre n'aurait pas duré longtemps; mais la limite, l'incapacité dont les Anglais firent preuve partout où ils n'était pas, prolongèrent la lutte. On se disait tout bas, dans le camp mahratte, qu'il avait sous ses ordres des hommes d'une race particulière. Le résultat de cette inaction, de ces retards, fut que, bien peu de temps après, Rajah-Sahib reparut presque sous les murs du Fort-Saint-Georges, à la tête d'une armée considérable dont faisaient partie quatre cents soldats français. Les villas, les jardins des *gentlemen* qui composaient l'établissement civil de Madras, furent dévastés et livrés au pillage. Clive accourut, et battit, une fois encore, le fils de Chunda-Sahib. Plus de cent Français périrent dans le combat ou furent faits prisonniers;

perte plus sérieuse que ne l'eût été celle de milliers d'indigènes. Du champ de bataille, l'armée victorieuse marcha vers le Fort-Saint-David ; sur la route se trouvait la ville de la victoire de Dupleix, et le massif monument destiné à conserver la mémoire des triomphes de la France en Orient. Clive ordonna que le monument et la ville fussent rasés au niveau du sol. Nous estimons qu'il fut poussé à cette mesure, non par un mesquin sentiment de rancune personnelle ou d'animosité nationale, mais par une inspiration politique aussi juste que profonde. La ville et son nom retentissant, la colonne et ses inscriptions pompeuses, n'étaient, après tout, dans la pensée de Dupleix, qu'un de ces charmes à l'aide desquels il s'était assuré, dans l'Inde, une prestigieuse influence. Ce charme, il appartenait à Clive de le rompre et de l'anéantir. On avait enseigné aux indigènes que la France était, sans conteste possible, le premier des pouvoirs européens, et que les Anglais n'avaient aucunement la prétention de lui disputer sa suprématie. Nulle mesure ne pouvait être plus efficace, pour dissiper cette illusion, que la solennelle démolition des trophées français.

Le gouvernement de Madras, encouragé par la nouvelle tournure que prenaient les événements, résolut d'envoyer un fort détachement, sous les ordres de Clive pour renforcer la garnison de Trichinopoly. Mais justement alors, le major Lawrence arriva d'Angleterre, et prit le commandement en chef. L'entêtement habituel et l'extrême indépendance de caractère que Clive avait jusque-là manifestés, soit dans les écoles, soit dans les bureaux, pouvaient faire présumer, qu'après de si éclatants exploits, il n'accepterait pas volontiers une

position subordonnée, et que son zèle, son égalité d'humeur s'en ressentiraient. Mais Lawrence avait, de bonne heure, traité ce caractère impétueux avec les ménagements, la bonté qui seuls pouvaient l'enchaîner, et nous ne faisons que rendre à Clive une stricte justice en disant, qu'orgueilleux, susceptible comme il l'était, la bonté ne le trouva jamais ingrat. Il se plaça de bon cœur sous les ordres de son vieil ami, et déploya au second rang tout autant d'activité qu'au premier. Lawrence ne méconnaissait point la valeur d'un tel auxiliaire. Quoique doué lui-même d'une intelligence très-peu au dessus du simple bon sens, il savait apprécier les brillantes facultés de son jeune coadjuteur ; et bien qu'il eût fait de la tactique militaire une étude méthodique, bien que porté, comme tous les hommes élevés pour une profession spéciale, à 'traiter « les intrus » avec une certain mépris, il savait reconnaître dans Clive une de ces natures exceptionnelles auxquelles la règle ordinaire ne saurait être appliquée. « Certaines gens, écrivait-il, ne veulent reconnaître que *de la chance* au capitaine Clive. A mon avis, et tel que je le connais de longue date, ce *gentleman* n'a dû qu'à lui-même, et devait attendre de ses seules inspirations, les résultats qu'il a obtenus. C'est un homme de résolution indomptable, d'un admirable sang froid, d'une présence d'esprit qui ne l'abandonnera jamais, même au sein des périls les plus extrêmes ; un soldat de naissance, et c'est tout dire. En effet, sans aucune sorte d'éducation militaire, sans même avoir beaucoup fréquenté les hommes du métier, guidé par son simple jugement et son bon sens, il a conduit, en brave soldat, en officier habile, et avec une prudence qui

garantissait le succès, les troupes qu'on lui avait confiées. »

Les Français n'avaient aucun chef à opposer à nos deux amis. Dupleix qui, dans les négociations et l'intrigue, ne fut jamais inférieur à aucun des Européens mêlés aux affaires de l'Inde, Dupleix n'était point apte à conduire, en personne, des opérations militaires. Il n'avait ni l'éducation du soldat, ni les dispositions qui lui eussent permis d'y suppléer. Ses ennemis l'accusaient de lâcheté personnelle, et les fanfaronnades par lesquelles il répondait à leurs insinuations malveillantes sont dignes d'un capitaine Fracasse, d'un matamore de tragédie. Selon lui, s'il se tenait soigneusement hors de portée du canon, c'est que le silence, le recueillement étaient particulièrement propres à son génie, et qu'il trouvait difficile de poursuivre ses méditations au milieu du fracas de l'artillerie. Dès lors il lui fallait confier à d'autres l'exécution de ses vastes plans militaires ; et il se plaignait amèrement d'être mal servi. De fait, il avait eu un excellent auxiliaire dans la personne du célèbre Bussy. Mais Bussy était occupé dans le Nord, où le nizam l'avait emmené. Il soignait, à la cour de ce prince, aussi bien ses propres intérêts que ceux de la France. Parmi les officiers restés auprès de Dupleix, il ne se trouvait pas un seul homme vraiment capable ; la plupart d'entre eux étaient des cadets, enfants encore imberbes, dont les soldats eux-mêmes se moquaient tout des premiers.

Partout les Anglais prenaient l'ascendant. Les assiégés de Trichinopoly furent eux-mêmes entourés et réduits à une capitulation peu honorable. Chunda-Sahib tomba dans les mains des Mahrattes, qui le mirent à

mort, très-probablement à l'instigation de son compétiteur autrône, Mahommed-Ali. Mais la ténacité de Dupleix n'était point usée, et ses ressources étaient encore immenses. Non qu'il continuât à recevoir de la Compagnie dont il était l'agent aucune aide matérielle ou morale ; ses patrons désavouaient sa politique ; ils ne lui envoyaient plus d'argent. En fait de troupes, on ne lui expédiait que le rebut des galères. Il persistait cependant, infatigable dans ses intrigues, trouvant toujours de l'or pour corrompre, des promesses pour séduire, prodiguait sa fortune personnelle, épuisait les ressources de son vaste crédit, se procurait à Delhi de nouveaux pouvoirs, de nouveaux diplômes, suscitait au gouvernement de Madras des ennemis qui, de tous côtés abattus, renaissaient de tous côtés ; trouvait enfin, même parmi les alliés de la Compagnie anglaise, des traîtres à faire agir contre elle. Mais tout ce travail avortait. Lentement, il est vrai, mais sans s'arrêter jamais, la puissance anglaise continuait à grandir, celle de la France continuait à décroître.

Depuis son arrivée dans l'Inde, Clive n'avait jamais joui d'une santé parfaitement bonne ; sa constitution, maintenant, se trouvait si profondément altérée qu'il se résolut à retourner en Angleterre. Avant son départ, néanmoins, il se proposa une entreprise des plus délicates, et sut la mener à bien avec sa vigueur, sa dextérité habituelles. Les forteresses de Covelong et de Chingleput étaient occupées par les Français. On décida qu'elles seraient attaquées. Cependant la seule force dont on pût disposer pour cette expédition était de telle nature que pas un officier, excepté Clive, n'aurait voulu risquer sa réputation à en accepter le commandement.

Elle consistait en cinq cent cipayes, de nouvelle levée, et en deux cent recrues qui venaient de débarquer, arrivant d'Angleterre, la pire canaille que les embaucheurs de la Compagnie eussent pu ramasser dans les tapis-francs de Londres. Malade, épuisé comme il l'était, Clive n'en entreprit pas moins de transformer en une armée cette cohue indisciplinée, et il la conduisit sous les murs de Covelong. Il arriva qu'un boulet de la forteresse jeta bas un de ces étranges guerriers, et, tout aussitôt, le reste, faisant volte-face, prit la fuite. Il fallut à Clive, pour les rallier, des efforts inouïs. Un autre jour, le seul bruit du canon mit les sentinelles du camp dans un tel émoi que l'un de ces hommes fut retrouvé, quelques heures après, noyé dans un puits où il s'était jeté, fou de terreur. Clive, par degrés, les accoutuma au danger, et, en se montrant lui-même, en toute occasion, dans les postes les plus périlleux, sut leur faire honte de leur couardise. Enfin, de ces éléments qui semblaient impossibles à mettre en œuvre, il finit par composer une force respectable. Covelong succomba. Clive apprit alors qu'un fort détachement, sorti de Chingleput, venait au secours de la place qu'on supposait tenant encore. Il prit ses mesures pour laisser ignorer à l'ennemi que les secours arrivaient trop tard, dressa sur leur route une embuscade, leur tua cent hommes de la première décharge, leur fit trois cents prisonniers, poursuivit les fuyards jusque aux portes de Chingleput, mit immédiatement le siège devant cet abri, réputé un des plus inexpugnables de toute l'Inde, ouvrit une brèche, et se disposait à l'emporter d'assaut, lorsque le commandant français, acceptant une capitulation, quitta la forteresse avec toute sa garnison.

Clive rentra dans Madras, couronné de nouveaux lauriers, mais dans un état de santé qui ne lui permit pas d'y rester longtemps. Ce fut alors qu'il s'unit à une jeune personne, miss Maskelyne, sœur de l'éminent mathématicien qui a longtemps occupé le poste d'astronome royal. On dit qu'elle était belle et accomplie. Les lettres de son mari, dit-on encore, attestent qu'il lui était profondément attaché.

Presque aussitôt après la cérémonie nuptiale, Clive s'embarqua pour l'Angleterre avec sa jeune femme. Il y rentrait tout autre qu'il n'avait quitté le pays dix, ans auparavant, pauvre enfant dédaigné qu'on envoyait au hasard chercher fortune. Il n'avait encore que vingt-sept ans ; mais on le regardait comme un des premiers capitaines de l'armée anglaise. La paix régnait alors en Europe. La Carnatique était le seul point du monde où l'Angleterre et la France fussent aux prises. Les vastes plans de Dupleix avaient singulièrement inquiété les gros marchands de la cité de Londres, et le brusque changement de fortune que l'on devait au courage, aux talents de Clive, avait été salué avec une grande joie. Le jeune capitaine n'était plus connu dans India-House, le siège de la Compagnie péninsulaire, que sous le sobriquet de « général Clive, » et dans les splendides repas donnés par les directeurs, c'est en ces termes qu'on lui portait des *toasts* solennels. Dès son arrivée en Angleterre, il se vit l'objet de l'intérêt, de l'admiration universelle. La Compagnie des Indes le remercia de ses services dans les termes les plus chaleureux, et lui offrit une épée montée en diamants. Par un rare sentiment de délicatesse, il refusa d'accepter cette marque de reconnaissance, à moins qu'un témoignage pareil ne fût

rendu aux bons services de son ami et commandant, le major Lawrence.

Il va sans le dire que Clive fut reçu avec toute sorte d'égards et de bons procédés par sa famille qui s'enorgueillissait de ses succès, tout en s'étonnant, il faut bien le dire, que « ce méchant paresseux de Bobby » fût devenu, en si peu de temps, un si grand homme. Son père avait été le plus rebelle à cette croyance. Ce ne fut qu'après la glorieuse défense d'Arcote, et lorsque la nouvelle en fut connue de toute l'Angleterre, qu'on entendit le vieux *gentleman* grommeler « qu'après tout, il y avait bien quelque chose dans cette mauvaise tête. » Son approbation devint de plus en plus explicite à mesure qu'un exploit succédait à l'autre, et il finit par être très-fier de son fils, qu'il en vint à aimer passionnément.

Les parents de Clive eurent d'excellentes raisons, sonnantes et trébuchantes, pour se réjouir de son retour. Il avait réalisé, dans les parts de prise, des sommes considérables, et rapportait chez lui une fortune raisonnable, dont une partie fut consacrée à liquider la situation pécuniaire de son père, et à racheter le domaine patrimonial. Deux années lui suffirent pour dévorer le reste. Il vivait avec splendeur ; sa mise, même pour cette époque de luxe, était remarquablement somptueuse ; il avait équipage et chevaux de selle, et, non content de toutes ces issues par où s'écoulaient rapidement ses capitaux, il prit le moyen le plus expéditif de se ruiner : une élection parlementaire, achetée d'abord, contestée ensuite.

En 1754, époque d'élections générales, le gouvernement était dans une condition singulière. A peine exis-

tait-il une opposition qu'on pût qualifier ainsi. L'issue fatale de la dernière rébellion avait intimidé les Jacobites. Le parti *tory* était tombé dans le discrédit le plus complet. Tous les hommes de talent qui naguère en avaient fait partie, l'abandonnaient maintenant, et c'est à peine si depuis quelques années on avait pu se douter qu'il existât encore. La petite faction groupée autour du prince Frédéric, escomptant son influence, attirée par ses promesses, avait été dispersée à sa mort. Presque tous les hommes distingués du pays, quels que fussent d'ailleurs et leur origine et leurs antécédents, occupaient des positions officielles et s'intitulaient *whigs*. Pourtant, cette concorde apparente n'était qu'un prestige. Au cœur même de l'administration existaient des tiraillements, des déchirements, des rancunes amères, des luttes acharnées. La grande affaire de chaque ministre était de rabaisser, de supplanter ses collègues. Le chef du cabinet, Newcastle, faible, peureux, jaloux, perfide, était à la fois détesté et méprisé par quelques-uns de ses collaborateurs les plus influents; par aucun plus que par Henry Fox, le secrétaire d'État pour la guerre. Cet homme habile, osé, ambitieux, ne perdait pas une seule occasion de contre-carrer le premier lord de la Trésorerie, dont il espérait peu, dont il n'avait rien à craindre, Newcastle s'étant toujours montré, dans sa longue carrière politique, aussi peu disposé à rompre avec les gens de talent qu'à leur procurer un avancement quelconque.

Newcastle avait pris à cœur la double élection de Saint-Michel, un de ces bourgs pourris du Cornouailles qu'a fait disparaître le Bill de réforme, en 1832. Sur ce terrain, il avait pour antagoniste lord Sandwich, dont

l'influence avait jusqu'alors dominé ce district ; et Fox s'était mis avec ardeur du côté de lord Sandwich. Clive, présenté à Fox, et fort bien accueilli par lui, fut mis en avant par le comité Sandwich, et obtint la majorité des suffrages : en revanche, une pétition fut présentée contre la validité des opérations électorales , et cette pétition fut chaudement appuyée par le premier ministre.

La cause fut plaidée, selon l'usage du temps, par devant la chambre des communes tout entière, formée en comité. Les questions électorales étaient alors envisagées comme des questions de parti, et uniquement comme telles. On n'affectait même pas d'apporter à leur solution l'impartiale équité des tribunaux. Sir Robert Walpole, par exemple, ne se gênait nullement pour proclamer que, « dans les batailles de ce genre, on ne devait pas se faire quartier. » Cette fois, l'agitation était extrême. Il ne s'agissait pas, en effet, de savoir si Clive avait été valablement élu, mais lequel, de Newcastle ou de Fox, était le maître de la nouvelle assemblée, c'est-à-dire, lequel devait rester chef du cabinet. La lutte, longue et obstinée, amena des péripéties nombreuses. Fox y déploya toutes les ressources d'un excellent *debater*, battit, avec leurs propres armes, la moitié des légistes du parlement et emporta vote après vote, malgré tout l'ascendant de la présidence du conseil. Le comité décida en faveur de Clive. Mais quand la résolution fut portée devant la chambre, jugeant alors en dernier ressort, l'aspect des choses changea tout à coup. Les débris de l'opposition tory, en quelque mépris qu'on les eût, se trouvaient en position de faire pencher la balance si également suspendue entre Newcastle et Fox. Pour le premier les torys n'avaient, et ne pouvaient avoir, que

du mépris. Ils haïssaient Fox, au contraire. Fox ; le plus hardi, le plus subtil politique, l'orateur le plus exercé des whigs, le constant ami de Walpole, l'adhérent dévoué du duc de Cumberland. Après avoir hésité jusque à la dernière minute, ils finirent par voter, comme un seul homme, avec les amis du premier ministre. La chambre, dès lors, se trouva rejeter, à une majorité insignifiante, la décision rendue par le comité. Clive était éliminé du parlement.

Déçu dans ses espérances politiques, et en face d'un avoir très-restreint, il fut ainsi naturellement amené à tourner ses regards du côté de l'Inde. La Compagnie et le gouvernement ne demandaient qu'à utiliser cette capacité si bien prouvée. Un traité favorable à l'Angleterre venait bien, à la vérité, d'être signé dans la Carnatique. Dupleix était remplacé, et revenait en Europe avec les débris de son immense fortune, pour s'y voir en butte aux calomnies, aux chicanes qui finirent par le conduire au tombeau. Mais, à beaucoup de signes, on pouvait reconnaître que l'Angleterre et la France reprendraient bientôt les armes, et on éprouvait le besoin de placer un chef militaire d'une habileté reconnue à la tête des établissements de la Compagnie. Les directeurs nommèrent Clive gouverneur du Fort-Saint-David. Le roi lui donna un brevet de lieutenant-colonel dans l'armée anglaise, et, en 1753, il s'embarqua de nouveau pour l'Asie.

La première tâche qu'il eut à remplir, presque aussitôt après son retour, fut la réduction de la forteresse de Gheriah. Bâtie sur un promontoire sourcilleux, et presque environnée par l'Océan, elle servait d'abri à un pirate nommé Angria, dont les chaloupes armées avaient

longtemps promené la terreur dans le golfe Arabique. L'amiral Watson, qui commandait l'escadre anglaise dans les mers d'Orient, incendia la flottille d'Angria pendant que Clive attaquait, par terre, sa retraite fortifiée. La place fut bientôt enlevée, et un butin de 150 000 livres sterling (3 750 000 fr.) fut partagé entre les vainqueurs.

Après cet exploit, Clive se hâta d'aller prendre le gouvernement du Fort-Saint-David. Il n'y était pas depuis deux mois, lorsqu'il reçut des nouvelles qui stimulèrent toute l'énergie de son audacieuse et active intelligence.

Des provinces jadis subjuguées par la race de Tamerlan, le Bengale était, sans contredit, la plus riche. Aucune portion de l'Inde ne possédait de tels avantages naturels, soit pour l'agriculture, soit pour le commerce. Le Gange qui, par mille et mille canaux, se précipite vers la mer, a formé, là, une vaste plaine de riches alluvions qui, nonobstant l'ardeur du soleil tropical, rivalisent avec la riche verdure des comtés anglais pendant le mois d'avril. Les rizières y donnent des produits d'une abondance partout ailleurs inconnue. Les épices, le sucre, les essences végétales s'y multiplient avec une exubérance merveilleuse. Les fleuves fournissent à la pêche des ressources inépuisables. Les îlots désolés qui longent la côte, envahis par une végétation malsaine, peuplés de daims et de tigres, fournissent abondamment le sel aux pays dont la culture s'est emparée. Le grand cours d'eau qui donne sa fertilité au sol est, en même temps, la voie principale que suit le commerce d'Orient. Sur ses bords et sur ceux de ses tributaires, se trouvent les plus riches mar-

chés, les capitales les plus opulentes, les temples les plus vénérés de l'Inde. Contre les inépuisables faveurs dont la nature a comblé ce beau pays, vainement, depuis des siècles, luttait la stupide tyrannie de l'homme. En dépit du despote musulman et du bandit mahratte, le Bengale était réputé un vrai paradis par toutes les populations de l'Orient, où on ne l'appelle jamais que « le riche royaume. » Sa population multipliait avec une rapidité singulière. Du trop plein de ses greniers, on nourrissait plus d'une province lointaine; et les nobles dames de Paris et de Londres s'enveloppaient des fins tissus ourdis sur ses métiers. La race qui peuplait cette terre de promesse, énervée par la douceur du climat, et accoutumée à la paix, se trouvait, par rapport aux autres Asiatiques, ce qu'étaient ceux-ci relativement aux énergiques et courageux enfants de l'Europe. Les Castillans disent proverbialement de la fameuse Huerta de Valence, que « la terre y est de l'eau, et que l'homme y est femme. » Cette sentence pittoresque s'appliquerait à merveille à la vaste plaine du Gange inférieur. Le Bengali ne fait rien qu'à regret, et avec une sorte de langueur. Les métiers qui l'attirent, les plaisirs qu'il préfère sont ceux qui le retiennent chez lui. Tout effort physique lui coûte; et bien qu'il s'exprime avec volubilité, bien qu'il déploie dans la guerre de la chicane une ténacité particulière, rarement il s'engage dans un conflit personnel, et presque jamais il ne s'engage comme soldat. Nous n'estimons pas qu'il y ait, dans toute l'armée indigène de la Compagnie, cent Bengalis de race pure. Jamais, peut-être, il n'y eut sous le ciel une population mieux préparée, par sa nature et ses mœurs, à subir le joug étranger.

Les grandes compagnies commerciales de l'Europe avaient longtemps possédé des forteresses dans le Bengale. Les Français s'étaient établis, — ils y sont encore, — à Chandernagor sur le Hoogley; un peu plus haut, sur le même fleuve, les commerçants hollandais avaient Chinsurah. Les Anglais s'étaient construits le Fort-William, plus proche de la mer. Une église et d'immenses entrepôts s'élevaient dans le voisinage. Une rangée de spacieuses habitations, appartenant aux principaux facteurs de la Compagnie des Indes orientales, bordaient les rives du fleuve, et dans leur voisinage grandissait une cité indigène, vaste et affairée, où quelques négociants indous, possesseurs de richesses immenses, avaient fixé leur séjour. En revanche, l'espace maintenant occupé par les splendides palais de Chowringhee, n'enfermait encore que quelques misérables huttes recouvertes de chaume. Une jungle marécageuse, abandonnée au gibier aquatique et aux alligators, couvrait le site actuel de la citadelle, et le Cours, qui, chaque soir, au coucher du soleil, voit arriver en foule les plus brillants équipages de Calcutta. Les Anglais, comme tous les grands possesseurs de terre, payaient au gouvernement local une sorte de redevance ou de loyer pour le sol sur lequel ils étaient établis; et comme tous autres détenteurs du sol à titre féodal, exerçaient, dans les limites de leur domaine, une juridiction limitée.

La vaste province du Bengale, qui avait pour annexes Orissa et Bahar, avait été longtemps gouvernée par un vice-roi que les Anglais appelaient Aliverdy-Khan, et qui, de même que les autres vice-rois du Mogol, avait fini par s'assurer une indépendance de fait à peu près absolue. Il mourut en 1756, et la souveraineté passa

sur la tête de son petit-fils, qui n'avait pas encore atteint sa vingtième année; il s'appelait Surajah-Dowlah. Les despotes orientaux sont peut-être la pire classe des êtres humains, et, dans cette classe même, ce malheureux enfant pouvait passer pour un des pires échantillons. Son intelligence était naturellement très-bornée; son caractère, naturellement dépourvu de toutes qualités sympathiques. Or, son éducation avait été de celles qui énervent les esprits les plus vigoureux, et dépravent les plus généreux instincts. Il était déraisonnable, personne n'ayant jamais essayé de lui faire entendre la voix de la raison; égoïste, parce que jamais il ne s'était vu dans la dépendance du bon vouloir d'autrui. Une débauche précoce avait affaibli son corps et son âme. Il s'était adonné aux liqueurs fortes, dont l'usage immodéré avait exalté, presque jusqu'à la folie, son faible cerveau. Ses compagnons préférés étaient de vils flatteurs nés dans les rangs les plus abjects, et que rien ne recommandait à son choix, sauf leur nature servile ou bouffonne. On assure qu'il en était venu à ce dernier degré de la perversité humaine, où on devient cruel pour le plaisir de l'être, où la vue des tortures, à part toute autre considération d'intérêt, de sécurité, de vengeance, est un excitant agréable. Enfant, il s'amusait à supplicier des animaux; devenu homme, il prenait plus de plaisir encore à voir souffrir des êtres humains.

La haine des Anglais était, chez Surajah-Dowlah, un sentiment développé dès son plus jeune âge. Caprice, peut-être, mais ses caprices n'avaient jamais été combattus. Il s'était encore singulièrement exagéré le profit qu'il pouvait attendre du pillage de leurs établissements. Son intelligence étroite et mal cultivée ne pouvait s'éle-

ver jusqu'à ce calcul, bien simple pourtant, que les richesses accumulées à Calcutta, même en les supposant plus considérables qu'il ne les rêvait, ne compenseraient pas pour lui les pertes que lui occasionnerait infailliblement l'expulsion violente du commerce européen, si, chassé du Bengale, il allait se fixer sur un autre point des côtes de l'Inde. Pour une querelle, les prétextes ne manquaient point. Les Anglais, en perspective de leur guerre avec la France, avaient entrepris leurs travaux de fortification sans avoir demandé au nabab une autorisation spéciale. Un de ses riches feudataires, dont il brûlait de confisquer les richesses, s'était réfugié à Calcutta, et l'on avait refusé de le livrer. Ce fut en s'autorisant de ces divers incidents que Surajah-Dowlah marcha contre le fort William à la tête d'une armée nombreuse.

Les agents que la Compagnie entretenait à Madras avaient été réduits, pour combattre Dupleix, à devenir hommes d'État et guerriers. Ceux du Bengale étaient encore de simples commerçants, et le danger qui approchait les trouva épouvantés, fascinés, inertes. Le gouverneur, qui avait eu les oreilles rebattues des cruautés de Surajah-Dowlah, perdit la tête, tant il eut peur, et, sautant à bord d'une chaloupe, se réfugia sur le premier vaisseau qu'il vint à rencontrer. Le commandant militaire pensa qu'un si noble exemple était bon à suivre. Le fort fut enlevé après un simulacre de défense ; un grand nombre d'Anglais tombèrent aux mains des vainqueurs. Le nabab, dans tout l'appareil de la royauté, prit séance au bout du principal salon de la forteresse, et fit comparaître devant lui M. Holwell, hiérarchiquement le plus important des prisonniers.

qu'on venait de faire. Son Altesse railla l'insolence des Anglais; se plaignit d'avoir trouvé si mal garnies les caisses de leur trésor; en revanche, elle promit de laisser la vie aux captifs, et se retira pour aller dormir.

Alors fut commis ce grand crime, mémorable par la singularité, l'atrocité de ses circonstances, mémorable aussi par la terrible rétribution qu'il appela sur la tête de ceux qui s'en étaient rendus coupables. Les prisonniers anglais restèrent à la merci de leurs gardiens, et les gardiens résolurent de les enfermer pour la nuit dans la prison de la garnison, une chambre désignée sous le nom effrayant de *Trou-Noir*. Même pour un seul captif, ce donjon, vu l'ardeur du climat, était un lieu de détention trop fermé, trop étroitement circonscrit. Il n'avait que vingt pieds carrés; les soupiraux étaient petits et encombrés. On était au solstice d'été, saison où la terrible chaleur du Bengale devient à peine tolérable pour les natifs de l'Angleterre, quand ils peuvent se réfugier dans de hautes salles où de nombreux éventails agitent constamment l'air autour d'eux. Les prisonniers étaient au nombre de cent quarante-six. Quand ils reçurent l'ordre d'entrer dans cet étroit cachot, ils crurent que leurs gardiens voulaient railler; et comme la clémence du nabab les avait un peu rassurés, ils rirent eux-mêmes et s'amuserent d'une si absurde prescription. Leur illusion ne dura guère. Leurs remontrances, leurs supplications furent vaines. Les gardes menacèrent de sabrer quiconque hésiterait à obéir. Les captifs furent poussés dans leur cachot, littéralement l'épée aux reins; et la porte qu'on referma aussitôt sur eux fut solidement verrouillée.

Rien dans l'histoire, rien dans la fiction, rien, pas

même le récit que fait Ugolin parmi les flots rigides de la glace éternelle, après avoir essuyé ses lèvres dégouttantes de sang avec la chevelure arrachée au crâne de son meurtrier, rien n'approche des horreurs qu'ont racontées les rares misérables qui survécurent à cette nuit tragique. Les malheureux demandèrent grâce. Ils essayèrent ensuite de rompre la porte. Holwell, qui, même en ces sinistres instants, garda quelque présence d'esprit, essaya de tenter, par des offres d'argent, la cupidité des geôliers. La réponse fut qu'on ne pouvait rien sans les ordres du nabab ; que le nabab dormait, et que son courroux tomberait inévitablement sur quiconque se hasarderait à l'éveiller. Le désespoir des prisonniers devint alors une véritable démence. Ils se foulèrent aux pieds les uns les autres ; se livrèrent, pour se rapprocher des ouvertures par lesquelles pénétrait un peu d'air, des combats hideux ; luttèrent autour de quelques seaux d'eau que la cruelle pitié de leurs assassins semblait leur donner pour prolonger l'agonie dans laquelle ils se débattaient. Ils divaguaient, ils priaient, ils blasphémaient, ils suppliaient les gardes de les fusiller à travers les grilles. Et les geôliers, cependant, groupés derrière ces grilles, contemplaient, à la lueur des torches, ces affreux tableaux. Leurs cris, leurs rires sataniques saluaient chaque épisode nouveau du drame sanglant ; les convulsions frénétiques, les féroces étreintes de ces pauvres fous furieux semblaient les divertir singulièrement. Cependant le tumulte diminuait peu à peu. Aux cris de rage et d'angoisses, succédaient des gémissements, des plaintes de plus en plus faibles. L'aurore parut. Le nabab, sa débauche cuvée, s'éveilla et permit enfin d'ouvrir le cachot. On n'en vit d'abord sortir per-

sonne, et il fallut que, dans le monceau de cadavres, les soldats pratiquassent une sorte de corridor, en empilant à droite et à gauche, des corps infects sur lesquels l'ardent climat de l'Inde avait déjà commencé son œuvre de corruption. Lorsqu'enfin un passage eut été fait, vingt-trois spectres à peine vivants, que leurs mères elles-mêmes n'eussent pu reconnaître, se traînèrent, en chancelant, hors de l'horrible charnier. On creusa ensuite une vaste fosse. Les morts, au nombre de cent-vingt-trois, y furent jetés pêle-mêle et recouverts précipitamment.

Ces choses, cependant, — qu'on ne peut, après quatre-vingts ans écoulés, raconter ou lire sans frisson, — n'éveillèrent ni remords ni pitié dans l'âme du farouche nabab. Aucun châtiment ne fut infligé aux assassins ; aucun soin particulier ne fut donné aux survivants. On permit à quelques-uns, dont on n'espérait aucune rançon, de s'éloigner. Mais ceux qui pouvaient se racheter de manière ou d'autre furent traités avec la cruauté la plus exécrable. Holwell, encore hors d'état de mettre un pied devant l'autre, fut conduit devant le tyran, qui lui adressa mille reproches, le menaça, le fit charger de chaînes, et l'envoya ainsi dans l'intérieur du pays, avec quelques autres Anglais soupçonnés d'en savoir, sur le chiffre des trésors de la Compagnie, plus qu'ils n'en voulaient dire. Ces malheureux, que les tortures de leur longue agonie laissaient encore dans un état indicible de prostration physique et morale, furent logés dans de misérables chaumières et nourris seulement de grain et d'eau, jusqu'à ce qu'enfin les intercessions des parentes du nabab obtinrent leur élargissement définitif. Une seule Anglaise avait sur-

vécu à la catastrophe que nous venons de raconter. Elle fut emmenée à Moorshedabad et placée dans le harem du prince.

Surajah-Dowlah, cependant, expédiait à Delhi, à son souverain nominal, des lettres où sa récente victoire était racontée avec toutes les pompes du style oriental. Il plaça une garnison dans le Fort-William, défendit qu'aucun Anglais se fixât dans le voisinage, et décida qu'en mémoire de ses exploits guerriers, Calcutta, désormais, s'appellerait Alinagore, c'est-à-dire le Port-de-Dieu.

Dès le mois d'août on sut, à Madras, la prise de Calcutta. Cette nouvelle y souleva les ressentiments les plus amers. L'établissement tout entier appelait à grands cris la vengeance. Dans les quarante-huit heures qui suivirent l'arrivée du funeste récit, il fut décidé qu'une expédition serait embarquée sur le Hoogley, et que le commandement des forces de terre serait confié à Clive. L'armement naval était sous les ordres de l'amiral Watson. Neuf cents hommes d'infanterie anglaise, belles troupes et pleines d'ardeur, composaient, avec quinze cents cipayes, l'armée qui mettait à la voile pour aller punir un prince dont les sujets étaient plus nombreux que ceux de Louis XV ou de l'impératrice Marie-Thérèse. L'expédition partit en octobre ; mais elle eut à lutter avec des vents contraires, et n'arriva au Bengale que dans le mois de décembre.

Le nabab, se croyant parfaitement en sûreté, menait joyeuse vie en sa bonne ville de Moorshedabad. Il ignorait si complètement la situation des pays étrangers, qu'il croyait inférieure à dix mille hommes la population de l'Europe entière ; et jamais l'idée ne lui était venue que

les Anglais pussent rêver l'invasion de ses États. Mais s'il ne craignait point leurs ressources militaires, il n'en commençait pas moins à regretter leur activité industrielle. Ses revenus décroissaient, et ses ministres avaient fini par lui faire comprendre, non sans peine, qu'un souverain peut trouver plus d'avantage à protéger le commerce et à lui assurer la paisible possession des bénéfices obtenus, qu'à torturer de malheureux négociants pour se faire livrer leur or et leurs bijoux cachés. Il était déjà disposé à permettre la reprise des opérations commerciales de la Compagnie dans son royaume, quand il apprit que les Anglais en armes s'étaient montrés sur les eaux de l'Hoogley. A l'heure même, il concentra ses troupes à Moorsshedabad et marcha vers Calcutta.

Clive avait déployé, dès le début des opérations, sa vigueur habituelle, pris Budgebudge, dispersé la garnison du Fort-William, repris Calcutta, enlevé d'assaut et mis à sac la ville d'Hoogley. La marche rapide imprimée par lui à la campagne qui commençait, ne fit que confirmer le nabab dans les dispositions pacifiques où nous avons dit qu'il était déjà. Il fit donc, en ce sens, des ouvertures adressées aux deux chefs de l'armée d'invasion ; il offrait de rétablir la factorerie détruite, et d'indemniser de leurs pertes les négociants qu'il avait dépouillés.

Clive était soldat avant tout, soldat de cœur, soldat de métier ; il sentait, en outre, qu'un certain discrédit moral pèserait sur quiconque traiterait d'accommodement avec Surajah-Dowlah. Mais ses pouvoirs n'étaient point illimités. Un comité, formé principalement de ceux des serviteurs de la Compagnie qui avaient si pré-

cipitaument quitté Calcutta, détenait la haute direction des affaires. Ces individus brûlaient de recouvrer leurs fonctions, et de rentrer dans leurs capitaux perdus. Le gouvernement de Madras, sachant que la guerre venait de commencer en Europe, et craignant une attaque des Français, souhaitait la rentrée de l'expédition. Les promesses du nabab étaient brillantes ; l'issue de la guerre pouvait sembler douteuse. Clive consentit à traiter, non sans exprimer hautement son regret de ce qu'une entreprise glorieusement commencée finit ainsi par une transaction presque honteuse.

De cette négociation date, dans la vie de Clive, une ère nouvelle. Jusqu'alors il n'avait été qu'un agent militaire, aidant par sa valeur, son habileté tout exceptionnelles, à réaliser des plans à la conception desquels il était demeuré étranger. Désormais, au contraire, il doit être rangé parmi les hommes d'État ; et ses hauts faits militaires ne sont plus qu'en seconde ligne. Par eux il arrive à réaliser ses propres desseins politiques. Qu'il ait, dans ce nouveau rôle, déployé de grands talents, qu'il ait obtenu de grands succès, on ne saurait le contester. Malheureusement, il est tout aussi hors de doute que les transactions auxquelles il se trouva mêlé dès lors, ont laissé une souillure sur son caractère moral.

Sir John Malcolm, dans sa Biographie de Clive, ne veut reconnaître à aucun prix que la conduite de son héros ait en rien violé les lois de l'honneur et de l'intégrité. Il nous est impossible de partager cette opinion. En revanche, nous ne sommes pas de l'avis de M. Mill, lorsqu'il nous dit, dans son Histoire de l'Inde, que « la fraude, le mensonge, quand ils convenaient aux desseins de Clive, ne lui coûtaient pas un moment

d'anxiété. » Par nature, par tempérament, Clivenous paraît tout le contraire d'un hypocrite. Sa hardiesse allait à la témérité, sa sincérité à l'indiscrétion; ami solide, ennemi loyal, tel nous le voyons. Ni dans sa vie privée, ni dans les portions de sa vie publique qui nous le montrent en rapports avec ses compatriotes, nous ne constatons aucune disposition particulière à la tromperie, aucun goût pour la ruse. Tout au contraire, quand il engage une lutte, à titre d'Anglais, contre des Anglais — depuis ses parties de boxe à l'école jusqu'à ces orageuses altercations, soit dans *India-House*, soit au parlement, qui remplissent les dernières années de sa vie, — ses défauts furent toujours ceux d'un esprit altier et fier. Ce qui nous paraît vrai, c'est que la politique d'Orient fut toujours, à ses yeux, un jeu où toute espèce de tricherie était légitime. Il savait que la moralité n'était point appréciée de même par les indigènes et par les Anglais. Il savait avoir à traiter avec des hommes absolument dénués de ce qui, en Europe, s'appelle honneur; avec des hommes également prêts à tout promettre et à violer toute promesse; avec des hommes qui, sans le moindre scrupule ou la moindre honte, employaient la corruption, le parjure, les faux de toute espèce, pour arriver à leurs fins. Ses lettres nous le montrent profondément imbu de cette pensée, qu'entre la moralité asiatique et la moralité européenne il y a des abîmes. Et, partant de là, il se figura — grave erreur, selon nous — qu'il demeurerait absolument impuissant contre de tels adversaires, s'il se laissait lier par des engagements qui les laissaient libres, s'il opposait la franchise à la duplicité, s'il remplissait, même à son dam, les promesses par lui souscrites, tandis que ses

antagonistes, pour tenir les leurs, attendraient qu'ils en pussent tirer quelque profit. En conséquence, ce même homme, que nous voyons, en d'autres lieux et d'autres temps de sa vie, *gentleman* et soldat parfaitement honorable, ne se trouve pas plutôt en face d'un diplomate indien, qu'il se place immédiatement au niveau de ce vil intrigant, et, comme lui sans scrupule, s'abaisse comme lui au mensonge, aux flatteries hypocrites, donne un document pour un autre, et va, de proche en proche, jusqu'à falsifier des écritures.

Les négociations entamées entre les Anglais et le nabab furent principalement conduites par deux agents inférieurs : M. Watts, employé de la Compagnie, et un Bengali, nommé Omichund. Cet Omichund, naguère encore un des plus opulents parmi les négociants indigènes établis à Calcutta, venait de perdre une grande partie de ses richesses, par suite de l'expédition du nabab contre cette ville. Ses transactions commerciales l'avaient fréquemment mis en rapport avec les Anglais ; il était donc mieux placé que tout autre pour servir d'intermédiaire entre eux et une cour indigène. Il possédait une grande influence sur ses compatriotes, et avait, à haute dose, les facultés spéciales de la race indoue : la promptitude d'observation, le tact, la dextérité, la persévérance ; comme aussi les vices indous : la servilité, l'avidité, la perfidie.

Le nabab se montrait sans foi, comme tous les hommes politiques de son pays ; de plus, il avait cette capricieuse instabilité qui caractérise l'enfant gâté par l'exercice d'une autorité presque sans limites. Il promettait, se rétractait, hésitait, éludait. Un jour, la négociation pendante encore, il s'avança vers Calcutta,

comme prêt à y pénétrer de force, à la tête de son armée; puis, quand il vit quel front résolu les Anglais lui opposaient, il recula effrayé, disposé à traiter avec eux quand et comme ils le voudraient. Mais le traité ne fut pas plutôt conclu, qu'il recommença ses machinations hostiles. Il noua des intrigues, à Chandernagor, avec les autorités françaises. Il invita Bussy, qui occupait alors le Dekkan, à se porter sur le Hoogley et à chasser les Anglais du Bengale. Clive et Watson n'ignoraient aucune de ces menées. Ils résolurent, en conséquence, de frapper un coup décisif, et d'attaquer Chandernagor, avant qu'aux forces réunies dans cette ville se fussent jointes celles qu'on attendait, tant du sud de l'Inde que du continent européen. Watson dirigea l'opération maritime, Clive commanda l'armée de terre. Le succès de ce mouvement combiné fut aussi complet que rapide. Le fort, la garnison, l'artillerie, les approvisionnements de guerre, tout tomba aux mains des Anglais. Près de cinq cents soldats européens figuraient parmi les prisonniers.

Le nabab, qui haïssait et craignait les Anglais, même alors qu'il avait à leur opposer la rivalité française, maintenant que les Français étaient vaincus, n'en haïssait, n'en craignait que mieux les Anglais. Son âme, inconsistante et sans règle fixe, oscillait entre la servilité et l'insolence. Un jour il expédiait de fortes sommes à Calcutta, pour compenser en partie le dommage qu'il y avait causé; le lendemain il envoyait à Bussy des bijoux d'un grand prix, en exhortant ce vaillant militaire à protéger le Bengale « contre Clive, l'audacieux guerrier, sur lequel, ajoutait Son Altesse, puissent tomber tous les malheurs! » Il ordonnait à son armée de

s'apprêter à marcher contre les Anglais; puis il contremandait ses ordres. Il froissait et déchirait les lettres de Clive; puis à ces mêmes lettres il adressait des réponses où la flatterie prenait les formes les plus emphatiques et les plus fleuries. Il chassait Watts de sa présence et le menaçait du pal; puis il envoyait chercher Watts, et lui demandait pardon de l'avoir insulté. En même temps, sa mauvaise administration, sa démenée, ses mœurs dissolues, son goût pour le commerce des êtres les plus vils, rebutaient ses sujets de toute classe, soldats, trafiquants, fonctionnaires de l'ordre civil, l'orgueilleux et fastueux sectateur de Mahomet, l'Indou timide, assoupli, parcimonieux. Une confédération formidable s'était formée contre lui. Roydullub, le ministre des finances, en faisait partie, ainsi que Meer-Jaffier, le plus important des généraux de l'armée, et Jugget-Seit, le plus riche banquier de toute l'Inde. Les agents anglais furent mis au courant du plan des conjurés, et des communications restèrent ouvertes entre les mécontents de Moorshedabad et le comité de Calcutta.

Le comité, cependant, hésitait beaucoup; mais la voix de Clive y était acquise aux conspirateurs, et sa vigueur, sa fermeté venaient à bout de toutes les résistances. Il fut résolu que les Anglais prêteraient leur irrésistible appui à ceux qui voulaient détrôner Surajah-Dowlah et placer Meer-Jaffier sur le trône du Bengale. Meer-Jaffier, en retour, promettait d'amples indemnités, tant pour la Compagnie que pour ses agents, plus une gratification très-libérale aux troupes de terre et de mer, sans parler du comité qui devait aussi trouver son compte à une révolution si puissamment aidée par lui. Les vices odieux de Surajah-Dowlah, les torts im-

menses qu'il avait faits au commerce anglais, les dangers auxquels ce commerce serait resté exposé s'il eût continué à régner, nous paraissent justifier pleinement la résolution prise de le précipiter du trône. Mais rien ne saurait excuser la dissimulation à laquelle descendit Clive pour en arriver là. Il écrivit à Surajah-Dowlah en termes si affectueux, que le malheureux prince s'endormit, pour un temps, dans l'assurance d'une parfaite sécurité. Or, le courrier chargé de cette caressante épître en emportait une autre adressée à M. Watts, où Clive s'exprimait en ces termes : « Dites à Meer-Jaffier de ne rien craindre. Je le rejoindrai bientôt avec cinq mille hommes qui jamais n'ont tourné le dos aux balles. Assurez-le que je marcherai nuit et jour pour aller à son aide, et qu'il me verra demeurer à ses côtés aussi longtemps qu'un de mes soldats restera sur pieds. »

Il n'était guère possible qu'un complot ayant de si vastes ramifications demeurât longtemps enveloppé d'un mystère absolu. Il en vint bientôt assez aux oreilles du nabab pour éveiller ses soupçons. Mais les fictions rassurantes, les artifices que le génie inventif d'Omichund sut évoquer autour de lui, calmèrent bientôt ses premières inquiétudes. Tout allait donc à merveille ; le plan se développait et mûrissait à vue d'œil, on touchait au but, lorsque Clive apprit qu'un traître allait tout faire échouer, et que ce traître était Omichund. Le rusé Bengali avait déjà promesse d'une ample compensation pour toutes les pertes qu'il avait pu subir lors de la prise de Calcutta. Mais ceci ne lui suffisait déjà plus. Il avait rendu de grands services. Il tenait le fil de toute l'intrigue. Un seul mot de lui, murmuré à l'oreille de Surajah Dowlah, pouvait renverser tout ce qu'il

avait contribué, pour sa large part, à édifier. La vie de Watts, celle de Meer-Jaffier, celle de tous les conjurés, étaient à sa merci. Aussi voulait-il tirer parti de sa situation, et régler lui-même les conditions de son marché. Pour prix de sa discrétion et de son assistance, il réclamait 300 000 liv. st. (7 500 000 fr.). Le Comité, indigné de cette trahison et de ces exigences inattendues, mais d'un autre côté terrifié par l'imminence du danger, ne savait quel parti prendre. Clive, en revanche, était homme à battre Omichund, et sur le propre terrain et avec les propres armes de ce dernier. On avait, disait-il, affaire à un coquin. Tout stratagème était bon pour l'empêcher de nuire. Rien de plus simple que de lui promettre tout ce qu'il demandait. Bientôt il serait à leur merci, et on le châtierait alors en lui refusant, non-seulement le salaire convenu, mais la compensation même qu'on lui avait promise pour ses pertes antérieures, celle que devaient recevoir tous les autres résidents de Calcutta, ruinés comme lui.

L'avis parut bon à suivre. Mais comment duper cet Indou si pénétrant, si rusé? Il avait demandé qu'un article formel, établissant ses droits, consacrant ses prétentions, fût inséré dans le traité entre Meer-Jaffier et les Anglais, et il ne voulait s'en rapporter, là-dessus, qu'au témoignage de ses propres yeux. Clive trouva aussitôt l'expédient requis. On dressa deux expéditions du traité, l'une sur papier blanc, l'autre sur papier rouge; le premier était le bon; l'autre n'avait aucune validité. Dans le premier, aucune mention d'Omichund. Le second, qu'on devait lui montrer, renfermait la stipulation qu'il avait sollicitée.

Une autre difficulté s'éleva. L'amiral Watson, en marin scrupuleusement loyal, ne se souciait pas de signer le *traité rouge*. Or, la vigilance attentive d'Omi-chund ne pouvait manquer de rendre fort suspecte à ses yeux l'absence de cette signature importante. Mais Clive ne faisait pas les choses à demi. Nous avons honte d'écrire ce qu'il n'eut pas honte de faire. Il apposa, de sa main, la fausse signature de Watson.

Tous les préparatifs étaient maintenant à terme. M. Watts disparut secrètement de Moorshedabad. Clive mit ses troupes en mouvement, et il écrivit au nabab, mais, cette fois, sur un ton bien différent. Il énumérait tous les dommages subis par les Anglais, offrait de soumettre les points litigieux à Meer-Jaffier, et terminait en annonçant que, la saison des pluies allant finir, il aurait prochainement l'honneur, ainsi que ses soldats, d'aller en personne solliciter une réponse de Son Altesse.

Surajah-Dowlah réunit aussitôt tout ce qu'il avait de troupes disponibles, et marcha à la rencontre des Anglais. Il avait été convenu que Meer-Jaffier se séparerait du nabab, et conduirait en masse, dans les rangs des Anglais, la division placée sous son commandement. Toutefois, au moment décisif, les craintes du conspirateur se trouvèrent plus fortes que son ambition. Clive s'était avancé jusqu'à Cossimbuzar. Le nabab, à la tête de forces considérables, avait pris position à Plassey, éloignée seulement de quelques milles. Meer-Jaffier, cependant, n'avait pas encore pu se décider, à tenir ses promesses, et ne répondait que d'une manière évasive aux ardentes remontrances du général anglais.

Clive se trouvait, à ce moment, dans la position la

plus critique et la plus pénible : il ne pouvait mettre aucune confiance ni dans la sincérité, ni dans le courage de son allié. La bonne opinion qu'il avait naturellement de ses talents militaires et de la valeur, de la discipline de ses soldats, n'allait pas jusqu'à lui dissimuler le risque énorme qu'il courrait en engageant la bataille contre un ennemi vingt fois supérieur en nombre. Devant lui coulait une rivière qu'il lui était fort aisé de traverser, mais que ne devait pas repasser un seul homme de son armée, si l'affaire tournait mal. En cette occurrence difficile, — pour la première et la dernière fois de sa vie — cet esprit indompté, pendant quelques heures, se trouva effrayé de la responsabilité qu'il allait prendre, s'il se décidait seul. Il convoqua un conseil de guerre. La majorité se prononça contre l'action. Clive lui-même se rangea du côté de la prudence. Bien longtemps après, on l'entendit raconter, en souriant, qu'une seule fois il avait rassemblé ses officiers en conseil, et que, si l'avis du conseil avait été suivi, les Anglais n'auraient jamais conquis le Bengale. Ce jour là, la séance à peine close, il se retrouva lui-même. Réfugié à l'ombre de quelques arbres, il y passa une heure environ, abîmé dans ses pensées; puis il rentra au camp, bien décidé à jouer le tout pour le tout, et donna ses ordres pour que le passage de la rivière eût lieu dès le lendemain matin.

Le passage s'effectua, et, à la suite d'une ennuyeuse journée de marche, l'armée, bien après le coucher du soleil, s'établit parmi des bosquets de manguiers situés près de Plassey, à un mille du campement ennemi. Clive ne put s'endormir. Il entendit toute la nuit retentir les cymbales de l'armée du nabab. Il n'est pas

surprenant que cet homme, cet homme au cœur résolu, à la volonté de fer, ait ressenti quelque angoisse, quelques transes d'inquiétude, en songeant dans quelles conditions il allait bientôt combattre, et quel était le prix de la victoire, l'ignominie de la défaite.

La nuit de Surajah-Dowlah ne fut pas meilleure. Son âme orageuse et faible était en proie aux plus terribles alternatives de fureur et de crainte. Effrayé de cette crise si menaçante et si prochaine, se méfiant de ses meilleurs capitaines, craignant la trahison de quiconque approchait sa personne, n'osant cependant rester seul, il passa la nuit entière assis dans sa tente, le front baissé, le visage assombri; un poète grec l'eût dit hanté par les ombres furieuses de ceux qui, expirant au fond du Trou-Noir, lui avaient jeté, avec leur dernier cri, leur dernière malédiction.

Le jour vint; le jour qui allait voir décider le sort de l'Inde. Au lever de l'aurore, l'armée du nabab, émergeant de son camp par toutes les issues, commença son mouvement contre les bosquets qui abritaient encore la colonne anglaise. Quarante mille fantassins, armés de mousquets, de piques, d'épées, d'arcs et de flèches, couvraient la plaine. Cinquante canons, du plus gros calibre, les escortaient, trainés par de longs attelages de bœufs blancs, et chacun suivi d'un éléphant qui le poussait en avant. Quelques pièces, de dimensions plus maniables, et que manœuvraient les auxiliaires français, en très-petit nombre, étaient pour le moins aussi redoutables que toute cette artillerie massive. Les cavaliers, au nombre de quinze mille, n'avaient pas été recrutés parmi les populations efféminées du Bengale, mais bien

dans ces peuplades, autrement aguerries, qui habitent les provinces du Nord. L'œil exercé de Clive ne pouvait s'y tromper : hommes et chevaux étaient bien supérieurs à ceux de la Carnatique. A cette multitude innombrable il ne pouvait opposer que trois mille hommes. Il est vrai que, de ces trois mille hommes, mille étaient Anglais, rompus à la discipline anglaise, commandés par des officiers anglais. Dans les rangs de cette petite armée se faisait remarquer le trente-neuvième régiment, qui porte encore sur ses drapeaux, avec mainte addition glorieuse obtenue en Espagne et au pied des Pyrénées françaises, sous les ordres de Wellington, le nom de Plassey, avec l'orgueilleuse devise : *Primus in Indis*.

La bataille débuta par une canonnade dans laquelle la grosse artillerie du nabab brûla presque inutilement beaucoup de poudre, tandis que les pièces de campagne, en bien petit nombre, que manœuvraient les Anglais, jonchaient le sol de cadavres. Plusieurs des meilleurs officiers que Surajah-Dowlah eût à son service, tombèrent ainsi, avant toute rencontre. Le désordre se mit dans les rangs de son armée. La peur qui le dominait allait croissant de minute en minute. Un des conspirateurs lui suggéra l'idée de battre en retraite. Cet insidieux avis, se trouvant d'accord avec les secrètes inspirations de la terreur qu'il éprouvait, fut aussitôt adopté par le prince. Il donna l'ordre de reculer, et cet ordre le perdit. Clive, saisissant l'occasion qui s'offrait, commanda la charge : découragée, en désordre, ne comptant plus sur ses chefs, la multitude armée qu'il avait devant lui ne put tenir contre l'élan de la valeur disciplinée. Jamais vile populace attaquée

par des troupes régulières ne fut si vite et si complètement mise en déroute. La petite phalange française, qui seule voulut tenir bon, fut entraînée et comme balayée par le torrent des fuyards. Au bout d'une heure, l'armée de Surajah-Dowlah était dispersée et irrévocablement anéantie. Elle ne comptait pas, cependant, plus de cinq cents morts : mais le camp, mais les canons, mais le bagage, des chariots innombrables, du bétail à profusion, restaient au pouvoir des vainqueurs. Sans autres pertes que vingt-deux soldats tués et cinquante blessés, Clive avait mis en déroute une armée d'environ soixante mille hommes, et subjugué un empire plus vaste, plus peuplé que la Grande-Bretagne.

Meer-Jaffier, pendant le combat, n'avait prêté aucun secours aux Anglais. En revanche, dès qu'il vit décidé le sort de la journée, il sépara sa division de l'armée vaincue, et, la bataille dûment terminée, envoya féliciter son allié. Dès le lendemain il arrivait aux quartiers anglais, non sans de vives inquiétudes sur l'accueil qui l'attendait là. Il laissa même percer quelques symptômes de terreur, à l'aspect de la garde qui se formait pour lui rendre les honneurs dus à son rang. Mais ses appréhensions furent bientôt dissipées. Clive vint au-devant de lui, l'embrassa, le salua nabab des trois grandes provinces du Bengale, Bahar et Orissa, écouta de bonne grâce ses excuses, et lui conseilla de marcher sur Moorshedabad sans le moindre délai.

Surajah-Dowlah avait fui le champ de bataille avec toute la rapidité qu'on put imprimer à l'agile chameau sur lequel il était monté. Aussi mit-il à peine un peu plus de vingt-quatre heures pour arriver à Moorshedabad. Une fois là, il tint conseil. Les plus sages de ses

ministres voulurent lui persuader de se remettre aux mains des Anglais, dont, au pire, il ne pouvait attendre que la perte de sa couronne, et peut-être un emprisonnement passager. Il regarda comme des traîtres ceux qui lui donnaient cet avis. D'autres le pressaient de tenter encore la chance des combats. Il écouta leurs suggestions, et donna ses ordres en conséquence. Mais il ne pouvait rester d'accord avec lui-même, ne fût-ce que pendant vingt-quatre heures. Il apprit que Meer-Jaffier était arrivé; ses frayeurs devinrent intolérables. Sous un vil déguisement, emportant à la main une cassette remplie de bijoux, il se laissa glisser, la nuit venue, d'une fenêtre de son palais, et, suivi seulement de deux serviteurs, s'embarqua sur le fleuve pour se rendre à Patna.

Bien peu de jours après, Clive arrivait à Moorshedabad, escorté par deux cents soldats anglais et trois cents cipayes. On lui avait assigné comme résidence un palais entouré de jardins assez spacieux pour que tous les soldats qui l'accompagnaient pussent y camper à l'aise. Meer-Jaffier fut aussitôt installé, en grande pompe, dans sa nouvelle dignité. Clive conduisit lui-même au siège d'honneur le nabab qu'il venait de créer, l'y fit asseoir, lui offrit, selon l'usage immémorial de l'Orient, une certaine quantité de pièces d'or; puis, se tournant vers les indigènes qui remplissaient la salle, il les félicita sur l'heureuse chance qui les avait affranchis d'un joug tyrannique. Il dut, en cette occasion solennelle, recourir aux services d'un interprète. En effet, — circonstance notable, — si long qu'eût été son séjour dans l'Inde, si versé qu'il fût dans la politique et la connaissance intime du caractère indien, jamais il n'apprit,

de manière à s'en servir aisément, aucun des dialectes du pays où il jouait un si grand rôle. Il se vit souvent, nous assure-t-on, dans la nécessité d'employer, pour communiquer avec les natifs, les bribes du patois portugais que son séjour au Brésil, dans sa première jeunesse, avait laissées dans sa mémoire.

Le prince qu'il venait d'instituer avait maintenant à compter avec ses alliés, et à remplir les engagements auxquels il était redevable de leur assistance. Une conférence fut tenue chez le grand banquier, Jugget-Seit, pour prendre les arrangements réclamés par la situation. Omichund s'y rendit, parfaitement convaincu qu'il était en possession des bonnes grâces de Clive. Celui-ci, effectivement, avec une dissimulation plus qu'indienne, lui avait jusqu'alors donné tous les témoignages de la plus entière cordialité! On produisit, on lut le *traité blanc*. Clive se tournant alors vers M. Scrafton, un des agents de la Compagnie : « Il est temps, lui dit-il en anglais, de détromper Omichund. — Omichund, reprit alors M. Scrafton, en indostani, le *traité rouge* est une mystification. Vous n'aurez rien. » A ces mots, qui anéantissaient d'un coup toutes ses espérances, Omichund tomba sans connaissance dans les bras de ceux qui l'accompagnaient. Quand il reprit ses sens, le malheureux était fou, et la raison ne lui revint jamais. Clive qui, malgré l'absence de scrupules avec laquelle il traitait les diplomates indiens, ne manquait pas, en somme, d'une sorte d'humanité, Clive paraît avoir ressenti quelque émotion dans cette circonstance vraiment poignante. Quelques jours après, il vit Omichund, lui adressa de bonnes paroles, lui conseilla, comme moyen de recouvrer la santé, quelque pèlerinage religieux à

l'un des temples sacrés de l'Inde : le changement de lieux pourrait aider à l'apaisement de ses angoisses morales. Clive, d'ailleurs, malgré ce qui venait de se passer, n'était pas éloigné d'utiliser encore, à l'avenir, pour le service public, les rares talents d'Omichund. Mais le coup avait été trop rude. L'infortuné vieillard ne s'en remit point, et, graduellement, tomba dans une complète idiotie. Cet homme, qu'on avait remarqué pour la force de son intelligence et la simplicité de ses habitudes, dissipa les restes de sa fortune en niaiseries puériles. On le vit prendre plaisir à s'étaler en public dans des habits somptueux et couvert de bijoux magnifiques. Il languit quelques mois dans cet état abject, et s'éteignit ensuite, triste victime d'une fraude immonde.

Nous n'aurions pas jugé nécessaire de la caractériser et de la dénoncer aussi nettement à l'animadversion de nos lecteurs, si sir John Malcolm n'avait tenté de la justifier en tous ses détails. Il regrette, à la vérité, qu'on ait été contraint de recourir à un faux, et cela parce qu'il est trop aisé d'abuser de tels moyens; mais il ne veut pas admettre qu'aucun blâme s'attache à celui qui trompe un trompeur. Il estime que les Anglais ne devaient aucune bonne foi aux hommes qui n'en mettaient aucune à traiter avec eux : il ajoute que, s'ils eussent tenu les promesses faites à Omichund, cet exemple d'une trahison si bien payée eût engendré des milliers d'actes pareils. Pour discuter la question, nous ne nous placerons pas, nous, sur le terrain de la morale austère, des principes inflexibles. Ceci est tout à fait inutile. En effet, à n'envisager les choses qu'au point de vue de l'utilité (dans le sens le moins honorable qu'on puisse donner à ce mot), en n'employant

d'autres arguments que ceux dont Machiavel se fût servi dans une conversation avec César Borgia, nous nous ferions fort de démontrer que Clive eut tort, complètement tort, et qu'il commit là, non-seulement un crime, mais une faute lourde. Cette maxime que « l'honnêteté est la meilleure des politiques, » nous la tenons pour inébranlablement vraie, même en ce qui ne touche que les intérêts temporels des individus. Par rapport aux sociétés, elle admet moins d'exceptions encore, et cela par cette raison simple, que la vie des sociétés est plus longue que celle des individus. On peut citer quelques hommes redevables d'une grande prospérité mondaine à des violations de la foi privée. Mais nous doutons fort qu'il existe un État, un seul, qui, à la longue, ait gagné quelque chose à fouler aux pieds la foi publique. L'histoire entière de l'Inde anglaise établirait, au besoin, cette importante vérité : qu'il n'est pas prudent d'opposer la perfidie à la perfidie, et que la meilleure des armes qu'on puisse employer contre le mensonge est encore la sincérité. Pendant bien des années les gouvernants de l'empire anglo-indien, entourés d'alliés et d'ennemis qu'aucun engagement ne pouvait lier, se sont généralement conduits avec droiture et loyauté. L'événement a prouvé que la loyauté et la droiture étaient sagesse. La valeur, l'intelligence des Anglais a moins servi que la véracité anglaise à étendre, à conserver notre empire oriental. Tout ce que nous aurions pu gagner à imiter l'évasive duplicité, les fictions, les parjures employés contre nous, n'est rien comparé au profit résultant pour nous de ce que nous sommes, dans l'Inde, la seule puissance sur la parole de qui on puisse compter. Aucun des serments que peut

inventer la superstition, aucun otage, si précieux qu'il soit, n'inspire la centième partie de la confiance qui s'attache au simple *oui*, au simple *non* d'un envoyé britannique. Aucune citadelle, si forte que l'art ou la nature l'ait rendue, ne donne à ceux qu'elle abrite une sécurité comme celle dont jouit le chef indigène qui traverse, presque seul, le domaine de ses plus puissants, de ses plus mortels ennemis, quand il voyage armé du sauf-conduit britannique. Les princes orientaux peuvent à peine, aux conditions les plus énormément usuraires, attirer à eux une portion quelconque de la richesse enfouie secrètement par leurs sujets. Le gouvernement anglais n'offre guère plus de quatre pour cent, et l'avarice vide ses silos dorés pour lui apporter des roupies par dixaine de millions. Un souverain à qui nous faisons la guerre peut bien offrir des montagnes d'or à nos cipayes pour qu'ils abandonnent les drapeaux de la Compagnie. La Compagnie ne promet, elle, qu'une pension bien modeste après de longs services. Mais chaque cipaye sait que la promesse de la Compagnie est sacrée. Il sait que, vécût-il cent ans, son riz et son sel lui sont aussi assurés que l'est au gouverneur général son énorme salaire. Il sait enfin qu'il n'existe pas dans toute l'Inde un autre pouvoir qui, nonobstant les serments les plus solennels, ne le laissât mourir de faim dans le premier fossé venu, dès que ses services auraient cessé d'être requis. Le plus grand avantage qu'un gouvernement puisse posséder est d'être, au milieu de gouvernements auxquels personne ne peut se fier, le seul sur lequel on ait droit de faire fonds. Nous possédons en Asie cette inappréciable supériorité. Si, depuis une cinquantaine d'années, nous nous étions

conduits d'après les principes que prône sir John Malcolm ; si, toutes les fois que nous avons eu à traiter avec des Omichund, nous avons menti comme eux, trahi comme eux, comme eux pratiqué la fraude et le faux, nous croyons fermement que ni courage ni capacité n'eussent maintenu notre empire.

Omichund, du reste, ne fut pas la seule victime de la révolution. Surajah-Dowlah, fait prisonnier quelques jours après sa fuite, fut conduit devant Meer-Jaffier. Tremblant, effaré, il se jeta sur le sol à plat ventre, et avec des pleurs, avec des cris plaintifs, il implorait la pitié que lui-même n'avait jamais accordée. Meer-Jaffier hésitait ; mais son fils Meeran, jeune homme de vingt-sept ans, que sa tête faible et son caractère féroce assimilaient au misérable prisonnier, se montra résolument implacable. Surajah-Dowlah fut conduit dans un appartement retiré où des bourreaux ne tardèrent pas à l'aller rejoindre. Les Anglais n'eurent aucune part à cet acte odieux. Et Meer-Jaffier les connaissait assez, il devinait assez leurs sentiments pour avoir jugé nécessaire d'excuser, vis-à-vis d'eux, la vengeance qu'il avait tirée de leur plus mortel ennemi.

La Compagnie et ses agents virent ensuite pleuvoir sur eux les dédommagements et récompenses pécuniaires en vue desquels la révolution s'était opérée. Une somme de 800 000 liv. st. (20 000 000 de francs) en espèces d'or ou d'argent fut embarquée à Moorshedabad et expédiée au Fort-William. La flottille chargée de ce trésor était de plus de cent barques ; elle accomplit son voyage triomphal, pavillon au vent, musiques sonantes. Calcutta, qui se ressentait encore, quelques mois avant, des ravages du siège, était maintenant plus pros-

père que jamais. Le commerce avait repris. Chaque résidence anglaise étalait un luxe de bon augure. Pour Clive, sa modération seule mit des bornes aux libéralités dont il était l'objet. Le trésor du Bengale était à sa disposition; il en avait le libre accès. Là se trouvaient empilés, selon l'usage des monarques indiens, d'énormes monceaux de monnaies, où l'on pouvait, au besoin, retrouver de ces *florins*, de ces *besants* avec lesquels, avant qu'aucun navire d'Europe eût doublé le cap de Bonne-Espérance, les Vénitiens payaient les tissus et les épices d'Orient. Clive put se promener, aussi longtemps qu'il lui plut, parmi ces amoncellements d'or et d'argent, couronnés de diamants et de rubis. Il n'avait, comme on dit vulgairement, qu'à se baisser pour prendre ce qui lui convenait. Il accepta seulement de deux à trois cent mille liv. sterl. (5 à 7 500 000 fr.).

Les transactions pécuniaires qui se firent alors entre Meer-Jaffier et Clive furent, seize ans plus tard, condamnées par la voix publique, et sévèrement critiquées dans le sein du parlement. Sir John Malcolm, dans sa *Vie de Clive*, les défend avec une étrange véhémence. Les accusateurs du général victorieux représentèrent ses gains comme le salaire de la corruption, ou comme un pillage pratiqué à main armée sur un allié qui ne pouvait se défendre. Le biographe, au contraire, considère ces énormes profits comme des dons parfaitement libres, honorant celui qui les fait comme celui qui les reçoit. Il les compare aux récompenses prodiguées par les puissances étrangères à Marlborough, à Nelson, à Wellington. C'est une coutume immémoriale en Orient, nous dit-il, de faire et d'accueillir des présents, et il n'existait pas, jusque-là, de *bill* du parlement rendu pour

empêcher les fonctionnaires anglais dans l'Inde de profiter de cet usage asiatique. Ce raisonnement est loin de nous convaincre. Nous ne soupçonnons nullement Clive d'avoir vendu, à beaux deniers comptants, les intérêts de ses patrons ou de son pays. Mais nous ne saurions l'absoudre d'avoir, sinon fait le mal, au moins donné un fâcheux exemple. S'il est une vérité bien évidente, c'est qu'un général ne doit servir que son gouvernement, à l'exclusion de tout autre. Il s'ensuit que toute récompense accordée à ses services doit l'être, soit par son gouvernement, soit avec la pleine connaissance et la pleine approbation de son gouvernement. Cette règle devrait être strictement maintenue, même lorsqu'il ne s'agit que d'un simple hochet, croix, médaille, morceau de ruban. Comment, en effet, un gouvernement serait-il bien servi, si ceux à qui est confié le commandement de ses troupes, pouvaient, sans le lui faire savoir, sans y être autorisés par lui, accepter de ses alliés des fortunes princières? Il est oiseux de dire qu'il n'existait pas encore une loi formelle prohibant l'acceptation des présents offerts par des souverains asiatiques. Ce n'est pas en vertu de l'acte du parlement rendu plus tard contre cet abus, mais en vertu de principes antérieurs à l'existence de cet acte, les principes de la loi universelle et du sens commun, que nous blâmons la conduite de Clive. Nous ne connaissons aucun *bill* qui interdise à notre ministre des relations extérieures de se mettre aux gages d'un des gouvernements du continent. Il n'en est pas moins vrai que le secrétaire d'État capable de se laisser mystérieusement pensionner par la France violerait tous ses devoirs, et encourrait un châtiment exemplaire. Sir John Malcolm compare la conduite de

Clive à celle de lord Wellington. Supposons donc (et nous demandons pardon d'une telle hypothèse) supposons que le duc de Wellington, après la campagne de 1815, alors qu'il commandait en France l'armée d'occupation, eût secrètement accepté de Louis XVIII cinq à six millions de francs, offerts en témoignage de la reconnaissance que la maison de Bourbon gardait au duc pour ses bons et loyaux services, qu'aurait-on pensé de cette transaction? Et cependant le code anglais, notre *Statute book*, ne renferme pas plus la défense d'accepter des présents en Europe, qu'il ne renfermait alors celle d'accepter des présents en Asie.

Admettons, en même temps, que, dans le cas particulier où Clive se trouvait, on peut trouver des circonstances atténuantes. Il se regardait comme général au service de la Compagnie des Indes, et non du gouvernement anglais. Or, sinon d'une manière formelle, au moins par une tolérance implicite, la Compagnie avait autorisé ses agents à s'enrichir, et au moyen des libéralités qu'ils obtenaient des princes indigènes, et par d'autres voies encore moins justifiables. Pouvait-on espérer chez l'agent inférieur une rigidité plus stricte que chez ses patrons? Si Clive ne jugea pas à propos d'informer officiellement les directeurs de tout ce qui s'était passé, s'il ne requit pas formellement leur sanction, d'un autre côté on ne le vit pas montrer, par une dissimulation délibérée, qu'il eût conscience d'avoir mal agi. Au contraire, il avouait hautement que les cadeaux du nabab l'avaient enrichi. Enfin, quoique à notre avis il ne dût rien accepter, nous le louerons d'avoir pris si peu. Il accepta vingt *lackhs* de roupies¹. Un mot tombé de ses lèvres

1. Le *lackh* vaut 250 000 fr.

eût doublé la somme. Les hommes vertueux de l'Angleterre n'eurent pas grand'peine à déclamer contre « la rapacité » de Clive : mais, de ceux qui se livrèrent à ce facile exercice, pas un sur cent n'eût montré la même retenue au milieu des trésors de Moorshedabad.

Meer-Jaffier ne pouvait être maintenu sur le trône que par la force même qui l'y avait assis. Ce n'était pas, comme son prédécesseur, un jeune homme sans consistance, et il n'avait pas eu le malheur de naître dans la pourpre royale. Il n'était donc ni tout à fait aussi dépourvu de sens, ni tout à fait aussi dépravé que l'avait été Surajah-Dowlah. Mais il n'avait aucun des talents, aucune des vertus que sa position réclamait, et son fils, son héritier, Meeran, était de tous points semblable au tyran déchu. La révolution qui venait de s'accomplir avait porté le trouble et l'agitation dans les esprits. Beaucoup de chefs étaient en insurrection contre le nouveau nabab. Le vice-roi de la riche et puissante province d'Oude, qui, comme presque tous les autres vice-rois du grand mogol, était de fait un souverain indépendant, menaçait d'envahir le Bengale. Il ne fallait rien moins que les talents et l'autorité de Clive pour soutenir le gouvernement ébranlé de ce pays. Les choses en cet état précaire, survint un navire apportant des dépêches rédigées à Londres avant que les nouvelles de la bataille de Plassey fussent connues du conseil d'*India-House*. Les directeurs voulaient adapter aux établissements du Bengale une organisation compliquée, une forme de gouvernement tout à fait absurde, et, ce qui rendait leur projet encore plus insensé, aucune place n'était faite à Clive dans cet arrangement tombé des nues. Les personnes choisies pour composer

l'administration nouvelle eurent, à leur grand honneur, le bon sens de désobéir, sous leur responsabilité propre, à ces ordres inopportuns ; elles invitèrent Clive à prendre l'autorité suprême. Il y consentit, et on vit bientôt que les agents de la Compagnie avaient tout simplement pressenti, préexécuté les volontés de leurs patrons. Les directeurs, en apprenant le brillant succès de Clive, le reconnurent aussitôt gouverneur de leurs possessions au Bengale, en lui donnant d'ailleurs les plus hautes marques de reconnaissance et d'estime. Son pouvoir, dès lors, n'eut plus de limites, et dépassa même celui que Duplex avait exercé, quelques années auparavant, sur les provinces méridionales de la Péninsule. Meer-Jaffier le contemplait en esclave ébloui. Un jour qu'il venait d'adresser quelques reproches sévères à un de ses principaux rajahs, dont les gens s'étaient compromis dans une bagarre avec quelques cipayes de la Compagnie : « En êtes-vous donc, lui disait-il, à ignorer ce que c'est que le colonel Clive, et à quelle hauteur Dieu l'a placé?... » Le rajah, que son esprit caustique et sa longue familiarité avec le nabab autorisaient à certaines libertés de langage : « Moi, s'écria-t-il, moi braver le colonel?... Moi qui ne me lève jamais, le matin, sans faire trois profonds saluts à son mulet? » A peine le propos était-il exagéré. Européens et natifs étaient de même aux pieds de Clive. Les Anglais voyaient en lui le seul homme qui pût contraindre Meer-Jaffier à tenir ses engagements. Meer-Jaffier le regardait comme le seul homme en état de protéger la dynastie nouvelle contre la turbulence de ses sujets et les invasions des États voisins.

On n'est que juste en reconnaissant que Clive se servit

avec habileté, avec vigueur, de son immense pouvoir, et le fit tourner à l'avantage de son pays. Il organisa une expédition contre les districts situés au nord de la Carnatique. Là, les Français avaient conservé leur ascendant; il importait de les en déloger. La conduite de l'entreprise fut confiée à un officier nommé Forde, alors très-peu connu, mais en qui l'œil sagace du gouverneur général avait discerné des talents militaires d'un ordre élevé. Le succès de l'expédition fut brillant et rapide.

Pendant qu'une portion considérable de l'armée du Bengale se trouvait ainsi engagée dans une expédition lointaine, un nouveau danger, vraiment formidable, menaçait la frontière de l'ouest. Le grand mogol était prisonnier à Delhi, sous la main d'un de ses sujets. Son fils aîné, — on le nommait Shah-Alum, — destiné à être pendant maintes années le jouet de la mauvaise fortune, et qui passa tour à tour, instrument docile, des mains des Mahrattes dans celles de l'Angleterre, s'était enfui du palais paternel. Sa naissance lui assurait le respect de l'Inde entière. Quelques puissants princes, — entre autres et plus particulièrement le nabab d'Oude, — étaient disposés à prendre parti pour lui. Shah-Alum trouva facile de réunir sous ses drapeaux une multitude de ces aventuriers militaires qui pullulaient alors dans toutes les parties du pays. Une armée de quarante mille hommes, de races et de cultes divers, Mahrattes, Rohillas, Jauts, Afghans, fut en peu de temps groupée autour de lui. L'idée lui vint alors de renverser le parvenu dont les Anglais avaient fait un roi, et de revendiquer l'autorité souveraine dans le Bengale, l'Orissa et le Bahar.

Meer-Jaffier conçut aussitôt les plus vives alarmes ; et le seul expédient dont il s'avisa tout d'abord , fut d'acheter , moyennant un grand sacrifice pécuniaire, quelque accommodement avec Shah-Alum. C'était, au reste, la méthode la plus ordinairement employée par les princes qui , avant lui , gouvernaient les riches et pacifiques provinces situées aux bouches du Gange. Clive , cependant , traita cette suggestion de la peur avec un mépris digne de son sens vigoureux et de son indomptable intrépidité : « Si vous agissez ainsi , écrivait-il au nabab, vous êtes certain de voir arriver successivement le nabab d'Oude, les Mahrattes, et bien d'autres encore, de tous les pays limitrophes ; ils vous extorqueront, l'un après l'autre, tous vos trésors, jusqu'à ce que vous soyez absolument à sec. Je prie Votre Excellence de compter plus qu'elle ne semble le faire, sur la fidélité des Anglais et sur celle des troupes qu'elle peut mener au combat. » Il écrivait du même ton au gouverneur de Patna , un vaillant soldat indigène qu'il avait en grande estime : « Pas de capitulation. Défendez votre ville jusqu'au bout. Soyez sûr que les Anglais sont de bons et fidèles amis , et que jamais ils n'abandonnent une cause à laquelle une fois on les a vus s'attacher. »

Il tint cette parole. Shah-Alum avait investi Patna, et l'assaut allait être donné quand il apprit que le terrible « colonel » avançait à marches forcées. Toutes les forces qu'il amenait consistaient en quatre cent cinquante soldats européens, plus deux mille cinq cents cipayes. Mais Clive et ses troupes étaient désormais investis, dans tout l'Orient, d'une terreur prestigieuse. A peine son avant-garde s'était-elle montrée que les assiégeants prirent la fuite. Quelques aventuriers français, attachés

à la personne de Shah-Alum, voulurent lui persuader de tenter les chances du combat. Ce fut en vain. Cette grande armée, qui avait été pour la cour de Moorshedabad l'objet de tant d'inquiètes préoccupations, se fondit en quelques jours, sans coup férir, devant la seule crainte du nom anglais.

Le vainqueur revint triomphalement à Fort-William. La joie de Meer-Jaffier fut sans bornes, comme l'avaient été ses frayeurs. Entraîné par elle, il voulut reconnaître royalement les services de son sauveur. Le fermage que la Compagnie des Indes était obligée de payer pour les vastes domaines dont l'usage lui avait été concédé au midi de Calcutta, montait à près de trente mille livres sterling (750 000 fr.) par an. Toutes ces terres, c'est-à-dire plus qu'il n'en fallait pour supporter avec dignité le plus haut rang de la pairie anglaise, furent données à Clive en usufruit viager.

Nous pensons que Clive, en cette circonstance, put légitimement accepter le don qui lui était fait. Par sa nature même, ce don était public. La Compagnie devenait en fait sa locataire, et dès qu'elle acquiesçait aux obligations que comportait ce rôle, elle notifiait, par là même, son approbation des mesures adoptées par Meer-Jaffier.

Mais la reconnaissance n'avait pas de bien profondes racines dans le cœur du nabab. Il s'était dit depuis quelque temps que cet allié puissant, auquel il devait le trône, pourrait bien être tenté de le lui reprendre, et il cherchait de tous côtés l'appui qu'il pourrait trouver contre cette redoutable force, jusque-là son meilleur étai. Il savait que l'Inde ne lui fournirait pas de troupes capables de tenir bon devant la petite armée du « colonel. »

Les Français avaient perdu au Bengale tout leur ascendant militaire. Mais on se souvenait encore du grand éclat qu'avait jeté, sur les mers de l'Inde, la valeur maritime des Hollandais, — et on ne savait pas encore bien nettement, en Asie, combien la puissance de la Hollande avait, en Europe, subi de rudes atteintes. Des rapports mystérieux se nouèrent entre la cour de Moorshedabad et la forteresse hollandaise de Chinsurah. De Chinsurah partirent des lettres fort pressantes, qui exhortaient le gouvernement de Batavia à mettre en état une expédition capable de balancer, au Bengale, l'ascendant militaire anglais. Les autorités de Batavia, désireuses d'étendre l'influence de leur pays, et tout aussi vivement stimulées par l'envie de prendre part, elles aussi, à ces partages de trésors qui venaient d'enrichir tant d'aventuriers anglais, équipèrent un armement considérable. Sept gros navires, partis de Java, se montrèrent inopinément sur les eaux du Hoogley. Les troupes qu'ils apportaient n'allaient pas à moins de quinze cents hommes, dont moitié Européens. L'entreprise était, de plus, très-opportune. Clive avait détaché tant de troupes contre les Français de la Carnatique, que son armée se trouvait numériquement inférieure à celle que les Hollandais mettaient tout à coup en ligne devant lui. Il n'ignorait point que Meer-Jaffier, en secret, favorisait cette invasion. Il savait qu'il assumerait sur sa tête une très-lourde responsabilité en attaquant les forces d'un pouvoir ami; que les ministres anglais ne se souciaient guère d'ajouter une guerre avec la Hollande à celle qu'ils soutenaient déjà contre la France; qu'ils pouvaient le désavouer; qu'ils pouvaient le punir. Il venait d'embarquer pour l'Europe, par l'entremise de la

Compagnie hollandaise des Indes-Orientales, une notable part de ses richesses ; il avait donc , personnellement, un grand intérêt à ne point susciter de querelle. En revanche, il était bien convaincu que s'il laissait l'armement de Batavia remonter paisiblement le fleuve et aller rallier la garnison de Chinsurah, Meer-Jaffier se jetterait indubitablement dans les bras de ces nouveaux alliés, et que la domination anglaise au Bengale courrait dès lors les risques les plus sérieux. Il prit son parti avec l'aplomb audacieux qui le caractérisa toujours, et trouva de précieux auxiliaires dans les officiers placés sous ses ordres, plus particulièrement encore dans le colonel Forde, auquel demeura confiée la partie la plus essentielle des opérations. Les Hollandais tentèrent de s'ouvrir passage à force ouverte. Les Anglais soutinrent le choc par terre et par eau. Sur les deux éléments l'ennemi avait des forces très-supérieures ; partout elles subirent le plus rude échec. Les vaisseaux hollandais furent capturés ; les troupes hollandaises furent mises en déroute complète. Presque tous les soldats européens qui constituaient la force réelle du corps d'invasion furent tués ou faits prisonniers. Les vainqueurs allèrent poser leur camp devant Chinsurah ; et les chefs de cet établissement, désormais humiliés, acceptèrent les conditions que leur dictait Clive. Ils s'engagèrent à ne plus élever de fortifications, et à ne plus enrôler d'autres troupes que le petit nombre de soldats indispensables à la police de leurs factoreries. Il fut formellement stipulé que la moindre violation de ces clauses impérieuses serait punie par leur immédiate expulsion du Bengale.

Trois mois après cette grande victoire, Clive s'embarquait pour l'Angleterre. Dans son pays l'attendaient

et des honneurs et des récompenses, non peut-être égaux à ses droits, non peut-être à son ambition, mais tels cependant que, tout considéré, — son âge, son rang dans l'armée, le degré social d'où il était parti, — on peut les regarder comme exceptionnellement brillants. On lui donna un titre de pair d'Irlande, en lui laissant espérer, pour l'avenir, qu'il serait pair d'Angleterre. Georges III, qui venait de monter sur le trône, l'accueillit avec une grande distinction. Les ministres lui montrèrent les plus rares égards, et Pitt, dont l'influence sur le parlement et le pays était, à ce moment, sans limites, tint à honneur de montrer son respect pour l'homme dont les exploits avaient tant contribué à illustrer cette mémorable période de nos annales. Déjà le grand orateur avait, à la chambre des communes, signalé Clive comme un « général de naissance, » comme un homme qui, seulement préparé au travail de bureau, n'en avait pas moins déployé un talent militaire de premier ordre, digne d'être admiré par Frédéric de Prusse lui-même. La sténographie des débats parlementaires n'existait pas encore dans ce temps-là ; mais ces paroles, emphatiquement prononcées par le premier homme d'État de l'époque, avaient circulé de bouche en bouche, et trouvé de l'écho même au Bengale, où Clive ne les avait pas entendues retentir sans un vif élan de joie et d'orgueil. Au fait, depuis la mort de Wolfe, Clive était le seul général anglais dont ses compatriotes eussent grandement raison d'être fiers. Le duc de Cumberland, généralement parlant, s'était montré malheureux ; et son unique victoire, remportée sur des compatriotes, ternie par les rigueurs impitoyables dont elle avait été suivie, portait à sa popularité plus de dommage que ses nom-

breux échecs. Conway, érudit stratégiste et personnellement très-courageux, manquait, sur le champ de bataille, et de vigueur et de vraie capacité. Granby, honnête, généreux, brave comme un lion, n'avait ni science, ni génie. Sackville, qu'aucun de ses contemporains ne surpassait en connaissances acquises et en aptitudes diverses, avait encouru, — sans l'avoir mérité, il faut le croire, — le reproche le plus fatal à la réputation d'un homme de guerre. C'était sous les ordres d'un général étranger que les Anglais avaient vaincu à Minden et à Warbourg. Aussi saluait-on avec une fierté bien naturelle, un plaisir sans mélange, un capitaine sorti du peuple, dont l'intrépidité naturelle et le talents pontanément éclos l'avaient fait, en quelques années, l'égal des grands tacticiens allemands.

La richesse de Clive pouvait rivaliser, dès cette époque, avec celle des plus grands seigneurs de l'Angleterre. Il reste des documents authentiques d'où il résulte qu'il avait fait passer à ses agents d'affaires plus de cent quatre-vingt mille liv. sterl. (4 500 000 fr.) par l'entremise de la Compagnie hollandaise des Indes, et plus de quarante mille liv. sterl. (1 000 000 de fr.) par celle de la Compagnie anglaise. Il avait, de plus, expédié des sommes considérables sous le couvert de quelques maisons de banque. C'était alors un usage assez répandu de faire des remises en bijoux et pierres précieuses. Il en avait acheté des quantités notables. Madras seule lui avait fourni, en diamants, plus de vingt-cinq mille liv. sterl. (625 000 fr.). Outre une masse énorme de valeurs monnayées, il avait son grand domaine indien, représentant, d'après ses comptes même, un revenu de vingt-sept mille liv. sterl. (675 000 fr.). En somme, selon

John Malcolm, disposé à réduire le chiffre plutôt qu'à le grossir, ses revenus annuels devaient monter à plus de quarante mille liv. sterl. (1 000 000 de fr.). Or, les revenus de quarante mille liv. sterl., au commencement du règne de Georges III, étaient pour le moins aussi rares que le sont aujourd'hui ceux de cent mille. On peut tenir pour certain que jamais un Anglais, commençant la vie sans un sou vaillant, ne s'est trouvé à la tête d'une fortune pareille avant d'avoir franchi sa trente-quatrième année, quel que fût le métier auquel il ait pu la devoir.

Ajoutons, pour n'être pas injuste, que Clive se fit honneur de son opulence. Dès que la bataille de Plassey eut établi les bases de sa fortune, il envoya dix mille liv. sterl. (250 000 fr.) à ses sœurs, en consacra autant à venir en aide à quelques parents et amis, donna ordre à son banquier de tenir huit cents liv. sterl. (20 000 fr.) par an, à la disposition de son père et de sa mère, et d'insister pour qu'ils eussent désormais voiture. Enfin, il assura une rente de cinq cents liv. sterl. (12 500 fr.) à son ancien commandant, le major Lawrence, qui, lui, était loin d'avoir prospéré. On peut évaluer à près de cent mille liv. sterl. (2 500 000 fr.), les libéralités qu'il répandit ainsi autour de lui.

Désormais il voulut se créer une position politique. Ses achats de terres paraissent avoir été calculés de manière à lui donner une certaine importance dans le Parlement, et, en effet, après les élections générales de 1761, il se trouva, dans la Chambre des communes, à la tête d'un petit groupe de votants qui dépendaient absolument de lui, et dont l'aide ne devait être dédai-

gnée d'aucune administration. Cependant le rôle qu'il joua dans les affaires publiques n'a jamais eu grande importance. Ses premiers entraînements politiques l'avaient rangé, on l'a vu, parmi les adhérents de Fox; plus tard, il se sentit attiré par le génie et les succès de Pitt. En dernière analyse, il forma des liens étroits avec la fraction parlementaire qui marchait sous la direction de Georges Grenville. Au commencement de la session de 1764, alors que la persécution illégale, impolitique, du vil démagogue Wilkes, surexcitait au plus haut point l'opinion, on s'amusa beaucoup d'une anecdote que nous avons lue dans certains Souvenirs encore inédits d'Horace Walpole¹. Le vieux Richard Clive qui, depuis la haute fortune de son fils, se trouvait introduit dans des cercles où les habitudes de toute sa vie ne l'avaient guère préparé à se montrer, vint un jour au grand lever du roi². Georges III lui ayant gracieusement demandé où se trouvait lord Clive : « Mon fils va bientôt rentrer en ville, répondit le vieux *gentleman*, d'une voix assez haute pour que personne ne perdît une de ses paroles.... et, de ce moment, Votre Majesté peut compter sur un vote de plus. »

En réalité, cependant, Clive ne s'occupait tout à fait sérieusement que du pays où il s'était si éminemment distingué, comme soldat et comme gouvernant. C'était toujours en vue de l'Inde qu'il réglait sa conduite dans les affaires publiques de l'Angleterre. L'autorité laissée à la Compagnie, encore que ce soit une anomalie

1. Inédits en 1840. Ces Souvenirs ont été, nous le croyons, publiés depuis. (Note du Traducteur.)

2. Le lever est simplement une réception solennelle.

énorme, est de nos jours, nous en sommes persuadé, une anomalie utile¹. Du temps de Clive, ce n'était pas seulement une anomalie, c'était un malheur public, un vrai fléau. Le gouvernement n'intervenait pas, comme à présent, au moyen du bureau de contrôle. Les directeurs, simples commerçants pour la plupart, n'entendaient rien à la politique générale, rien aux complications spéciales du vaste organisme social qu'un singulier hasard leur donnait à régir. La Cour des propriétaires, toutes les fois qu'elle jugeait à propos de se prononcer, disposait absolument à sa fantaisie de ce vaste et difficile gouvernement. Or, cette cour était tout simplement une réunion d'actionnaires fort nombreuse, puisqu'il suffisait, pour y être admis, de posséder une part d'intérêt de cinq cents liv. sterl. (12 500 fr.). A ce prix on avait un vote. Les assemblées étaient fort suivies, très-orageuses, quelquefois le tumulte atteignait les proportions d'une véritable émeute, et la violence des débats passait toutes les bornes. Le tapage indécent d'une élection de Westminster, les intrigues, la vénalité d'une élection de *bourg-pourri* dés-honoraient ces réunions où s'agitaient des questions de la plus haute, de la plus solennelle importance. Parfois on y arrivait avec des votes fictifs, créés à grand nombre. Clive lui-même dépensa plus de cent mille liv. sterl. (2 500 000 fr.) à se procurer des actions, qu'il répartissait ensuite entre de faux acquéreurs, choisis parmi des gens bien à lui, qu'il menait, pha-

1. Le Parlement n'a point partagé la conviction de lord Macaulay. Le pouvoir politique de la Compagnie des Indes a été anéanti à la suite de la grande insurrection des cipayes, en 1857. (*Note du trad.*)

lange serrée, aux discussions et au vote. D'autres faisaient de même, aucun cependant sur une si large échelle.

Le public anglais prenait alors aux affaires indiennes bien plus d'intérêt qu'il ne le fait aujourd'hui. La raison en est simple. Un *writer*, un commis de la Compagnie, entre maintenant tout jeune au service. Il fait son chemin pas à pas, bien heureux si, à quarante-cinq ans, il lui est donné de rentrer dans son pays avec une retraite de 1000 liv. sterl. (25 000 fr.) et des économies montant à une trentaine de mille liv. sterl. (7 à 800 000 fr.). Les fonctionnaires anglais dans l'Inde, pris en masse, réalisent de vastes profits ; mais il n'en est plus un seul qui fasse, individuellement parlant, une très-grande fortune. Ce qu'ils gagnent, ils le gagnent lentement, péniblement, honnêtement, ils le gagnent bien. A peine quatre ou cinq grands emplois politiques sont réservés, dans l'Inde, aux notabilités politiques de l'Angleterre. Les places de résident, de secrétaire, les sièges au bureau des revenus et aux *Sudder-Courts*¹ étoient en partage à des hommes qui ont consacré au service de la Compagnie les meilleures années de leur existence. Il n'est ni talent hors ligne, ni protection puissante qui fasse accorder ces postes lucratifs à un homme qui n'a pas suivi la filière hiérarchique, et passé par toutes les épreuves administratives. Il y a soixante-dix ans, l'Inde rapportait bien moins d'argent qu'aujourd'hui : mais l'or qui en arrivait se partageait entre un bien plus petit nombre de

. 1. Les *Sudder-Courts* sont les hautes Cours, les Cours d'appel de l'Inde.
(Note du traducteur.)

privilégiés, et il suffisait parfois de quelques semaines, de quelques mois si l'on veut, pour amasser des sommes immenses. Un Anglais, n'importe lequel, n'importe son âge, pouvait espérer cette chance merveilleuse, courue par tous les émigrants. Un bon discours à l'assemblée des propriétaires, un spirituel pamphlet en faveur de l'actionnaire le plus influent, il n'en fallait pas davantage pour être enrôlé au service de la Compagnie, s'en aller dans l'Inde, et revenir de là, trois ou quatre ans plus tard, riche comme Pigot ou Clive. *India-house* était donc comme un bureau de loterie qui tentait toutes les cupidités, et distribuait des fortunes de duc au petit nombre des gagnants. Lorsqu'il fut avéré qu'il existait sur terre un pays où un lieutenant-colonel avait été, un beau matin, gratifié d'un domaine aussi vaste que ceux du comte de Bath ou du marquis de Rockingham; un pays où n'importe quel fonctionnaire anglais pouvait, à un moment donné, se procurer par voie de simple requête, la bagatelle de dix ou vingt mille livres sterling, on vit se reproduire dans la société anglaise cette agitation fiévreuse des beaux jours où les actions de la mer du Sud avaient mis naguère toutes les cervelles en ébullition, la même ardeur de gains fantastiques, le même mépris pour les voies lentes et laborieuses où la fortune s'achète au lieu de se livrer.

A la tête du parti qui, dans *India-House*, avait la prépondérance, était, depuis longtemps, un directeur habile, puissant, ambitieux, qu'on appelait Sullivan. Il jalousait la fortune de Clive, et se rappelait avec amertume l'indiscipline audacieuse de l'ex-gouverneur du Bengale, le sang-froid parfait avec lequel il tenait pour

néant les ordres lointains qui lui arrivaient de Leadenhall-Street¹. Après le retour de Clive, une réconciliation avait eu lieu entre ces deux grands personnages; mais dans le cœur de chacun d'eux avait survécu l'hostilité la mieux enracinée. On renouvelait alors tous les ans la Direction tout entière. Aux élections de 1763, Clive voulut en finir avec l'ascendant de la faction jusqu'alors dominante. La lutte prit bientôt des proportions inattendues, et fut soutenue avec une violence dont le vainqueur de Plassey s'étonna lui-même. Sullivan demeura victorieux, et se hâta de prendre sa revanche. La cession de revenus que Clive, nous l'avons dit, avait reçue de Meer-Jaffier, était parfaitement valide, selon les meilleurs jurisconsultes anglais. Elle venait de la même autorité qui avait concédé à la Compagnie elle-même ses vastes possessions du Bengale, et, en ne la contestant pas jusqu'alors, la Compagnie l'avait implicitement sanctionnée. Néanmoins, les directeurs, cédant à une mauvaise inspiration, résolurent de confisquer à leur profit ce revenu important, et Clive se vit contraint à leur intenter un procès en Cour de chancellerie.

Les affaires, cependant, allaient tout à coup changer de face. Depuis quelque temps les navires arrivant du Bengale n'apportaient plus que des sinistres nouvelles. Le gouvernement intérieur de cette province en était à un point de désorganisation qui devait bientôt le paralyser. Qu'attendre en effet, d'une tribu d'administrateurs, exposés à des tentations que Clive, en un jour de franchise, avait qualifiées « d'irrésistibles, » armés d'un

1. La rue où siégeaient les bureaux de la Compagnie des Indes.

pouvoir sans limites, et responsables seulement vis-à-vis d'une Compagnie corrompue, turbulente, divisée en factions, mal informée, si éloignée, d'ailleurs, qu'entre l'envoi d'une dépêche et la réponse qu'on pouvait y faire, il s'écoulait régulièrement plus de dix-huit mois ? En conséquence, durant les cinq années qui avaient suivi le départ de Clive, le Bengale fut régi par les Anglais d'une façon que l'on croirait incompatible avec l'existence d'un état social quel qu'il soit. Le proconsul romain qui, dans le cours d'une ou deux années, pressurait sa province au point de pouvoir ensuite bâtir en marbre son palais de Rome et ses bains de Campanie, boire dans des coupes d'ambre, se nourrir de rossignols, jeter dans le cirque des armées de gladiateurs et des troupeaux de girafes ; — le vice-roi espagnol qui, laissant derrière lui les malédictions de Mexico ou de Lima, faisait à Madrid son entrée avec un long cortège de carrosses dorés et de chevaux d'apparat, ferrés, caparaçonnés d'argent ; — ces mangeurs de villes, ces vampires de peuples étaient dépassés. Non que la cruauté, à proprement parler, fût le vice des agents de la Compagnie ; Mais la cruauté même n'aurait guère pu enfanter plus de maux qu'il n'en résultait de leur âpreté cupide. Ils commencèrent par renverser Meer-Jaffier, leur créature ; à sa place ils mirent un autre nabab, nommé Meer-Cossim. Meer-Cossim, cependant, se trouva homme de talent et de volonté ; bien qu'assez disposé à opprimer pour son propre compte, il ne voulait pas voir ses sujets écrasés de persécutions qui ne lui rapportaient rien, qui même anéantissaient les sources de son revenu. En conséquence, les Anglais renversèrent Meer-Cossim, et réinstallèrent Meer-Jaffier sur le trône. Meer-

Cossimī, alors, après s'être vengé par un massacre dont l'atrocité dépassa les horreurs du Trou-Noir, se réfugia sur le territoire du nabab d'Oude. A chacune de ces révolutions, le nouveau prince partageait entre ses maîtres étrangers tout ce qu'il trouvait en reliquat dans les coffres de son prédécesseur déchu. L'immense population de ses domaines restait abandonnée, vile proie, à ceux qui l'avaient fait prince, et qui, en vingt-quatre heures, pouvaient le rejeter dans la foule. Les serviteurs de la Compagnie obtinrent, non pour elle, mais à leur profit individuel, des monopoles qui embrassaient presque tous les objets du commerce intérieur. Ils forçaient les natifs à acheter cher et à vendre bon marché. Ils insultaient, impunis, les tribunaux, la police, les autorités fiscales du pays. Ils couvraient de leur protection toute une classe d'indigènes, à eux subordonnés, qui parcouraient les provinces, semant partout sur leur passage la désolation et la terreur. Tout subalterne d'un facteur anglais se trouvait armé du même pouvoir que son maître ; et son maître lui-même était armé de tous les pouvoirs de la Compagnie. Tandis que d'énormes fortunes se faisaient ainsi à Calcutta, trente millions d'êtres humains végétaient au Bengale, réduits aux dernières extrémités de la misère. Ils étaient accoutumés à se courber sous la tyrannie, mais non sous une tyrannie comme celle-ci. La main seule de la Compagnie pesait plus sur eux que toute la personne de Surajah Dowlah. Sous leurs anciens maîtres, d'ailleurs, ils avaient au moins une ressource. Le mal devenu intolérable, ils se soulevaient, et brisaient non le joug, mais le gouvernement. Du gouvernement anglais, comment se débarrasser ? Oppressif comme le despotisme barbare, il avait toutes les ressour-

ces, toutes les armes que donne la civilisation. Ce n'étaient plus des tyrans humains, c'étaient des djinns malfaisants qui écrasaient l'Inde. Le désespoir même ne pouvait donner au timide Bengali le courage d'affronter dans les combats les hommes de race anglaise, de cette caste, la plus noble ici-bas, dont la valeur et la science triomphaient de toute supériorité numérique. La nation foulée aux pieds n'essayait jamais de résister. Ici, courbant la tête et résignés à leur profonde misère, là, ils fuyaient devant l'homme blanc, comme leurs pères avaient coutume de fuir devant le bandit mahratte. Et le palanquin du voyageur anglais traversait souvent des hameaux, des bourgades, voire des villes de second ordre, où la solitude et le silence étaient complets, tous les habitants s'étant sauvés au bruit de sa prochaine arrivée.

Les dominateurs étrangers du Bengale étaient naturellement détestés de toutes les puissances voisines; à toutes ils montraient le même front indomptable, la même fierté menaçante. Leurs armées, partout un contre dix, partout restaient victorieuses. Une série de chefs militaires, formés à l'école de Clive, maintenaient l'ascendant et la renommée des armes anglaises : « Il faut reconnaître, » a écrit un musulman, qui s'est fait l'historien de ces temps, « il faut reconnaître que la présence « d'esprit, la vigueur de caractère, le courage impassible « de cette nation ne peuvent être mis en doute. Ils joignent la résolution à la prudence, et n'ont pas d'égaux « dans l'art de se former en ordre de guerre, de combattre sans quitter leurs rangs. Si à tant de qualités « militaires ils savaient joindre l'art de gouverner, s'ils « mettaient autant de soins et d'adresse à secourir le « peuple de Dieu qu'ils en déploient dans tout ce qui

« concerne le métier des armes, nul peuple au monde
« ne leur serait préférable et ne mériterait mieux l'em-
« pire. Mais les nations qu'ils gouvernent partout gé-
« missent, et partout sont réduites à la détresse, à la
« misère. Grand Dieu, viens au secours de tes serviteurs
« affligés ! délivre-les de l'oppression sous laquelle ils
« languissent ! »

Il était d'ailleurs impossible que l'organisation militaire elle-même ne se ressentit pas bientôt des vices qui envahissaient, peu à peu, toutes les autres branches du gouvernement. La rapacité, le goût des plaisirs, l'esprit d'insubordination, se propageant hors du service civil, gagnaient les officiers de l'armée, et des officiers passaient aux soldats. Le mal continua ses progrès jusqu'à ce que chaque table d'état major (*mess-room*) fût devenue un centre de cabale et de conspiration, et jusqu'à ce que l'insubordination des cipayes en vint à ne plus pouvoir être réprimée que par des exécutions en masse.

L'état des affaires du Bengale finit par inquiéter la métropole. Des révolutions qui semblaient s'engendrer l'une l'autre ; une administration désorganisée ; les natifs pillés, rançonnés, sans que la Compagnie en fût plus riche ; chaque convoi de retour ramenant d'heureux aventuriers, en état d'acheter ou de construire les plus splendides manoirs, mais rapportant aussi les détails les plus alarmants sur l'état présent ou futur des finances indiennes ; la guerre aux frontières ; la désaffection dans l'armée ; le caractère national souillé par des excès qui rappelaient ceux de Verrès ou de Pizarre ; tel était le spectacle navrant qu'offrait l'Inde anglaise à ceux qui la connaissaient bien, Un cri général s'éleva :

Clive, et Clive seul, pouvait sauver l'Empire dont il était le fondateur.

A la première réunion générale de la Cour des propriétaires, ce sentiment se manifesta de la manière la plus énergique. Des hommes de toutes les factions, oubliant leurs animosités, tremblant pour leurs dividendes, s'écrièrent, en chœur, que Clive était l'homme impérieusement réclamé par la crise; que l'injuste procès à l'aide duquel on voulait le priver de ses biens, devait être abandonné; qu'il fallait le supplier de retourner au Bengale.

Clive se leva. Pour ce qui regardait ses domaines, disait-il, il avait à proposer aux directeurs des arrangements qui, selon toute probabilité, amèneraient une solution amiable. Là n'était point la principale difficulté. Ce qu'il avait à ajouter, c'est que jamais il ne reprendrait le gouvernement du Bengale, tant que son ennemi Sullivan serait président de la Compagnie. Ces paroles suscitèrent un tumulte violent. Sullivan ne put même pas se faire écouter. Une écrasante majorité se prononçait en faveur de son antagoniste. Sullivan voulait qu'on allât aux votes; mais, aux termes des règlements de la Compagnie, toute demande de scrutin devait être signée de neuf propriétaires au moins : et, bien qu'il y eût des centaines de membres présents à cette réunion, on ne put trouver neuf personnes qui voulussent apposer leurs noms au bas de la réquisition exigée.

Clive, en conséquence, fut nommé gouverneur et commandant en chef des possessions anglaises au Bengale. Mais il s'en tint à la déclaration qu'il avait faite, et refusa obstinément d'entrer en fonctions, jusqu'à ce que l'issue des élections qui allaient renouveler le bureau de la Compagnie, fût connue d'une manière irré-

vocable. La lutte fut vigoureusement soutenue, mais Clive finit par triompher. Sullivan, jusqu'alors maître absolu dans *India-House*, faillit, à une voix près, perdre jusqu'à son siège dans le Conseil d'administration. Quant aux président et vice-président, ils furent choisis parmi les adhérents du nouveau gouverneur général.

Telles furent les circonstances dans lesquelles Clive fit aux Indes son troisième et dernier voyage. En mai 1765 il débarquait à Calcutta; il y trouva le gouvernement plus abusif, plus désorganisé, plus près de sa ruine que lui-même ne s'y attendait. Meer-Jaffier qui, quelque temps auparavant avait perdu son fils aîné, Meeran, était mort depuis que Clive avait quitté l'Angleterre. Les hauts fonctionnaires anglais de Calcutta avaient déjà reçu de Londres la plus stricte défense d'accepter les présents des princes indigènes : mais, dans leur insatiable avidité, et peu habitués à la déférence envers des maîtres ignorants, négligents, qui parlaient de si loin, ils avaient déjà mis aux enchères le trône vacant. Près de cent quarante mille liv. st. (4 500 000 fr.) avaient été partagées entre neuf des agents les plus puissants de la Compagnie, et, par suite de ce honteux marché, un enfant mineur laissé par le nabab défunt, était monté sur le trône de son père. Telle fut la nouvelle qui accueillit Clive au moment où il mettait le pied sur le sol indien. Aussi, dans une lettre adressée, presque aussitôt après son débarquement, à l'un de ses amis les plus intimes, il exprime son indignation en termes qui, sous la plume d'un homme si résolu, si audacieusement véridique, si peu disposé à faire des phrases, à jouer le sentiment, nous semblent, à nous, singulièrement pathétiques : « Hélas, dit-il, à quel point le nom an-

glais est avili ! Je n'ai pu refuser le tribut de mes larmes à cette gloire éteinte et perdue , perdue , je le crains bien , sans espoir de la recouvrer jamais . Et cependant , je le déclare ici , par cet Être souverain qui sonde les cœurs et avec lequel , s'il y a un autre avenir que celui de la vie terrestre , il faudra bien compter quelque jour , je suis armé avec de trop hauts desseins pour que la corruption ait prise sur moi : je suis déterminé à détruire ces maux si grands et qui grandissent si vite ; à les détruire , ou à périr dans mon entreprise.... »

Le Conseil se réunit , et Clive fit connaître aux membres qui le composaient sa ferme résolution d'entreprendre une réforme complète , et de se servir à cet effet de toute l'autorité civile et militaire qui venait de lui être amplement conférée . Johnstone , un des pires et des plus hardis administrateurs que comptât la réunion , essaya de se dessiner en opposant . Clive l'interrompit dès les premiers mots , et lui demanda , non sans hauteur , « s'il entendait mettre en question le pouvoir du gouvernement nouveau . » Intimidé , balbutiant , Johnstone déclina tout projet de ce genre . Les autres membres assis autour du bureau montrèrent , par leur pâleur et leurs mines allongées , qu'ils avaient parfaitement compris le sens de ce petit épisode . On n'entendit plus la moindre observation .

Clive ne se départit point de son programme . Il ne demeura dans l'Inde qu'environ dix-huit mois , et , dans ce laps de temps si court , il effectua une des réformes les plus vastes , les plus difficiles et les plus salutaires qu'on ait jamais dues à un homme d'État . Ce fut l'époque de sa vie sur laquelle , plus tard , il s'arrêtait le plus volontiers et avec le plus d'orgueil . Il ne tenait

qu'à lui de tripler sa fortune déjà splendide ; de favoriser les abus tout en faisant semblant de les combattre ; de se concilier le bon vouloir de tous les résidents anglais au Bengale , en livrant à leur rapacité une race timide et sans défense , qui ne savait pas dans quels parages chercher l'île d'où lui venaient ses oppresseurs , et dont les plaintes risquaient fort de n'arriver jamais , par-dessus l'Océan , à cinq mille lieues de l'endroit où elles étaient poussées. Il savait qu'en prenant sérieusement à cœur l'œuvre de réformation , il armerait contre lui toutes les passions mauvaises. Il savait combien peu scrupuleux , combien implacables se montreraient , dans leur haine , ces aventuriers affamés qui , arrivés avec l'espoir de réaliser en quelques mois des fortunes de pairs , se verraient tout à coup frustrés de toutes leurs chances. Mais il était le champion de la bonne cause , et mit en réquisition toutes les forces de son âme énergique pour une bataille bien autrement rude que celle de Plassey. La victoire parut d'abord impossible , mais bientôt tous les obstacles commencèrent à plier devant ce courage de fer et cette volonté véhémence. Il fut rigoureusement interdit de recevoir les présents des indigènes. Le commerce que les agents de la Compagnie se permettaient pour leur propre compte , fut absolument supprimé. L'établissement anglais tout entier parut vouloir s'élever , comme un seul homme , contre ces mesures ; mais l'inexorable gouverneur déclara net que , s'il ne trouvait pas à Fort-William les auxiliaires dont il avait besoin , il enverrait chercher à Madras quelques agents civils pour leur confier les postes de l'administration qui viendraient à vaquer. En même temps , et pour donner poids à ces menaces , il privait impitoyablement de

leurs emplois les plus factieux de ceux qui essayaient de lui résister. Les autres se hâtèrent de se soumettre à une nécessité dure, mais qui leur semblait désormais inévitable. En peu de temps, l'obéissance fut partout rétablie.

Mais Clive était un homme trop avisé pour n'avoir pas vu que les abus récents devaient être principalement attribués à une cause qui en reproduirait inévitablement de tout pareils, dès que sa forte main ne serait plus là pour les comprimer. La Compagnie, en réglant le salaire de ses agents, avait adopté une politique erronée. Leurs rétributions étaient trop peu élevées pour qu'ils pussent se procurer ces moyens de bien-être qui sont indispensables, sous le ciel des tropiques, à la santé des Européens. Sur une paye aussi réduite, nulle économie à faire, si minime qu'on la supposât. Comment admettre que des hommes, même d'une intelligence ordinaire, consentiraient à passer, sous un climat brûlant, les meilleures années de leur vie, sans autre compensation que ces appointements si réduits ? Aussi était-il resté entendu, presque dès l'origine, que les agents de la Compagnie étaient libres de chercher à s'enrichir par leur industrie privée. Cette pratique portait un sérieux dommage aux intérêts commerciaux de la corporation. Un observateur très-sagace, sir Thomas Rœe, dès le règne de Jacques I^{er}, avait énergiquement sollicité les directeurs de porter remède à cet abus : « Empêchez, disait-il, tout commerce individuel ; l'affaire commune en ira bien mieux. Je sais que cela est dur. Vos employés disent eux-mêmes qu'ils ne viennent pas ici pour les salaires qu'on leur y promet. Mais vous leur enlèverez ce prétexte en leur donnant des salaires assez élevés pour les satisfaire. De cette manière, vous

savez au juste ce qu'ils vous coûtent, et de quelle somme vous vous privez. »

Nonobstant cet excellent conseil, la Compagnie s'en était tenue à son ancien système, payait des appointements très-mesquins, et fermait les yeux sur les gains que ses agents pouvaient faire par des voies plus ou moins licites. La paye d'un membre du Conseil, par exemple, n'était que de trois cents liv. sterl. (7500 francs) par an. Et cependant il était de notoriété publique qu'un fonctionnaire de ce rang ne pouvait pas vivre dans l'Inde à moins de dépenser dix fois cette somme; encore ne fallait-il pas s'attendre qu'il se contenterait d'une aisance passagère, et n'aspirerait point à mettre de côté un certain capital pour l'époque où il retournerait dans son pays. Ce système, avant la conquête du Bengale, pouvait bien porter dommage à la quotité du dividende payé aux propriétaires; mais là se bornait le mal. Maintenant la Compagnie régnait et gouvernait. Ses serviteurs portaient bien encore les qualités modestes de « *factors, junior merchants, senior merchants* : » en réalité, c'étaient des proconsuls, des propréteurs, des procureurs chargés de régir des districts immenses. Leur pouvoir était énorme. On tombait universellement d'accord sur l'insuffisance notoire de la paye à laquelle ils avaient régulièrement droit. Les anciens usages du service, la permission implicite de leurs patrons, les autorisaient à s'enrichir par des moyens subreptices, et telle était l'origine de l'oppression, de la corruption effrayantes qui avaient envahi, qui désolaient le Bengale. Clive voyait nettement qu'il était absurde d'investir des hommes d'un grand pouvoir, et de leur demander une vie de privations. Il en conclut, à bon droit, qu'aucune

réforme ne serait sérieuse et durable si elle n'était parallèlement accompagnée d'un plan qui permit de rétribuer largement les services des agents civils de la Compagnie. Les directeurs, il le savait de reste, n'étaient rien moins que disposés à consentir une augmentation de salaires qui aurait pour effet de vider leurs coffres. Il ne restait donc au gouverneur qu'une seule voie à prendre, celle-là même qui l'a exposé aux blâmes les plus sévères et, selon nous, les plus immérités. Il appropria aux besoins du service, tels qu'il les comprenait, le monopole du sel, qui a toujours été, jusqu'à nos jours, une des principales branches du revenu des Indes, et il en distribua les produits dans des proportions qui, maintenant encore, nous paraissent très-justifiées par le bon sens. En conséquence, ses ennemis l'accusèrent alors, et maint historien a reproduit ce blâme, d'avoir désobéi à ses instructions, manqué à ses promesses, autorisé l'abus même qu'il était venu détruire, savoir : le commerce fait au profit des agents de la Compagnie. En revanche, tout juge impartial et perspicace admettra, certainement, qu'il n'y eut rien de commun entre le système qu'il établit et celui qu'il était venu réformer. Le monopole du sel était, pour le gouvernement de l'Inde, une source de revenus, bien avant la naissance de Clive. Il l'a été longtemps après sa mort. Les agents civils avaient droit à prélever sur le revenu en général les sommes nécessaires à leur entretien ; et tout ce que fit Clive fut d'attribuer à cet entretien une branche spéciale du revenu. Par là, tandis qu'il mettait fin à des pratiques où s'engendraient, à grand scandale, des fortunes énormes, il donnait à tout fonctionnaire anglais servant en Orient le moyen d'acquérir

lentement, mais sûrement, une petite fortune. Cependant telle est l'injustice humaine, qu'aucun de ces actes qui sont les vraies souillures de la vie de Clive, n'a contribué, autant que cette mesure, à ternir l'éclat de sa renommée. Or, ce n'était là, nous le répétons bien haut, qu'une réforme radicale, indispensable au succès de toutes les autres réformes.

Il avait éteint et dompté l'opposition du service civil ; celle de l'armée était tout autrement à craindre. Quelques-unes des économies ordonnées par les directeurs affectaient les intérêts du service militaire ; et il s'éleva une tempête telle, que César lui-même ne l'eût pas volontiers affrontée. Ce n'était pas peu de chose que de provoquer, dans un pays gouverné uniquement par l'épée, la résistance des hommes d'épée. Deux cents officiers anglais s'engagèrent dans une conspiration contre le gouvernement, et résolurent de donner leurs démissions dans la même journée, ne doutant point que Clive ne fit toute sorte de concessions plutôt que de voir l'armée, d'où dépendait le sort de l'Empire anglais dans l'Inde, privée tout à coup de tous ses chefs. Ils connaissaient peu l'indomptable caractère qu'ils entreprenaient de mater. Clive conservait autour de lui un petit nombre d'officiers sur lesquels il savait pouvoir compter. Il en envoya chercher d'autres au fort Saint-Georges. Il trouva des agents, purement commerciaux, disposés à le soutenir dans ce moment critique, et il leur distribua des commissions. Il expédia des ordres afin que tout officier démissionnaire fût immédiatement amené à Calcutta. Les conspirateurs commencèrent à s'apercevoir qu'ils avaient compté sans leur hôte. Le gouverneur général se montra inexorable. Ses troupes demeurèrent fidèles. Les

cipayes, sur lesquels Clive avait toujours exercé une influence extraordinaire, adhèrent à sa cause avec une inébranlable constance. Les chefs du complot furent arrêtés, jugés, privés de leurs grades. Les autres, humiliés, découragés, demandèrent avec instance qu'on leur permit de retirer leurs démissions : maint et maint d'entre eux témoigna son repentir par des larmes. Clive traita les plus jeunes avec douceur ; il montra aux promoteurs de la révolte une sévérité inflexible ; mais cette sévérité resta pure de toute malveillance personnelle. Tandis qu'il maintenait ainsi la légitime autorité de sa charge, il accueillait avec un magnifique dédain les insultes, les injures qui n'attaquaient que sa personne. Un des conspirateurs étant accusé d'avoir projeté l'assassinat du gouverneur général : « Fi ! répondit Clive, sans vouloir écouter le dénonciateur, nos officiers sont des Anglais, donc ils ne sont pas des assassins. »

Tout en réformant le service civil et en raffermissant son autorité sur les troupes, il poursuivait, avec le même bonheur, ses plans de politique étrangère. Son débarquement sur le sol indien fut le signal d'une paix immédiate. Le nabab d'Oude, avec une grosse armée, était à ce moment-là même sur la frontière de Bahar. Il y avait été rejoint par une multitude d'Afghans et de Mahrattes ; et il était assez probable qu'une coalition de tous les pouvoirs indigènes allait se former contre les Anglais. Mais le nom de Clive, nom prestigieux, dissipa en un instant ces vellétés d'opposition. L'ennemi implora la paix dans les formes les plus humbles, et se soumit aux conditions qu'il plut au nouveau gouverneur de lui imposer.

Vers la même époque, le gouvernement du Bengale

fut placé sur un nouveau pied. Jusqu'alors l'autorité des Anglais sur cette province était restée absolument indéfinie. Elle ne tenait en rien à l'ancienne constitution de l'Empire, et ne dérivait d'aucune convention précise. Elle ressemblait à cette espèce de pouvoir qui, pendant la dernière décrépitude de l'empire d'Occident, fut exercé en Italie par les grands chefs des mercenaires étrangers, les Ricimer, les Odoacre, alors qu'ils élevaient et renversaient à leur gré une série de princes sans valeur, tant bien que mal grandis par leurs dénominations de César ou d'Auguste. Mais dans l'Inde, de même qu'en Italie, les étrangers que leur vaillance avait rendus maîtres du pays finirent par trouver avantageux de donner à leur domination, la sanction de la loi et de l'autorité traditionnelles. Théodoric jugea politique d'obtenir de la cour byzantine, si éloignée qu'elle fût, une commission qui l'autorisait à régir l'Italie. Clive, de même, s'adressa au souverain de Delhi pour avoir de lui une formule qui rendit incontestable en droit l'autorité dont, en fait, il était pleinement investi. A cette requête, le Mogol n'aurait su quels refus opposer, et tout en murmurant, il avait lieu de se réjouir que les Anglais voulussent bien payer, à belles roupies sonnantes qu'il ne pouvait leur arracher autrement, quelques caractères persans inscrits sur un parchemin, lesquels ne lui coûtaient absolument que la peine de les tracer. Le marché fut bientôt conclu, et le souverain titulaire de l'Indoustan lança un décret qui autorisait la Compagnie à recevoir et administrer les revenus du Bengale, d'Orissa et de Bahar.

Restait cependant un nabab dont la position, vis-à-vis des Anglais, était justement celle où se trouvaient jadis

les Chilpéric et les Childéric idiots en qui s'éteignait la race mérovingienne, par rapport à leurs habiles et vigoureux *maires du palais*, Charles Martel et Pépin. Clive s'était d'abord décidé à faire rentrer dans le néant ce fantôme de monarque. Mais il se ravisa bientôt, et pensa que, surtout dans ses rapports avec les autres nations européennes, le nom du nabab pourrait être utilement invoqué. Les Français, les Hollandais, les Danois se soumettraient, croyait-il, bien plus volontiers à l'autorité nominale d'un prince indigène envers lequel ils avaient contracté certaines habitudes de déférence, qu'à celle d'une corporation commerciale, qui leur faisait concurrence. Pour le temps où elle fut adoptée, cette politique était peut-être fort judicieuse. Mais on put s'apercevoir, au bout de quelques années, que le voile, trop transparent, était inutile, et que personne ne se laissait imposer par un prétexte aussi vide : en conséquence on a renoncé à cette fiction. L'héritier de Meer-Jaffier réside encore à Moorshedabad, l'ancienne capitale des chefs de sa race ; il porte encore le titre de nabab ; les Anglais le traitent d'Altesse ; on le laisse s'entourer d'une partie des pompes royales au milieu desquelles se montraient ses ancêtres. Le gouvernement lui paye de plus, chaque année, une somme de cent soixante mille liv. st. (4 000 000 de fr.). Sa voiture est entourée de gardes et précédée d'officiers qui portent des verges d'argent. Sa personne, sa résidence sont soustraites à l'autorité des agents de justice ordinaires ; mais il n'a point la plus petite part d'autorité politique, et n'est, au fait, qu'un noble et riche sujet de la Compagnie.

Clive pouvait aisément, pendant sa seconde adminis-

tration au Bengale, accumuler des richesses telles qu'aucun homme, en Europe, n'en eût possédé de pareilles, et, sans soumettre les habitants opulents de ce pays à aucune exaction en dehors de celles auxquelles les avaient de longue main accoutumés leurs plus doux maîtres, recevoir d'eux, en présents, au moins trois cent mille liv. sterl. (7 500 000 fr.) par an. Les princes voisins eussent payé sa faveur au prix qu'il l'eût voulu coter. Mais il s'en tint strictement à l'observation des règles qu'il avait établies pour limiter l'avidité de ses subordonnés. Le rajah de Benarès lui offrit des diamants d'une valeur considérable. Le nabab d'Oude le pressa d'accepter une forte somme d'argent et une cassette de bijoux précieux. Clive refusa, en toute courtoisie, mais de la manière la plus péremptoire. Il faut ajouter qu'il ne se fit aucun mérite de ce refus, révélé seulement après sa mort. Il tenait exactement compte de ses appointements, de sa part de profits dans les gabelles, et de ces présents que, les mœurs d'Orient étant données, il n'aurait pu refuser sans une affectation ridicule. La somme provenant de ces sources diverses lui servait à défrayer ses dépenses et celles de sa charge. Il partageait l'excédant entre un petit nombre d'amis, obstinément attachés à sa fortune, et qui avaient voulu l'accompagner dans l'Inde. Il s'est toujours targué, — autant que nous en puissions juger, il se targuait avec raison, — d'avoir diminué son avoir au lieu de l'accroître dans le cours de cette dernière campagne administrative.

Cependant il accepta une somme considérable. Meer-Jaffier lui avait légué par testament plus de soixante mille liv. sterl. (1 500 000 fr.) en argent monnayé

ou pierres précieuses, et les règlements nouvellement établis, s'ils proscrivaient l'acceptation des donations entre-vifs, ne s'étendaient point aux dispositions testamentaires. Clive prit donc cet argent, mais ne le garda point. Le tout fut remis à la Compagnie, à la charge par elle d'administrer à part ce fonds de réserve pour le compte des officiers ou soldats blessés à son service. Le nom de Clive est resté attaché à ce capital qui subsiste encore, monument d'une libéralité vraiment princière.

Après une résidence de dix-huit mois, l'état de santé du gouverneur général le contraignit à retourner en Europe. Il quitta vers la fin de janvier 1767, pour la dernière fois, le pays sur les destinées duquel son passage ici-bas a exercé une si grande influence.

Son second retour du Bengale ne fut point, comme l'avait été le premier, salué par les acclamations enthousiastes de ses compatriotes. Parmi les causes qui remplirent d'amertume les dernières années de sa vie et finirent par l'abrégér soudainement, plusieurs étaient déjà nées et minaient son ancienne popularité. Il avait encore, dans *India-House*, des ennemis actifs et puissants. Ils s'étaient renforcés d'une troupe hardie qui leur apportait le concours d'animosités plus violentes encore que les leurs. Les pillards, les oppresseurs dont Clive avait débarrassé le Bengale, le persécutaient avec cette implacable ténacité de haine qui caractérise ces natures abjectes. Beaucoup d'entre eux avaient, de propos délibéré, placé leurs capitaux en actions de la Compagnie, simplement pour faire mieux sentir leur rancune à l'homme dont la ferme résistance avait déconcerté leurs desseins cupides. On créa des feuilles publiques, dans le seul but de le déconsidérer par le mensonge, et

ces publications calomnieuses trouvèrent justement l'opinion publique toute préparée à recevoir, avec une extrême susceptibilité, des impressions défavorables qui, en temps ordinaire, n'eussent pu prévaloir contre la vérité, contre le mérite.

Les grands événements survenus dans l'Inde avaient servi d'origine à une nouvelle classe de la société anglaise. Les hommes qui la composaient avaient reçu de leurs compatriotes le surnom de *nababs*. Presque tous provenaient de familles obscures et peu opulentes ; presque tous étaient partis bien jeunes pour aller dans l'Inde ; et là, ils avaient acquis de grosses fortunes, rapportées par eux dans leur pays natal. Il était naturel que, n'ayant jamais eu occasion de se mêler à la meilleure compagnie, ils laissassent apercevoir les traits distinctifs du parvenu : la maladresse, la roideur, le luxe insolent qui se plaît à s'étaler. Il était naturel qu'une longue résidence en Asie leur donnât certains goûts, certaines habitudes surprenants, sinon choquants, pour des personnes qui n'ont jamais quitté l'Europe. Il était naturel qu'ayant joui, en Orient, d'une grande considération, ils ne fussent pas disposés, en rentrant chez eux, à retomber dans une condition tout à fait subordonnée ; et comme ils avaient de l'argent, non des parchemins, non des relations aristocratiques, il était naturel qu'ils eussent à cœur de faire parade de l'avantage unique qui leur fût échu en partage. Partout où ils se fixaient s'ouvrait une sorte de guerre entre eux et la vieille noblesse, la vieille *gentry*, guerre toute semblable à celle que se faisaient en France les fermiers généraux et les marquis. Cette hostilité envers l'aristocratie fut longtemps le signe caractéristique des agents

de la Compagnie. Plus de vingt ans après l'époque dont nous parlons, Burke rangeait parmi les adhérents anglais du jacobinisme, « à bien peu d'exceptions près, tous les *East-Indians*, qui ne peuvent supporter que leur importance présente ne soit pas en accord avec leurs richesses. »

Les *nababs* furent impopulaires de très-bonne heure. Certains d'entre eux avaient, en Orient, fait montre de grands talents et rendu de grands services à l'État. En Angleterre, par malheur, ni ces talents n'étaient en relief, ni ces services n'étaient connus. Leur naissance vile, au contraire, et leur fortune rapide, et leur faste insultant, et leurs dépenses extravagantes, et la hausse qui se faisait, à cause d'eux, sur tous les objets de consommation, depuis les œufs frais jusques aux *bourgs-pourris*, partout où il leur plaisait de s'abattre ; leurs livrées plus brillantes que celles des ducs, leurs carrosses plus dorés que celui du lord maire, la corruption des domestiques de campagne, résultant du mauvais exemple donné dans ces grandes maisons mal ordonnées et mal conduites ; la vulgarité de manières que la plupart d'entre eux déguisaient mal sous ces magnifiques dehors, et que n'atténuaient ni le luxe des chevaux, ni la foule des laquais, ni l'argenterie massive, ni la porcelaine de Saxe, ni l'excellence des mets, ni le choix exquis des vins ; voilà tout ce qui, soit dans la classe d'où ils sortaient, soit dans celle où ils voulaient, de force, se faire une place, excitait contre eux une amère aversion, mêlée de jalousie et de mépris. Mais quand vinrent à circuler des rumeurs établissant que ces grandes fortunes, avec lesquelles tel *nabab* avait pu battre aux courses le lord-lieutenant du comté, tel autre

enlever, aux élections, le comté lui-même à une maison respectée depuis l'ère de la conquête, avaient été amassées en violant la foi publique, en déposant des souverains légitimes, en réduisant des provinces entières à la mendicité, les plus hauts et les meilleurs instincts de l'humaine nature, aussi bien que les plus bas et les plus mauvais, se trouvèrent unis contre le misérable qui, au prix du crime, au prix du déshonneur, avait acquis ces richesses prodiguées avec tant d'arrogance et tant de mauvais goût. L'infortuné *nabab* apparut comme un composé de ces faiblesses contre lesquelles la comédie emploie impitoyablement l'arme du ridicule, et de ces crimes à l'aide desquels la tragédie nous fait frémir; mélange de Turcaret et de Néron, de Monsieur Jourdain et de Richard III. Un orage d'exécration et de dérision, comparable à celui qui éclata, lors de la restauration des Stuarts, contre le parti puritain, vint fondre sur les serviteurs de la Compagnie. L'homme sensible demeurerait frappé d'horreur en songeant aux moyens par lesquels leurs trésors avaient été acquis; l'homme d'épargne, en songeant à la prodigalité avec laquelle ils étaient dépensés. Le *dilettante* se moquait de leur ignorance en matière d'art; le *macaronie*¹, les *black-boulait*, aux clubs, comme de trop vulgaires compagnons. Les écrivains les moins rapprochés entre eux, soit par le fond des idées, soit par les formes du style, méthodistes et esprits forts, philosophes et faiseurs d'épigrammes, se trouvèrent, pour un temps, coalisés. On ne dirait guère trop en affirmant que, durant à peu

1. Les *dandys* du temps durent ce surnom à leur goût affecté pour les mœurs italiennes.

Note du traducteur.)

près trente années, toute la littérature légère fut, en Angleterre, imbue des sentiments que nous venons d'exposer. Foote, l'auteur comique, — celui qu'on appelle parfois l'Aristophane anglais, — mit sur la scène un che anglo-indien, perdu de mœurs, tyrannique, sans aucune noblesse d'âme, reniant les humbles amis de sa jeunesse, haïssant l'aristocratie, tourmenté cependant d'un puéril désir d'y être admis, prodiguant son or à de vils entremetteurs, à d'immondes sycophantes, émail-lant ses discours de vocables indous, faits pour éblouir l'ignorance : — roupies, *lackhs*, *jaghires* ¹. — Mackenzie, observateur plus délicat, railleur plus modéré, dépeignit une famille de bons et honnêtes campagnards, enrichie soudainement par les spéculations indiennes d'un de ses membres, et rendue souverainement ridicule par l'imitation maladroite qu'elle essaye des manières du grand monde. Cowper, dans ce fier anathème ² où a passé, comme un souffle ardent, l'esprit des poèmes hébraïques, mit l'oppression de l'Inde en tête de la liste de ces crimes publics en expiation desquels Dieu devait à l'Angleterre des années de guerres désastreuses, des désastres maritimes subis en vue de ses côtes, et enfin la perte de son Empire transatlantique. Si quelqu'un de nos lecteurs voulait prendre la peine de chercher, dans les rayons poudreux de quelque ancien cabinet de lecture, un roman dont la publication remonte à plus de cinquante ans, il a grande chance d'y trouver, au premier ou second rang des personnages sacrifiés, quelque féroce

1. Le *jaghire* est une sorte de fief féodal, particulier à l'état social dans l'Indoustan.

2. Le poème intitulé *Expostulation*.

vieux *nabab*, à l'immense fortune, au teint jaune, — foie mauvais, cœur pire encore.

Tel était, autant du moins que nous pouvons en juger maintenant, le sentiment prononcé du pays à l'égard des *nababs* en général. Or Clive était le *nabab* par excellence, le plus habile, le plus célèbre, celui qui était parvenu le plus haut, qui avait réalisé la plus brillante fortune. Il l'établait volontiers de manière à la rendre odieuse. Son existence dans Berkeley-Square était des plus splendides. Il avait bâti un palais dans le Shropshire, un autre à Claremont. Son influence parlementaire égalait celle des plus grandes familles. Et derrière toute cette splendeur, toute cette puissance, l'envie trouvait de quoi dédaigner, de quoi railler. Les honneurs, l'opulence allaient, à quelques-uns des plus proches parents de Clive, aussi mal qu'à *Margery Mushroom* (Marguerite Champignon), l'un des personnages de Mackenzie. Lui-même, d'ailleurs, avec toutes ses grandes qualités, n'était point à l'abri des faiblesses que les satiriques de l'époque disaient être l'apanage de la classe à laquelle il appartenait. En campagne, il est vrai, ses habitudes étaient d'une singulière simplicité. Il ne quittait guère la selle ; jamais on ne le voyait qu'en uniforme ; jamais il ne portait de la soie, jamais n'entrait dans un palanquin, et le régime le plus grossier ne l'effrayait point. Mais aussitôt qu'il n'était plus à la tête de l'armée, il mettait de côté cette modération spartiate, et déployait toutes les recherches somptueuses du sybaritisme le plus raffiné. Bien que sa tournure manquât essentiellement de grâce, et que ses traits, fortement accentués, n'échappassent à la laideur vulgaire que par leur expression sévère, indomptable, impé-

rieuse, il aimait les habits de couleurs voyantes, les broderies d'or et d'argent, et garnissait sa garde-robe avec une profusion qui prêtait à rire. Sir John Malcolm a inséré une lettre où Clive, dans un langage digne du fat le plus absurde, commande d'un coup « deux cents chemises, les meilleures et les plus belles qu'on puisse avoir, pour or ou autrement ; — *for love or money*. » Quelques extravagances de cet ordre, en bien petit nombre, mais singulièrement exagérées par le bruit public, produisirent sur l'opinion une impression défavorable. Il y eut encore pire. De sombres chroniques, pures inventions pour la plupart, furent mises en circulation touchant sa conduite en Orient. On le rendit responsable, non-seulement des fourbes criminelles auxquelles il s'était abaissé, mais de tous les excès commis par les Anglais depuis son arrivée dans l'Inde ; de crimes perpétrés durant son absence ; de mauvaises actions auxquelles il s'était vigoureusement opposé, qu'il avait sévèrement châtiées. Les abus même auxquels il avait déclaré une guerre implacable, soutenue avec fermeté, avec succès, furent mis à son compte. Le public en vint bientôt à l'envisager comme la personnification de tous les vices, de toutes les faiblesses, qu'à bon ou mauvais droit on reprochait aux aventuriers anglais en Asie. Il nous est arrivé, à nous-même, d'entendre des vieillards tout à fait étrangers à la réalité des faits, mais en qui survivaient les préjugés de leur époque, parler de lui comme d'un démon incarné. Johnson, le célèbre docteur Johnson, l'a toujours ainsi traité. Brown, le jardinier paysagiste, tandis qu'il était occupé à dessiner le parc de l'illustre *nabab*, s'émerveillait de voir conserver dans le château une caisse qu'on disait avoir renfermé l'or

..

pris dans le trésor de Moorshedabab ; il ne comprenait pas que la conscience du criminel lui laissât goûter quelque repos dans le voisinage d'un pareil objet. Les paysans du Surrey contemplaient avec une horreur mystérieuse l'énorme palais qui s'élevait à Claremont, et se disaient tout bas que le « méchant lord » faisait faire des murs si épais, afin de se préserver du diable quand celui-ci viendrait l'enlever tout vivant.

En même temps s'affaiblissait graduellement l'impulsion communiquée par Clive à l'administration du Bengale. Sa politique était en grande partie abandonnée ; les abus qu'il avait supprimés commençaient à revivre, et enfin les maux qu'engendre un mauvais gouvernement furent soudainement aggravés par un de ces fléaux que le meilleur gouvernement ne saurait conjurer. Dans l'été de 1770, les pluies manquèrent, la terre desséchée se fendit, les étangs se vidèrent, les rivières ne roulèrent plus que des eaux rares dans leurs lits bourbeux, et une famine telle que la connaissent seuls ces pays, où la subsistance de chaque famille lui vient du lopin de terre qu'elle cultive, remplit de misère et de mort toute la vallée du Gange. Des femmes frêles et délicates, dont jamais le regard de la foule n'avait effleuré le front voilé, sortirent alors de ces appartements retirés où les confinaient des maîtres jaloux de leur beauté, pour venir se prosterner dans la poussière aux pieds des passants, et demander à grands cris quelques poignées de riz, faute desquelles leurs enfants allaient périr. Le Hoogley emportait dans ses flots des milliers de cadavres, qui chaque jour venaient échouer aux pieds des portiques, le long des jardins appartenant aux riches agents de la conquête. Les rues mêmes

de Calcutta étaient comme encombrées de mourants et de morts. Ceux qui survivaient, amaigris, affaiblis, n'avaient plus l'énergie nécessaire soit pour transporter les cadavres au bûcher funéraire ou au courant du fleuve sacré, soit même pour écarter les chacals et les vautours qui venaient en plein jour se repaître de restes humains. On n'a jamais établi régulièrement le chiffre de cette immense mortalité : l'opinion populaire le porte à des millions. Le récit de tant d'horreurs ajouta beaucoup d'irritation à celle qui déjà prévalait en Angleterre, depuis qu'on s'y occupait du sort des « sujets » indiens. Les actionnaires de la Compagnie tremblaient pour leur dividende. Les hommes doués de la plus vulgaire sensibilité déploraient les calamités dont les nations subjuguées par nous portaient le faix ; l'indignation se mêlait à la pitié. Un bruit circulait, que les agents de la Compagnie avaient créé la famine en accaparant tout le riz du pays, et en le revendant huit, dix, jusqu'à douze fois plus cher qu'ils ne l'avaient acheté : on ajoutait l'histoire d'un seul fonctionnaire qui, ne possédant pas, l'année précédente, cent bonnes livres sterling vaillant, avait envoyé à Londres, pendant que la crise sévissait, des bénéfices montant à soixante mille liv. sterl. (1 500 000 fr.). Ces accusations nous paraissent sans fondement. Que certains agents de la Compagnie se soient hasardés, depuis le départ de Clive, à spéculer sur le riz, cela est probable. Que, s'ils spéculaient sur le riz, il aient gagné à la disette, voilà qui est certain. Mais il n'existe aucun motif de croire qu'ils aient ou produit, ou même aggravé un mal causé par des faits météorologiques, et qui s'explique parfaitement ainsi. La clameur de *haro* qui, dans ces circonstances,

s'éleva contre eux, était aussi absurde, nous sommes porté à le croire, que ces imputations contre les intermédiaires du commerce des grains, qu'on a vues se produire, pendant les disettes, jusque dans les discours de maint et maint homme d'État, et qu'on entendrait encore, au besoin, articuler par deux ou trois vieilles femmes. A l'époque dont nous nous occupons, cette clameur fut si haute, si universelle, qu'elle paraît s'être imposée aux intelligences les moins disposés à subir l'ascendant des préjugés de la foule, par exemple à celle d'Adam Smith. Ce qui est plus extraordinaire encore, c'est que ces désastres ajoutèrent, et ajoutèrent beaucoup, à l'impopularité de lord Clive. Il était rentré en Angleterre depuis quelques années déjà, lorsque la famine sévit. Aucune de ses mesures administratives n'avait la moindre tendance à laquelle on pût attribuer cette calamité. Si les agents de la Compagnie avaient spéculé sur le riz, c'était en contravention directe à la règle qu'il avait établie, et qu'il avait maintenue tant qu'il avait eu le pouvoir en main, avec une résolution presque héroïque. N'importe. Il était aux yeux de ses concitoyens, — nous l'avons déjà dit, — l'Anglo-Indien, le *nabab* personnifié, et tandis qu'il était au fond du comté de Surrey, occupé de bâtir et de planter, on le rendait responsable de toutes les conséquences d'une sécheresse dans le Bengale.

Le Parlement, jusqu'alors, avait accordé peu d'attention à nos possessions d'Orient. Depuis la mort de Georges II, une série de ministères sans vigueur, chacun tour à tour flatté, puis trahi par la couronne, avaient eu le semblant du pouvoir, plutôt qu'une autorité réelle. Intrigues dans le palais, émeutes dans la capitale,

mouvements insurrectionnels dans les colonies américaines, voilà ce qui laissait aux conseillers de la couronne trop peu de loisirs pour étudier les affaires indiennes. Quand il leur arrivait d'y intervenir, c'était avec toute la faiblesse, toute l'irrésolution de l'ignorance. Lord Chatham, à la vérité, durant la courte période de son ascendant sur Georges III, avait projeté, touchant les acquisitions de la Compagnie, une mesure aussi hardie que décisive : mais ses plans furent anéantis par la bizarre maladie qui, vers cette époque, vint obscurcir l'éclat de cette belle intelligence politique.

Enfin, en 1772, on comprit universellement que le Parlement ne pouvait plus laisser aller à la dérive les affaires de l'Inde. Le gouvernement se trouvait plus fort qu'il ne l'avait jamais été depuis la rupture entre M. Pitt et la grande alliance whig (en 1761) ; aucune question de politique intérieure ou européenne ne réclamait une solution immédiate, et ne monopolisait l'attention des hommes d'État. Entre deux tempêtes le calme s'était fait, un calme trompeur. L'agitation produite par l'élection de Middlesex s'était apaisée. Les griefs de l'Amérique ne menaçaient pas encore d'amener la guerre civile. Les embarras financiers de la Compagnie provoquèrent une crise ; les ministres se virent contraints de prendre l'affaire en main ; — et l'orage qui grossissait dès longtemps fondit tout à coup sur la tête de Clive.

Sa situation était singulièrement défavorable. Il était haï par le pays en masse, haï dans *India-House*, haï surtout par ces riches et puissants agents de la Compagnie, sur le chemin desquels il s'était posé, obstacle à leurs gains illicites. Il avait à porter le double fardeau

du bien et du mal qu'il avait fait, de tous les abus de l'Inde, et de toutes les réformes de l'Inde. De plus, l'état du monde politique ne lui permettait de compter sur aucun puissant auxiliaire. Le parti auquel il appartenait en dernier lieu, celui de George Grenville, s'était montré hostile au gouvernement, et néanmoins ne s'était jamais franchement rallié aux autres fractions opposantes; pas plus à la petite phalange fidèle à la fortune de lord Chatam, qu'à ce corps nombreux et respectable dont lord Rockingham était le chef reconnu. George Grenville n'était plus. Ses adhérents se dispersaient, et Clive, personnellement sans rapports avec les factions puissantes qui se disputaient l'influence parlementaire, ne pouvait compter que sur le vote des membres élus par les bourgs dont il disposait. Ses ennemis, plus particulièrement ceux que lui avaient faits ses vertus, étaient sans scrupules, féroces, impitoyables. Leur malveillance ne visait à rien moins qu'à le ruiner et à le déshonorer complètement. Ils voulaient le voir chasser du Parlement; lui voir arracher ses épauettes, briser ses éperons, comme on brisait naguère ceux du chevalier déloyal; voir confisquer, enfin, ses magnifiques domaines. Encore peut-on croire que, tout cela obtenu, leur soif de vengeance eût réclamé quelque chose encore.

La tactique de Clive, au Parlement, fut sa tactique du champ de bataille. Abandonné, entouré, presque seul contre un nombre immense, et risquant pour enjeu tout ce qu'il avait au monde, il dédaigna la défensive et marcha résolûment à ses ennemis. A peine les discussions s'entamèrent-elles sur les affaires de l'Inde, qu'il se leva, et dans un long discours, laborieusement pré-

paré, se justifia d'une grande partie des griefs énumérés contre lui. On dit qu'il produisit un grand effet sur ses auditeurs. Lord Chatam, ou plutôt le fantôme de lord Chatam, qui hantait comme une ombre errante le théâtre de son ancienne gloire, était assis, ce soir-là, sous la galerie de la Chambre des communes. Il déclara qu'il n'avait jamais entendu mieux parler. Le discours parut ensuite, imprimé par les soins de Clive, et si large qu'on puisse faire la part des lettrés amis qui purent lui prêter assistance, cette harangue éloquente prouve qu'il possédait, non-seulement un grand bon sens, une intelligence virile, mais des talents logiques et même des talents oratoires qu'une culture plus assidue aurait pu mettre au premier rang. En cette occasion, il limita sa défense aux actes de son administration récente, et contraignit ses ennemis déconcertés à chercher leurs moyens d'attaque dans les transactions qui se rattachaient aux débuts de sa carrière gouvernementale.

Malheureusement—ainsi que nous l'avons laissé voir—ils devaient y trouver de quoi fournir plus d'un prétexte à leur hostilité. Un comité fut nommé au scrutin pour s'enquérir des affaires de l'Inde ; et tout l'historique de la grande révolution qui, renversant Surajah Dowlah, avait élevé Meer-Jaffier, fut passé au crible, par ce comité, dans les vues les plus malveillantes. Clive dut subir des interrogatoires, des contre-interrogatoires aussi embarrassants qu'on put les lui rendre, et, dans la suite, on l'entendit se plaindre amèrement que lui, le baron de Plassey, il avait été traité, en cette occasion, comme « un voleur de moutons. » La franchise hardie et spirituelle de ses réponses suffirait seule pour montrer

combien, au fond, sa nature était étrangère aux fraudes misérables qu'il s'était parfois laissé aller à commettre dans le cours de ses négociations avec des Orientaux. Il avoua les artifices dont il s'était servi pour tromper Omichund, ajoutant résolûment qu'il n'en avait point honte, et que, dans des circonstances pareilles, il agirait exactement de la même façon. Il reconnut avoir reçu de Meer-Jaffier des sommes immenses, mais il nia qu'en agissant ainsi il eût violé aucune obligation d'honneur ou de morale. Tout au contraire, — et non sans quelque raison, — il proclamait lui-même le désintéressement dont il avait fait preuve. Il décrivit en termes éloquents la situation où sa victoire l'avait placé : un grand prince jeté dans sa dépendance absolue ; une ville opulente, qui tremblait d'être livrée au pillage ; de riches banquiers qui mettaient aux enchères son moindre sourire ; des caveaux remplis d'or et de bijoux où il pénétrait seul, à son gré. — « Par le Dieu qui nous écoute, monsieur le Président¹, s'écria-t-il, je suis, en ce moment même, étonné d'avoir été si discret !... »

L'enquête prit des proportions telles, que la session finit avant qu'on en eût vu le terme. A la session suivante, elle fut reprise. Lorsqu'enfin le comité eut achevé son travail, les hommes éclairés et impartiaux ne furent pas embarrassés pour savoir quel devait en être le résultat. Il était évident que Clive s'était rendu coupable de quelques actes impossibles à justifier quand on ne veut porter aucune atteinte aux lois les plus

1. Devant les Comités de la Chambre, comme devant la Chambre elle-même, l'orateur qui parle s'adresse au président, non à l'assemblée.

(Note du traducteur.)

sacrées, de celles qui régissent les rapports des États et des individus. En revanche, il était non moins évident qu'il avait déployé de grands talents, et même de grandes vertus; qu'il avait rendu d'éminents services tant à son pays qu'aux peuples de l'Inde; qu'en bonne vérité, de plus, ce n'était ni pour sa politique à l'égard de Meer Jaffier, ni pour la manœuvre frauduleuse pratiquée contre Omichund, qu'il était harcelé maintenant, mais bien pour sa résistance à l'avarice, à l'oppression.

La justice criminelle ordinaire n'admet point de compensations. En regard de la transgression la plus insignifiante, vous ne sauriez faire valoir, comme excuse, le mérite le plus essentiel. Le marchand qui a vendu de la bière un dimanche matin, plaidera vainement qu'il a exposé sa vie pour sauver un malheureux en péril de mort. Si, contrairement à la loi qui protège les animaux, vous avez attelé votre terre-neuve au chariot de votre petit-fils, vous invoquerez vainement le souvenir d'une blessure que vous reçûtes à Waterloo. Mais ce n'est point ainsi qu'il faut agir envers des hommes élevés au-dessus des limites ordinaires, sujets à des tentations exceptionnelles, et qui, dès lors, ont droit à une indulgence toute spéciale. Ces hommes devraient obtenir de leurs contemporains la justice que la postérité ne leur marchandera jamais. Non, vraiment, que leurs mauvaises actions doivent être proclamées bonnes; mais leurs bonnes et leurs mauvaises actions doivent être mises dans les deux plateaux de la même balance, et si les bonnes l'emportent, ce n'est pas un simple acquittement, c'est une formelle approbation qu'il faut savoir leur décerner. Pas un seul homme historique,

parmi ceux qu'on peut regarder comme ayant exercé un pouvoir réel, ne serait absous par le juge qui ne saurait détourner son regard de deux ou trois actes impossibles à innocenter. Bruce qui a sauvé l'Écosse, Maurice qui a sauvé l'Allemagne, Guillaume qui a sauvé la Hollande, son illustre descendant qui a sauvé l'Angleterre, Murray, le bon Régent, Cosme, le Père de la Patrie, Henri IV de France, Pierre le Grand de Russie, prenez le meilleur d'entre eux, et soumettez-le à un jugement sans merci. Lequel en pourrait sortir intact? L'histoire, cependant, voit de plus haut. Et le tribunal le meilleur, pour les grands procès politiques, sera toujours celui qui anticipera sur le verdict équitable de l'histoire.

Les hommes raisonnables et modérés, dans tous les partis, se rendirent parfaitement compte de ceci, lors de l'espèce de procès qu'on faisait à Clive. Ils ne pouvaient pas prendre sur eux de le déclarer absolument innocent, mais ils n'entendaient nullement l'abandonner à la meute d'esprits vulgaires et rancuniers qui l'avaient ainsi relancé, et comptaient bien le harasser jusqu'à ce que mort s'ensuivît. Lord North, qui n'avait pas pour lui de très-vives sympathies, ne voulait nullement en venir à ces extrémités haineuses. Pendant que l'enquête suivait encore son cours, Clive, créé peu d'années auparavant chevalier de l'ordre du Bain, fut installé en grande pompe dans la chapelle de Henry VII. Bientôt après, on le nomma lord-lieutenant du Shropshire. Lors du baise-mains qui eut lieu à cette occasion, Georges III, qui s'était toujours senti du goût pour lui, l'admit à une audience particulière, l'entre tint, une demi-heure durant, des affaires de l'Inde, et

témoigna une véritable émotion quand le général, si violemment persécuté, lui parla de ses services, et de la récompense qu'ils obtenaient.

L'accusation, en somme, prit un corps définitif, et fut portée devant la Chambre des communes. Burgoyne, qui avait présidé le Comité d'enquête, homme d'esprit, homme à la mode, homme d'honneur, écrivain dramatique agréable, officier dont le courage n'a jamais été mis en doute, et dont la capacité, dans ce temps-là, était prisee très-haut, jouait le rôle d'accusateur. Les membres du cabinet avaient chacun leur opinion, et votèrent en sens opposé; car, à cette époque, toute question restait libre, sauf celles que le gouvernement soulevait en son propre nom, ou qui impliquaient la censure du gouvernement. Thurlow, l'*attorney-general*, était parmi les agresseurs de Clive; Wedderburne, le *solicitor-general*, solidement attaché à l'accusé, défendait son ami avec des arguments et une éloquence d'une force extraordinaire. Il est assez bizarre d'avoir à noter ici que, quelques années plus tard, Thurlow compta parmi les plus zélés champions de Warren Hastings, tandis que Wedderburne, tout au contraire, se montrait un des plus acharnés persécuteurs de cet homme d'État, grand malgré ses criminelles erreurs. Clive, d'ailleurs, parla lui-même pour se défendre, moins longuement cette fois, et avec moins d'art que l'année précédente, mais cependant encore avec énergie, et de manière à faire impression. Il raconta ses grandes actions, énuméra ses griefs, et après avoir engagé ses auditeurs à réfléchir qu'ils n'allaient pas prononcer seulement sur son honorabilité, mais encore sur la leur, il quitta la Chambre.

Les Communes adoptèrent d'abord une résolution portant « que les acquisitions faites par les armes de l'État, appartiennent à l'État seul, et que les agents de l'État ne peuvent, sans illégalité, s'approprier ces sortes d'acquisitions. » Elles déclarèrent, en outre, « que cette règle salubre leur paraissait avoir été systématiquement méconnue et violée par les fonctionnaires anglais au Bengale. » Quelques jours après, elles firent un pas de plus en déclarant « que Clive, usant du pouvoir que lui donnait le commandement des troupes anglaises dans l'Inde, avait obtenu de Meer Jaffier des sommes considérables. » Ici, la Chambre s'arrêta. La majeure et la mineure du syllogisme impliqué dans la proposition de Burgoyne, se trouvaient ainsi votées : on recula devant la conséquence finale à en déduire. La motion portant que « lord Clive avait abusé de ses pouvoirs, et donné un fâcheux exemple aux agents du service public, » fut écartée par la question préalable. Enfin, le soleil se levant déjà sur un débat prolongé au delà du terme ordinaire¹, Wedderburne proposa de déclarer « que lord Clive avait, en même temps, rendu à son pays de grands et méritoires services. » Cette motion passa d'emblée, sans discussion et sans qu'on allât aux voix.

Le résultat de cette mémorable enquête nous paraît, en somme, faire honneur à la justice, à la modération, au sens politique de la Chambre des communes. A la vérité les juges de Clive n'étaient point trop fortement

1. Le lecteur doit se rappeler ici que les débats de la Chambre des communes commencent, pour la forme, vers quatre heures du soir; mais ne s'engagent réellement que vers neuf heures, pour se prolonger, parfois, fort avant dans la nuit. (*Note du traducteur.*)

provoqués à lui dénier une décision équitable. Appelés à prononcer sur Jenkinson ou sur Wilkes, peut-être se seraient-ils montrés beaucoup moins justes. Mais la question qui regardait Clive n'avait rien qui la rattachât à un intérêt de parti. La Chambre se conduisit, en conséquence, avec le bon sens et la sûreté d'appréciation qu'on peut toujours attendre d'une assemblée de *gentlemen* anglais, lorsqu'un esprit de faction ne les aveugle pas.

Les procédés équitables, les heureux tempéraments du Parlement anglais envers Clive furent mis en relief par un contraste frappant. Le misérable gouvernement de Louis XV avait écrasé, directement ou indirectement, presque tous les Français qui, en Orient, s'étaient distingués au service de leur pays. La Bourdonnaie fut jeté dans les cachots de la Bastille, et ne les quitta que pour aller mourir ailleurs. Dupleix, dépouillé de son immense fortune, et le cœur brisé par les humiliations qu'il subissait dans les antichambres ministérielles, descendit obscurément dans la fosse. Lally fut traîné sur l'échafaud, un bâillon entre les dents. Le Parlement anglais, en revanche, traitait son grand capitaine, vivant encore, avec cette justice large, clément, éclairée, que rarement on accorde, si ce n'est aux morts. Il posa, sans hésiter, des principes sains et des règles salutaires. Il montra, non sans ménagement, en quoi le général victorieux s'était départi de ces règles que lui traçaient d'impérieux devoirs; il sut enfin tempérer, par des éloges libéralement octroyés, cette censure habilement limitée. Le contraste frappa Voltaire, toujours un peu partial pour l'Angleterre, et toujours enclin à signaler les fautes des parlements de France.

Il paraît que l'idée lui vint, vers ce temps là, d'écrire une *Histoire de la conquête du Bengale*. Il fit part de ce dessein au docteur Moore¹, lorsque cet amusant écrivain l'alla visiter à Ferney. Wedderburne prit la chose fort à cœur, et pressa Clive de fournir les matériaux nécessaires. Si ce plan avait été mis à exécution, Voltaire aurait sans doute mis au jour un récit animé, pittoresque, où la justesse et l'humanité de certaines vues auraient été relevées de fines épigrammes. On y aurait trouvé mainte et mainte erreur amusante, beaucoup de railleries contre la chronologie mosaïque, beaucoup de médisances contre les missionnaires catholiques, beaucoup de théo-philanthropie sublime, dérobée au Nouveau Testament, et mise sur les lèvres de vertueux philosophes brahmines. Mais le livre projeté ne fut pas même amené à l'état d'ébauche.

Clive, désormais, pouvait jouir en paix de ses honneurs et de ses richesses. Il était entouré de parents, d'amis dévoués. Son âge lui permettait encore une grande activité de corps et d'esprit. Mais de sombres nuages s'étaient, depuis quelque temps, amoncelés au dedans de lui, et ils finirent par obscurcir entièrement sa rare intelligence. Dès sa plus tendre jeunesse, il avait été sujet à d'étranges accès d'humeur noire, de cette

1. John Moore, auteur de *Zeluco*, d'un *Voyage en France, Suisse et Allemagne* (1772), d'un *Aperçu de la société Italienne* (1781), et d'un grand nombre d'autres ouvrages. En 1792, le docteur Moore accompagna le comte Lauderdale à Paris, et il fut ainsi du très-petit nombre d'Anglais qui put, *de visu*, peindre la Révolution française à son ère la plus critique. C'est ce qu'il fit dans un *Journal* en deux volumes, publiés en 1793 et 1794. On a aussi de lui deux volumes intitulés : *Aperçu des causes et des progrès de la Révolution française*. Sa mort date de 1802. (Note du traducteur.)

mélancolie atrabilaire « qui se réjouit et se sent charmée quand elle trouve son remède au fond du tombeau. » Nous avons vu que, simple *writer* à Madras, il avait, par deux fois, essayé de se donner la mort. Les soucis, la prospérité, un travail assidu avaient relevé ce grand courage affaîssé sur lui-même. Dans l'Inde, sans cesse préoccupé des plus grands intérêts; en Angleterre, aussi longtemps que son élévation et sa fortune eurent pour lui le charme de la nouveauté, il supporta le fardeau de cette infirmité native. Mais, dorénavant il n'avait plus rien à faire, plus rien à souhaiter. Son esprit actif, contraint au repos, s'étiolait, se desséchait comme ces plantes transportées dans une atmosphère qui ne leur convient point. L'ardeur malveillante avec laquelle ses adversaires l'avaient poursuivi, les indignités auxquelles il avait été soumis lors de sa comparution devant le comité nommé par les Communes; la censure, si indulgente qu'elle fût, prononcée contre lui par ce tribunal souverain des représentants du pays; la conscience qu'il avait pleinement d'être envisagé, par une grande partie de ses compatriotes, comme un tyran perfide et cruel, tout concourait à l'irriter, à l'abattre. En même temps il avait à lutter contre des souffrances physiques dont se ressentaient ses dispositions mentales. Pendant sa longue résidence sous le ciel brûlant des tropiques, il avait contracté diverses maladies plus aiguës les unes que les autres. Afin de se soustraire aux souffrances compliquées dont elles l'accablaient, il appela l'opium à son secours : l'opium, allié perfide, qui bientôt, par degrés, le réduisit à la condition d'esclave. Jusqu'au dernier jour, cependant, du sein des ténèbres dont il s'entourait à plaisir, jaillirent parfois des éclairs

qui attestaient son génie. On raconte que, de temps à autre, après être resté des heures entières engourdi et bouche close, on l'entendait, attiré par quelque grande question, déployer dans une discussion ardente toutes ses facultés de chef d'armée et d'homme politique, demeurées parfaitement intactes, puis rentrer tristement dans le repos somnolent qui usait sa vie.

Les difficultés avec l'Amérique, devenues de plus en plus graves, paraissaient rendre inévitable un appel aux armes; et les ministres, dans cette éventualité déjà prévue, entendaient utiliser les services militaires de Clive. S'il fût resté ce qu'il était quand il fit lever le siège de Patna, ou lorsque, aux bouches du Gange, il anéantissait l'armée et la flotte hollandaises, il est probable que la résistance des colons américains eût été domptée, et que l'inévitable séparation de la métropole anglaise et de sa fille aînée se fût accomplie seulement quelques années plus tard. Mais les événements nouveaux le trouvaient déjà fini. Sa puissante intelligence pliait sous maint et maint fardeau. Le 22 novembre 1774, il mit fin à ses jours, de ses propres mains. Il venait de compléter sa quarante-neuvième année.

Dans cet achèvement sinistre de tant de gloire, de tant de prospérité, la foule ne chercha d'abord que la confirmation de ses préjugés vulgaires. Il se trouva même quelques hommes d'une piété, d'une capacité incontestables, assez oublieux, néanmoins, des maximes de la religion et de la philosophie, pour attribuer ce sombre événement à la justice vengeresse de Dieu, et aux angoisses d'une conscience bourrelée. C'est à un tout autre point de vue que nous apparaît cette grande intelligence s'écroulant sous le poids de la satiété, sous

les angoisses de l'honneur blessé, sous l'influence de fatales maladies combattues à force de poison.

Clive a commis de grandes fautes; nous n'avons point essayé de les déguiser. Mais ces fautes, balancées avec ses mérites, comparées aux tentations dont il fut assailli, ne nous semblent pas lui avoir ôté ses droits à l'estime de la postérité.

C'est de son premier séjour dans l'Inde que date la renommée des Anglais en Orient. Jusqu'à lui, ses compatriotes avaient été méprisés comme de vils trafiquants, tandis que les Français étaient universellement révéérés comme un peuple formé pour la victoire et l'empire. Son courage, sa capacité, rompirent le charme, dissipèrent l'illusion. La défense d'Arcote inaugura cette longue série de triomphes qui nous ont menés, en Orient, jusqu'à la chute de Ghiznée. Et il ne faut pas oublier qu'il avait à peine vingt-cinq ans lorsqu'il se montra mûr pour la direction des armées. Distinction rare, si elle n'est pas unique. Il est vrai qu'Alexandre, Condé, Charles XII, remportèrent des victoires encore plus précoces. Mais ces princes étaient entourés de généraux expérimentés, aux suggestions desquels il faut bien attribuer, en partie, les triomphes du Granique, de Rocroi et de Narva. Clive, jeune homme sans expérience, n'en était pas moins le plus habile parmi ceux qui servirent avec lui. Il eut à se former lui-même, à former ses officiers, à former son armée. Le seul homme que nos souvenirs nous montrent déployant d'aussi bonne heure des talents militaires aussi distingués, fut Napoléon Bonaparte.

De la seconde visite de Clive à Calcutta date l'ascendant politique pris par les Anglais sur les affaires de

..

l'Inde. Sa dextérité, sa résolution, réalisèrent, en peu de mois, plus que tous les rêves brillants dont la féconde imagination de Dupleix avait pu se bercer. Jamais le proconsul le plus victorieux n'ajouta aux possessions de Rome une telle étendue de pays cultivés, un si énorme chiffre de revenus, une si nombreuse multitude de sujets. Jamais, sous les arcs de triomphe de la *Voie sacrée*, à travers le Forum encombré de peuple, tant de magnifiques dépouilles ne cheminèrent, portées au seuil du temple de Jupiter Tarpéien. La renommée des grands généraux qui vainquirent Antiochus et Tigranes brille d'un éclat moins vif, quand on la compare à ces brillants exploits qu'un jeune aventurier anglais sut accomplir sans jamais avoir eu sous ses ordres, en fait de troupes anglaises, un nombre d'hommes égal à celui qu'il eût fallu pour composer la moitié d'une légion romaine.

Du troisième voyage de Clive dans l'Inde date l'épuration administrative du gouvernement anglo-indien. Lorsqu'il débarqua, en 1765, à Calcutta, on n'envisageait le Bengale que comme un pays où les Anglais étaient envoyés pour s'enrichir, à tout prix et par toutes voies, dans le plus bref délai possible. Clive, le premier, déclara une guerre implacable à ce vaste système d'extorsions, d'oppressions, de corruptions. En cette guerre il risqua virilement sa tranquillité, sa renommée, sa magnifique fortune. Le même sentiment de justice qui nous interdit de cacher ou d'atténuer les fautes de sa jeunesse, doit nous faire reconnaître que ces fautes furent ainsi noblement réparées.

Si les reproches encourus naguère par la Compagnie ou par ses agents ont cessé d'être légitimes; si dans l'Inde le joug étranger, partout ailleurs le plus rude de

tous, s'est trouvé plus léger que celui de n'importe quelle dynastie indigène; si, à cette bande de larrons officiels qui jadis répandaient la terreur dans le Bengale, un corps administratif a succédé, non moins remarquable par le talent que par la probité, le désintéressement, le dévouement au bien public; si on a vu, si on voit encore des hommes tels que Munro, Elphinstone, Metcalfe¹, après avoir conduit leurs troupes à la victoire, après avoir fait et déposé des rois, revenir, fiers de leur honorable pauvreté, de ce même pays où tout facteur avide emportait autrefois l'espérance d'une fortune sans bornes, la louange en revient à Clive, sinon tout entière, du moins pour la part la plus notable et la plus grande.

Sur la liste des conquérants son nom tient une haute place. Mais nous le trouvons aussi sur une autre qui vaut mieux, sur celle des hommes qui ont beaucoup fait, beaucoup souffert pour la cause de l'humanité. Au guerrier, l'histoire assignera le même rang qu'à Lucullus et Trajan. Elle ne refusera pas au réformateur une

1. Sir Thomas Munro compte parmi les grands réformateurs de la politique anglo-indienne. Il fut l'auteur de ce qu'on appelle le *Ryotwar System*; c'est à dire l'annulation des privilèges aristocratiques et fiscaux longtemps conservés aux *zemindars*, et, par conséquent, l'affranchissement des *ryots* ou simples cultivateurs. — Sir Charles Metcalfe, longtemps résident politique à Delhi, et qui se distingua, comme diplomate, dans les négociations de l'Angleterre avec Runjeet-Sing, est connu surtout comme le plus chaleureux avocat du commerce libre et de la colonisation, les seuls moyens, selon lui, de développer rapidement les ressources de l'Inde. — La fin tragique du général Elphinstone, mort prisonnier des Afghans, après la désastreuse campagne de 1841, a couronné une longue carrière, toute de vertus et de dévouement. (Note du traducteur.)

part de ce respect que la France accorde à la mémoire de Turgot, et avec lequel les races futures de l'Indoustan, jusqu'à la dernière, espérons-le, contempleront la statue de lord William Bentinck.



WARREN HASTINGS.

1732-1818.

Au moment d'écrire la biographie de Warren Hastings, nous, n'éprouvons pour cet homme illustre, ni les sentiments de la Chambre des communes qui dressa son acte d'accusation en 1787, ni ceux de la Chambre des communes qui se découvrit et se leva respectueusement pour le recevoir en 1813. Warren Hastings eut de grandes qualités, et rendit de grands services à l'État. Mais le représenter comme un homme d'une vertu sans tache, c'est l'exposer au ridicule. Par égard pour sa mémoire, ses amis mêmes doivent se défendre de cette puérile adulation. S'il vivait encore, nous croyons qu'il aurait assez de sens, d'esprit, de magnanimité, ou d'orgueil si l'on veut, pour vouloir être montré tel qu'il fut, avec les taches de sa gloire ; semblable à Cromwell, déclarant au peintre Lely qu'il ne lui payerait pas un shelling si son portrait ne reproduisait pas toutes les cicatrices et les rides imprimées sur ses traits par la guerre, par les nuits d'insomnie, d'inquiétude, et par le remords peut-être.

Warren Hastings était issu d'une race ancienne, et l'on a dit qu'il comptait parmi ses aïeux un de ces princes ou pirates danois qui, après avoir ravagé les côtes d'Angleterre, cédèrent enfin à la valeur et au génie du roi Alfred. Mais le nom de Hastings peut se passer de cette généalogie fabuleuse : un Hastings porta, dans le quatorzième siècle; la couronne de comte de Pembroke ; un autre fut ce fameux chambellan, fidèle à la fortune de la Rose blanche, et sa postérité reçut des Tudors le comté de Huntingdon, que la famille avait perdu, mais qu'elle a reconquis, de nos jours, par une suite d'événements romanesques.

Les seigneurs du manoir de Daylesford, dans le comté de Worcester, se prétendaient les chefs de cette famille distinguée; ruinés dans les guerres civiles du temps de Charles I^{er}, ces fidèles cavaliers laissèrent se dégrader leur château patrimonial, qui fut même vendu, cent ans plus tard, à un marchand de Londres.

Avant de signer le contrat de vente, le dernier Hastings de Daylesford avait usé de son droit héréditaire pour nommer son second fils recteur de la paroisse : malheureusement ce bénéfice ecclésiastique n'était pas très-riche. Le titulaire, obligé de disputer ses dîmes au nouveau seigneur, tomba dans l'indigence, à la suite de nombreux et dispendieux procès. Son fils aîné, Howard, jeune homme rangé, obtint une place dans les douanes; le second, Pynaston, paresseux et sans conduite, se maria avant l'âge de seize ans, perdit bientôt sa femme, et alla mourir aux Antilles (Indes occidentales), laissant aux soins de son malheureux père un orphelin destiné aux plus étranges vicissitudes de la fortune.

Cet orphelin était Warren Hastings, né le 6 décembre 1732, et que son grand-père envoya de bonne heure à l'école du village, où il apprit ses lettres sur le même banc que les enfants des paysans. Le jeune Warren Hastings s'y montra écolier studieux. On se souvint longtemps de lui comme d'un enfant précoce, qui allait se promener sur les bords des ruisseaux un livre à la main. Il paraît que la vue des domaines possédés par ses aïeux faisait aussi rêver l'écolier, et lui inspirait déjà des projets d'ambition. Voici ce qu'il racontait lui-même, cinquante ans après, dans une lettre adressée à un ami : « Une de mes récréations favorites était de m'étendre au bord de cette eau et de rêver. Là, par un beau jour d'été, lorsque j'avais à peine sept ans, je me souviens que je formai la détermination de *racheter Daylesford*. Je dépendais alors des bontés d'un parent placé tout juste à l'abri de l'indigence. Cependant, je ne sais comment, ce rêve d'enfant ne me sembla pas d'une réalisation impossible, et il ne sortit jamais de ma pensée. Dieu sait si je me suis trouvé dans des circonstances où j'aurais pu, sans manquer de courage, renoncer à cette honorable ambition ; mais non, j'ai vécu pour la satisfaire ; aussi, quoique peu d'hommes publics aient plus de droits que moi de se plaindre de l'injustice du monde, je ne pourrai jamais être assez reconnaissant envers la Providence, qui a daigné me permettre de passer le soir d'une longue mais non inutile carrière, dans ces mêmes lieux, si chers à mon cœur par tant de souvenirs personnels et tant de traditions de famille. »

Cette ambition d'être un jour « M. Hastings de Daylesford » ne cessa jamais de prédominer chez Warren Hastings ; il marcha vers son but avec cette force de volonté

calme, mais invincible, qui était le trait le plus saillant de son caractère. Sous le ciel des tropiques, régnaient sur cinquante millions d'Asiatiques, au milieu de tous les soins de la guerre, des finances et du gouvernement, il entrevoyait toujours, dans un tableau lointain, ce Daylesford où, après une longue carrière mêlée de bien et de mal, de gloire et de revers, il put enfin aller mourir.

Le futur gouverneur de l'Inde commença de bonne heure ses rudes épreuves. En 1740, n'étant âgé que de huit ans, il fut placé par son oncle Howard dans une pension de Newington. Mais on le nourrissait si mal, qu'il attribua toujours à ce régime spartiate sa faible constitution et sa petite taille. Deux ans après, il passa de cette école à celle de Westminster, où sa bonne étoile commença à briller; car ses études, couronnées de succès, lui valurent d'obtenir une bourse à Oxford, triomphe scolaire qui fut inscrit en lettres d'or, selon l'usage, sur les murs des dortoirs. On peut l'y voir encore aujourd'hui.

Hastings étudia à Westminster avec Cowper, le poète pieux et rêveur, qu'il ne revit plus dans le monde, mais qui, dans sa solitude, repoussa toujours, comme des calomnies, les accusations répandues plus tard contre son ancien ami de classe. Le satirique Churchill, les dramatises Colman et Cumberland furent aussi ses condisciples, ainsi que Elizah Impey, qui devait jouer un rôle important à côté de lui dans l'Indoustan.

Le jeune Hastings se préparait à aller cueillir les palmes universitaires, lorsque son oncle Howard mourut en le recommandant à un parent éloigné, nommé Chiswick, qui, pour se débarrasser de sa tutelle, imagina de lui obtenir une place de commis au service de

la Compagnie des Indes, dont il connaissait un des directeurs. C'était l'envoyer mourir d'une bonne affection du foie ou le mettre sur la route de la fortune. Le docteur Nichols, le proviseur de Westminster, se récria contre la barbarie qui le privait de son meilleur écolier, et enlevait aux universités anglaises un lauréat si remarquable ; il offrit même de se charger de tous les frais de son entretien à Westminster et puis à Oxford. Mais Hastings abandonna sans trop de regrets ses couronnes classiques ; et, après avoir appris en quelques mois la tenue des livres, parti d'Angleterre au mois de janvier 1750, il alla faire, pendant deux ans, le métier de *writer*, c'est à dire d'*expéditionnaire*, au fort William.

Le fort William était alors un établissement exclusivement commercial. Dans le sud de l'Inde la politique de Dupleix avait, contre leur gré, transformé les employés de la Compagnie en diplomates et en généraux. Une guerre de succession ravageait la Carnatique, où le génie de R. Clive avait tout à coup menacé la France. Mais dans le Bengale, les Européens, en paix avec les indigènes comme entre eux, ne s'occupaient que de leurs comptes courants.

Au bout de deux ans encore, Hastings fut envoyé à Cossimbazar, ville placée sur le Hoogley, à un mille de Moorshedabad, et qui était alors à cette ville ce que la cité de Londres est à Westminster, si on pouvait comparer le petit au grand. Moorshedabad servait de résidence au prince qui, ostensiblement sujet du Mogol, mais indépendant de fait, gouvernait les trois provinces du Bengale, d'Orissa et de Bâhar. Moorshedabad réunissait la cour, le harem et les fonctionnaires publics ; Cossimbazar était un port et une place de commerce,

renommée par ses soieries, recevant et expédiant sans cesse des navires, place importante où la Compagnie avait établi une petite factorerie subordonnée à celle du fort William. Pendant que W. Hastings y faisait son métier de commis, Surajah Dowlah parvint au pouvoir et déclara la guerre aux Anglais : la factorerie de Cosimbazar fut surprise par le tyran, et Hastings, amené prisonnier à Moorshedabad, eut besoin de l'intercession de la Compagnie des Indes pour n'être pas trop maltraité. Le vainqueur attaqua ensuite Calcutta : le gouverneur et le commandant prirent la fuite ; la ville et la citadelle ouvrirent leurs portes. On sait l'affreux épisode du Trou-Noir¹, épisode affreux entre toutes les horreurs dont l'Inde fut le théâtre, mais qui eut pour dernier résultat de provoquer la déchéance du nabab et d'assurer le triomphe de l'Angleterre.

Ces revers passagers servirent aussi directement à l'élévation de W. Hastings. « M. Drake (le gouverneur et un des fugitifs de Calcutta), raconte-t-il lui-même, s'était réfugié à Fulda, petit îlot désert, à l'embouchure du Hoogley ; le Conseil me pria de lui écrire de Moorshedabad, et c'est à cette correspondance que je dus mon premier avancement dans le service de la Compagnie. » Le jeune agent diplomatique ne s'en tint pas là ; il entra dans la conspiration qui devait plus tard aboutir au renversement de Surajah Dowlah ; la part qu'il y prenait fut malheureusement découverte, ce qui l'obligea de fuir à Fulda la vengeance du nabab, qui n'eût pas épargné un prisonnier aussi dangereux.

Mais, bientôt après son arrivée à Fulda, parut l'expé-

1. Voir ce terrible épisode dans la *Vie de Clive*.

dition de Madras, commandée par Clive. W. Hastings, voulant imiter ce général, qui avait commencé comme lui, quitta la plume pour le mousquet. Clive le remarqua, et ne tarda pas à lui confier des fonctions plus dignes de son intelligence. Lorsqu'il eut gagné la bataille de Plassey et proclamé Meer Jaffier nabab du Bengale, il désigna W. Hastings pour aller résider à la cour du nouveau prince comme agent de la Compagnie. Hastings demeura à Moorshedabad jusqu'à l'année 1761, où il devint membre du Conseil suprême, ce qui le força de résider à Calcutta.

Entre la première et la seconde administration de Clive, s'était alors écoulé un intervalle qui avait imprimé sur la Compagnie des Indes une tache que n'ont pu entièrement effacer plusieurs années d'un gouvernement humain et juste. M. Vansittart, le gouverneur général, était à la tête d'un nouvel empire, composé d'un côté des fonctionnaires anglais, hardis et intelligents, mais pressés de s'enrichir; de l'autre, d'une nombreuse population indigène, timide et accoutumée à plier sous l'oppression. Le génie et l'énergie de Clive n'avaient pas été de trop, déployant toutes leurs ressources, pour protéger la race la plus faible. Vansittart, avec d'aussi bonnes intentions, ne put suffire à cette tâche difficile, et la civilisation donna l'effrayant spectacle de ce despotisme égoïste qui exploite sans pitié l'ignorance et la patience d'un peuple conquis. Ordinairement la tyrannie s'arrête dans ses excès, là où elle peut craindre que le désespoir n'enfante la révolte; mais c'était ici le règne des loups sur les brebis. Les vaincus n'avaient d'autre protection contre les vainqueurs que la moralité de ces derniers. Elle ne fut efficace que plus tard. Tout em-

ployé de la Compagnie n'avait alors d'autre mobile que d'extorquer aux Indiens deux ou trois cent mille livres sterling, aussi vite que possible, pour retourner en Angleterre avant que sa constitution eût souffert du climat, y épouser la fille d'un pair, acheter un bourg-pourri en Cornouailles, et donner des bals dans Saint-James-Square. Hastings avait une tout autre ambition, et l'on peut dire à son honneur que, n'importe le motif pour lequel il avait donné sa démission de membre du Conseil suprême, lorsqu'après quinze ans de séjour dans l'Inde il arriva en Angleterre, il y arriva à peu près sans fortune. Il n'avait pu empêcher le pillage et l'oppression; mais il avait refusé de s'y associer: il protesta contre les abus par son propre désintéressement; et lorsque plus tard la haine et la prévention soumirent cette époque de sa vie, comme les autres, à une inquisition sévère, on n'y découvrit aucune tache. Or la sévérité même de cette enquête rend ses résultats irréfragables. Le fait est que Warren Hastings ne fut jamais ni cupide ni rapace. Sans être très-scrupuleux sur les transactions pécuniaires, il avait l'âme trop haut placée pour considérer un vaste empire avec le regard avide d'un boucanier qui convoite un galion d'Espagne. Homme d'État peut-être sans principes, c'était du moins un homme d'État, et non un bandit.

Non-seulement W. Hastings n'avait réalisé qu'une bien modique somme sur les émoluments considérables de sa place, mais encore cette somme fut bientôt réduite à rien, et par ses libéralités, et par la manière dont il voulut la faire valoir. Il fit généreusement cadeau de 1,000 livres à sa sœur, mariée à un M. Woodman, et assura une rente de 200 livres à une tante. Quant au reste, il

paraît qu'il le laissa dans l'Inde, où il devait en retirer un plus fort intérêt qu'en Angleterre ; mais une banqueroute lui fit perdre intérêts et capital.

W. Hastings passa quatre ans en Angleterre, de 1764 à 1768, avec l'intention de retourner quelque jour au Bengale ; ce qui le prouve, c'est qu'il s'occupait surtout de l'étude des langues orientales, et qu'il sollicita de la Compagnie la dotation de la somme nécessaire pour fonder, à Oxford, des chaires de persan et d'indoustani. Il eut à ce sujet une entrevue avec le fameux Dr Johnson, entrevue à laquelle le vieil écrivain fit allusion, quelques années plus tard, dans une lettre très-courtoise et très-digne, adressée à W. Hastings, alors gouverneur général de l'Empire anglo-indien.

Cependant les affaires de l'Inde ayant été discutées au Parlement, une commission d'enquête fut nommée, qui examina divers témoins. W. Hastings, interrogé à son tour, fit briller dans ses réponses une telle lucidité d'idées et un jugement si sûr, que les orateurs et les ministres comprirent de quelle utilité pouvait être un pareil homme. Sur sa première demande, en 1769, il obtint une position supérieure à celle qu'il avait quittée quatre ans auparavant, avec la promesse de la présidence de Madras, si elle devenait vacante. Quoique forcé d'emprunter pour s'équiper, il ne retrancha rien de la pension faite par lui à sa tante, et toujours confiant en son étoile, toujours avec l'espoir de racheter un jour le domaine de ses pères, il s'embarqua à Douvres, le 23 mars, sur le *Duc de Grafton*. Voici ses adieux à sa sœur :

« Cher frère et chère sœur, je suis arrivé bien portant à Douvres. Le pilote va nous quitter, et voici la dernière

occasion que j'ai de vous écrire de cette partie du monde. Une bonne cabine, moins de confusion et d'ennui que je ne pensais, un bon vent et un beau temps sont d'heureux présages pour mon départ.

« Mes caresses à mon cher Tom, à ma tante, à tous nos amis. Recevez encore une fois mes derniers souhaits ; que toutes les bénédictions du ciel soient votre partage, et dans quelques années nous serons réunis. »

Un roman tout entier allait commencer à bord pour W. Hastings.

Parmi les passagers était un Allemand nommé Imhoff. Il se disait baron ; mais, assez mal dans ses affaires, il allait à Madras en qualité de peintre, comptant bien glaner quelques-unes de ces pagodes que les Anglais d'alors gagnaient et dépensaient si facilement dans l'Inde. Le baron-peintre était accompagné de sa femme, née, dit-on, à Archangel. Cette jeune dame, qui venait du cercle arctique pour jouer le rôle de reine sous le tropique du Cancer, avait une figure agréable, un esprit cultivé, des manières séduisantes. Elle méprisait cordialement son mari, et non pas sans raison, comme le prouve la suite de cette histoire. Elle fut flattée et intéressée par les attentions de W. Hastings. La situation était périlleuse : le bord d'un bâtiment de la Compagnie est le théâtre le plus favorable du monde pour faire naître d'étroites amitiés ou des haines mortelles. Au milieu des ennuis d'une traversée qui dure des mois, tout ce qui en rompt la monotonie est le bienvenu, que ce soit le signalement d'une voile, la vue d'un requin, celle d'un alcyon, ou l'accident d'un matelot qui tombe à la mer. Il est des passagers qui trouvent une ressource dans le plaisir de multiplier les

repas. Mais rien de meilleur pour tuer le temps qu'une querelle ou une intrigue amoureuse. Que de facilités ont deux amants ou deux ennemis pour se rejoindre dans cette prison flottante qu'on appelle un navire ! Celui qui veut boudier tout seul aura-t-il le courage de ne jamais sortir de la boîte cellulaire où il a son hamac ? Tous les repas, tous les exercices sont pris en commun : la cérémonie disparaît bientôt complètement. Chaque jour, l'occasion s'offre à un espiègle de répéter ses malices, comme à un voyageur aimable celle de rendre de petits services. Souvent encore un danger imprévu met en évidence un héroïsme ou une bassesse qui, dans le cours ordinaire de la vie, seraient restés à jamais ignorés.

Warren Hastings et la baronne Imhoff ne tardèrent pas à découvrir toutes les sympathies qui les recommandaient l'un à l'autre. Aucune cour d'Europe n'aurait pu réunir deux êtres plus heureusement doués. Warren Hastings n'avait pas de lien domestique ; la baronne était la femme d'un homme qui inspirait peu d'estime, et qui s'estimait peu lui-même. Warren Hastings tomba malade, et la baronne lui prodigua ces soins auxquels la tendresse d'une femme prête un charme si doux. Avant que le *Duc de Grafton* fût en vue de Madras, Warren Hastings était amoureux ; mais son amour avait un caractère à part : comme sa haine, comme son ambition, comme toutes ses passions, cet amour était énergique, sans vaine impétuosité ; il était calme, profond, sérieux, patient, à l'épreuve du temps.

Imhoff fut appelé au conciliabule tenu par les deux amants, et comprit très-philosophiquement le rôle qui lui restait. On arrêta d'un commun accord que la ba-

ronne réclamerait le divorce devant les tribunaux de la Franconie. Pour prix de l'adhésion du mari, celui-ci devait recevoir une indemnité pécuniaire. En attendant la sentence, il resterait le titulaire de la communauté; mais une fois le divorce obtenu, Warren Hastings, en épousant la baronne, adopterait les enfants qu'elle avait donnés à Imhoff.

Nous n'avons nulle envie de juger Hastings et Mme Imhoff trop sévèrement; nous admettons toutes les circonstances atténuantes; mais nous ne saurions non plus partager l'étrange indulgence de certain biographe de W. Hastings pour le baron Imhoff, dont ce digne ecclésiastique « loue le bon esprit et la prudence. » En revanche, nous ne croyons pas davantage, avec certains *reviewers* puritains, que tous les malheurs de Hastings furent l'expiation providentielle de son mariage adultère.

A Madras, W. Hastings trouva le commerce de la Compagnie dans une véritable désorganisation. Ses goûts l'appelaient plutôt à une action politique qu'aux affaires commerciales; mais il savait que la faveur des Directeurs dépendait de leurs dividendes, et il s'occupa avec zèle de ce département de ses fonctions, qui était bien négligé depuis que les employés de la Compagnie avaient cessé d'être des *commis*, pour se faire guerriers et négociateurs.

Grâce à son talent, quelques mois suffirent à d'importantes réformes. Charmés de sa conduite, les directeurs le placèrent à la tête du gouvernement du Bengale. Il quitta, au commencement de 1772, le fort Saint-Georges, pour aller prendre possession de son nouveau poste. Les Imhoff, encore mari et femme, le suivirent à Calcutta, où ils persévérèrent pendant deux

années de plus dans le système qu'un des biographes de Hastings, le rév. M. Gleig, trouve si « sage » et si « judicieux. »

A l'époque où W. Hastings fut appelé à la présidence du Conseil suprême, le Bengale se trouvait encore gouverné d'après le système de Clive, système heureusement inventé peut-être pour préparer secrètement une révolution, mais qui, depuis que cette révolution était complète et irrévocable, ne pouvait produire que des inconvénients. Il y avait deux gouvernements, l'un réel, l'autre ostensible; l'autorité supérieure appartenait de fait à la Compagnie, qui exerçait un pouvoir absolu. La tyrannie des Anglais n'avait d'autres bornes que leur justice et leur humanité; nul obstacle constitutionnel ne limitait leur volonté; toute résistance à leurs ordres était sans espoir; mais cette souveraineté sans le titre semblait toujours une vassale du trône de Delhi; elle percevait les impôts en vertu d'une commission impériale; le sceau public portait les titres du Mogol, et la monnaie son effigie. Il existait encore un nabab du Bengale qui vivait en souverain à Moorshe-dabad, mais avec moins d'influence dans le gouvernement de son royaume, que le plus jeune des commis ou des cadets au service de la Compagnie.

Une organisation entièrement différente de celle que Pitt et Dundas ont fait adopter depuis régissait alors le Conseil de Calcutta. Aujourd'hui le gouverneur est absolu en tout ce qui touche le pouvoir exécutif; il a le droit de déclarer la guerre, de conclure des traités de paix, de nommer ou de destituer les fonctionnaires publics, malgré l'opposition unanime et les protestations des membres du Conseil. Ceux-ci ne forment, à vrai dire,

qu'une *consulte*. En 1772, au contraire, le gouverneur n'avait qu'une seule voix, prépondérante seulement en cas de partage; aussi se voyait-il quelquefois battu sur les questions les plus graves, et pouvait-il être, pendant des années entières, réellement exclu de la direction des affaires publiques. Les fonctionnaires anglais de Fort-William ne s'occupaient aucunement du gouvernement intérieur du pays. La police, la justice, l'impôt leur étaient encore étrangers. Ils négociaient avec les princes, et au besoin leur faisaient la guerre; voilà tout. Aussi, dans la langue administrative des agents de la Compagnie, le mot « politique » est simplement synonyme de « diplomatique. » C'est un idiotisme caractéristique dont il faut tenir compte quand on étudie l'histoire de ce pays et de ce temps.

Le gouvernement intérieur du Bengale était confié à un grand ministre indigène, qui résidait à Moorshedabad. Si nous en exceptons les affaires militaires et les affaires étrangères, réservées exclusivement aux Anglais, ce ministre gouvernait son royaume en souverain absolu; ses appointements annuels s'élevaient à environ 100 000 liv. st. (2 500 000 francs). La liste civile des nababs, montant à plus de 300 000 liv. st. (7 500 000 francs) chaque année, passait par ses mains, qu'on nous permette cette expression, et, dans de certaines limites, il en déterminait le chiffre à son gré. Du reste, il ne rendait compte qu'à la Compagnie seule de l'exercice de son immense pouvoir. Une place si importante, si lucrative, si glorieuse, devait naturellement être le but de toutes les ambitions indigènes. Forcé de choisir entre de nombreux prétendants, Clive éprouva un grand embarras, car parmi eux deux hommes pa-

raissaient dignes, à des titres divers, de sa préférence, et tous deux représentaient une race et une religion.

L'un était Mahommed Reza Khan, musulman et Persan d'origine, capable, actif, religieux à la manière de sa nation, et très-estimé des siens. En Angleterre, il aurait pu passer pour cupide et corrompu; au point de vue de la moralité indienne, c'était un homme intègre et honorable.

Le compétiteur de Mahommed Reza Khan était un brahmine indou, le maharajah Nuncomar, dont une funeste catastrophe devait plus tard associer d'une manière inséparable, le nom fameux à celui de Warren Hastings. Cet homme avait joué un rôle important dans toutes les révolutions qui, depuis le temps de Surajah Dowlah, s'étaient succédé au Bengale. A la considération dont jouit dans l'Inde une caste élevée et pure de tout mélange, il ajoutait cette autorité que donnent la richesse, de grands talents et l'expérience. Pour le juger, il faut encore ici faire abstraction des principes de la morale anglaise. Ce que l'Italien est à l'Anglais, ce que l'Indou est à l'Italien, ce que le Bengali est aux autres Indous, Nuncomar l'était aux autres Bengalis. L'habitant efféminé de ces contrées brûlantes vit dans un bain de vapeur perpétuel. Sédentaire par habitude et par goût, délicat et languissant, il subit depuis des siècles le joug de races plus robustes et plus braves. Le courage, l'indépendance, la franchise, toutes les qualités élevées, nobles ou généreuses, sa constitution et sa condition y répugnent également. Il existe une singulière analogie entre son âme et son corps. Il se livrera sans résister; mais sa souplesse et sa ruse excitent à la fois le mépris et l'admiration des Européens. L'Ionien du

temps de Juvénal, le juif au moyen âge, voilà l'Indien de nos jours. De larges promesses, de doucereuses excuses, les mensonges, les chicanes, le parjure, telles sont les armes offensives ou défensives des habitants des bords du Gange inférieur. Tous ces millions d'hommes ne fournissent pas un seul cipaye aux armées de la Compagnie. Mais comme usuriers, comme banquiers, comme agents d'affaires, aucun autre peuple ne peut lutter avec eux. Malgré toute sa douceur, le Bengali est implacable dans ses haines et cède rarement à la pitié; la crainte seule le fait renoncer aux projets qu'il a conçus. Il est doué, en outre, d'un certain courage dont ses maîtres ont souvent manqué. Les malheurs inévitables ne parviennent pas à l'émouvoir; sous ce rapport il ressemble au sage idéal des stoïques. Un soldat européen qui se précipite, en poussant des cris de joie, sur la gueule d'un canon, poussera des cris de douleur sous l'instrument de l'opérateur, ou se livrera au désespoir si un conseil de guerre le condamne à mort. Que des bandes ennemies ravagent et subjuguent son pays, incendient ses propriétés, massacrent ou déshonorent sa famille, le Bengali n'a pas le courage de frapper un seul coup; mais il endure la torture avec la fermeté de Mucius; il monte à l'échafaud avec l'assurance et la sérénité d'Algernon Sydney.

Clive éprouvait, il est vrai, la plus grande répugnance à confier à un musulman le gouvernement du Bengale; mais, d'un autre côté, Nuncomar réunissait en lui tous les défauts et tous les vices de sa nation. Les agents de la Compagnie l'avaient, plus d'une fois, surpris dans les intrigues les plus criminelles; il s'était servi de pièces fausses, afin d'obtenir le gain d'un procès; alors même

qu'il se disait tout dévoué aux Anglais, il conspirait contre eux ; il jouait le rôle d'intermédiaire entre la cour de Delhi et les autorités françaises de la Carnatique. On l'avait longtemps retenu prisonnier pour ce méfait, et bien d'autres semblables. Après avoir longtemps hésité, Clive eut le bon esprit et la probité de se décider en faveur de Mahommed Reza Khan. Celui-ci exerçait ses hautes et importantes fonctions depuis sept années, lorsque W. Hastings devint gouverneur général. Un fils, encore enfant, de Meer Jafier occupait le trône des nababs, et le ministre était chargé de la tutelle du jeune prince.

A dater de ce jour, la ruine de son heureux rival devint l'unique objet de l'ambition de Nuncomar. Les moyens ne lui manquaient pas. Les revenus du Bengale restaient toujours au-dessous des espérances chimériques de la Compagnie. Personne ne se doutait, en Angleterre, que l'Inde était plus pauvre que les contrées les plus pauvres de l'Europe, plus pauvre que l'Irlande, le Portugal ou la Suède. Ce déficit forcé dans les recettes, les directeurs l'attribuèrent à la mauvaise administration de Mahommed Reza Khan ; sa véritable cause, c'est-à-dire leur ignorance complète du pays confié à leurs soins, ils ne la connurent jamais, ou du moins ils ne voulurent pas la connaître ; Nuncomar, qui entretenait des agents secrets à Londres même, les confirma dans leur erreur. A peine arrivé à Calcutta, W. Hastings reçut une lettre particulière qui lui ordonnait de destituer Mahommed Reza Khan, de l'arrêter avec sa famille et ses partisans, et de procéder à une enquête immédiate et sévère sur toute l'administration de la province. On lui enjoignait, en outre, de se servir de

Nuncomar pour s'aider dans cette enquête. Hastings détestait Nuncomar, avec lequel il s'était violemment disputé à Moorshedabad ; d'un autre côté il n'avait nulle raison d'être hostile à Mahommed Reza Khan. Il obéit pourtant, avec d'autant plus d'empressement que, depuis longtemps déjà, il méditait le projet d'abolir le gouvernement du Bengale. A minuit, le palais du ministre fut envahi par un bataillon de cipayes. Réveillé en sursaut, Mahommed Reza Khan apprit, sans en paraître ému, qu'il était prisonnier. Il inclina la tête et se soumit à la volonté de Dieu. Schitab Roy, le gouverneur de Bahar, partagea son sort. Les membres du Conseil n'eurent connaissance de ces événements que lorsque les prisonniers approchèrent des murs de Calcutta.

L'enquête ordonnée fut retardée sous différents prétextes. Pendant que Mahommed Reza Khan attendait en prison le commencement de son procès, W. Hastings accomplissait sans obstacle la grande révolution qu'il avait méditée. Il abolissait la charge du grand ministre, il transférait aux employés de la Compagnie le gouvernement intérieur du pays, il établissait un système, très-imparfait à la vérité, de justice civile et criminelle, sous la surveillance et l'autorité de l'Angleterre. Le nabab, privé de tout pouvoir réel ou apparent, mais toujours traité en souverain, reçut une pension annuelle considérable. Pendant sa minorité, la garde de sa personne et l'administration de ses propriétés demeurèrent confiées à l'une des femmes du harem de son père, nommée Munny Begum. Quant à Nuncomar, il n'obtint rien pour lui-même ; Hastings crut avoir suffisamment récompensé ses services en nommant son fils Goordas trésorier de la maison du nabab.

La révolution accomplie, le double gouvernement dissous, la Compagnie régnant en souveraine absolue au Bengale, W. Hastings n'avait plus de motif sérieux pour traiter le dernier ministre avec une trop grande sévérité. Traduits devant une commission présidée par le gouverneur, Mahommed Reza Khan et Schitab Roy furent acquittés, malgré les accusations de Nuncomar. Schitab Roy vit même son innocence proclamée d'une manière solennelle. On lui demanda pardon de l'injuste traitement qu'on lui avait fait subir, on lui prodigua toutes les marques de respect usitées chez les Orientaux ; mais sa santé s'était altérée dans sa prison, son noble cœur avait été trop cruellement blessé ; peu de temps après son jugement, il mourut de chagrin à Patna. L'innocence de Mahommed Reza Khan ne fut pas aussi clairement démontrée que celle de Schitab Roy. Toutefois Hastings déclara insuffisantes les charges produites contre lui, et il ordonna en conséquence sa mise en liberté.

Nuncomar s'était proposé de renverser l'administration musulmane, et de s'élever à son tour sur ses ruines. Sa haine et son ambition venaient d'être singulièrement déçues. Hastings s'en servait comme d'un instrument pour transférer le gouvernement de Moorshedabad à Calcutta, pour l'ôter aux indigènes, le donner aux Européens. Ce rival si longtemps envié, cet ennemi si implacablement persécuté, il était renvoyé absous. Cette position si longtemps et si ardemment convoitée, elle était abolie. A dater de cette époque, le vindicatif brahmine voua une haine éternelle au gouverneur. Il comprit, toutefois, qu'il lui fallait, pour le moment, cacher et refouler jusqu'au fond de son cœur

de tels sentiments. Mais le jour approchait où cette longue inimitié devait finir par une lutte désespérée et mortelle.

Pendant ce temps, Hastings était forcé de chercher et de trouver de l'argent. Les caisses de l'État ayant été complètement vidées, il résolut de les remplir. Bons ou mauvais, aucuns moyens ne lui répugnèrent pour se procurer les *lakhs* de roupies dont le service public avait besoin. Il posa d'abord en principe que le meilleur système pour avoir de l'argent était de le chercher dans les poches de ceux qui en ont. Il avait adopté la vieille devise des bandits du Téviotdale : « *Avant que je manque, tu manqueras.* » Une conduite pareille ne peut avoir qu'une excuse, et la voici. Sans doute les directeurs de la Compagnie n'ordonnaient et n'approuvaient aucun crime ; leurs lettres, au contraire, sont remplies d'excellents préceptes, des sentiments les plus justes et les plus généreux, mais elles se terminent toujours par une demande d'argent. Ils agissaient envers les Indiens comme l'Église dans les bons vieux temps agissait envers les hérétiques. En remettant leurs victimes au bourreau, les pieux dominicains de l'Inquisition le suppliaient de les faire mourir avec toute la douceur possible. De même les instructions des directeurs pouvaient se traduire et se résumer ainsi : « Soyez le père et l'oppresseur du peuple, soyez juste et injuste, soyez modéré et avide. » Nous ne les accusons pas d'hypocrisie. Peut-être, écrivant à cinq mille lieues du pays où de pareils ordres devaient être exécutés, ne comprirent-ils jamais la contradiction dont ils se rendirent coupables. Mais cette contradiction n'échappa point à leur lieutenant de Calcutta ; ses caisses étaient vides, ses troupes mal payées, les récoltes insuffi-

santes, ses propres appointements arriérés ; les fermiers de l'État prenaient la fuite sans remplir leurs engagements, et on lui demandait des millions. Exécuter les ordres qu'il recevait ou donner sa démission, telle fut donc l'alternative dans laquelle il se trouva placé ; mais abandonner sa place, c'était renoncer à toutes ses espérances de gloire et de fortune ; il la garda. Contraint alors de désobéir, soit aux instructions morales, soit aux réquisitions pécuniaires des directeurs, il calcula les chances de pardon qui lui restaient dans l'un et dans l'autre cas, et il se décida prudemment à négliger les sermons, à trouver les roupies.

Un esprit aussi fertile et aussi peu scrupuleux que le sien ne devait pas tarder à découvrir plusieurs moyens de relever les finances de l'État. Le nabab du Bengale touchait une pension annuelle de 320 000 liv. st. (8 000 000 de fr.) ; cette somme fut réduite de moitié. La Compagnie s'était engagée à payer 300 000 liv. st. (7 500 000 fr.) par an au Grand Mogol, et lui avait cédé les districts de Corah et d'Allahabad : sous le prétexte que le Grand Mogol n'était pas réellement indépendant, Hastings déclara que le gouvernement anglais cesserait désormais d'être son tributaire, et il vendit pour 1 000 000 liv. st. (25 000 000 de fr.) à Sujah Dowlah, prince d'Oude et nabab-vizir, les deux provinces de Corah et d'Allahabad, qu'il avait fait occuper par des troupes anglaises ; mais un autre marché plus important restait à conclure entre le nabab-vizir et le gouverneur. Le sort d'un peuple entier, non moins généreux que brave, dépendait de la détermination qu'ils allaient prendre. Le sacrifice de ce peuple fut résolu, à la honte éternelle de Hastings et de l'Angleterre.

Les nations de l'Asie centrale ont toujours inspiré aux habitants de l'Inde une aussi grande terreur que les guerriers des forêts germaniques aux sujets de Rome et aux Romains eux-mêmes, à l'époque de la décadence de l'Empire. Le faible et lâche Indou évitait en tremblant toute espèce de lutte avec les races d'hommes robustes et braves du versant opposé des montagnes. On a quelques raisons de croire qu'à une période antérieure aux temps historiques, le peuple qui parle le riche et flexible sanscrit, vint des contrées situées bien au delà de l'Hyphasis et de l'Hydaspes, et soumit à son joug les habitants primitifs des pays où il s'établit. Ce qu'on sait d'une manière positive, c'est que, durant les dix derniers siècles, de nombreuses armées accoururent de l'occident pour piller et conquérir l'Indoustan, et qu'elles ne furent jamais repoussées avec perte vers le soleil couchant, jusqu'à cette mémorable campagne qui planta la croix de saint Georges sur les murs de Ghiznée.

Les empereurs de l'Indoustan venaient eux-mêmes du versant septentrional de la grande chaîne asiatique, et ils continuèrent à recruter leurs soldats parmi cette race d'hommes énergiques et vigoureux d'où étaient sortis leurs illustres ancêtres. De tous les aventuriers qui quittèrent les environs de Caboul et de Candahar pour s'enrôler dans les armées mogoles, les Rohillas s'étaient montrés les plus intrépides et les plus utiles. Aussi, en récompense de leurs services et de leur bravoure, avaient-ils obtenu de vastes étendues de terrain dans cette plaine fertile que le Ramgunga, descendu des sommets neigeux du Kumaon, traverse avant de mêler ses eaux à celles du Gange. Au milieu de la confusion générale qui suivit la mort d'Aureng-Zeb, cette petite colonie

de guerriers devint par le fait indépendante. Les Rohillas se distinguaient des autres habitants de l'Inde par la beauté particulière de leur teint, par leur bravoure et par leur industrie. Tandis qu'une affreuse anarchie désolait tous les pays compris entre Lahore et le cap Comorin, leur royaume jouissait de tous les bienfaits de la paix sous la sauvegarde de la valeur ; l'agriculture et le commerce florissaient parmi eux ; ils cultivaient même les lettres et la poésie. Plusieurs personnes, encore existantes, ont entendu des vieillards parler avec regrets de l'âge d'or durant lequel des princes afghans régnaient dans la vallée du Rohilcund.

Sujah Dowlah avait résolu d'ajouter cette riche province à sa propre principauté. De droit, il n'en avait aucun ; mais que lui importait le droit ? Il hésitait, cependant, à tenter cette conquête si avidement enviée. Il avait vu les Rohillas se battre, et il savait que leurs chefs, unis par un danger commun, pouvaient mettre sur pied une armée de quatre-vingt mille hommes. Mais Sujah Dowlah savait aussi que toutes leurs forces liguées étaient incapables de résister à la science, à la discipline et à la valeur britanniques. En conséquence, il proposa à Hastings de lui louer une partie des troupes anglaises, et Hastings consentit à ce traité. Chacun des négociateurs avait ce qui manquait à l'autre. Hastings cherchait, de tous côtés, l'argent nécessaire au gouvernement du Bengale, et Sujah Dowlah possédait d'immenses revenus. Sujah Dowlah voulait subjuguier les Rohillas, et Hastings disposait à son gré de la seule armée qui pût vaincre les Rohillas. Le marché fut bientôt conclu. Le représentant de la Compagnie loua les troupes an-

glaises au nabab-vizir, qui, de son côté, s'engagea à compter la somme de 400 000 liv. st. (10 000 000 de fr.) et à payer toutes les dépenses des troupes pendant toute la durée de la guerre. L'Angleterre descendait ainsi un degré plus bas que ces misérables petits princes allemands qui, à la même époque, lui vendaient des soldats pour combattre les Américains. Car Hastings connaissait les mœurs indiennes; ce pouvoir qu'il remettait entre les mains de Sujah Dowlah, il n'ignorait pas l'usage abominable qui en serait fait; et il ne stipulait aucune garantie, il n'exigeait aucune promesse, il ne se réservait pas même le droit de rompre le traité dans le cas où Sujah Dowlah abuserait de la force qu'on lui confiait pour commettre les plus iniques et les plus monstrueuses atrocités. Cette conduite a pourtant trouvé des apologistes! Les Rohillas, a-t-on dit, n'étaient pas de race indienne, mais des colons d'une contrée éloignée. Et qu'étaient donc les Anglais eux-mêmes? Leur appartenait-il de prêcher une croisade pour l'expulsion de tous les peuples qui avaient envahi les pays arrosés par le Gange? Qu'eussent-ils répondu si une autre puissance, se fondant sur la même raison, eût attaqué Madras et Calcutta, et mis à mort tous leurs habitants sans la plus légère provocation? Une pareille défense ajoute encore à l'infamie de la transaction. L'hypocrisie de l'excuse égale l'atrocité du crime.

L'une des trois brigades dont se composait l'armée du Bengale, alla, sous les ordres du colonel Champion, rejoindre les troupes de Sujah Dowlah. Les Rohillas implorèrent la paix, et offrirent une forte rançon. On ne les écouta pas. Ils résolurent de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Ils combattirent comme des lions,

au dire du colonel Champion lui-même, et mirent en fuite le lâche souverain d'Oude, qui les avait achetés; mais ils ne purent résister aux Européens. Ce ne fut, toutefois, que lorsque leurs chefs les plus braves eurent été tués à leur tête, qu'ils abandonnèrent le champ de bataille. Alors le nabab-visir et ses misérables troupes reparurent, et s'empressèrent de piller le camp de ces nobles et courageux ennemis qu'ils n'avaient jamais osé regarder en face. Alors les belles vallées et les villes florissantes du Rohilcund se trouvèrent livrées, sans résistance, aux horreurs d'une guerre indienne. Tout le pays fut bientôt en feu. Plus de cent mille individus, désertant leurs demeures, coururent se réfugier dans des *jungles* pestilentielles, préférant la famine, la fièvre et le voisinage des bêtes féroces à la domination d'un tyran qui venait de se faire vendre par un Anglais et par un chrétien, moyennant un bénéfice honteux, leurs propriétés, leurs pays, leurs vies, l'honneur de leurs femmes et de leurs filles. Le colonel Champion adressa des remontrances au nabab-vizir, et écrivit en conséquence au fort William, mais le gouverneur n'avait stipulé qu'une seule condition, le paiement de ses quarante lakhs. Du reste, il ne s'en inquiétait guère, et bien qu'il blâmât sans doute les cruautés infâmes de Sujah-Dowlah, il ne se crut pas le droit d'intervenir. Non content d'avoir triomphé, par la force seule, des derniers efforts d'une nation innocente, combattant pour sa liberté, il vit sans s'émouvoir ses villages incendiés, ses enfants massacrés, ses femmes indignement traitées. Mais nous avons hâte d'achever cette horrible et honteuse histoire. La guerre cessa; la plus brave population de l'Inde fut soumise à un tyran avide, lâche et

cruel. Le commerce et l'agriculture languirent. La riche province qui avait tenté la cupidité de Sujah-Dowlah devint le district le plus misérable de son misérable royaume. Cependant la nation vaincue n'est pas encore entièrement éteinte. Elle a brillé, à de longs intervalles, de son ancien éclat, et aujourd'hui même sa valeur, son noble orgueil, ses sentiments chevaleresques, si rares chez les Asiatiques, et d'amers souvenirs du grand crime de l'Angleterre, distinguent la race des Afghans. Parmi les cipayes, les Rohillas seuls savent résister à une charge à la baïonnette; et un voyageur moderne a eu raison de dire qu'on ne trouvait dans l'Inde de vrais *gentlemen* que parmi les Rohillas.

Quel que soit le jugement que l'on porte sur la moralité de Hastings, on ne peut s'empêcher de reconnaître que les résultats financiers de sa politique firent honneur à ses talents d'administrateur. Deux ans après sa nomination au poste qu'il occupait, il avait, sans imposer aucune charge additionnelle au peuple soumis à son autorité, augmenté de 450 000 liv. st. (11 250 000 francs) le revenu annuel de la Compagnie, envoyé en Angleterre un million (25 000 000 fr.) en espèces, et forcé le nabab d'Oude à payer toutes les dépenses de l'armée, qui s'élevaient à environ 250 000 liv. st. (6 250 000 fr.) par an.

Pendant ces événements, le parlement anglais était engagé dans une longue et importante discussion concernant les affaires de l'Inde. Dans la session de 1773, le ministère de lord North fit adopter un *bill* qui bouleversa presque complètement la constitution du gouvernement indien. D'après ce *bill*, connu sous le nom du *Regulating act*, ou acte de règlement, le président du

Bengale devait étendre également son autorité sur les autres pays soumis à la Compagnie, prendre le titre de gouverneur général, et être assisté de quatre conseillers ; enfin, une Cour de justice, composée d'un grand juge et de trois juges inférieurs, siégerait désormais à Calcutta. Cette Cour, indépendante du gouverneur général et du Conseil, posséderait, tant au civil qu'au criminel, un pouvoir immense et presque illimité. Le *Regulating act* nommait en outre le gouverneur général et les conseillers pour cinq ans. Hastings était le premier gouverneur général. L'un des quatre nouveaux conseillers, M. Barwell, ancien employé de la Compagnie, se trouvait alors dans l'Inde. Les trois autres, le général Clavering, M. Monson et M. Francis, l'auteur supposé des *Lettres de Junius*¹, s'embarquèrent en Angleterre pour leur nouvelle résidence, avec les juges de la Cour suprême. Le *chief-justice* ou grand juge, sir Elijah Impey, était l'un des anciens amis de Hastings, et le gouverneur n'eût pas pu trouver, dans tous les tribunaux du royaume, un instrument aussi facile à manier. Mais les membres du Conseil ne paraissaient pas disposés à montrer la même complaisance. Hastings désapprouvait la nouvelle forme du gouvernement, et n'avait pas une haute opinion de ses collègues. Ils le savaient, et ils s'excitaient, d'avance, à lui témoigner de la méfiance et de la sévérité. Dans de telles dispositions d'esprit, la circonstance la plus insignifiante suffit pour amener

1. Lord Macaulay admet qu'effectivement Francis et Junius sont un seul et même personnage. Ses raisons, énumérées avec complaisance, ne nous ont pas semblé devoir être maintenues dans ce récit qu'elles ralentissaient inutilement. On peut les chercher dans l'*Essai* original (Ed. Tauchnitz, vol. IV, p. 246 à 249). (N. du T.)

une querelle. Les membres du Conseil s'attendaient à être salués par une bordée de vingt et un coups de canon des batteries du fort William. Hastings ne leur en accorda que dix-sept. Ils débarquèrent de mauvaise humeur. Les premières civilités s'échangèrent avec une froide réserve. Le lendemain commença cette longue lutte, qui, après avoir duré si longtemps dans l'Inde, se renouvela en Angleterre, et qui vit combattre sous l'un ou sous l'autre drapeau les plus grands hommes d'État et les plus illustres orateurs du temps de Georges III.

Barwell soutenait W. Hastings ; mais Clavering, Monson et Francis formèrent la majorité dès la première séance du Conseil. Arracher le gouvernement des mains du gouverneur général, condamner ses dernières négociations avec le nabab-vizir, rappeler l'agent britannique qui résidait à la cour d'Oude et y envoyer l'une de leurs créatures, ordonner à la brigade qui avait vaincu les malheureux Rohillas de rentrer dans les possessions de la Compagnie, et commencer une enquête sévère : tels furent les premiers actes de leur administration. En outre, malgré les remontrances du gouverneur, ils exercèrent de la manière la plus indiscrete leur nouvelle autorité sur les présidences subordonnées à celles du Bengale ; ils jetèrent une confusion déplorable dans les affaires de Bombay ; ils se mêlèrent, avec un mélange incroyable de dureté et de faiblesse, à toutes les disputes intestines du gouvernement mahratte. En même temps ils s'attaquaient à l'administration intérieure du Bengale, et blâmaient ouvertement tout le système fiscal et politique ; système très-défectueux sans doute, mais qu'ils ne pouvaient pas réformer dès le lendemain de leur arrivée. Ces divers changements eurent

pour effet principal de priver les habitants de l'Inde de la protection efficace et de la sécurité dont ils avaient joui jusqu'alors. Leur vie et leurs propriétés se trouvèrent à chaque instant menacées ; des bandes de voleurs vinrent commettre impunément les plus épouvantables forfaits aux portes même de Calcutta. Hastings continuait à habiter le palais du gouvernement, et à toucher les appointements de gouverneur général. Il continuait aussi à présider le Conseil et à faire triompher son opinion dans toutes les affaires ordinaires ; car ses adversaires sentaient bien que, sous certains rapports, il possédait l'expérience qui leur manquait. Mais l'autorité suprême, il avait cessé de la posséder et de l'exercer ; il n'était plus surtout le distributeur des honneurs et des emplois. Son règne paraissait fini.

Les Indous ne tardèrent pas à s'apercevoir de la vérité. Ils regardaient Hastings comme un souverain détrôné, et ils agirent en conséquence. Un jour, ces sycophantes, qui, la veille encore, se fussent empressés de mentir, de fabriquer des faux, de commettre tous les crimes possibles pour lui être agréables, vinrent mendier, en l'accusant, la faveur de ses ennemis victorieux. La majorité du Conseil reçut avec joie et reconnaissance les dépositions, en apparence accablantes, des dénonciateurs. Sans doute ces magistrats étaient tous trop honnêtes pour soutenir sciemment des accusations mensongères ; mais, malheureusement, ils ignoraient que, dans cette partie du monde, le plus faible encouragement du pouvoir engendre, en une semaine, plus de faux témoins que Westminster-Hall n'en compte en un siècle.

Un homme tel que Nuncomar ne pouvait pas rester simple spectateur d'une lutte pareille. Sa méchanceté,

son avarice et son ambition le forçaient d'y jouer un rôle. Le temps était venu pour lui de se venger de son ennemi, de satisfaire une haine de dix-sept années, d'obtenir la faveur de la majorité du Conseil, de se placer au premier rang parmi tous les Indiens du Bengale. Depuis leur arrivée, il faisait aux nouveaux conseillers une cour assidue, et il avait, en conséquence, été chassé honteusement du palais du gouvernement. Il déposa alors entre les mains de Francis, avec une solennité affectée, un mémoire renfermant les dénunciations les plus graves contre Hastings, qu'il accusait d'avoir vendu des places et reçu des sommes d'argent pour soustraire quelques grands coupables à l'action de la justice. Parmi ces coupables, il nommait Mahomed Reza Khan.

Francis lut ce mémoire, à haute voix, en plein Conseil. Une violente altercation s'ensuivit. Hastings se plaignit en termes amers de la manière dont il était traité, parla avec mépris de Nuncomar et de ses accusations, et dénia au Conseil le droit de juger le gouverneur. La séance suivante, Nuncomar produisit un second mémoire; il demandait à être admis devant le Conseil, et à soutenir et développer ses assertions. Un débat non moins orageux que celui de la veille s'engagea entre les deux partis. Malgré les protestations du gouverneur, le Conseil se décida à donner suite à cette affaire. Hastings se leva, déclara la séance levée, et sortit suivi de Barwell. Mais les autres membres ne quittèrent pas leurs sièges, se constituèrent en conseil, appelèrent Clavering à la présidence, et ordonnèrent qu'on introduisit Nuncomar. Celui-ci, selon la coutume orientale, ne se contenta point d'appuyer de preuves plus ou moins fausses

ses premières dénonciations, il révéla encore une masse énormes de faits nouveaux. Ainsi il affirma que Hastings avait reçu des sommes considérables pour nommer Goordas trésorier de la maison du nabab, et confier le soin de sa personne à Munny Begum. A l'appui de cette dernière assertion, il produisait une lettre portant le sceau de cette princesse. Soit que le sceau eût été réellement apposé, soit que ce fût là un faux de Nuncomar, cette circonstance, à notre avis, ne prouvait absolument rien. La majorité, cependant, déclara Hastings coupable, et le condamna à restituer de 30 000 à 40 000 liv. (750 000 fr. à 1 000 000) qu'il avait eu l'improbité de se faire donner. Bien que l'opinion publique lui fût tout à fait favorable parmi les Anglais du Bengale, Hastings se trouva placé dans une position pénible. Mais du moins il pouvait encore en appeler à une autorité supérieure. Si cette dernière ressource lui manquait, il était perdu. Il envoya sa démission à son agent de Londres, le colonel Maclean, en lui recommandant de n'en faire usage que dans le cas où la majorité des membres de la Compagnie lui serait évidemment hostile.

Le triomphe de Nuncomar semblait complet; une foule immense se pressait chaque matin à son lever, et les membres du Conseil s'abaissèrent un jour à lui rendre visite. Sa maison était devenue une sorte d'établissement public où l'on recevait des dénonciations contre le gouverneur général. Mais il jouait un jeu désespéré. Un homme aussi habile et aussi déterminé que Hastings ne devait pas se laisser battre par un Indien, sans épuiser toutes ses ressources, sans faire une résistance opiniâtre. D'un autre côté, Nuncomar ne se rendit pas bien compte de la nature

des institutions britanniques; il vit qu'il avait pour lui la majorité du Conseil, qui décidait de la paix et de la guerre, qui disposait des places, qui prélevait les impôts; mais il ne comprit pas la séparation des pouvoirs exécutifs et judiciaires; il ne se dit peut-être jamais qu'il y avait au Bengale une autorité parfaitement indépendante du Conseil, et pouvant protéger ceux que le Conseil voulait perdre, ou perdre ceux que le Conseil voulait protéger. Tel était cependant l'état des choses. Dans la sphère de ses attributions, la Cour suprême n'avait aucun ordre à recevoir du Conseil. Hastings ne l'ignorait pas; Hastings avait, depuis longtemps déjà, prévu tout le parti qu'il pourrait tirer un jour de cette arme redoutable. Il sentit que le moment était venu de s'en servir.

Tout à coup le bruit se répand dans Calcutta que Nuncomar a été arrêté, jeté en prison, et renvoyé devant la Cour suprême. Le crime qu'on lui impute est un faux commis deux années auparavant. Un indigène se porte son accusateur; mais en réalité, Hastings se sert de cet homme comme d'un instrument pour perdre son redoutable ennemi. A cette nouvelle la majorité du Conseil s'emporte, et protestant contre la décision des juges, demande que Nuncômar soit mis en liberté sous caution. Les juges répondent par un refus hautain et résolu; bientôt les assises commencent, le grand jury déclare qu'il y a lieu à suivre, et Nuncômar comparait devant sir Elijah Impey et un jury composé d'Anglais. A quoi bon rappeler ici tous les incidents de ce long procès? Les débats terminés, le jury déclara l'accusé coupable, et le grand juge (*chief-justice*) le condamna à la peine de mort.

D'après les dispositions du *Regulating act*, la Cour seule pouvait surseoir à l'exécution d'un condamné jusqu'à ce que la décision du souverain fût connue. A cette époque, le conseil n'avait pas le droit de se mêler de l'administration de la justice civile et criminelle. Impey aurait dû évidemment accorder un sursis à Nuncomar, car il était injuste de pendre un Indou pour un crime de faux ; la loi qui, en Angleterre, punissait alors les faussaires de la peine de mort n'était point applicable aux habitants de l'Inde. Ils ne la connaissaient pas, ils ne l'avaient jamais vue exécuter ; ils ne comprenaient pas, surtout, la distinction qu'une civilisation plus avancée et différente de la leur, a établie entre les faux autres espèces d'escroqueries. Un juge impartial eût, sans aucun doute, soumis un cas aussi grave à la décision du souverain ; mais Impey ne voulut entendre parler ni de grâce ni de sursis.

La sentence à peine rendue, une agitation extraordinaire se manifesta dans toutes les classes de la société. Francis et ses partisans qualifièrent d'*assassins* le gouverneur général et le grand juge. Clavering jura, dit-on, que « fût-ce même aux pieds de l'échafaud, Nuncomar serait sauvé. » Bien quelle se déclarât ouvertement en faveur de Hastings, la majorité des Anglais éprouvait une certaine compassion pour un homme qui, malgré tous ses crimes, avait joué un rôle important dans l'histoire de son pays. Les Indous étaient atterrés ; quelle que fût sa moralité, Nuncomar restait toujours pour eux le chef de leur race et de leur religion, un brahmine entre tous les brahmines, c'est-à-dire un saint qui, d'après leurs vieilles lois nationales, ne pouvait pas être mis à mort, même pour les plus grands crimes.

les mahométans seuls attendaient, avec une joie mêlée d'impatience, la fin prochaine de ce puissant Indou, qui avait tenté de s'élever sur la fortune ruinée de Mahomed Reza Khan. L'historien musulman de cette époque apprend à ses lecteurs qu'on découvrit dans la maison de Nuncomar une cassette renfermant les contrefaçons des sceaux des plus riches particuliers de la province.

Cependant le jour fixé pour l'exécution approchait, et Nuncomar se préparait à mourir avec cette fermeté tranquille dont le Bengali, si lâche dans toutes les luttes personnelles, fait toujours preuve lorsqu'il ne peut plus éviter le danger qui le menace. La veille, le shériff alla lui rendre visite, et l'assura qu'on lui accorderait tous les adoucissements permis par la loi. Nuncomar lui en témoigna sa reconnaissance dans les termes les plus polis, et sans que son visage trahît la moindre émotion. Plaçant l'un de ses doigts sur son front, il répondit d'un ton calme que sa destinée devait s'accomplir, et que les hommes ne pouvaient pas résister aux volontés de Dieu. Il envoyait ses compliments à Francis, Clavering et Monson, et les priait de protéger le rajah Goordas, qui allait devenir le chef des brahmines du Bengale. Le shériff se retira vivement ému, et Nuncomar s'assit tranquillement pour écrire quelques notes et examiner des comptes.

Le lendemain matin, avant le lever du soleil, une foule immense encombra la place au milieu de laquelle l'échafaud avait été dressé. Tous les visages exprimaient les mêmes sentiments de douleur, d'indignation et d'effroi, et cependant jusqu'à la dernière minute, la multitude ne put pas se décider à croire que les Anglais oseraient réellement exécuter le grand brahmine. En-

fin la procession fatale se fraya un passage au travers de la foule. Nuncomar, assis dans son palanquin, promenait ses regards de tous côtés avec une sérénité inaltérable. Il venait de dire un éternel adieu aux êtres qu'il aimait le plus tendrement; leurs cris et leurs convulsions avaient glacé d'horreur les Européens présents à ce triste spectacle, sans produire le plus faible effet sur le stoïcisme du prisonnier. Nuncomar ne manifesta qu'un seul désir; il demanda que des prêtres de sa caste obtinssent la remise de son cadavre. S'étant ensuite rappelé au souvenir des conseillers, il monta sur l'échafaud d'un pas ferme, et donna lui-même le signal au bourreau. Au moment où le plancher se déroba sous lui, un cri de douleur et de désespoir s'échappa de toutes les bouches, des centaines de spectateurs détournèrent la tête avec horreur, et coururent se précipiter dans les eaux sacrées de l'Hoogley, comme pour se laver eux-mêmes de la tache dont ils s'étaient souillés en assistant à la consommation d'un si grand crime. La province tout entière partagea la tristesse et l'indignation de Calcutta.

La conduite d'Impey dans toute cette affaire ne saurait être trop sévèrement blâmée; mais celle du gouverneur ne mérite pas les mêmes reproches. Personne ne demande à une partie l'équité sévère d'un juge; tous les jours, des hommes parfaitement probes élèvent devant la justice des prétentions qu'un tribunal incorruptible se voit forcé de repousser. Hastings combattait pour sa fortune, pour son honneur, pour sa liberté, pour tout ce qui attache à la vie; il était assailli par des ennemis aussi perfides que vindicatifs et méchants; il n'avait, nous ne dirons pas nul secours, mais nulle

impartialité, nulle justice à attendre de ses collègues. Peut-on le blâmer si, dans sa position, il désirait confondre et terrasser ses accusateurs? L'exécution mémorable de Nuncomar doit évidemment être attribuée à Hastings, mais il serait injuste de la classer au nombre de ses crimes. Considérée sous un certain point de vue, elle fut même un acte de profonde politique. Il n'avait pas la majorité dans le Conseil, et, selon toute probabilité, il ne devait pas l'obtenir avant un long espace de temps. Il connaissait parfaitement le caractère des indigènes; il savait que parmi toute la population noire du Bengale, il n'y avait pas un seul employé, un seul coureur de place, un seul agent subalterne qui, dans de telles circonstances, ne cherchât à améliorer sa position en envoyant au gouvernement des dépositions contre le gouverneur général. Il résolut d'apprendre à cette tourbe d'accusateurs et de faux témoins que, bien qu'il fût en minorité dans le Conseil, il était encore redoutable. La leçon qu'il leur donna leur laissa une impression profonde. A dater de ce moment, toutes ces voix qui s'élevaient contre lui se turent et gardèrent depuis un silence respectueux. Pour nous servir des propres expressions d'un poète oriental, tous les chasseurs qui s'élançaient si ardemment à la poursuite du gouverneur général ne voulurent plus courir la chance de « trouver un tigre dans ces *jungles* où ils cherchaient un daim. » N'oublions pas enfin de signaler ici un fait curieux : l'une des lettres de Hastings, adressée au docteur Johnson, porte une date postérieure de quelques heures seulement à la mort de Nuncomar. Tandis que l'empire entier était livré à la plus vive agitation, tandis qu'une caste puissante et ancienne versait des larmes sur les restes ina-

rimés de son chef, le vainqueur dans cette lutte mortelle, écrivait avec un sang-froid caractéristique des pages pleines d'intérêt sur les Hébrides, la grammaire persane de Jones, l'histoire, les arts et les productions naturelles de l'Inde.

A l'époque de la mort de Nuncomar, arrivait à Londres la nouvelle de la guerre des Rohillas et des premières disputes du gouverneur avec ses collègues. Les directeurs prirent parti pour la majorité, et écrivirent à Hastings une lettre remplie de réflexions sévères sur sa conduite; ils blâmaient en termes énergiques, mais justes, les guerres iniques entreprises dans le seul but de se procurer de l'argent; mais ils oubliaient entièrement que si leur gouverneur avait obtenu des millions par des moyens illicites, ce n'était pas pour en retirer un avantage personnel, c'était uniquement pour satisfaire à leurs demandes. Enjoindre la probité et exiger ce qui ne pouvait s'acquérir sans crime, telle fut constamment la règle de conduite de la Compagnie. Comme le dit de son faible époux, la terrible lady Macbeth, « elle ne voulait pas tromper au jeu, mais elle voulait toujours gagner. »

Le *Regulating act*, qui avait nommé Hastings gouverneur général pour cinq années, donnait à la couronne le droit de le destituer, sur la demande formelle de la Compagnie. Lord North, qui avait lui-même choisi les membres du Conseil, et qui désirait mettre Clavering à la tête du gouvernement de l'Inde, s'efforça d'obtenir de la Compagnie une adresse au roi. Dans la Cour des directeurs, les voix se balancèrent; onze membres votèrent contre Hastings et dix se déclarèrent ses défenseurs. La Cour des propriétaires fut alors réunie. Mais,

malgré les efforts combinés de la majorité des directeurs et du cabinet, Hastings l'emporta d'une centaine de voix sur ses adversaires. Cette défaite exaspéra le ministère. Lord North lui-même, d'ordinaire si calme, s'emporta, menaçant de convoquer le parlement avant le jour de Noël, et de faire passer un *bill* qui, privant la Compagnie de tout pouvoir politique, l'obligerait à ne plus s'occuper, comme autrefois, que du commerce de la soie et du thé. Dans ces circonstances, Maclean crut de son devoir de faire usage de la démission dont il était dépositaire. Il avait défendu, avec le plus grand zèle, la cause de son ami, mais il craignit que la Chambre des communes ne le poursuivît, et il jugea prudent de lui ménager une retraite sûre et honorable. Cette démission était irrégulière en la forme, mais les directeurs ne se montrèrent pas très-scrupuleux; ils l'acceptèrent avec empressement, et envoyèrent, en Asie, au général Clavering, le membre le plus âgé du Conseil, l'ordre d'exercer les fonctions de gouverneur général jusqu'à l'arrivée de M. Wheler, successeur désigné de W. Hastings.

Mais tandis que ces événements se passaient en Angleterre, de grands changements avaient lieu au Bengale. Monson était mort, et le Conseil, ne se composant plus que de quatre membres, la majorité appartenait de fait au gouverneur, qui, soutenu par Barwell contre Clavering et Francis, avait de droit voix prépondérante en cas de partage. Hastings, privé depuis deux années de tout pouvoir et de toute influence, devint donc absolu. A peine se sentit-il maître du gouvernement, qu'il usa de représailles envers ses adversaires. Leurs mesures furent révoquées, leurs créatures destituées. En même temps il commençait à méditer de vastes plans de

conquête qu'il devait voir exécuter un jour par d'autres que par lui. Tout à coup il apprend qu'il n'est plus gouverneur général, que sa démission a été acceptée, que M. Wheler va bientôt arriver, et que, jusqu'à son débarquement, Clavering doit occuper sa place. Si Monson eût vécu alors, Hastings se fût probablement retiré sans résistance ; mais il était le maître de l'Inde britannique, et il ne voulut pas résigner sa royauté. Il nia qu'il eût jamais donné sa démission, à quelque agent que ce fût. Il soutint que, la pièce produite par Macleanne étant nulle, tous les actes de la Compagnie postérieurs à la production de cet acte étaient nuls aussi, et qu'il n'avait en conséquence jamais cessé d'être gouverneur général. Peut-être, comme il l'affirma lui-même par la suite, eût-il cependant obéi aux ordres de la Compagnie ; mais l'imprudence de ses ennemis lui fournit des avantages dont il sut habilement profiter. Le général lui envoya demander les clefs du fort et du trésor, s'empare des archives et tient un conseil avec Francis. Hastings, toujours assisté de Barwell, siège dans un autre appartement. Dans ces circonstances, Hastings prit deux mesures qui lui assurèrent la victoire. Décidé à employer la force s'il le fallait, il fit prévenir les officiers de la garnison du fort William et ceux des garnisons voisines de n'obéir qu'à ses ordres. En même temps, il offrit à ses adversaires de soumettre leur différend à la Cour suprême et de s'en rapporter à sa décision. Comment et sous quel prétexte repousser une pareille proposition ? Après avoir hésité, cependant, Clavering et Francis se virent contraints d'y consentir. La Cour déclara que la démission était nulle, et qu'en conséquence, d'après le *Regulating act*, Hastings demeurait toujours gouver-

neur général. Personne n'eût osé prendre les armes pour défendre un gouvernement traité d'usurpateur par les juges. Clavering et Francis, s'apercevant bien que l'opinion publique leur était entièrement contraire, acquiescèrent à cette décision de la Cour.

Sur ces entrefaites, Hastings reçut la nouvelle qu'après un procès qui avait duré plusieurs années, les tribunaux de la Franconie s'étaient enfin déterminés à prononcer le divorce entre Imhoff et sa femme. Le baron partit de Calcutta avec une fortune plus que suffisante pour acheter une belle propriété en Saxe, et sa femme devint aussitôt mistress Hastings. De grandes fêtes eurent lieu à l'occasion de ce mariage. Tous les Anglais de distinction qui se trouvaient à Calcutta reçurent des invitations, sans acception d'opinions et de partis. Clavering, malade de corps et d'esprit, refusa d'abord de se rendre à la fête du gouverneur; mais Hastings alla lui-même l'enlever dans sa propre maison, et promena en triomphateur son rival vaincu dans tous ses salons. C'en était trop pour une constitution usée par le chagrin et la maladie; Clavering mourut quelques jours après.

Wheler, qui avait cru être gouverneur général, et qui se voyait forcé de se contenter d'un siège au Conseil, vota presque constamment avec Francis. Mais la voix de Barwell, et sa prépondérance en cas de partage, continuaient d'assurer à Hastings le maintien de son autorité. Vers cette époque, la Cour des directeurs et le ministère changèrent d'opinion à l'égard du gouverneur général. Lors de l'expiration du terme des cinq années fixé par le *Regulating act*, ils le réélurent sans opposition. Ils sentaient, en effet, qu'ils avaient un besoin urgent du talent, de l'expérience et du courage de leur ennemi.

Le danger était grand, on ne peut le nier. Les fautes d'un ministère insensé poussaient l'Angleterre vers l'abîme. En Amérique, des millions d'Anglais venaient de s'insurger contre la mère patrie, à laquelle ils étaient, peu de temps auparavant, aussi attachés que les habitants des comtés de Norfolk et de Leicester. Les grandes puissances d'Europe s'apprétaient à tirer une vengeance éclatante de leurs défaites et de leurs humiliations passées. Le jour allait venir où l'Angleterre, en guerre avec ses anciennes colonies à jamais perdues, menacée d'un danger plus rapproché par les trop justes mécontentements de l'Irlande, aurait à lutter contre la France, l'Espagne, la Hollande, et la neutralité armée de la Baltique : sa suprématie maritime serait mise en question ; des flottes ennemies commanderaient les détroits de Gibraltar et la mer du Mexique ; le pavillon britannique pourrait à peine protéger le canal britannique¹. Quelques fautes que Hastings eût commises, l'Angleterre dut s'estimer heureuse que, dans une si terrible conjoncture, il régnât en maître souverain sur les possessions de l'Inde.

Une attaque par mer contre le Bengale n'était nullement à redouter. Mais on devait craindre que les puissances européennes ennemies de l'Angleterre ne formassent une alliance avec les indigènes, ne leur fournissent des troupes, des armes et des munitions, et n'assailissent nos possessions du côté de terre. Les Mahrattes surtout causaient de vives inquiétudes au gouverneur. Ce peuple singulier s'était d'abord établi

1. C'est ainsi que les Anglais appellent la Manche. Que diraient-ils si nous l'avions baptisée : *le Canal Français* ? (N. du T.)

le long de cette chaîne sauvage qui borde la côte occidentale de l'Inde; puis, sous le règne d'Aureng-Zeb, il commença à envahir avec son roi, le grand Sevajee, les possessions de ses riches et pacifiques voisins. Leur énergie, leur férocité et leur intelligence assurèrent bientôt aux Mahrattes le premier rang parmi les nouvelles puissances qui s'élevèrent sur les débris de l'ancienne monarchie. Dans le principe, ils ne furent que des voleurs, mais ils s'élevèrent promptement à la dignité de conquérants. La moitié des provinces de l'empire devinrent des principautés mahrattes. Des bandits sortis des dernières castes se trouvèrent tout à coup métamorphosés en puissants rajahs; les Bonslas, à la tête de quelques bandits, avaient occupé la vaste région du Berar; le Guicowar (mot à mot le Pasteur) fondait cette dynastie qui règne encore sur le Guzerate. Les maisons de Scindiah et de Holkar grandissaient dans le Malwah. Un aventureux capitaine plaçait son aire sur l'imprenable rocher de Gooti. Un autre devenait le seigneur des mille villages éparpillés dans les rizières du Tanjore. A cette époque l'Inde entière subissait le régime d'un double gouvernement. Le titre et l'autorité étaient partout séparés. Les nababs musulmans qui avaient acquis un pouvoir absolu, le vizir d'Oude et le nizam d'Hyderabad, s'appelaient encore eux-mêmes les vice-rois de la maison de Tamerlan. Les États mahrattes, quoique réellement indépendants, prétendaient n'être que des principautés d'un même empire, et se soumettaient, soit en paroles, soit par des cérémonies, à la suprématie de l'héritier de Sevajee, roi fainéant enfermé dans une prison d'État à Sattara, et à celle de son peishwa, ou maire du palais, grand magistrat héréditaire.

ditaire, qui tenait une cour princière à Poonah, et dont les vastes provinces d'Aurungabad et de Bejapoor reconnaissaient l'autorité.

Quelques mois après que la guerre eut été déclarée en Europe, Hastings apprit avec un certain effroi qu'un aventurier français, regardé comme un homme de qualité, venait d'arriver à Poonah. A en croire les bruits qui circulaient à Calcutta, les plus grands honneurs lui avaient été prodigués; il apportait au peishwa des lettres et des présents de Louis XVI, et un traité hostile à l'Angleterre était déjà conclu entre les Mahrattes et la France. A cette nouvelle, Hastings résolut de frapper le premier coup. Une partie de la nation se montrait favorable à un rival du peishwa régnant. Le gouverneur général se détermina à épouser la cause de ce prétendant, à faire marcher une armée dans la péninsule de l'Inde, à contracter une alliance étroite avec le chef de la maison de Bonsla, qui gouvernait le Berar en maître absolu, et qui, sous le double rapport du pouvoir et de l'influence, ne le cédait en rien à aucun des autres princes mahrattes.

L'armée s'était mise en marche, et déjà les négociations avec Bonsla étaient entamées, lorsqu'une lettre du consul anglais au Caire apprit à Hastings que la guerre avait été proclamée en même temps à Paris et à Londres. Toutes les mesures que cette crise nécessitait, Hastings les a prises sans perdre un instant. Les comptoirs français du Bengale sont saisis; les troupes de Madras reçoivent l'ordre d'occuper Pondichéry; près de Calcutta, des travaux s'exécutent qui doivent rendre impossible l'approche d'une armée ennemie. Un établissement maritime est formé pour la défense du

fleuve ; neuf nouveaux bataillons de cipayes sont levés, et un corps d'artillerie indigène se forme, tiré des braves Lascars de la baie du Bengale. Tous ces préparatifs terminés, Hastings déclare avec confiance que la présidence est à l'abri de toute attaque, à moins que les Mahrattes ne se réunissent aux troupes françaises pour venir la détruire.

L'expédition envoyée dans l'ouest de la péninsule ne fut pas d'abord heureuse. Le général qui la commandait agit avec lenteur ; les autorités de Bombay commirent des fautes graves ; mais le gouverneur général persévéra. Un nouveau général répara les bévues de son prédécesseur. Quelques actions d'éclat firent briller la gloire britannique dans des contrées où n'avait flotté jusqu'alors aucun drapeau européen. Si un danger imprévu et plus formidable n'eût pas alors contraint Hastings à changer toute sa politique, il fût parvenu, sans aucun doute, à réaliser immédiatement ses plans de conquête, à réunir l'empire des Mahrattes aux possessions de la Compagnie.

Les autorités anglaises avaient nommé commandant des forces de l'Inde et membre du Conseil l'un des guerriers les plus distingués de cette époque, l'un des fondateurs de l'empire anglais dans l'Inde ; mais vingt années s'étaient écoulées depuis la bataille de Wandewash et la prise de Pondichéry, et sir Eyre Coote ne possédait plus ni l'activité physique ni la vigueur d'esprit de sa jeunesse. Il devenait de plus en plus capricieux et morose : il aimait trop l'argent ; il s'inquiétait plus de ses appointements que de ses devoirs. Cependant il demeurait toujours l'un des meilleurs officiers de l'armée. Parmi les soldats indigènes, son nom pro-

duisait un effet magique; son influence ne craignait aucune rivalité. Coote ne vota pas constamment, comme Barwell, avec le gouverneur général; mais il ne se montra jamais partisan d'une opposition systématique; et sur la plupart des questions soumises au Conseil, il souligna l'opinion de Hastings, qui, par ses assiduités empressées, et surtout par les libéralités les plus exorbitantes, s'efforçait de satisfaire les passions du vieux soldat.

A cette époque, une réconciliation générale sembla devoir mettre fin aux querelles intestines qui, depuis quelques années, affaiblissaient et déshonoraient le gouvernement du Bengale. Les dangers de l'empire déterminèrent Hastings et Francis à oublier leurs inimitiés privées et à se liquer sincèrement dans l'intérêt général. Coote n'avait jamais été un homme de parti. Wheeler était fatigué des luttes des factions. Possesseur d'une immense fortune, Barwell, malgré ses promesses de ne point quitter Calcutta tant que ses services y seraient nécessaires au gouverneur, désirait ardemment retourner en Angleterre, et s'efforçait d'amener un arrangement qui lui rendrait sa liberté. Un traité fut conclu entre les deux parties belligérantes. Par ce traité, Francis promettait de cesser toute opposition; et Hastings, de son côté, s'engageait à admettre les amis de Francis à un partage équitable des honneurs et des emplois publics. Pendant les premiers mois qui suivirent ce traité, une certaine harmonie apparente régna dans le Conseil.

L'harmonie était alors plus nécessaire que jamais; car, à cette époque, des calamités intérieures, plus formidables que la guerre elle-même, menaçaient le Ben-

gale. Les auteurs du *Regulating act* de 1773 avaient établi deux pouvoirs indépendants, l'un judiciaire, l'autre politique ; mais, par une négligence commune à tous les législateurs de la Grande-Bretagne, ils avaient omis de définir leurs limites respectives. Les juges essayèrent de tirer parti de ce silence de la loi. Ils résolurent de s'emparer à leur profit de l'autorité suprême, non-seulement dans l'intérieur de Calcutta, mais encore sur toute l'étendue de l'immense territoire soumis à la présidence du fort William. La justice anglaise, on ne saurait le nier, est encore, en dépit de toutes les réformes modernes, beaucoup trop coûteuse et beaucoup trop lente. Mais, en Angleterre, nous sommes habitués à ses plus insupportables inconvénients. Ce système est accommodé à quelques-uns de nos instincts ; quelques autres se sont, au contraire, accommodés à lui, et bien qu'ils nous arrachent des plaintes amères, ces vices anciens ne nous causent pas autant d'horreur et d'effroi qu'un mal nouveau, bien moins redoutable. Il n'en était pas de même dans l'Inde. Transplantée sur cette terre, la justice anglaise y devint, pour une foule de raisons faciles à concevoir, cent fois plus lente et cent fois plus dispendieuse. En outre, elle blessa tous les sentiments, elle froissa tous les préjugés ; l'honneur, la religion, la modestie des femmes s'insurgèrent tour à tour contre cette innovation. Alors commença une ère de terreur, mais d'une terreur augmentée par une inquiétude mystérieuse : car les maux que les Indiens enduraient étaient moins horribles que ceux qu'ils redoutaient. Nul ne savait ce qu'il devait craindre de cet étrange tribunal. Il était venu de pays situés au delà de l'Eau Noire (c'est ainsi que les Indiens appellent la

mer). Il se composait de juges qui ne parlaient pas la langue et qui ne connaissaient pas les usages des millions d'hommes sur lesquels ils prétendaient exercer une autorité illimitée. Ses archives étaient écrites en caractères inconnus, ses sentences prononcées en une langue inintelligible. Il avait déjà réuni autour de lui une armée composée de la lie de la population indigène, de dénonciateurs, de faux témoins, d'agents de chicane, de procureurs et surtout de recors qui ne respectaient rien, pas même les appartements sacrés des femmes. Ils n'y pénétraient pas toujours sans combat, et plus d'un mari succomba, le sabre en main, sur le seuil de son harem envahi. Jamais une invasion de Mahrattes n'avait causé autant d'effroi aux habitants de l'empire que cette invasion des légistes anglais. Les injustices des anciens oppresseurs asiatiques ou européens paraissaient des bienfaits lorsqu'on les comparait à la justice de la Cour suprême. En vain toutes les classes de la population protestèrent hautement contre cette épouvantable oppression : les juges demeurèrent inflexibles. Soixante années, la vertu et la sagesse des magistrats éminents qui se sont succédé durant une aussi longue période, n'ont pu faire oublier aux Bengalis le souvenir de ces mauvais jours.

Sur cette question, les membres du Conseil étaient unis comme un seul homme. Hastings avait courtoisé les juges, il les avait trouvés des instruments utiles ; mais il ne voulait pas qu'ils devinssent ses propres maîtres ou les maîtres de l'Inde. Doué d'une intelligence large et élevée, connaissant mieux que personne le caractère des indigènes, il comprit que le système suivi par la Cour suprême était la honte du gouvernement,

la ruine du peuple, et il résolut de le combattre. Aussi les liens qui l'attachaient à Impey furent-ils, pendant un certain temps, complètement rompus. Le gouvernement se posa avec fermeté en médiateur entre la nation et le tribunal inique qui l'opprimait. Alors le grand juge se livra aux derniers excès. Le gouverneur général et les membres du Conseil reçurent l'ordre de comparaître devant les juges du roi pour y répondre de leurs actes publics. C'en était trop. Hastings, indigné, refusa d'obéir, mit en liberté les individus injustement détenus par la Cour, et s'apprêta même à employer la force, si on le poussait à cette extrémité, contre les tentatives insolentes des officiers du shériff. Mais il méditait un autre projet qui devait prévenir la nécessité d'un appel aux armes. Il savait qu'Impey était toujours à vendre : il l'acheta. L'acte du parlement avait nommé Impey juge indépendant du gouvernement du Bengale, aux appointements annuels de 8000 liv. st. (200 000 fr.); Hastings lui proposa d'être le juge de la Compagnie, destituable au bon plaisir du gouvernement du Bengale : à ces conditions il lui offrait 16 000 liv. st. (400 000 fr.) au lieu de 8000. De son côté, Impey s'engageait, en outre, à renoncer aux prétentions ambitieuses de la Cour. Le marché fut conclu, le Bengale sauvé, la guerre civile évitée, et le grand juge riche, tranquille, mais déshonoré. On a blâmé très-sévèrement aussi la conduite du gouverneur général. Dans toute cette affaire, nous ne pouvons pas, quant à nous, partager, sous ce rapport, l'indignation de ses ennemis. Sans doute, on ne saurait trop déplorer la décision que la nécessité le força de prendre ; mais était-ce lui qui avait fait sa position ? et au lieu de consentir à acheter un juge qui

s'offrait de lui-même en vente, devait-il donc demeurer plus longtemps spectateur impassible de toutes les atrocités commises sous ses yeux, ou employer la guerre civile pour en arrêter le cours ? Lorsque des missionnaires payent à un pirate la rançon de ses prisonniers, ne remplissent-ils pas un devoir d'homme et de chrétien ? ne serait-il pas absurde de les accuser d'avoir corrompu la vertu du forban ?

Francis s'opposait à ce traité ; son aversion personnelle pour Impey était telle, qu'il lui sacrifia sans hésiter l'intérêt général. Il aimait mieux abandonner le Bengale à ses oppresseurs que de le délivrer en les enrichissant. D'ailleurs il avait d'autres motifs pour combattre les projets du gouverneur. La paix qu'ils s'étaient mutuellement engagés à maintenir ne dura que quelques mois, et, pendant cette courte trêve, leur haine mutuelle s'accrut et s'envenima de jour en jour. Enfin, l'explosion eut lieu. Hastings accusa publiquement Francis de l'avoir trompé. « Je ne me fie pas, dit-il devant le Conseil, à la parole de M. Francis, car je sais qu'il est capable de la violer. Je juge de sa conduite publique par sa conduite privée, que j'ai trouvée sans honneur et sans foi. » La séance levée, Francis déposa un cartel entre les mains du gouverneur général. Il fut accepté à l'instant même. Les deux champions s'étant rendus sur le terrain, tirèrent en même temps. La balle de Hastings traversa Francis de part en part ; mais, quoique très-grave, la blessure ne fut pas mortelle. Hastings s'informa plusieurs fois de la blessure de son ennemi, et manifesta même le désir d'aller lui rendre visite ; mais Francis refusa de le recevoir : ils ne devaient plus se revoir que dans la salle du Conseil.

Peu de temps après ces événements, on comprit l'effrayant danger auquel le gouverneur général avait, en s'exposant lui-même, exposé son pays. Une crise se déclara, dont lui seul pouvait rendre le résultat favorable à l'Angleterre. Nous ne craignons pas de l'affirmer hautement, si Hastings n'eût pas été à la tête des affaires, les années 1780 et 1781 eussent été aussi fatales à notre domination en Asie qu'elles le furent à notre domination en Amérique.

Les Mahrattes avaient surtout excité les craintes du gouverneur général. Les mesures qu'il adopta, dans le but d'anéantir leur pouvoir, furent d'abord, comme nous l'avons dit plus haut, rendues inutiles et insuffisantes par les fautes des commandants de l'armée et des autorités de Bombay; mais sa persévérance et son habileté allaient enfin être couronnées de succès, lorsqu'un danger bien autrement formidable vint le menacer tout à coup dans une contrée éloignée.

Trente ans environ avant cette époque, un soldat musulman avait commencé à se distinguer dans les guerres de l'Inde méridionale. Son éducation était négligée, sa naissance obscure. Mais à peine cet aventurier se trouva-t-il placé à la tête d'un corps de troupes, il prouva qu'il était né pour vaincre et pour commander. Parmi cette foule de chefs qui se disputaient entre eux des lambeaux de l'Inde, nul ne l'égalait comme capitaine et comme homme d'État. Il devint général; il devint prince. Avec les fragments des anciennes principautés réduites en pièces dans la débâcle générale, il se forma un grand, compact, et puissant empire. Cet empire, il le gouverna avec l'habileté, la sévérité et la vigilance de Louis XI. Licencieux dans ses plaisirs, implacable dans

ses haines, il comprenait cependant combien la prospérité des sujets ajoute à la force des gouvernements. Il fut un tyran; mais il eut au moins le mérite de protéger ses sujets contre toutes les autres oppressions. Il atteignait alors un âge très-avancé; mais son intelligence était aussi lucide, son esprit aussi élevé, que dans toute la vigueur de sa jeunesse. Tel était le grand Hyder Ali, le fondateur du royaume musulman de Mysore, et l'un des plus redoutables ennemis que les conquérants anglais de l'Inde eurent à combattre.

Si Hastings eût été gouverneur de Madras, il se fût assuré de la neutralité du souverain de Mysore, ou il se serait préparé à soutenir une lutte acharnée contre lui. Malheureusement les autorités anglaises de cette partie de l'Inde provoquèrent leur puissant voisin au combat, avant de posséder les moyens de lui résister. Tout à coup une armée de quatre-vingt-dix mille hommes, bien supérieure en discipline et en courage à toutes les autres troupes indigènes, s'élança du haut de ces cols et de ces vallons sauvages, qui, arrosés par des torrents et couverts de sombres jungles, descendent du plateau de Mysore jusqu'aux plaines de la Carnatique. Cette grande armée avait cent pièces de canon, et marchait sous la conduite de plusieurs officiers français élevés dans les meilleures écoles militaires de l'Europe.

Hyder Ali fut partout triomphant. A son approche, les cipayes de plusieurs garnisons anglaises déposèrent leurs armes. La trahison ou la peur livrèrent la plupart des forteresses. En quelques jours, tout le pays ouvert, situé au nord du Coleroon, avait fait sa soumission. Les Anglais domiciliés à Madras pouvaient voir, pen-

dant la nuit, du haut du mont Saint-Thomas, l'horizon oriental réfléchir les flammes incendiaires qui ravageaient une immense étendue de terrain. Leurs petites villas blanches, ombragées de tulipiers, et dans lesquelles ils allaient chaque soir, après leurs travaux, respirer les brises rafraîchissantes de la mer, étaient toutes abandonnées, car les terribles cavaliers du Mysore s'avançaient en maraudeurs jusqu'aux portes de la ville. Déjà même la ville ne paraissait plus sûre; déjà les marchands et les fonctionnaires publics s'empresaient de se mettre à l'abri derrière les canons du fort Saint-Georges.

Les troupes anglaises rassemblées alors dans cette partie de l'Inde, pouvaient sans aucun doute former une armée suffisante pour défendre la présidence, et refouler l'ennemi vers les montagnes. Sir Hector Munro commandait des forces considérables; Baillie s'avançait à la tête d'un autre détachement important. Unis, ils eussent présenté un front formidable, même à un ennemi tel que Hyder. Malheureusement, ils différèrent leur jonction. Attaqués séparément, ils furent complètement battus. Trois semaines après le commencement de la guerre, l'empire britannique de l'Inde méridionale semblait menacé des plus graves dangers. Il ne nous restait qu'un très-petit nombre de places fortes. La fortune abandonnait nos armes. On savait qu'une grande expédition française était attendue prochainement sur la côte de Coromandel. Entourée et pressée de tous les côtés par ses ennemis, l'Angleterre devait renoncer à protéger des possessions si éloignées.

Ce fut alors que le génie fertile et le courage calme de Warren Hastings remportèrent leur plus grand

triomphe : un petit bâtiment léger, fuyant rapidement devant la mousson du sud-ouest, apporta en quelques jours à Calcutta ces tristes nouvelles. Vingt-quatre heures après, le gouverneur général avait conçu et adopté son plan de campagne. La lutte avec Hyder était une lutte de vie ou de mort. Tous les intérêts secondaires devaient en conséquence être sacrifiés à la conservation de la Carnatique. Il faisait la paix avec les Mahrattes, il envoyait immédiatement à Madras des troupes et de l'argent ; mais toutes ces mesures, excellentes en elles-mêmes, devenaient cependant insuffisantes si le commandement de l'armée n'était pas confié à un homme plus habile que les généraux actuels ; il n'y avait pas un instant à perdre. Hastings résolut de tenter une sorte de coup d'État ; il suspendit le gouverneur incapable du fort Saint-Georges, envoya sir Eyre Coote combattre Hyder, et chargea ce général distingué de toute l'administration de la guerre. Malgré l'opposition inattendue de Francis, qui, guéri de sa blessure, siégeait de nouveau à sa place habituelle, la majorité du Conseil approuva la politique sage et vigoureuse du gouverneur général. Les renforts arrivèrent à temps. Coote, usé par l'âge et la maladie, n'était plus le Coote de Wandewash, mais il était encore un brave et habile commandant. Hyder se vit arrêté tout à coup au milieu de sa course triomphale, et, peu de mois après, la belle et importante victoire de Porto - Novo releva l'honneur abattu des armes britanniques.

Cependant Francis retourna en Angleterre, et Hastings n'eut plus, dès lors, aucune opposition à redouter de la part de ses collègues. L'heureux succès de la dernière guerre augmentait encore sa gloire et son in-

fluence. Le moment semblait enfin arrivé où il jouirait en paix de cette autorité si longtemps disputée, si péniblement conquise; mais de nouveaux embarras vinrent encore troubler son repos. Une fois encore les caisses étaient complètement vides, et cependant il lui fallait subvenir à toutes les dépenses du gouvernement du Bengale, soutenir dans la Carnatique une guerre très-coûteuse contre les ennemis indigènes et européens, et envoyer des sommes énormes en Angleterre. Déjà, dans des circonstances à peu près semblables, il avait su se procurer de l'argent en pillant le Mogol et en vendant les Rohillas; ainsi qu'on va le voir, les ressources de son esprit n'étaient pas épuisées.

Ses vues se portèrent d'abord sur Benarès; car ses richesses, sa population, sa renommée et sa sainteté plaçaient cette ville fameuse au premier rang parmi les capitales de l'Asie. On pensait généralement qu'un demi-million d'habitants peuplait ce labyrinthe d'allées étroites et hautes, orné de tant de temples, de minarets, de balcons et de fenêtres sculptées, auxquels les singes sacrés se suspendaient par centaines. Le voyageur pouvait à peine se frayer un passage au travers de la foule des saints mendiants, et des taureaux non moins sacrés. Une multitude innombrable de fidèles foulait chaque jour les larges escaliers par lesquels cette vaste fourmilière d'êtres humains descend aux bains situés sur les bords du Gange. Des milliers d'Indous venaient tous les mois mourir en ces lieux; car ils croyaient qu'une destinée parfaitement heureuse était réservée, après leur mort, aux hommes qui passeraient de la ville sainte dans le fleuve saint. D'autres motifs que la superstition attiraient les étrangers à cette grande métropole. Le

commerce y comptait autant de pèlerins que la religion. Des flottes de bâtiments chargés de riches marchandises bordaient les rivages de ce fleuve vénérable. Les métiers de Benarès fabriquaient ces soies fines et délicates qui brillaient d'un si vif éclat dans les bals de Saint-James et du Petit-Trianon; les bazars étalaient en profusion aux regards ravis des acheteurs, les mousselines du Bengale, les cimenterres d'Oude, les bijoux de Golconde et les châles de Cachemire. Cette riche capitale et tout le pays environnant avaient été pendant longtemps soumis à la domination immédiate d'un prince indou, que l'empereur mogol regardait comme son vassal. A l'époque de la grande anarchie, les souverains de Benarès se rendirent indépendants de la cour de Delhi; mais ils furent bientôt obligés de se soumettre à l'autorité du nabab d'Oude. Opprimés par ce formidable voisin, ils invoquèrent la protection des Anglais. Cette protection leur ayant été accordée, le nabab-vizir céda à la Compagnie, par un traité solennel, tous les droits qu'il possédait sur Benarès. A dater de ce jour, le rajah devint le vassal du gouvernement du Bengale, reconnut sa suprématie, et paya un tribut annuel aux autorités du fort William. Ces obligations, contractées par ses prédécesseurs, Cheyte-Sing, le prince régnant, les avait remplies avec la plus stricte ponctualité.

A la chute de la maison de Tamerlan, l'Inde se trouva dans le même état que l'Europe après la dissolution de l'empire carlovingien. Ces mots « droit constitutionnel » ou « droit public, » ne pouvaient y avoir aucun sens. Les gouvernements n'avaient d'autres titres qu'une occupation récente; dans toutes les provinces, la souveraineté réelle et la souveraineté nominale étaient com-

plètement séparées. Des hauteurs de l'Himalaya au Mysore, il n'existait aucune royauté qui fût tout à la fois *de facto* et *de jure*, qui possédât les moyens physiques de se faire craindre de ses voisins et de ses sujets, et qui eût en même temps cette autorité morale que donnent la loi et une longue possession. L'ancienne société avait été détruite; la société nouvelle ne se formait pas encore. Tout était transition, obscurité, désordre. Chacun frayait sa route comme il pouvait, et prenait ce qui était à sa portée. Il y a eu en Europe des temps analogues. Prenons pour exemple la dissolution de l'empire Carlovingien. Quel historien sensé s'amuserait à discuter jusqu'à quel point Hugues Capet avait un droit « constitutionnel » aux tributs et à l'aide armée du duc de Bretagne ou du duc de Normandie? Ces mots « droit constitutionnel » n'avaient pas même alors une valeur intelligible. Si Hugues Capet mettait la main sur tous les domaines du duc de Normandie, ceci pouvait être injuste, immoral; mais illégal, pourquoi donc? Illégal, — entendons-nous bien, — dans le sens où étaient illégales les ordonnances de Charles X. Si, d'autre part, le duc de Normandie déclarait la guerre à Hugues Capet, cette guerre pouvait être injuste, pouvait être immorale; mais elle n'était point illégale dans le sens où a pu être déclarée illégale l'expédition du prince Louis Bonaparte ¹.

Hastings comprit parfaitement les avantages immenses qu'un pareil état de choses offrait à un homme d'État aussi habile et aussi peu scrupuleux que lui. Dans toutes les questions internationales, il pouvait opter entre le fait et le droit, et l'une de ces deux raisons devait

1. Écrit en 1841, il ne faut pas l'oublier.

toujours ou soutenir les prétentions qu'il lui plairait d'élever, ou repousser les réclamations de ses adversaires. Sans doute les autres gouvernements avaient également la faculté d'employer à leur profit les mêmes sophismes ; mais dans les querelles des souverains ou des peuples entre eux, les sophismes ne sont d'aucune utilité tant qu'ils ne s'appuient pas sur une armée. Hastings agissait d'ailleurs toujours d'après ce principe fameux : « la raison du plus fort est toujours la meilleure. » Le gouvernement anglais était le plus fort dans l'Inde, par conséquent, dans l'opinion de son chef, le gouvernement anglais pouvait faire tout ce qu'il voulait.

Or, à l'époque où nous sommes arrivés, le gouvernement anglais voulait extorquer de l'argent à Cheyte-Sing. Jadis il lui avait convenu de traiter Cheyte-Sing en prince souverain ; il lui convenait alors de le traiter en sujet. Il n'y mit pas de façons. Un gouverneur moins habile que Hastings eût pu trouver sans peine, dans ce chaos général de lois et de coutumes, des arguments en faveur de toutes les déterminations possibles. Cheyte-Sing jouissait d'un immense revenu, et on le soupçonnait d'avoir amassé un trésor ; Hastings avait besoin de sommes considérables. Cheyte-Sing s'était, en outre, permis autrefois de rechercher la faveur de Francis et de Clavering. Hastings pardonnait rarement une injure, et il désirait que le sort de Cheyte-Sing servit de leçon aux princes voisins. Ces deux raisons principales lui semblèrent plus que suffisantes pour justifier sa conduite. En 1778, lors de la rupture de l'Angleterre avec la France, le rajah de Benarès reçut l'ordre de payer, outre son tribut annuel, une contribution extraordinaire de 50 000 liv. sterl. (1 250 000 fr.). L'année sui-

vante, il subit la même nécessité. Mais en 1780, la même demande lui ayant été faite, il offrit au gouverneur général 20 000 liv. sterl. (500 000 fr.), à la condition qu'il n'exigerait pas cet impôt exorbitant. Hastings accepta cette somme, et ses ennemis prétendirent qu'en la prenant il avait l'intention de la garder pour lui seul. Ce qui est positif, c'est qu'il cacha, pendant quelque temps, ce traité secret au Conseil du Bengale et aux directeurs de la Compagnie, et que jamais il ne donna une explication satisfaisante de son silence. Cependant un motif inconnu le détermina à résister à la tentation. Il versa dans les caisses publiques les 20 000 liv. sterl. qu'il avait reçues, et il signifia au rajah de Benarès l'ordre formel de satisfaire immédiatement aux demandes du gouvernement anglais. Le rajah, selon la coutume de ses compatriotes, usa de ruse, sollicita, se lamenta sur sa pauvreté. Hastings lui imposa une amende de 10 000 liv. sterl. (250 000 fr.) pour ce retard, et envoya des troupes lever l'impôt qu'on refusait de lui payer.

Cheyte-Sing consentit enfin à tout ce qu'on lui demandait. Toutefois Hastings ne se montra pas encore satisfait. Les derniers événements arrivés dans l'Inde méridionale avaient accru les embarras financiers de la Compagnie. Hastings résolut de dépouiller entièrement le rajah de Benarès. Mais, pour pouvoir traiter le plus puissant de ses vassaux comme un criminel, il fallait un prétexte. Le contraindre à répondre par un refus à des demandes de plus en plus exigeantes, traiter son refus de crime, et l'en punir en confisquant toutes ses possessions, tel fut le système qu'adopta le gouverneur général. En vain Cheyte-Sing lui offrit 200 000 liv. sterl.

(5 000 000 de fr.), afin de conjurer l'orage qui le menaçait. Hastings exigeait un demi-million (12 500 000 fr.), Mais, tout en réclamant impérieusement le paiement de cette somme, il songeait déjà à vendre Benarès au nabab d'Oude, comme il lui avait vendu jadis Allahabad et le Rohilcund. Un pareil marché ne pouvait se conclure que sur les lieux ; il se détermina à se rendre à Benarès.

Cheyte-Sing reçut son puissant suzerain avec tous les honneurs possibles ; il vint à sa rencontre jusqu'à soixante milles de Benarès, escorté de ses gardes. Il se montra très-affligé et très-repentant de lui avoir déplu ; il ôta même son turban, et le déposa sur les genoux de son hôte ; ce qui, dans l'Inde, est considéré comme le signe de la plus profonde soumission, du plus humble hommage. Hastings se conduisit au contraire avec une froide et repoussante sévérité. A peine arrivé à Benarès, il envoya au rajah une note contenant les demandes du gouvernement du Bengale. En réponse à cette note, le rajah essaya de se justifier des accusations dont il avait été l'objet. Hastings, qui voulait de l'argent et non des excuses, ne se laissa pas prendre aux pièges ordinaires de la diplomatie orientale. Il donna aussitôt l'ordre d'arrêter le rajah, et il confia la garde de son prisonnier à deux compagnies de cipayes.

Cette mesure était une faute ; Hastings ne tarda pas à s'en apercevoir. Il ignorait sans doute que les Indiens des provinces supérieures ne ressemblent en rien aux Bengalis, qu'ils sont robustes et braves. Le rajah était aimé de ses sujets ; les préjugés nationaux et religieux, si généralement répandus dans l'Inde entière contre les Anglais, exerçaient une influence toute particulière sur les habitants de la métropole de la supersti-

tion brahminique. En quelques instants les rues voisines du palais se remplissent d'une immense multitude armée. Le tumulte devient une mêlée, la mêlée un massacre. Les officiers anglais se défendent avec le courage du désespoir contre cette populace furieuse et toujours croissante; ils meurent bravement les armes à la main; les cipayes sont égorgés, les portes du palais forcées. Le prince captif, abandonné de ses geôliers pendant le combat, découvre une porte qui s'ouvre sur la rive escarpée du Gange; à l'aide des turbans de ses serviteurs, il se fait une corde, descend ainsi jusqu'au bord du fleuve, s'élance dans un bateau, et parvient sain et sauf à la rive opposée.

Un acte de violence imprudent avait jeté Hastings dans une position aussi difficile que dangereuse; son habileté et sa présence d'esprit ordinaires ne tarderont pas à l'en tirer. Il n'a que cinquante hommes avec lui; le bâtiment qu'il habite est assiégé de tous côtés par les insurgés. Sa fermeté ne l'abandonne pas. Le rajah, échappé de sa prison, lui envoie des apologies et des offres libérales. Il ne daigne même plus y répondre. Quelques hommes habiles et entreprenants s'engagent à faire parvenir aux cantonnements anglais la nouvelle des derniers événements. Les Indous ont l'habitude de porter de larges boucles d'oreilles en or. Lorsqu'ils voyagent, ils ôtent ces bijoux précieux, qui pourraient tenter la cupidité des voleurs, et les remplacent par de petits rouleaux de papier, afin d'empêcher l'ouverture de se boucher. Hastings plaça diverses lettres dans les oreilles de ses messagers. La plupart de ces lettres étaient adressées à tous les commandants des troupes anglaises. L'une d'elles calmait les inquiétudes

de sa femme; une autre renfermait des instructions à l'envoyé chargé de négocier un traité de paix avec les Mahrattes. Dans ce palais, où il était assiégé par une multitude furieuse, Hastings rédigeait sa correspondance et réglait toutes les affaires de l'État avec autant de calme et de sang-froid que s'il eût été paisiblement assis devant son bureau à Calcutta.

Cependant les dangers dont il était menacé croissaient de jour en jour. L'un de ses officiers, doué de plus de courage que de jugement, et très-jaloux de se signaler par une action d'éclat, avait attaqué prématurément les insurgés postés de l'autre côté du fleuve. Refoulés dans des rues étroites, ses soldats y furent presque tous massacrés, et lui-même périt à leur tête, victime de sa témérité. Cet événement produisit l'effet qu'ont toujours produit dans l'Inde les plus insignifiants revers essayés par les Européens. Une agitation extraordinaire se manifesta tout à coup à cent milles de distance. La population entière du district de Benarès prit les armes. Les paysans, abandonnant leurs travaux, accoururent à la défense de leur prince. La contagion gagna le pays d'Oude. Les malheureux habitants de cette province s'insurgèrent contre le nabab-vizir, refusèrent de payer leurs impôts et mirent en fuite les percepteurs. Le Bahar même paraissait prêt à se révolter. Cheyte-Sing commença à espérer que la victoire se déclarerait en sa faveur. Au lieu d'implorer humblement la merci de son suzerain, il parla le langage d'un conquérant; il menaça, dit-on, les usurpateurs blancs de les chasser entièrement de l'Inde. Mais les troupes anglaises arrivaient avec un empressement et un enthousiasme extraordinaires au secours de leur gouverneur général. Le major

Popham, brave soldat qui s'était distingué d'une manière brillante dans la guerre des Mahrattes, les commandait. L'armée indisciplinée du rajah fut mise en déroute dès la première rencontre. En quelques heures, trente mille soldats désertèrent ses étendards et retournèrent à leurs travaux habituels. Le malheureux prince quitta son pays pour n'y jamais revenir, et à dater de ce jour, son beau royaume fut incorporé aux possessions britanniques. L'un de ses parents reçut, il est vrai, le titre de rajah, mais le rajah de Benarès ne devait plus être désormais, comme le nabab du Bengale, qu'un simple pensionnaire.

Cette révolution augmenta de 200 000 livres sterling (5 000 000 de fr.) les revenus annuels de la Compagnie. Toutefois ses profits immédiats ne furent pas aussi grands qu'on l'avait cru d'abord : le trésor de Cheyting, que l'opinion publique portait à 1 000 000 de liv. st. (25 000 000 de fr.), ne se composait que de 250 000 liv. st. (6 250 000 de fr.) et le gouverneur général se vit obligé de distribuer entièrement cette somme à l'armée.

Le résultat de son expédition de Benarès détermina Hastings à se montrer envers le prince d'Oude beaucoup plus exigeant qu'il ne l'eût été dans d'autres circonstances. Sujah-Dowlah était mort depuis longtemps. Son fils et son successeur, Asaph-ul-Dowlah, le plus faible et le plus vicieux de tous les princes de l'Orient, tomba graduellement du rang d'un souverain indépendant à celui d'un vassal de la Compagnie. Pour se mettre à l'abri des agressions de ses voisins, qui méprisaient sa lâcheté, ou de la vengeance de ses sujets qui détestaient sa tyrannie, il avait réclamé le secours d'une brigade de troupes anglaises, s'engageant à payer tous

les frais de solde, de nourriture et d'entretien. A dater de ce jour, il perdit son indépendance; mais il ne tarda pas à reconnaître la faute qu'il avait commise, et il voulut la réparer. Il n'était plus temps; Hastings refusa de retirer ses troupes, sous le prétexte que, après leur départ, la province d'Oude, livrée à l'anarchie, deviendrait la proie des Mahrattes. Du reste, il se proposait de se rendre bientôt à Lucknow pour régler ce différend avec Asaph-ul-Dowlah; mais le nabab-vizir vint lui-même, escorté d'une suite peu nombreuse, à la rencontre du gouverneur général; leur entrevue eut lieu dans cette forteresse qui, bâtie au sommet des rochers escarpés de Chunar, domine les eaux du Gange. D'abord il sembla impossible que la négociation aboutît à une issue pacifique. Hastings réclamait de nouveaux tributs, Asaph-ul-Dowlah demandait la remise de ses anciennes dettes. Ni l'un ni l'autre ne voulait renoncer à ses prétentions. Ils s'entendirent, cependant : ils trouvèrent un moyen, également satisfaisant pour les deux parties contractantes, de relever en même temps les finances de l'Oude et du Bengale; ce moyen, d'une simplicité remarquable, consistait à voler une tierce partie, et la personne aux dépens de laquelle ils résolurent de s'enrichir était la mère de l'un des voleurs.

La mère du dernier nabab et sa veuve, mère du nabab alors existant, portaient le titre de *begums*, ou princesses d'Oude. Elles avaient exercé une grande influence sur l'esprit de Sujah-Dowlah, qui leur légua à sa mort d'immenses revenus, et son trésor estimé 3 000 000 de liv. st. (75 000 000 de fr.). Elles continuèrent à habiter leur palais favori de Fyzabad, tandis que Asaph-ul-Dowlah tenait sa cour à Lucknow, ville qu'il s'était bâtie sur les

bords de la Goomti, et qu'il avait ornée de mosquées et de collèges.

Déjà à plusieurs reprises Asaph-ul-Dowlah avait extorqué des sommes considérables à sa mère. Effrayée de ses menaces, la begum réclama l'assistance du gouvernement anglais, qui s'empressa d'intervenir. Un traité solennel mit fin à cette querelle de famille. La mère s'engageait à payer chaque année une certaine somme à son fils ; le fils promettait à son tour de ne porter aucune atteinte aux droits de sa mère. L'exécution de ce traité avait été formellement garantie par le gouvernement du Bengale ; mais les temps étaient bien changés ; le gouverneur avait besoin d'argent. Dès lors rien ne l'arrêta, ni sa promesse, ni les lois ordinaires de l'humanité et de la justice, ni cette grande loi de piété filiale qui, même parmi les peuples les plus sauvages, conserve encore une certaine autorité. Il ne lui fallait qu'un prétexte, et un homme tel que lui n'en manquait jamais. Celui qu'il cherchait fut bientôt trouvé. L'insurrection de Benarès avait occasionné quelques troubles dans le pays d'Oude. Ces troubles, on les attribua aux princesses. De preuves, il n'en existait pas. Les accusées furent condamnées sans être jugées ; Hastings et Asaph-ul-Dowlah déclarèrent confisquées, au bénéfice de la Compagnie, toutes les propriétés mobilières et immobilières des begums, et le gouverneur général accepta le produit de ce vol honteux en compensation des sommes que lui devait le nabab-vizir. En vain, touché par les larmes de sa mère et de son aïeule, Asaph-ul-Dowlah tenta plus tard de violer à son tour la parole donnée. Hastings fut inexorable. Le nabab-vizir exécuta le traité en protestant solennellement

qu'il ne cédait qu'à la force. Les propriétés immobilières furent saisies sans difficultés ; mais pour obtenir le trésor il fallut employer la violence. Un détachement de troupes de la Compagnie marcha sur Fyzabad, et enfonça les portes du palais. Les princesses, enfermées dans leurs appartements, refusèrent encore de se soumettre à ce qu'on exigeait d'elles. Nous ne pouvons rappeler sans tristesse et sans honte, les affreux moyens dont on se servit pour les contraindre à livrer les derniers restes de leur fortune.

Il y avait à Fyzabad deux eunuques qui possédaient toute la confiance des begums, et qui devaient, par conséquent, savoir où leurs trésors étaient cachés. On arrête ces malheureux vieillards, on les conduit à Lucknow, on les jette dans un affreux cachot, on les charge de fers, on leur refuse la nourriture suffisante à leurs besoins ; défaillants, près de mourir, on ne leur accorde pas la permission de respirer un peu d'air dans le jardin de leur prison ; on les livre aux bourreaux, qui les torturent. Tandis que ces atrocités se commettent à Lucknow, les princesses sont toujours gardées à vue dans leur palais de Fyzabad. On laisse pénétrer si peu de vivres jusqu'à elles, que leurs femmes sont un moment menacées de mourir de faim. Ayant enfin, à l'aide de ce traitement prolongé pendant plusieurs mois, extorqué à ses prisonnières 1 200 000 liv. st. (30 000 000 de fr.), Hastings commença à croire qu'il avait réellement atteint le fond de leur trésor, et que toutes ces rigueurs devenaient inutiles. Les deux eunuques détenus à Lucknow furent remis en liberté. Lorsqu'on leur eut ôté leurs fers, lorsqu'on leur eut ouvert les portes de leur prison, leurs lèvres blémies, les larmes

qui coulaient le long de leurs joues amaigries, et les remerciements qu'ils adressaient avec effusion au père commun des musulmans et des chrétiens, émurent même les soldats endurcis, témoins de ce touchant spectacle.

N'oublions pas de rendre à sir Elijah Impey la justice qu'il mérite. A peine averti des événements qui allaient se passer, il courut à Lucknow; divers individus lui remirent des attestations sous serment contre les begums; il ne les lut pas, car la plupart étaient en persan et en indostani, et il n'avait pas d'interprète¹. Il se borna à faire prêter serment aux dénonciateurs sans leur adresser une seule question, sans même leur demander s'ils avaient réellement connaissance des faits qu'ils affirmaient. Cette besogne achevée, il remonta dans son palanquin, et retourna en toute hâte à Calcutta. De son aveu même, il n'avait pas le droit de juger les begums, et il ne prétendit pas les juger. S'il entreprit un si long voyage, ce fut uniquement pour donner d'une manière irrégulière la sanction qu'il ne pouvait pas donner d'une manière régulière, aux crimes de ceux qui avaient récemment loué ses services; ce fut pour que cette masse confuse de témoignages dont il n'examina pas la valeur, qu'il ne lut même pas, acquit l'autorité qui lui manquait, par la simple apposition de la signature du grand juge de l'Inde.

1. Lord Macaulay a fait de ce passage, dans la dernière édition de ses *Essais*, l'objet d'une note. Elle porte, en substance, qu'Elijah Impey savait le persan. Il aurait donc pu, à la rigueur, lire quelques-unes des dépositions qui lui furent remises à Lucknow. « Il l'aurait pu s'il l'avait voulu, » dit lord Macaulay qui juge l'hypothèse fort peu vraisemblable.

Mais le jour approchait où Impey allait être enfin dépouillé de cette robe que jamais juge anglais n'avait souillée de tant et de si honteuses taches. Depuis quelque temps, le Parlement s'occupait très-sérieusement de l'état de l'Inde. Vers la fin de la guerre d'Amérique, deux comités nommés par les Communes furent chargés de procéder à des enquêtes sur toutes les affaires qui concernaient cette partie de l'Empire. Edmund Burke dirigeait l'un de ces comités ; l'autre avait pour président Henry Dundas. Malgré les grandes révolutions des soixante dernières années, les rapports déposés au nom de ces comités sur le bureau de la Chambre, contiennent encore aujourd'hui une foule de renseignements aussi curieux qu'instructifs. Il n'existait alors aucune liaison politique entre la Compagnie et les deux partis qui se disputaient tour à tour le pouvoir. Les ministres n'avaient aucun motif pour défendre les abus commis dans l'Inde. Aussi les rapports des deux comités produisirent une impression profonde. Après une discussion animée, la Chambre, sur la proposition de M. Dundas, résolut que la Compagnie rappellerait un gouverneur général qui avait fait subir de si indignes traitements aux populations indiennes, et déshonoré le nom britannique. Un acte voté en même temps limita la juridiction de la Cour suprême. Le marché du grand juge avec Hastings fut blâmé dans les termes les plus énergiques et les plus sévères. Enfin une adresse présentée au roi le supplia d'ordonner à Impey de revenir sur-le-champ en Angleterre, pour y répondre à toutes les accusations portées contre lui.

A la suite de cette délibération, une lettre du secrétaire d'État rappela Impey à Londres; mais les proprié-

taires de l'Inde refusèrent de destituer Hastings ; ils déclarèrent, dans une réponse officielle, — ce qui d'ailleurs ne pouvait être nié, — que la loi leur accordait le droit de nommer ou de destituer leur gouverneur général, et qu'ils n'étaient point forcés d'obéir aux injonctions d'une seule branche de la législature concernant cette nomination ou ce renvoi.

Ainsi soutenu par la Compagnie, Hastings demeura donc à la tête du gouvernement du Bengale jusqu'au printemps de 1785. Son administration, si orageuse et si remplie d'événements, se termina dans un calme presque parfait. Les membres du Conseil ne s'opposaient plus à ses volontés. L'Inde jouissait d'une paix universelle. La guerre des Mahrattes avait cessé ; Hyder était mort ; un traité avait été conclu avec son fils Tip-poo-Sahib, et la Carnatique évacuée par les armées du Mysore. Depuis la fin de la guerre d'Amérique, l'Angleterre ne craignait plus d'ennemie ni de rivale sur les mers de l'Asie.

Au mois de février 1785, Warren Hastings s'embarquait à Calcutta pour retourner en Angleterre. Le jour de son départ, une foule immense forma une haie sur son passage, depuis le palais du gouvernement jusqu'au quai qui borde l'Hoogley. Son navire descendit le fleuve, escorté d'une flottille de barques ; ses amis les plus chers ne prirent congé de lui que lorsque les côtes du Bengale eurent disparu à l'horizon et que le pilote se disposa à quitter le bâtiment. Mais Warren Hastings s'éloignait, sinon sans émotion, du moins sans regret, de cette terre où il avait pendant seize années régné en souverain. Son ambition satisfaite, sa mission accomplie, il s'était démis volontairement de son autorité. Les

supplications des Européens et des Asiatiques n'avaient pu changer sa détermination ; il éprouvait le besoin de respirer une fois encore l'air du pays natal ; il allait revoir et racheter ce Daylesford où il voulait finir ses jours ; il allait rejoindre sa femme, qu'il aimait tendrement, si peu digne qu'elle fût de son affection, et que sa santé avait forcée, peu de temps auparavant, de retourner en Angleterre. Emporté par une brise favorable, son navire fend avec rapidité les flots de l'Océan ; toutefois, si heureuse qu'elle puisse être, la traversée sera longue jusqu'à Plymouth. Laissons donc l'illustre passager tromper les ennuis du voyage en traduisant en vers anglais quelques-unes des odes d'Horace, et, pendant qu'il double le Cap, passons en revue les résultats principaux de son administration.

Reconnaissons-le tout d'abord, W. Hastings avait rendu d'importants services à sa patrie. L'Angleterre venait de traverser une crise dangereuse. Sans doute elle conservait son rang parmi les nations européennes, et sa résistance donnait à ses ennemis une haute opinion de son courage et de sa force. En revanche le pays gouverné par Hastings était la seule partie du globe où elle eût gagné au terrible jeu de la guerre. Partout ailleurs elle avait perdu. Elle reconnaissait l'indépendance de treize colonies peuplées de ses enfants ; pour apaiser leurs justes ressentiments, elle accordait aux Irlandais le droit de faire eux-mêmes leurs lois ; dans la Méditerranée, dans le golfe du Mexique, sur la côte d'Afrique, sur le continent américain, elle se voyait contrainte de céder les fruits de ses victoires passées. L'Espagne reprit possession de Minorque et de la Floride ; la France s'empara de nouveau du Sénégal, de

Gorée et de diverses îles de l'Inde occidentale. En Asie, au contraire, en dépit des efforts réunis des Européens et des indigènes, le pouvoir de l'Angleterre s'augmenta, son influence grandit, ses possessions s'accrurent. Elle dut ce glorieux résultat à l'habileté et à la fermeté de Warren Hastings.

Quelque nombreuses et quelque déshonorantes que soient les taches qui la souillent, son administration intérieure suffirait seule pour élever W. Hastings au premier rang parmi les hommes les plus remarquables de son pays. Il a dissous le double gouvernement, il a remis aux mains des Anglais la direction des affaires publiques ; là où régnait une épouvantable anarchie, il est parvenu à établir un certain ordre. Administration, justice, finances, armée, il a tout créé, tout organisé. Cette machine si vaste et si compliquée qu'on appelle un gouvernement, c'est lui qui l'a construite entièrement sans aucun secours étranger. Elle n'est pas complète ; quelques-uns de ses rouages sont encore grossiers : elle fonctionne mal ; mais elle existe, elle rend des services, l'avenir la perfectionnera. D'ailleurs nul n'a enseigné la science politique à Hastings. Où a-t-il reçu sa seconde éducation ? dans une maison de banque. Comment s'est passée sa jeunesse ? à faire des comptes et des opérations de commerce. Non-seulement il manque de l'instruction qui lui serait nécessaire, mais il se voit forcé d'apprendre aux autres ce qu'il ignore. Le jour de son entrée en fonctions, un ministre européen est entouré d'une foule nombreuse d'employés de tous grades, dépositaires des traditions officielles. Hastings n'a personne autour de lui qui le conseille, qui le guide, qui l'encourage. Après s'être formé lui-même, il faut encore

qu'il forme les instruments dont il a besoin dans toutes les branches de l'administration. Son intelligence, sa volonté, voilà ses seuls auxiliaires.

Et puis, tandis qu'il s'élance avec impétuosité vers son but, les directeurs de la Compagnie lui suscitent sans cesse de nouveaux obstacles, la majorité de ses collègues l'arrête, pour ainsi dire, à chaque pas ; mais on essaye en vain de le renverser ; qu'il attaque ou qu'il se défende, il triomphe toujours ; il court, il vole, il arrive enfin ; il a accompli sa mission, il a sauvé l'empire d'une coalition formidable, il a fondé un gouvernement. Aucun homme d'État ne fut, durant le cours de sa carrière politique, soumis à de plus rudes épreuves ; aucun ne les a plus courageusement supportées. Il ne se faisait pas remarquer par sa douceur, mais par son calme. Nulle intelligence ne fut aussi prompte et aussi forte que la sienne, et pourtant la patience avec laquelle il endura les plus cruelles vexations jusqu'à ce qu'il pût y trouver un remède, ressemblait à celle des êtres privés d'intelligence. Bien qu'il ressentit vivement les injures et qu'il en gardât longtemps le souvenir, sa colère lui fit si rarement commettre quelque faute, que ses vengeances personnelles furent presque toutes des actes d'une profonde politique.

Cette singulière sérénité mettait à sa disposition, en cas de besoin, toutes les ressources de l'un des esprits les plus fertiles qui ait jamais existé. Aussi nulle complication de dangers et d'embarras ne put lui causer la moindre perplexité. Si imprévues et si graves que fussent les difficultés qui surgissaient tout à coup devant lui, il trouvait immédiatement le moyen de les surmonter. Ces moyens n'étaient pas toujours, il faut l'avouer

justes, honnêtes et humains ; mais ils manquaient rarement de produire l'effet qu'il en attendait.

Outre cette faculté extraordinaire, W. Hastings possédait, à un haut degré, un talent non moins indispensable à un homme placé dans sa position : celui d'engager et de soutenir une controverse politique. En Angleterre, un homme d'État doit nécessairement être capable de parler en public ; dans l'Inde, il faut qu'il sache écrire. Or, de toutes les dépêches adressées à la Compagnie par ses nombreux agents, celles de W. Hastings sont sans contredit les plus remarquables. Sous ce rapport, personne ne put jamais rivaliser avec lui ; Francis lui-même fut forcé de le reconnaître. Aucun autre gouverneur ne sut mieux que lui exposer une affaire, obscurcir ce qu'il était utile de dérober à tous les regards, et répandre une lumière éclatante sur le point qui devait attirer l'attention. Toutefois son style mérite quelques reproches. Il était en général énergique, pur et poli ; mais il devenait souvent boursoufflé, deux ou trois fois, même, il s'éleva ou plutôt il tomba jusqu'au pathos. Peut-être la passion de W. Hastings pour la littérature persane avait-elle contribué à gâter son goût.

Accordons aussi en passant quelques éloges aux encouragements judicieux qu'il donna, en sa qualité de gouverneur, aux belles-lettres et aux sciences. Il n'importa pas dans l'Inde les connaissances de l'Occident ; il n'apprit pas à la jeunesse du Bengale à apprécier Milton et Adam Smith ; il ne substitua pas la géographie, l'astronomie et la médecine de l'Europe aux erreurs de la superstition brahmanique, et à la science imparfaite des anciens Grecs que les Arabes avaient transmise aux habitants des bords du Gange ; une tâche si glo-

rieuse était réservée à un gouverneur plus vertueux que W. Hastings. Sachons-lui-en gré, cependant; ce commis marchand, enlevé à ses livres de compte, et transporté tout à coup à la tête d'un empire immense, accablé de soins de toute espèce, entouré d'autres hommes non moins occupés que lui, séparé par plusieurs milliers de lieues de toute société littéraire, imprima, par son exemple et par sa générosité, une grande impulsion à la science. Il connaissait à fond les littératures des Persans et des Arabes; bien qu'il n'eût pas appris le sanscrit, il encouragea les savants philologues qui enseignèrent, les premiers, cette langue à la jeunesse européenne. Il fut, pour ainsi dire, le fondateur de la Société asiatique. Cette corporation célèbre le nomma son premier président; mais il avait trop de tact et de modestie pour accepter un pareil honneur : il fit élire sir William Jones à sa place. Jusqu'à cette époque, les *pundits* du Bengale s'étaient montrés singulièrement jaloux de toutes les tentatives des Européens pour pénétrer les grands mystères renfermés dans le dialecte sacré. Les mahométans avaient persécuté leur religion; la conduite des Portugais à leur égard leur donnait le droit de redouter les persécutions des chrétiens. La sagesse et la modération de W. Hastings les guérèrent de cette crainte légitime. Le premier de tous les dominateurs étrangers, il parvint à capter la confiance des prêtres héréditaires de l'Inde; le premier, il les détermina à révéler aux savants anglais les secrets de l'antique théogonie et de la vieille jurisprudence des brahmanes.

Dans le grand art d'inspirer à des populations entières des sentiments de confiance et d'affection, Hastings n'eut jamais de rivaux : chef d'une petite armée

d'étrangers qui exerçait une autorité illimitée sur des millions d'indigènes, il se fit respecter et chérir tout à la fois des vaincus et des vainqueurs, de ces innombrables troupes d'esclaves et du petit nombre de leurs propriétaires. Tous les employés de l'ordre civil ne cessaient de lui donner des preuves de l'ardeur et de la constance de leur attachement. Les soldats l'adoraient; jamais aucune armée ne voua un culte pareil aux plus illustres généraux après les plus belles victoires. Parmi les naturels il jouissait d'une popularité telle, que d'autres gouverneurs purent en mériter, mais n'en obtinrent pas une semblable. Il parlait leur langue avec facilité et précision; il était profondément instruit de leurs usages, il comprenait leurs sentiments. Une ou deux fois la gravité des circonstances, l'importance des résultats nécessaires à obtenir, le déterminèrent à se mettre en lutte ouverte avec leurs opinions; mais alors il gagna plus de respect qu'il ne perdit d'amour. En général, il évitait soigneusement tout ce qui pouvait froisser leurs préjugés nationaux ou religieux. Son administration était, sous certains rapports, très-incomplète et très-défectueuse; mais le Bengali devait nécessairement la trouver bien supérieure à toutes celles qu'il pouvait lui comparer. Les forces anglaises protégeaient ses moissons contre les invasions annuelles des Mah-rattes. Jamais il n'avait joui d'une si grande sécurité : les vieillards les plus âgés ne se souvenaient pas d'avoir été témoins d'une prospérité plus générale. Pour la première fois, depuis des siècles, le gouvernement de ces riches et malheureuses contrées était assez fort pour effrayer et tenir en respect les voleurs qui les ravageaient constamment, assez honnête pour ne pas les

pillier lui-même. D'ailleurs, les succès constants de Warren Hastings, et le talent merveilleux avec lequel il surmontait toutes les difficultés, le rendaient un objet d'admiration superstitieuse; la splendeur plus que royale qu'il déployait parfois éblouissait ces peuples, qu'on séduit, qu'on amuse comme des enfants. Près de soixante années se sont écoulées depuis cette époque, et aujourd'hui encore, les habitants de l'Inde parlent de W. Hastings comme du plus grand génie de l'Angleterre; et pour endormir leurs nourrissons, les mères leur chantent des ballades populaires sur les coursiers rapides et les éléphants richement caparaçonnés de « Sahib Warren Hostein. »

Loin de nous la pensée de chercher à atténuer ou à justifier les grands crimes de W. Hastings; mais, pour proportionner le châtement au délit, ne faut-il pas tenir compte du véritable motif qui a fait agir le coupable? Considérées en elles-mêmes, les intentions de Warren Hastings étaient dignes d'éloges. S'il foula aux pieds, sans pudeur et sans remords, les règles de la justice, s'il étouffa en lui-même les sentiments de l'humanité, s'il viola la foi due aux traités, c'est qu'en respectant les lois divines et humaines, en se laissant entraîner par son cœur, en tenant religieusement sa parole donnée, il eût pu nuire aux véritables intérêts de l'État. Il n'était pas ambitieux pour lui, mais pour son pays. Il sacrifiait sa propre réputation à l'agrandissement de la puissance de l'Angleterre. Blâmons ses actes, mais respectons les motifs qui les lui inspirèrent. Hastings n'était pas non plus un homme cupide. S'il avait eu ce défaut, que ses ennemis lui ont reproché, il fût revenu en Angleterre le plus riche sujet de l'Europe. Sa femme

se montra moins scrupuleuse que lui. Elle acceptait tous les présents avec un empressement honteux, et elle se forma, à l'insu de son mari, un trésor particulier de plusieurs lakhcs de roupies; mais la fortune qu'il rapportait dans sa patrie, un gouverneur général pouvait aisément, pendant un si long espace de temps, l'avoir composée des produits accumulés de ses économies légitimes.

Après une traversée de quatre mois, W. Hastings débarqua à Plymouth, en juin 1785; il se rendit aussitôt à Londres, se présenta à la cour, alla saluer les directeurs de Leadenhall-Street, et se retira avec sa femme à Cheltenham.

La réception qui lui fut faite lui causa une vive émotion de plaisir. Le roi l'accueillit avec une distinction marquée. La faveur que, malgré la sévérité ordinaire de sa vertu, la reine avait témoignée à l'élégante Marianne, l'ex-baronne Imhoff, lui avait déjà attiré de violents reproches; cependant, elle ne se montra pas moins gracieuse pour Hastings. Les directeurs le reçurent dans une séance solennelle, et leur président lui lut une adresse de remerciements votée à l'unanimité. Une lettre, écrite par Hastings trois mois après son arrivée en Angleterre, renfermait le passage suivant : « Tout ce que je vois et tout ce que j'entends de tous côtés, me prouve que je possède l'estime de mes concitoyens. »

Sa satisfaction et sa tranquillité sont d'autant plus surprenantes, qu'il connaissait déjà, à cette époque, les projets et les préparatifs de ses ennemis. Dans le courant de la semaine qui suivit son débarquement à Plymouth, Burke avait prévenu la Chambre des communes

qu'il ferait une motion grave « contre un personnage récemment arrivé de l'Inde. » Toutefois la session était alors trop avancée. Cette première tentative ne put pas avoir de suite sérieuse.

Hastings ne comprit pas, ceci est clair, le danger de sa position. Cette sagacité, ce jugement, cette promptitude à trouver des expédients, toutes les qualités, en un mot, dont il avait donné de si éclatantes preuves dans l'Inde, il semblait les avoir perdues ; ses facultés demeureraient sans doute intactes ; c'était encore le même homme qui avait triomphé de Francis et de Nuncomar, qui avait transformé en instruments utiles le *chief-justice* et le nabab-vizir, qui avait déposé Cheyte-Sing et repoussé Hyder-Ali ; mais, comme l'a dit avec raison M. Grattan, « on ne peut pas transplanter un chêne à l'âge de cinquante ans. » Tout individu qui a quitté l'Angleterre encore enfant, et qui y revient après un séjour de trente ou de quarante années dans l'Inde, reconnaît, quels que soient d'ailleurs ses talents, qu'il a beaucoup de choses à apprendre et à oublier s'il veut occuper un certain rang parmi les hommes d'État de son pays. Entouré de tous côtés par de nouvelles machines, attaqué d'après une tactique qu'il ne connaît pas, il se trouve aussi embarrassé qu'Annibal l'eût été à Waterloo, ou Thémistocle à Trafalgar. Sa perspicacité le trompe, sa propre vigueur le fait trébucher, pour ainsi dire, à chaque pas. Plus justes étaient ses maximes, mieux elles le dirigeaient, plus elles sont fausses, plus elles l'égarent. Telle fut la position de W. Hastings. Dans l'Inde il avait eu mauvais jeu, mais il gagnait toutes les parties. En Angleterre ses cartes étaient excellentes, mais il ne savait pas jouer. Ce furent ses

propres fautes qui l'entraînèrent jusqu'au bord du précipice où il faillit tomber.

De toutes ses erreurs, la plus grave fut, peut-être, le choix d'un défenseur. Clive avait eu le bonheur de confier sa cause à Wedderburne, depuis lord Loughborough, avocat qui fut aussi éloquent au Parlement qu'au barreau. Hastings chargea de ses intérêts un personnage tout différent, un major de l'armée du Bengale, nommé Scott, ancien agent du gouverneur général. Récompensé trop magnifiquement de ses services et nommé, à son retour de l'Inde, membre du Parlement, M. Scott ne pouvait pas avoir l'autorité qui appartient à une position indépendante. Il manquait, en outre, des talents nécessaires pour se faire écouter d'une assemblée habituée à admirer de grands orateurs, et devenue par conséquent très-difficile. Les lettres qu'il écrivait, presque tous les jours, aux principaux journaux, et qu'il signait *Asiaticus* ou *Bengalensis*, les pamphlets qu'il publiait chaque mois en l'honneur de son client, n'obtenaient pas plus de succès que ses discours. Nous ne donnerons qu'un seul échantillon de son goût et de son jugement : il appelait le plus grand homme qui existât alors « ce reptile, M. Burke. »

Toutefois, malgré ce choix malheureux, le triomphe de W. Hastings parut d'abord assuré. Le roi était pour lui ; la Compagnie et tous ses agents lui témoignaient un zèle ardent. Parmi les hommes politiques il comptait des amis chaleureux, lord Mansfield et lord Lansdowne. Les ministres, à l'exception de M. Dundas, lui étaient favorables. Le lord chancelier Thurlow, en particulier, plaidait sa cause avec une violence indécente. Bien qu'il eût blâmé quelques actes de l'administration de l'Inde,

M. Pitt n'avait jamais prononcé un seul mot de reproche contre son gouverneur. Il avouait à M. Scott, dans une audience particulière, que W. Hastings était un homme admirable, digne de toutes les faveurs du gouvernement; il voulait l'élever à la pairie, mais le vote de censure, enregistré sur les journaux de la Chambre des communes, l'empêchait de lui accorder cette récompense. M. Dundas seul ne partageait pas l'avis des autres membres du ministère; que pouvait toutefois M. Dundas sans ses collègues? Hastings devait donc compter sur l'appui du ministère, et ce ministère était tout-puissant.

L'opposition devenait de plus en plus violente; mais, si formidable que la rendissent les richesses, l'influence, les talents et l'éloquence de quelques-uns de ses membres, l'opposition se trouvait en minorité dans le Parlement, et elle avait contre elle l'opinion publique. Elle hésitait d'ailleurs à s'engager dans une entreprise aussi longue, aussi incertaine, aussi pénible et aussi dangereuse que la mise en accusation d'un gouverneur de l'Inde. Ses chefs aimèrent mieux déshonorer Hastings que le poursuivre. Ils ne laissèrent échapper aucune occasion d'accoupler son nom à ceux des tyrans les plus justement exécrés. Les beaux esprits de l'époque décochaient leurs traits les plus fins contre sa vie publique ou contre sa vie privée. Les cadeaux qu'il avait faits à la reine, devinrent l'objet d'une foule de plaisanteries ridicules. Un poète proposa que les grandes actions de l'époux actuel de « la belle Marianne » fussent immortalisées par le crayon de son prédécesseur, et qu'Imhoff reçût la mission de peindre sur les murs de la Chambre des communes les Rohillas égorgés, Nuncomar se débattant à la potence, et Cheyte-Sing se précipitant dans le Gange.

Un autre poète parodiait la troisième églogue de Virgile ; il demandait quelle était la pierre précieuse dont l'éclat avait le pouvoir de faire de la plus austère des princesses, l'amie intime d'une fille de joie. De telles satires, et peut-être une motion pour un vote de censure, eussent satisfait la majorité de l'opposition ; mais il y avait, dans ce parti, deux hommes dont l'indignation ne pouvait pas être apaisée ainsi : Philip Francis et Edmund Burke.

Francis venait d'être tout récemment nommé membre de la Chambre des communes, et il eut bientôt acquis une assez grande réputation d'habileté et de talent. Il avait sans doute un défaut malheureux : il parlait difficilement ; mais quelquefois il s'exprimait avec une dignité et une énergie dignes des plus grands orateurs. Peu de jours après son entrée au Parlement, il encourut le déplaisir de Pitt, qui le traita toujours depuis aussi durement que le lui permettaient les convenances parlementaires. Du reste, les haines que Francis avait rapportées de l'Inde, n'avaient rien perdu de leur vigueur et de leur âpreté. Selon sa coutume habituelle, il prit la colère pour la vertu ; il la nourrit comme les prédicateurs nous enseignent à nourrir nos bonnes dispositions ; il s'en parait, en toutes occasions, avec une ostentation pharisaïque.

L'indignation de Burke était encore plus ardente, mais elle était plus pure. Des hommes incapables de s'élever jusqu'à la hauteur de son esprit, ont essayé de trouver quelques motifs honteux à sa violence et à sa ténacité ; ils n'ont pas réussi. La conduite de Burke n'a pas besoin d'explication. Hastings s'était rendu coupable de grands crimes, et la seule pensée de ces crimes faisait

bouillonner le sang de Burke dans ses veines; car Burke éprouvait la même compassion que Las Casas ou Clarkson pour les souffrances des autres hommes; il avait la même haine de l'injustice et de la tyrannie. Il dévoua comme eux plusieurs années de sa vie à la vengeance d'un peuple auquel aucun lien de nationalité ne le rattachait, qui ne parlait pas sa langue, qui ne professait pas sa religion, et dont il ne devait attendre ni reconnaissance, ni remerciements, ni applaudissements.

Burke connaissait mieux l'Inde que la plupart des Européens qui y ont passé plusieurs années; il la connaissait aussi bien que pas un des hommes politiques qui n'ont jamais quitté l'Europe. Il avait étudié l'histoire, les lois et les coutumes de l'Orient, avec une patience rarement unie à tant de génie et à tant de sensibilité. D'autres écrivains sont peut-être parvenus à recueillir de pareilles masses de matériaux; nul ne sut mieux en tirer parti. Ces documents obscurs, informes, sa raison en a extrait tout ce qu'ils contenaient d'utile : son imagination les anime et les colore; l'Inde et ses habitants ne sont plus pour lui, comme pour la plupart de ses compatriotes, de simples noms et des abstractions, mais un pays réel qu'il a visité, un peuple véritable avec lequel il a vécu. Le soleil brûlant, l'étrange végétation du palmier et du cocotier, les champs de riz et les fontaines, les arbres immenses aussi vieux que l'empire du Mogol, et sous lesquels un village entier s'assemble, le toit de chaume de la cabane du paysan, et les riches coupoles de la mosquée où l'imam prie, tourné vers la Mecque; les tambours, les bannières, les idoles grotesques, le fanatique se balançant dans l'air, la jeune fille gracieuse, sa cruche sur la tête,

descendant les degrés qui conduisent au fleuve; les visages noirs, les longues barbes, les raies jaunes auxquelles se reconnaissent les sectes, les turbans et les robes flottantes, les lances et les masses d'armes d'argent, les éléphants avec leurs dais royaux, les splendides palanquins du prince et la litière fermée de la dame noble; il vit dans ce monde comme si ce monde se mouvait réellement entre Beaconfield et Saint-James's-Street. Du haut de son intelligence, il découvre l'Inde entière, depuis les salles où les solliciteurs déposent de l'or et des parfums aux pieds des souverains, jusqu'aux marais sauvages au milieu desquels s'élèvent les camps des Zincalis, depuis les bazars, vastes ruches humaines qui engloutissent et vomissent sans cesse une foule empressée, jusqu'aux *jungles* où le courrier solitaire agite son trousseau d'anneaux de fer pour éloigner les bêtes fauves. Il avait une idée aussi exacte de l'insurrection de Bénarès que des émeutes de lord Georges Gordon, de l'exécution de Nuncomar que de celle du docteur Dodd. Pour lui l'oppression au Bengale ne différait en rien de l'oppression dans les rues de Londres.

Burke vit que Warren Hastings s'était rendu coupable de quelques actes injustifiables. Une fois excitées, son imagination et ses passions l'emportèrent au delà des bornes de la justice et du bon sens; sa raison, si puissante pourtant, devint l'esclave de sentiments qu'elle eût dû dominer. Vertueuse dans l'origine, son indignation prit, peu à peu, tous les caractères d'une haine personnelle. Bien que généreux et affectueux, il avait toujours été très-facile à irriter; des infirmités physiques et des peines morales le rendirent presque sauvage. Il avait la conscience de son talent et de ses

vertus, et à un âge avancé, réduit à un état voisin de l'indigence, il se voyait l'objet de la haine d'une cour perfide et d'une nation aveuglée. Le Parlement ne comprenait plus son éloquence; une génération nouvelle, qui ne l'avait pas connu, remplissait la Chambre des communes. Se levait-il pour prendre la parole, sa voix était couverte par les interruptions outrageantes de jeunes fats qui pleuraient encore dans leurs berceaux, lorsque ses discours sur l'Acte du timbre excitaient les applaudissements du grand comte de Chatham. Toutes ces causes avaient produit, sur cette âme fière et sensible, un effet qui ne doit pas nous surprendre. Il ne pouvait plus discuter une question avec calme, ni admettre la plus simple dissidence d'opinion. Dans le procès de W. Hastings, de même que dans les discussions concernant le traité de commerce avec la France, la Régence, et la Révolution française, Burke fut toujours un grand et honnête homme, entraîné jusqu'à l'extravagance par cette sensibilité orageuse qui dominait toutes ses autres facultés.

Toutefois, ni l'antipathie personnelle de Francis, ni l'indignation plus noble de Burke, n'eussent évidemment pu forcer l'opposition à prendre des mesures extrêmes contre W. Hastings, si W. Hastings eût tenu une conduite plus judicieuse. Il eût dû sentir que, bien qu'il eût rendu de grands services à son pays, il s'était souillé de plus d'un crime. A sa place, un homme sage se fût contenté d'échapper à une poursuite méritée, sans aspirer aux honneurs d'un triomphe; mais Hastings et son agent attendaient avec impatience ces récompenses qu'on leur avait, pour ainsi dire, promises et que la colère de Burke ajournait seule. Ils résolurent de prendre

eux-mêmes l'initiative, d'engager un combat décisif. Le jour d'ouverture de la session de 1786, le major Scott demanda à Burke s'il avait sérieusement l'intention d'intenter une accusation contre l'ex-gouverneur général. L'opposition était contrainte de relever le gant qu'on lui jetait; si elle ne rédigeait pas un *bill* d'accusation, elle se reconnaissait coupable de diffamation et de calomnie. Ses chefs firent la seule réponse que leur honneur leur permettait de faire; ils s'engagèrent irrévocablement à poursuivre Hastings devant la Chambre.

D'abord, Burke demanda la communication de toutes les pièces. Les ministres lui en refusèrent une partie, et leurs discours, dans ce premier débat, confirmèrent l'opinion généralement répandue qu'ils étaient déterminés à soutenir Hastings. Au mois d'avril, les divers chefs d'accusation furent déposés sur le bureau de la Chambre des communes. Burke avait été chargé de les rédiger; il s'était acquitté de cette tâche avec un talent remarquable; mais son rapport ressemblait trop, dans la forme, à un pamphlet. La Chambre fit remettre à Hastings une copie de cette pièce importante, lui signifiant en même temps qu'il pouvait, s'il le jugeait convenable, venir se défendre à la barre.

Hastings se présenta en effet; mais la fatalité qui le poursuivait depuis qu'il avait mis le pied sur le sol de l'Angleterre, l'atteignit encore. Une improvisation éloquent, animée, touchante, l'eût sauvé; un discours écrit devait le perdre. Encore s'il eût lu une plaidoirie brève et concise; mais sa défense n'était qu'un rapport d'une longueur démesurée. Elle tomba à plat, qu'on nous permette cette expression. Dès qu'ils eurent satisfait leur curiosité, dès qu'ils eurent rassasié leurs yeux

de la figure et de la tournure d'un étranger si fameux, les députés des Communes quittèrent la Chambre et laissèrent Hastings raconter jusqu'à minuit son ennuyeuse et interminable histoire aux greffiers et aux sergents d'armes.

Tous les préparatifs terminés, Burke, au commencement du mois de juin, soumit à la discussion de la Chambre le chef d'accusation concernant la guerre des Rohillas. C'était un acte d'habile politique, car Dundas avait proposé et la chambre avait adopté jadis une *résolution* qui condamnait, dans les termes les plus sévères, la conduite tenue par Hastings à l'égard du Rohilcund. Malgré cet antécédent, Dundas s'opposa énergiquement à la motion de Burke. Pitt ne prit pas la parole, mais il vota avec Dundas, et Hastings fut absous par cent dix-neuf voix contre soixante-sept.

Il se crut dès lors assuré de la victoire. De toutes les mesures que lui reprochaient ses accusateurs, la plus grave était, sans contredit, la guerre des Rohillas. La Cour des directeurs, la Chambre des communes, M. Dundas l'avaient condamnée, et cependant, sur ce champ de bataille si bien choisi, Burke venait de subir une défaite complète. Pouvait-il espérer, à son tour, la victoire sur un autre point? personne ne le pensait. Le bruit courait déjà, dans les clubs et les lieux publics, qu'un ou deux autres chefs d'accusation seraient encore soumis au vote de la Chambre; que, si la même majorité se prononçait en faveur du prévenu, l'opposition ne donnerait plus de suite à ce procès, et qu'Hastings serait immédiatement élevé à la pairie, décoré de l'étoile du Bain, admis au Conseil privé, et invité à prêter le secours de ses talents et de son expérience au

Conseil de l'Inde. Son titre était déjà choisi : Warren Hastings s'appellerait désormais lord Daylesford ; car, malgré les étranges vicissitudes de sa fortune, il conservait toujours, depuis le premier rêve de son ambition, un vif attachement pour ces lieux témoins de la grandeur et de la décadence de sa famille.

Quelques jours suffirent pour dissiper ces brillantes espérances. Le 13 juin, M. Fox développa le chef d'accusation qui concernait Cheyte-Sing ; Francis parla ensuite dans le même sens. Les amis de Hastings paraissaient triomphants lorsque Pitt se leva. Le ministre soutint d'abord que le gouverneur général avait eu raison d'exiger du rajah de Bénarès des secours pécuniaires, et de punir son refus par une amende. Il donna de grands éloges au courage et à la présence d'esprit de Hastings, durant l'insurrection ; il blâma amèrement la conduite de Francis dans l'Inde et dans le Parlement, comme deshonnête et malveillante. Mais, à l'étonnement de tous les partis, il conclut son discours en avouant que l'amende imposée à Cheyte-Sing était trop forte. Par ce motif, et par ce motif seul, tout en louant sous tous les autres rapports la conduite de W. Hastings, M. Pitt déclara qu'il voterait en faveur de la motion de M. Fox.

L'étonnement général fut d'autant plus grand, que vingt-quatre heures auparavant, les membres ministériels avaient reçu de la Trésorerie des instructions entièrement contraires ; mais on apprit bientôt que, le matin même, Dundas était resté renfermé, pendant plusieurs heures, avec Pitt, et que les deux ministres avaient résolu d'abandonner le gouverneur général à la vengeance de l'opposition. Le plus puissant de tous les

cabinets n'eût pas pu contraindre tous ses partisans à changer ainsi d'opinion du jour au lendemain, sans raisons apparentes, sans motifs plausibles. Quelques fonctionnaires publics, l'*attorney general*, M. Greuville et lord Mulgrave, votèrent contre M. Pitt; mais cent dix-neuf voix contre soixante-treize appuyèrent la motion de M. Fox.

Ce grand et excellent homme que l'Angleterre a récemment perdu, William Wilberforce, racontait souvent les événements de cette nuit mémorable, la stupéfaction de la Chambre, les réflexions plus qu'amères des défenseurs habituels du gouvernement, l'espèce de honte qu'éprouva le premier ministre. Pitt sentit que sa conduite exigeait une explication; il quitta le banc de la Trésorerie pour venir s'asseoir auprès de M. Wilberforce, et, dans une conversation intime, il lui déclara que sa conscience ne lui permettait pas de défendre plus longtemps Warren Hastings. M. Wilberforce, nous sommes forcé de l'avouer, crut à la sincérité de son ami, et demeura convaincu de l'injustice des soupçons qu'avait fait naître cette mystérieuse affaire.

Ces soupçons, il nous est pénible de les mentionner. Des amis de Hastings, et parmi eux se trouvait un grand nombre de députés ministériels, affirmèrent que la jalousie était le seul motif de la détermination si imprévue de Pitt et de Dundas. Hastings jouissait de la faveur particulière du roi; il était l'idole de la Compagnie des Indes orientales et de ses agents. Absous par les Communes, créé pair du royaume, nommé membre du Conseil de contrôle, allié à un ministre aussi capable et aussi impérieux que Thurlow, ne pouvait-il pas s'emparer bientôt de toute l'administration des af-

fares de l'Inde? ne pouvait-il pas devenir un rival formidable dans le cabinet? Traduit à la barre des Communes, accusé au contraire, il n'inspirait aucune crainte : de quelque manière qu'il se terminât, le procès durerait évidemment plusieurs années. Pendant ce temps, le prévenu serait forcément exclus de tous les emplois publics, et n'oserait pas même paraître à la cour. Tel fut le motif auquel l'opinion publique attribua la conduite du jeune ministre, dont la passion dominante était l'*avarice du pouvoir*.

Une prorogation du Parlement suspendit bientôt les poursuites commencées contre Hastings ; mais, l'année suivante, Sheridan développa le chef d'accusation qui concernait la spoliation des begums. Son réquisitoire, si mal reproduit qu'on peut le regarder comme entièrement perdu, fut la plus brillante de toutes les productions de son esprit. Jamais discours ne produisit une impression pareille. Quand Sheridan se rassit, toute l'assemblée battit des mains, et poussa des acclamations d'enthousiasme. L'émotion générale était si vive, qu'aucun autre orateur ne put obtenir la parole ; il fallut absolument remettre la séance au lendemain.

Vingt ans plus tard, M. Windham et M. Fox déclaraient encore que le discours de Sheridan était, malgré quelques défauts, le plus beau et le plus éloquent de tous les discours prononcés devant les Chambres du Parlement d'Angleterre. Lorsque la discussion fut reprise, les amis de Hastings n'essayèrent même pas de résister. Pitt se prononça en faveur de la motion de Sheridan, et cent soixante-quinze voix, contre soixante-huit, admirent ce nouveau chef d'accusation.

A dater de ce moment, la majorité de la Chambre des

communes vota, pour ainsi dire sans discussion, une série de chefs d'accusation, se rapportant presque tous à des transactions pécuniaires. Arrivée enfin au vingtième chef, elle s'arrêta, et chargea Burke d'aller, en son nom, devant la Chambre des lords accuser (*impeach*) l'ex-gouverneur général de grands crimes et délits (*high crimes and misdemeanours*). Hastings était, en même temps, arrêté par le sergent d'armes, et conduit à la barre des Pairs; mais le terme de la session expirait dans dix jours. Le procès devait donc nécessairement être retardé jusqu'à l'année prochaine. Hastings obtint sa liberté provisoire sous caution.

A peine le Parlement fut-il assemblé l'hiver suivant, que les Communes s'empressèrent de nommer un comité chargé de poursuivre et de conduire l'*impeachment*¹. Ce comité, dont Burke obtint la présidence, se composait des principaux membres de l'opposition. La candidature de Francis avait seule soulevé un violent orage. Windham soutint avec énergie que l'impartialité, le premier devoir du juge, n'était pas nécessaire à un avocat; mais la majorité de la Chambre pensa qu'il serait peu convenable de choisir, pour remplir les fonctions d'accusateur public, l'ennemi personnel de l'accusé. En conséquence, elle exclut Francis du comité. Dans cette occasion, Pitt vota avec la majorité, et Dundas avec la minorité.

Cependant les préparatifs du procès s'étaient poursuivis avec rapidité, et, le 13 février 1788, la Cour ouvrit enfin sa première séance. Il y a eu sans doute des

1. Les accusations de la Chambre des communes se nomment *impeachment*. C'est un terme technique et consacré. (*Note du trad.*)

spectacles plus pompeux et plus éblouissants que celui que présentait alors Westminster ; mais jamais procès ne dut produire une impression aussi vive sur les esprits élevés, sur les imaginations ardentes. Le même lieu réunissait, à la même heure, tous les genres d'intérêts que peuvent offrir toutes les époques et tous les pays. La Haute Cour du Parlement allait, selon les formes usitées à l'époque des Plantagenets, juger un Anglais accusé d'avoir exercé des actes de tyrannie envers les souverains de la cité sainte de Bénarès ; et les femmes de la maison princière d'Oude.

Le théâtre était digne d'un tel spectacle. C'était la grande salle de Guillaume le Roux ; la salle qui avait retenti d'acclamations de joie à l'avènement de trente rois ; la salle qui avait entendu prononcer la juste condamnation de Bacon et le juste acquittement de Somers ; la salle où l'éloquence de Strafford avait un moment inspiré un certain respect, et presque des remords, à ses ennemis victorieux et irrités ; la salle où Charles avait affronté la Haute Cour de justice, avec ce noble courage qui a fait parfois oublier ses crimes. Toutes les pompes civiles et militaires étaient déployées à l'extérieur et à l'intérieur de Westminster-Hall. Des grenadiers formaient la haie le long de toutes les avenues environnantes ; la cavalerie tenait la foule à distance. Des hérauts d'armes introduisaient les Pairs tout couverts d'or et d'hermine. Les juges, revêtus de leur costume officiel, assistaient à l'audience pour donner leur avis sur les questions de droit. Cent soixante-dix lords, presque tous les membres de la Chambre basse, s'étaient rendus, en procession solennelle, du lieu ordinaire de leurs séances jusqu'au tribunal. Le plus jeune baron

présent marchait à leur tête, c'était lord Heathfield, qui devait sa récente noblesse à sa mémorable défense de Gibraltar contre les flottes et les armées coalisées de la France et de l'Espagne. Le duc de Norfolk, comte-maréchal du royaume; les grands dignitaires, les frères et les fils du roi fermaient le cortège. Le dernier de tous, marchait le prince de Galles, dont la beauté et la noble taille excitaient une admiration universelle. A l'intérieur, les vieilles murailles grises avaient disparu sous des tentures de velours rouge. D'immenses galeries contenaient tout ce qu'une nation grande, libre, éclairée et prospère, possédait alors de grâce et de beauté, d'esprit, de talent et de science. Les jeunes héritières de la maison de Brunswick, couronnées de leurs magnifiques chevelures, entouraient la reine. Les ambassadeurs de toutes les monarchies et de toutes les républiques de l'Europe contemplaient avec ravissement ce magnifique coup d'œil que nulle autre nation n'eût pu leur offrir. Siddons, dans toute la fleur de sa majestueuse beauté, éprouvait une certaine émotion devant cet imposant spectacle. Gibbon, l'historien de l'empire romain, songeait aux jours où Cicéron plaidait la cause de la Sicile contre Verrès, et à ceux où, devant un sénat qui conservait encore quelques restes de son indépendance passée, Tacite maudissait l'oppresseur de l'Afrique. Le plus grand peintre et le plus grand érudit de l'époque, Reynolds et Parr, étaient assis l'un à côté de l'autre dans la même tribune. Plus loin les charmes voluptueux de la séduisante beauté à laquelle l'héritier du trône avait secrètement promis sa main, attiraient tous les regards. Plus loin encore, parmi les femmes dont l'éloquence, plus persuasive que celle de Fox, avait

assuré le succès de l'élection de Westminster, malgré la cour et la Trésorerie, brillait, comme un astre entouré d'autres astres, la belle Georgiana, duchesse de Devonshire.

Les sergents d'armes firent leur proclamation. Hastings s'avança à la barre et s'agenouilla. L'accusé, certes, méritait un tel auditoire; il avait gouverné un royaume aussi étendu que populeux, fait des lois et des traités, commandé des armées, couronné et détrôné des souverains. Ceux qui l'avaient craint, ceux qui l'avaient aimé, ceux qui le haïssaient, ne pouvaient lui refuser qu'un seul titre de gloire, la vertu. Quand il entra dans la salle, tous les yeux se fixèrent sur lui : ce n'était pas un grand criminel, mais un grand homme qui apparaissait. Un corps grêle, délicat et amaigri; une démarche pleine de dignité, un front haut et intelligent, une physionomie pensive et grave, sans roideur et sans austérité; une bouche qui indiquait un caractère inflexible; une figure pâle et fatiguée, mais sereine, sur laquelle se lisait aussi clairement qu'au-dessous du portrait placé dans la chambre du Conseil de Calcutta : *Mens æqua in arduis*, tel fut le grand proconsul, lorsqu'il se présenta devant ses juges.

Ses conseils l'accompagnaient : c'étaient des avocats que leurs talents et leur instruction devaient plus tard élever jusqu'aux plus hautes dignités de leur profession : Law, Dallas et Palmer.

Mais ni l'accusé ni ses défenseurs n'attiraient la même attention que ses accusateurs. Au milieu de toutes ces draperies de drap ou de velours rouge, qui ornaient la salle, un espace garni de banquettes vertes et de

tables avait été réservé pour les Communes. Les membres du comité, Burke à leur tête, firent une entrée solennelle avec leurs costumes d'apparat. On remarqua que Fox, d'ordinaire si peu soigné dans sa toilette, portait, en cette occasion, la bourse et l'épée. Pitt avait refusé de figurer dans la procédure. L'âge et la cécité empêchaient lord North de prêter à ses amis le précieux secours de son grand sens, de son tact et de son urbanité. Mais, malgré l'absence de ces deux membres de la Chambre basse, jamais, depuis le grand siècle de l'éloquence athénienne, le même auditoire n'avait vu un aussi grand nombre d'orateurs illustres engagés dans la même cause, le Démosthène et l'Hypérides britannique, Fox et Sheridan, Burke, Windham et le comte Charles Grey. Tous ces hommes de génie, qui jouèrent un rôle dans ce procès, accusé, avocats, accusateurs, sont morts depuis longtemps. Seul, le comte Grey a survécu; seul, il représente aujourd'hui (1841), pour la génération actuelle, la grande génération disparue sans retour. Mais ceux qui, durant les dix dernières années, ont écouté avec ravissement quelques-uns de ses discours, jusqu'à l'heure où le soleil levant dorait les tapisseries de la Chambre des lords, ceux-là peuvent encore se former une idée des talents prodigieux de cette race d'hommes parmi lesquels il n'occupait pas le premier rang.

La lecture des *articles de l'impeachment* et des *réponses* du prévenu occupa deux jours entiers. Le troisième jour seulement, Burke se leva. Son discours d'ouverture, qui devait renfermer l'exposition générale de toutes les charges, remplit quatre audiences. D'abord il décrivit, avec une profusion d'idées et

une splendeur d'élocution incomparables, le caractère et les institutions des peuples de l'Asie; il raconta l'histoire de la fondation de l'Empire anglais dans l'Inde; il analysa la constitution de la Compagnie et les constitutions des diverses présidences. Alors, reprenant un à un les divers actes de l'administration de W. Hastings, il prouva qu'ils étaient tout à la fois contraires aux lois de la morale et aux prescriptions de la loi. Son énergie et sa chaleur avaient arraché, même au chancelier, son sévère antagoniste, des cris involontaires d'admiration. Malgré sa fermeté habituelle, l'accusé semblait partager aussi l'émotion générale. Les belles spectatrices des galeries agitaient leurs mouchoirs, respiraient des sels, poussaient d'éclatants sanglots; on emporta mistress Sheridan évanouie. Enfin, l'orateur termina son discours. A ce moment suprême, sa voix était si forte qu'elle ébranlait le vieux plafond en chêne de Westminster-Hall. « Ainsi, s'écria-t-il, les Communes de la Grande-Bretagne m'ont ordonné d'accuser Warren Hastings des plus grands crimes et des plus grands délits. Je l'accuse au nom des Communes de l'Angleterre, dont il a trahi la confiance; je l'accuse au nom de la nation anglaise, dont il a souillé l'antique honneur; je l'accuse au nom du peuple de l'Inde, dont il foule aux pieds tous les droits, dont il a transformé en un affreux désert les fertiles contrées; enfin, au nom de la nature humaine elle-même, au nom des deux sexes, au nom de tous les âges, au nom de tous les rangs, j'accuse leur ennemi et leur oppresseur commun. »

L'assemblée remise de ses émotions, M. Fox prit la parole à son tour, et souleva l'importante question de savoir comment on devait procéder. Les accusateurs in-

sistaient pour que la Cour ne jugeât qu'un seul chef d'accusation à la fois. Hastings et ses conseils voulaient contraindre leurs adversaires à développer tous leurs griefs, à faire entendre tous leurs témoins, à exposer toutes leurs preuves, avant que la défense commençât. Les lords se retirèrent dans leur chambre pour délibérer. Leur première décision sur cette question préjudicielle ne permit plus de douter du résultat du procès. Une majorité d'environ trois contre un repoussa les prétentions des Communes.

A la reprise de l'audience, Fox, assisté par M. Grey, développa le chef d'accusation relatif à Cheyte-Sing. Plusieurs jours furent employés à la lecture des pièces et aux dépositions des témoins. La conduite du chef suivant, qui concernait les princesses d'Oude, avait été confiée à Sheridan : la curiosité publique était vivement excitée. L'illustre orateur parla pendant deux jours. On étouffait dans la salle : un seul billet d'entrée avait été, dit-on, payé cinquante guinées. Sheridan termina sa péroraison par un coup de théâtre que son père¹ eût envié : il tomba, comme épuisé, dans les bras de Burke, qui le reçut avec toute l'énergie d'une admiration généreuse.

Cependant le mois de juin touchait à sa fin. Le terme de la session approchait, et l'*impeachment* ne faisait, pour ainsi dire, aucun progrès. Sur les vingt chefs qui le composaient, deux seulement étaient épuisés. La curiosité publique se lassa, car le spectacle n'avait plus l'attrait de la nouveauté. Des examens ou des contre-examens de témoins, des discussions de chiffres, des

1. Le père de Sheridan était acteur.

lectures de pièces remplies de mots étranges, de *lakhs* et de *crores*, de *zemindars* et d'*aumills*, de *sunnuds* et de *perwannahs*, de *jaghires* et de *nuzzurs*, des querelles souvent amères, et de mauvais goût, entre les accusateurs et les défenseurs de l'accusé, ôtaient aux audiences l'intérêt qu'elles avaient eu jusqu'alors. Ajoutez à ces causes d'ennui les interminables marches et contre-marches des Pairs, allant et revenant de leur chambre à la salle de Westminster; car, dès qu'une question de droit s'élevait, Leurs Seigneuries se retiraient pour la discuter et en délibérer en comité secret. Aussi le dernier lord Stanhope put-il s'écrier un jour : « Les juges marchent beaucoup, mais le procès n'avance pas. » Enfin, au printemps de 1788, quand les débats s'étaient ouverts, aucune grande question intérieure ou étrangère n'occupait l'attention publique. Mais, l'année suivante, la maladie du roi, les discussions parlementaires au sujet de la régence, l'attente d'un changement de ministère, firent oublier presque complètement les affaires de l'Inde. Enfin, quinze jours après que Georges III fut allé à Saint-Paul remercier Dieu de sa guérison, les états généraux de France s'assemblèrent à Versailles.

Est-il besoin d'énumérer ici les différentes causes de retards que subit ce procès, le plus long de tous ceux dont les annales criminelles aient conservé le souvenir? En 1788, la Chambre des lords ne lui consacra que trente-cinq jours; en 1789, dix-sept seulement. En 1790, le Parlement fut dissous, et les amis de W. Hastings espérèrent que la nouvelle Chambre des communes ne donnerait pas suite à l'*impeachment*. L'année précédente, ils avaient obtenu un vote de censure contre

Burke pour quelques expressions trop fortes dont l'illustre orateur s'était servi en parlant de la mort de Nuncomar et des rapports de Hastings et d'Impey. Encouragés par ce premier succès, ils soutinrent d'abord qu'une dissolution annule nécessairement les procédures criminelles commencées par le parlement dissous. Cette grave question de droit constitutionnel, qui avait déjà été agitée sous le règne de Charles II, à l'occasion du procès du comte de Danby, reçut alors une solution définitive. Les Lords décidèrent que les *impeachments* devaient se continuer d'un parlement à un autre. Battus sur ce premier point, les conseils de l'accusé demandèrent formellement la cessation des poursuites. Ils essayèrent une nouvelle défaite. La majorité consentit toutefois à retirer plusieurs chefs d'accusation. Si cette mesure n'eût pas été adoptée, le procès ne se fût pas terminé avant la mort de l'accusé.

Enfin, au printemps de 1795, la Cour rendit son arrêt. Huit années s'étaient écoulées depuis le jour où Hastings avait été, pour la première fois, amené par les sergents d'armes des communes à la barre des lords. Le résultat était depuis longtemps connu. L'impartialité est une vertu qu'une Chambre des pairs ne mettra jamais en pratique, surtout lorsqu'elle aura à juger un haut fonctionnaire public, accusé d'un grand crime d'État. Personne ne doutait donc de l'acquiescement de Warren Hastings, et cependant la dernière audience de ce mémorable procès semblait avoir ranimé la curiosité publique. Une fois encore, une foule nombreuse de spectateurs se pressait dans la vaste salle de Westminster; mais, hélas! de tous ceux qui avaient assisté aux premières audiences, combien étaient morts! Quels chan-

gements physiques et moraux avaient subis ceux qui vivaient encore ! De quelque côté que l'on tournât ses regards, quels douloureux exemples on apercevait de l'instabilité de toutes les choses humaines, — de l'instabilité du pouvoir, de la renommée, de la vie, — de l'instabilité, plus triste encore, de l'amitié ! Sur cent soixante-dix membres de la haute noblesse qui faisaient partie de la procession du premier jour, soixante dormaient déjà d'un sommeil éternel, dans les caves sépulcrales de leurs familles. Les anciens membres de l'opposition siégeaient sur les bancs du ministère. Les députés ministériels votaient avec l'opposition. Cette noble alliance d'hommes de génie, que resserraient jadis tant de liens publics ou privés, elle n'existait plus ; elle avait été violemment et publiquement rompue, avec des larmes et d'orageuses récriminations. Si ses membres, autrefois si chers l'un à l'autre, se trouvaient contraints de se rassembler pour l'accomplissement de leurs devoirs communs, ils se traitaient comme des étrangers ; graves, froids et réservés, ils se saluaient à peine. Burke avait entraîné Windham dans son tourbillon ; Fox avait été suivi par Sheridan et Grey.

Vingt-neuf pairs prirent part au vote ; six seulement déclarèrent Hastings coupable sur les chefs concernant Cheyte-Sing et les begums. Sur d'autres chefs, la majorité fut encore plus considérable. Sur quelques-uns, il y eut unanimité en faveur de Warren Hastings. Appelé à la barre, l'accusé apprit, de la bouche même du président, que les Lords l'avaient acquitté des accusations portées contre lui. Il fit à ses juges un salut respectueux, et se retira.

Nous l'avons déjà dit, ce résultat était prévu. Ajou-

tons-le, il satisfit la majorité de la nation. Autant l'opinion publique avait d'abord été contraire à Hastings, autant elle lui devint ensuite favorable. Telle est la nature humaine. Chez les individus comme dans les masses, à une commotion violente succède presque toujours un calme parfait, quelquefois même une réaction non moins terrible. Nous sommes toujours portés à déprécier ce que nous avons loué outre mesure, à témoigner une trop grande indulgence à ceux que nous avons traités avec une rigueur imméritée. Quand il se déclara en faveur de Warren Hastings, le peuple anglais se montra aussi passionné, aussi déraisonnable que lorsqu'il s'était prononcé contre lui. La longueur de son procès avait rendu l'accusé un objet de compassion. Quels que fussent ses crimes, on regardait un *impeachment* de huit années comme une peine suffisante. Les grandes causes politiques ne doivent-elles pas, disait-on, se juger d'après d'autres principes que les causes ordinaires? Un homme qui a gouverné un immense empire pendant treize années, peut s'être rendu coupable de quelques actes répréhensibles, et cependant, au lieu d'une amende et d'un emprisonnement, mériter encore des récompenses et des honneurs. La presse, cet instrument si puissant dont l'accusation négligea de se servir, était dévouée ou vendue à Hastings et à ses amis. Tous les passagers qui arrivaient de Madras ou du Bengale, prenaient sa défense avec une chaleur extraordinaire, et chacun d'eux, on le conçoit, obtenait dans son petit cercle l'autorité d'un oracle. Bien qu'elles n'eussent réellement aucune importance, les nombreuses adresses que lui envoyèrent les indigènes firent aussi en Angleterre une impression profonde. On racontait

même que les habitants de Benarès lui avaient élevé un temple et l'adoraient comme un dieu. « Pourquoi donc, s'était écrié Burke, s'étonnerait-on d'une telle déification ? Ne connaît-on pas la mythologie des Brahmanes ? Ne sait-on pas que s'ils adorent des dieux par amour, ils en adorent aussi par crainte ? Ne sait-on pas qu'ils élèvent des temples non-seulement aux déesses bienfaisantes de la lumière et de l'abondance, mais aussi aux démons qui président aux maladies et aux meurtres ? Quant à moi, je ne disputerai jamais à W. Hastings le droit d'obtenir une place dans ce Panthéon ! »

Hastings avait, il est vrai, obtenu un acquittement solennel ; mais mieux eût valu pour lui, si sa réputation n'eût pas dû en souffrir, se déclarer coupable dès le premier jour, et payer une amende de 50 000 liv. sterl. (1 250 000 fr.). C'était un homme ruiné. Les frais de la procédure, les honoraires du major Scott et des défenseurs, les subventions des journaux, les gages des pamphlétaires avaient absorbé presque toute sa fortune. En 1790, la faveur de la presse lui coûtait déjà 20 000 liv. sterl. (500 000 fr.). Burke le déclara à la Chambre des communes. Tandis que Logan le défendait en prose, Simpkins parodiait en vers les discours de ses accusateurs ; John Williams, ce malin bouffon qui s'appelait lui-même Anthony Pasquin, prenait son parti sur les tréteaux de son théâtre. Les secours de tels alliés lui coûtaient des sommes énormes. D'un autre côté, le banquier auquel M^r Hastings avait confié son trésor particulier fit faillite et disparut. Toutefois, si Hastings eût été économe, il aurait, malgré ses dépenses et ses pertes, conservé encore des ressources suffisantes ; mal-

heureusement il ne sut pas bien administrer sa fortune. L'année même de l'ouverture des débats de son procès, il était enfin parvenu à réaliser le rêve le plus cher de toute sa vie ; il avait « racheté Daylesford. » Mais cet antique manoir, aliéné depuis soixante-dix ans, tombait en ruines. Les terres qui l'environnaient étaient demeurées pendant longtemps complètement incultes. Hastings fit élever des constructions, planter un parc, creuser un bassin et une grotte, et, avant son acquittement, il avait déjà dépensé 40 000 liv. sterl. (1 000 000 de fr.) à l'embellissement de ce coûteux domaine.

Les directeurs et les propriétaires de la Compagnie de l'Inde orientale ne se montrèrent pas ingrats envers W. Hastings. D'abord ses amis demandèrent qu'on lui remboursât tous les frais de son procès, et qu'on lui assurât une pension de 5 000 liv. sterl. (125 000 fr.). Dundas, qui présidait alors le conseil de contrôle, fit rejeter cette proposition. Les directeurs insistèrent ; après de longs débats, il fut enfin décidé que la Compagnie ferait à W. Hastings une pension annuelle de 4 000 liv. sterl. (100 000 fr.) et que, en considération de la détresse à laquelle il se trouvait réduit, elle lui payerait dix années d'avance. En outre, on lui prêtait 50 000 livres sterl. (1 250 000 fr.) sans intérêt. Tous ces dons auraient dû lui suffire pour vivre, même avec luxe ; mais il n'avait pas d'ordre, il était prodigue, et plus d'une fois encore, il se vit forcé de demander à la Compagnie d'autres secours pécuniaires, qu'elle s'empressa de lui accorder.

Si son existence était assurée, l'ambition de W. Hastings n'était pas satisfaite. Ce pouvoir, ces dignités qu'il désirait, il n'avait aucune espérance de les obtenir tant

que M. Pitt resterait ministre ; quand M. Pitt se retira, il approchait de sa soixante et dixième année. Une seule fois, après son acquittement, il essaya de jouer un rôle politique, et cette tentative ne lui fit pas honneur. Il voulait en effet empêcher la coalition de Fox et Pitt de renverser M. Addington. Le désir de la vengeance l'emportait en lui sur l'amour de la patrie. Il sacrifiait à sa haine personnelle l'intérêt général.

W. Hastings passa à Daylesford les vingt-quatre dernières années de sa vie. Il employait son temps à embellir ses propriétés, à monter de beaux chevaux arabes, à engraisser du bétail, à essayer d'élever en Angleterre quelques animaux de l'Inde, et d'y cultiver les plus précieux végétaux. S'il n'obtint pas les résultats qu'il espérait, on doit toujours lui savoir gré de ses efforts. Il consacrait aussi une partie de ses journées à la littérature. Ces livres, qu'il avait toujours aimés, lui étaient devenus absolument nécessaires. Bien qu'il ne fût pas un poète dans le sens élevé de ce mot, il faisait des vers charmants avec une grande facilité, et il se plaisait à exercer ce talent. Chaque matin, au déjeuner, il lisait à sa famille et à ses hôtes quelque nouvelle pièce de sa composition. Pourquoi ne lui pardonnerions-nous pas une faiblesse qu'il partagea avec deux grands hommes de l'antiquité et des temps modernes, Denys et Frédéric?

Lorsque W. Hastings eut vécu plusieurs années dans sa solitude, lorsqu'il fut parvenu à une vieillesse extraordinaire, il devint, un moment encore, l'objet de l'attention universelle. En 1813, la Compagnie de l'Inde orientale ayant sollicité le renouvellement de sa charte, une longue discussion s'engagea dans le parlement à

propos des affaires de l'Inde. Les Communes résolurent d'entendre des témoins, et sommèrent Hastings de comparaître à leur barre. Vingt-sept années auparavant, il s'y était présenté pour lire sa réponse à l'acte d'accusation de Burke; mais, durant cette longue période de temps, la nation avait oublié ses fautes, et ne se rappelait plus que ses services. La réapparition inattendue d'un homme qui avait été l'un des hommes les plus distingués d'une génération disparue, qui appartenait maintenant à l'histoire, qui semblait sortir de sa tombe, ne pouvait manquer de produire une impression solennelle et touchante. Les Communes l'accueillirent avec des acclamations, lui firent donner un fauteuil, et, quand il se retira, la majorité de l'assemblée se leva et se découvrit. Quelques-uns de ses accusateurs assistaient à cette audience, sur les mêmes sièges où ils avaient été remerciés des services rendus par eux à Westminster-Hall; car c'est une des traditions parlementaires qu'un membre de la Chambre conserve toujours la place où lui a été conféré un si grand honneur. Ils restèrent assis, et enfoncèrent leur chapeau sur leur tête. Les lords lui prodiguèrent les mêmes marques de respect; enfin l'université d'Oxford lui conféra le degré de docteur en droit.

Outre ces témoignages éclatants de l'estime publique, W. Hastings obtint alors des preuves de la faveur royale. Nommé membre du Conseil privé, il eut une longue entrevue particulière avec le prince-régent, qui se montra envers lui d'une amabilité charmante. Quand l'empereur de Russie et le roi de Prusse visitèrent l'Angleterre, il fit partie de leur suite, à Oxford et dans la salle de Guildhall, et, malgré cette foule de princes et de géné-

raux à laquelle il se trouvait mêlé, il fut reçu partout avec des marques de respect et d'admiration. Le prince régent le présenta lui-même à l'empereur Alexandre et à Frédéric-Guillaume, et Son Altesse Royale déclara publiquement que les plus hautes dignités étaient dues et seraient accordées au grand homme d'État qui avait sauvé les possessions anglaises dans l'Inde. W. Hastings se retira convaincu qu'il allait être élevé à la pairie ; mais, cette fois encore, ses espérances furent trompées.

Hastings survécut quatre années à cette dernière déception. Jusqu'à l'heure de sa mort, il conserva l'usage entier de toutes ses facultés, et jouit d'une santé parfaite. Enfin, le 22 août 1818, il rendit le dernier soupir, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Il mourut avec ce calme et cette dignité dont il avait donné tant de preuves durant les nombreuses vicissitudes de sa vie.

Malgré tous les crimes qu'avait commis W. Hastings, un seul cimetière était digne de posséder ses restes. Dans ce temple du silence et de la réconciliation, où sont ensevelies les inimitiés de vingt-trois générations, la cendre de l'illustre accusé eût dû se mêler à la cendre de ses illustres accusateurs. Il n'en fut pas ainsi. Derrière l'enceinte grillée de l'église paroissiale de Daylesford, la même terre à laquelle avaient déjà été confiés les ossements de plusieurs chefs de la maison des Hastings, reçut la dépouille mortelle du plus grand homme qui eût encore porté ce nom fameux. Sur ce lieu même, le petit Warren avait, sans aucun doute, joué plus d'une fois, quatre-vingts ans auparavant, avec les enfants du village ; plus d'une fois aussi, sa jeune imagination y avait rêvé un brillant avenir ; mais pourtant, si ambitieuses que fussent alors ses espérances, elles n'appro-

chaient pas de la réalité. Non-seulement le pauvre orphelin était parvenu à relever la fortune de sa famille, non-seulement il avait racheté ses anciennes propriétés et reconstruit le vieux manoir, mais il avait sauvé, agrandi un empire, et cet empire, il l'avait administré avec le talent de Richelieu¹. Attaqué par la plus formidable coalition qui ait jamais comploté la ruine d'une seule victime, il en avait triomphé. Il était mort à un âge très-avancé, dans un calme profond, après tant

1. Ceux de nos lecteurs qui verraient dans ce rapprochement une exagération de l'esprit national, peuvent comparer le jugement porté par lord Macaulay à celui d'un écrivain français qui avait fait une longue et consciencieuse étude de l'histoire des Anglais dans l'Inde. M. Barchen de Penhoen, au 3^e volume de son Histoire (pages 450 et 451) s'exprime ainsi : « A certaines époques, les grands événements se précipitent et naissent pour ainsi dire d'eux-mêmes. L'homme d'État, pour jouer le rôle le plus éclatant n'a qu'à les suivre, à se laisser porter par eux. Il est au contraire des temps où tout n'est qu'indécision et confusion; ou rien, des hommes ni des choses, n'est encore à sa place définitive, n'a son caractère parfaitement déterminé.... Or, c'est dans une époque semblable, au milieu de circonstances de ce genre, que vécut Hastings. Aucun système, aucune idée n'étaient encore arrêtés ni sur l'administration des provinces conquises, ni sur la politique extérieure, ni sur la constitution du gouvernement.... Hastings n'avait ni pouvoir légalement constitué, ni argent, ni cet appui tout-puissant que donne l'opinion publique. Sous ses mains, les moindres mesures d'administration se compliquaient d'immenses difficultés, d'obstacles innombrables. Il fallait à Hastings plus de force de tête, de courage, de sang-froid, de souplesse d'esprit pour subvenir à quelques semaines seulement de son administration, qu'il n'en faut peut-être pour gouverner pendant dix ans les plus grands États de l'Europe, je dirais volontiers l'Europe entière. »

(*Hist. de la Conquête de l'Inde par l'Angleterre.*
Paris, 1844.)

d'orages, honoré malgré les nombreux reproches qu'il avait mérités. Jugeons-le avec impartialité. Sa morale était trop relâchée, son cœur trop dur; il ne respecta pas assez les droits de ses semblables; il n'éprouva aucune sympathie pour leurs souffrances; mais si nous l'accusons d'injustices et de cruautés, admirons du moins la force et la fertilité de son esprit, ses rares talents pour le commandement, pour l'administration, pour la discussion; son courage indomptable, son honorable pauvreté, son zèle ardent pour les intérêts de l'État, sa noble sérénité, qui résista à toutes les épreuves de la fortune, et qu'on vit demeurer la même, soit dans le malheur, soit dans la prospérité.



ADDISON ET SON ÉPOQUE.

1672-1719.

L'histoire de la vie d'Addison est, en réalité, toute l'histoire littéraire et politique de l'Angleterre sous les règnes de Guillaume III, d'Anne et de Georges I^{er}. Aussi cette biographie, telle que nous la concevons, acquiert-elle une importance que n'ont pas d'ordinaire les ouvrages de ce genre.

Nous l'avouerons d'abord, nous éprouvons pour Addison toute l'affection personnelle que peut inspirer un homme enseveli depuis cent vingt années sous les voûtes de l'abbaye de Westminster; mais ce sentiment ne nous entraînera pas dans l'aveugle adoration que nous avons nous-même reprochée, mainte et mainte fois, à d'autres écrivains. Une idolâtrie abjecte rend l'idole aussi ridicule que celui qui l'adore. Quels que soient son génie et ses vertus, l'homme est toujours homme; il ne saurait donc être parfait. Aussi n'hésitons-nous pas à le reconnaître, Addison nous a laissé des ouvrages vraiment médiocres, des poèmes héroïques à peine comparables à ceux de Parnell, des critiques aussi su-

perficielles que celles du docteur Blair, et une tragédie qui n'est pas supérieure aux tragédies du docteur Johnson ; mais, dans une branche importante de la littérature où quelques esprits éminents se sont signalés, il a surpassé tous ses rivaux ; et cet éloge n'est que justice.

Comme homme, Addison ne mérita peut-être pas tous les hommages dont l'accablaient ceux de ses amis qui, fascinés par les grâces de son esprit, ou enrichis par sa généreuse et délicate affection, venaient l'adorer chaque soir dans son temple favori, le café Button. Cependant, — nous devons cette conviction à un long et impartial examen, — il fut digne de toute l'affection et de toute l'estime que peut réclamer sur cette terre notre infirme et fragile race. Si son caractère présente çà et là quelques petits défauts, plus on l'examine avec soin, plus, selon les expressions des vieux anatomistes, on le trouve « sain dans les parties nobles, » car on n'y découvre jamais aucune tache de perfidie, de lâcheté, de cruauté, d'ingratitude et d'envie. Certaines qualités spéciales ont pu être plus complètement développées chez d'autres que chez lui, mais nul homme ne posséda un aussi grand nombre de vertus, et n'y fut plus fidèle pendant toute sa vie.

Joseph Addison était le fils aîné du révérend Lancelot Addison, doyen de Lichfield ; il naquit en 1672 à Milston, dans le Wiltshire. Bien qu'il fût plus tard éclipsé entièrement par son fils, Lancelot Addison n'était pas un homme ordinaire, et il a mérité les deux pages in-folio que lui consacra la *Biographia Britannica*. Sous la république, ses parents, qui ne possédaient qu'une très-médiocre fortune, l'envoyèrent du Westmoreland au collège de la Reine, à Oxford ; il y acquit une cer-

taine instruction, et y devint, comme la plupart de ses condisciples, un violent royaliste; puis, ayant fait une satire contre les chefs de l'université, il fut obligé d'implorer son pardon à genoux. Au sortir du collège, il gagna modestement sa vie en lisant la liturgie de l'Eglise vaincue aux familles de ces *squires* campagnards dont les manoirs étaient disséminés sur le *Wild of Sussex* (Désert de Sussex). Pour le récompenser de ses opinions, la Restauration le nomma chapelain de la garnison de Dunkerque. Quand cette ville fut vendue à la France, il perdit sa place; mais, à cette époque, le Portugal venait de céder Tanger à l'Angleterre, comme une partie de la dot de l'infante Catherine : on envoya Lancelot Addison à Tanger. Cette triste résidence lui offrit au moins un avantage dont il sut habilement profiter; elle lui permit d'étudier l'histoire et les mœurs des juifs et des mahométans. A son retour en Angleterre, après quelques années d'exil, il publia deux ouvrages pleins d'intérêt sur la politique et la religion de la Barbarie, sur les coutumes des Israélites, et sur l'état des connaissances rabbiniques. Dès lors, s'élevant d'honneurs en honneurs jusqu'aux plus hautes dignités de sa profession, il fut successivement nommé chapelain du roi, docteur en théologie, archidiacre de Salisbury et doyen de Lichfield. On assure même qu'il eût obtenu un évêché après la révolution de 1688, s'il n'eût pas indisposé le gouvernement contre lui, en s'opposant avec une trop vive énergie, lors de la convocation de 1689, à la politique libérale de Guillaume et de Tillotson. Peu de temps s'était écoulé depuis son retour de Tanger, lorsqu'en 1672, nous l'avons dit, sa femme mit au monde celui de ses fils qui devait rendre son nom immortel.

On ne sait rien de positif sur l'enfance de Joseph. Dès qu'il eut acquis quelques notions élémentaires dans les écoles du voisinage, on l'envoya à *Charter-House*. A en croire deux traditions devenues populaires, il fut une fois le chef d'une révolte d'écoliers, et un autre jour, s'étant échappé de sa pension, il alla se cacher dans un bois où il se nourrit de fruits sauvages, et où un arbre creux lui servit de chambre et de lit pendant la nuit, jusqu'à ce que l'on parvint, après de longues recherches, à le retrouver et à le ramener au bercail. Comment ajouter foi à de pareilles anecdotes ? Quel système d'éducation eût donc été capable de rendre un enfant si mutin, si hardi, le plus doux et le plus timide de tous les hommes ? d'ailleurs, quelques espiègleries qu'il ait pu commettre, il continua ses études avec autant de zèle que de succès. A quinze ans, il était déjà en état d'entrer à l'université, et il y apportait un goût classique et une instruction qui eussent fait honneur à un maître ès arts. Quelques mois après son admission au collège de la Reine, à Oxford, le hasard fit tomber entre les mains du docteur Lancaster, doyen du collège Magdalene, plusieurs de ses pièces de vers latins. Les professeurs les plus habiles eussent pu envier l'élégance et la pureté du style du jeune étudiant. Le docteur Lancaster désirait ardemment être utile à un jeune homme qui donnait de telles espérances. L'occasion qu'il cherchait ne tarda pas à s'offrir. La révolution de 1688 venait d'avoir lieu, et nulle part elle n'excita de plus vifs transports de joie qu'au *Magdalene-College*. Jacques et son chancelier avaient traité cette grande et opulente corporation avec une insolence et une injustice qui étonnent même dans un tel roi et dans un tel ministre, et qui

contribuèrent, plus encore que le procès des évêques, à faire perdre au trône l'affection et l'appui de l'Église d'Angleterre. Un président légalement élu s'était vu violemment expulsé de sa demeure, tandis qu'une ordonnance royale imposait à ladite corporation un chef papiste. Les membres (*fellows*) qui, voulant rester fidèles à leur serment, refusaient de se soumettre à cet usurpateur, avaient été chassés des retraites paisibles de leurs cloîtres et de leurs jardins, et contraints de se laisser mourir de faim ou d'implorer pour vivre la charité publique. La révolution rétablit les choses dans leur ancien état. Durant les troubles intérieurs de l'année 1688, aucun membre nouveau n'avait été élu. En 1689, le nombre ordinaire des places vacantes se trouva par conséquent doublé, et le docteur Lancaster put ainsi faire admettre son jeune protégé au partage de tous les avantages que garantissait à ses membres celle de toutes les corporations universitaires de l'Europe qu'on estimait la plus riche.

Addison résida dix années à *Magdalene-College* : d'abord il ne fut qu'un *demi*; mais plus tard il fut élu *fellow*. Son collège, encore fier de l'avoir compté parmi ses membres, conserve religieusement son portrait dans sa grande salle, et les *fellows* actuels s'empressent d'apprendre aux étrangers qu'il aimait surtout à se promener sous les ormes qui bordent la prairie située sur la rive de la Cherwell. On dit, et cela paraît très-probable, qu'il se distinguait de tous ses collègues par la délicatesse de ses sentiments, par la réserve de ses manières et par l'assiduité avec laquelle il prolongeait souvent ses études bien avant dans la nuit. Ce qui est certain, c'est que son érudition et son talent lui valurent

une immense réputation universitaire. Plusieurs années après son départ, les plus anciens docteurs de *Magdalene-College* continuaient à causer entre eux, dans la chambre commune, des compositions de sa jeunesse, et exprimaient le regret de n'avoir conservé aucune copie d'exercices si remarquables.

Toutefois, il ne faut pas, à l'exemple de miss Aikin¹, se former une idée exagérée de l'érudition classique d'Addison ; il connaissait, il comprit, et il imita mieux que tous ses prédécesseurs, — Buchanan et Milton exceptés, — les poètes latins, depuis Lucrèce et Catulle jusqu'à Claudien et Prudence ; mais il n'avait pas étudié avec autant de soin les prosateurs, et il ne savait que très-imparfaitement la langue grecque². Plus savant, du reste, Addison eût peut-être obtenu un moins grand succès. En général, ce n'est pas à l'homme qui parvient à exécuter ce que personne n'essaye de faire, que l'espèce humaine accorde son admiration ; c'est à celui qui fait mieux que beaucoup d'autres, ce que beaucoup d'autres font bien. Bentley était tellement supérieur à tous les *scholars* de son époque, qu'un très-petit nombre d'entre eux purent apprécier sa supériorité. Mais le genre d'ouvrages dans lequel Addison surpassa ses contemporains jouissait, alors comme aujourd'hui, d'une vogue extraordinaire. Tous les élèves des écoles publiques avaient fait des vers latins, même des vers passables ;

1. Miss Lucy Aikin est l'auteur d'une *Vie de Joseph Addison*, en 2 vol. (Londres, 1843), celle-là même qui a fourni à Lord Macaulay le *prétexte* de cet article.

2. Dans l'*Essai* original, ces deux assertions sont étayées de preuves nombreuses. Nous n'avons pas cru devoir les reproduire ici.

tous ils étaient capables d'apprécier, bien qu'ils ne pussent pas l'égaliser, l'art merveilleux avec lequel Addison imitait Virgile. Ses vers sur « le Baromètre » et sur « le Boulingrin » (*Bowling-green*) furent applaudis par une foule d'admirateurs enthousiastes, pour lesquels la *Dissertation sur les épîtres de Phalaris*, était aussi obscure que les hiéroglyphes d'un obélisque égyptien.

Les poèmes latins d'Addison obtinrent donc à Oxford et à Cambridge un grand et légitime succès, longtemps avant que le nom de leur auteur fût connu des beaux esprits qui fréquentaient les cafés voisins du théâtre de Drury-Lane. Dans sa vingt-deuxième année, se hasardant à publier des vers anglais, il adressa quelques strophes louangeuses à Dryden. Après de nombreux triomphes et de nombreux revers, Dryden était enfin parvenu à prendre une position assurée au-dessus de tous les littérateurs contemporains; les éloges du jeune *scholar* lui causèrent un vif plaisir, et il s'ensuivit entre eux un échange de politesses et de bons offices. Ce fut probablement Congreve qui présenta Addison à Dryden, car il lui fit connaître aussi Charles Montague, alors Chancelier de l'échiquier et chef du parti whig dans la Chambre des communes.

A cette époque, Addison paraissait vouloir se consacrer entièrement à la poésie; il publia une traduction d'une partie du quatrième chant des Géorgiques, des vers au roi Guillaume, et d'autres pièces de la même valeur, c'est-à-dire sans aucun mérite. Heureusement pour lui, le public était alors habitué à honorer de ses applaudissements des vers qui seraient aujourd'hui jugés indignes d'obtenir les prix les plus obscurs; la strophe héroïque était alors en grande faveur, et Pope

n'avait pas encore appris à tous les versificateurs l'art, si répandu depuis, de triompher sans peine des difficultés apparentes de ce rythme. Supérieur à tous ses rivaux dans ce genre de poésie, Addison fut proclamé, dès son début, un des plus grands génies de son siècle. Toutefois, si des chef-d'œuvres fort différents de ces productions ne lui eussent pas valu plus tard une réputation méritée et durable, il fût resté aussi peu connu de la postérité que le sont Duke, Stepney, Granville, Walsh, et tant d'autres de ses contemporains, dont les seuls titres de gloire consistent à avoir exprimé en vers passables des idées ou des sentiments qu'ils pouvaient tout aussi bien traduire en prose, ou même se dispenser de révéler au public. Enfin son premier succès tient à une autre cause : Dryden, auquel il avait fait cadeau d'une préface critique pour ses *Géorgiques*, lui donna, en tête de sa traduction de l'*Enéide*, des éloges exagérés ; il affecta de craindre que son propre travail ne pût pas soutenir la comparaison avec la version du quatrième chant des *Géorgiques*, « par le très-ingénieux M. Addison, d'Oxford. » — « Après ses abeilles, ajoutait Dryden, mon dernier essaim mérite à peine d'être enfermé dans une ruche. »

Cependant le temps était arrivé où Addison devait nécessairement choisir une profession. Tout semblait l'engager à prendre les ordres : il avait des mœurs régulières, des opinions orthodoxes ; son collège pouvait disposer en sa faveur de bénéfices importants ; son père éprouvait un vif désir de lui voir embrasser la carrière ecclésiastique ; lui-même, à en juger par quelques-uns de ses vers, paraissait déterminé à se faire prêtre ; mais Charles Montague l'empêcha de mettre ce

projet à exécution. De poète médiocre, Montague était devenu, en peu de temps, un homme d'État remarquable. Bien que financier, orateur, courtisan, chef de parti, il conservait toujours une véritable passion pour les études favorites de sa jeunesse, et cette passion, il se plaisait à la satisfaire, non plus en fatiguant le public de ses faibles compositions, mais en cherchant et en encourageant, chez les autres, le mérite littéraire. Une foule de beaux esprits et de poètes, qui l'eussent facilement vaincu comme un compétiteur, révéraient en lui un excellent juge et un patron généreux. Le plus capable et le plus vertueux de ses collègues, lord Somers, se montrait toujours prêt à l'aider dans tous les projets qu'il formait en faveur d'écrivains ou de savants peu fortunés. Toutefois, outre leur amour sincère des belles-lettres et de la science, ces deux grands politiques avaient d'autres raisons pour désirer de s'assurer la bienveillance de tous les jeunes gens de talent. La révolution venait de changer entièrement le système gouvernemental. Sous les Stuarts, la presse était soumise au régime de la censure, et le parlement n'avait siégé que deux mois en huit années.... Maintenant la presse, devenue libre, commençait à exercer sur l'opinion publique une influence dont il n'existait pas de précédents. Le parlement se réunissait tous les ans, et ses sessions duraient plusieurs mois. La Chambre des communes était le pouvoir dominant de l'État. Dans de telles circonstances, les hommes doués de grands talents littéraires ou oratoires étaient naturellement appelés à jouer un rôle important; ils pouvaient même renverser le gouvernement qui les eût dédaignés ou négligés. Montague et Somers firent donc preuve d'une

politique aussi profonde qu'éclairée en les rattachant au parti whig. Les mêmes causes ont produit tout récemment les mêmes effets dans un pays voisin. Quand la révolution de juillet 1830 eut fondé le gouvernement représentatif en France, les gens de lettres, professeurs, historiens, journalistes, poètes, devinrent les chefs principaux du ministère et de l'opposition. En Angleterre, l'aristocratie de l'intelligence n'exerça pas, après la chute des Stuarts, une aussi grande influence que celle qu'elle exerce en France depuis la chute des Bourbons, car elle eut à lutter contre une puissante et solide aristocratie d'une espèce fort différente. La France n'a pas de Somerset et de Shrewsbury qui puissent dominer ses Addison et ses Prior¹.

Ce fut en l'année 1699, au moment où il achevait sa vingt-septième année, qu'Addison prit enfin un parti décisif. Les deux chefs du ministère se montraient parfaitement disposés pour lui. En politique il était déjà ce qu'il fut toute sa vie, un whig ferme, mais modéré. Ses puissants protecteurs désiraient, à ce qu'il paraît, lui procurer un emploi diplomatique; mais pour pouvoir embrasser une pareille carrière il fallait absolument savoir le français, et Addison ne l'avait point appris. Il dut donc, pour combler cette lacune, aller passer quelque temps sur le continent. Ses ressources pécuniaires ne lui permettant pas de voyager à ses frais, lord Somers lui fit obtenir une pension de 300 liv. Il craignit d'abord que les directeurs de *Magdalene-College* ne s'opposassent à son départ; mais le Chancelier de l'échiquier écrivit lui-même, dans les termes les plus

1. Écrit en 1843, ce passage porte sa date avec lui.

pressants, à Hough, le sage et vertueux président de cette corporation. Toutes les difficultés furent promptement aplanies. Pendant l'été de 1699, Addison, enrichi par sa pension, et conservant en outre ses émoluments universitaires, quitta son cher Oxford pour commencer ses voyages. Ayant traversé la Manche de Douvres à Calais, il se rendit directement à Paris, où il fut reçu avec une bienveillance et une politesse extraordinaire par un parent de son ami Montague, Charles, comte de Manchester, qui venait d'être nommé ambassadeur près la cour de France. La comtesse, whig et femme à la mode, se montra probablement aussi aimable que son époux, car Addison conserva longtemps un agréable souvenir de l'impression qu'elle avait produite sur lui à cette époque, et, dans quelques vers piquants qu'il écrivit sur les vitres du club Kit-Cat, il peignit l'envie que le teint *naturel* de la grande dame anglaise avait excitée parmi les beautés fardées de Versailles.

Louis XIV expiait alors les vices de sa jeunesse par une dévotion aussi absurde qu'intolérante, et la littérature servile de la France s'était crue obligée de suivre l'exemple du roi. Tous les livres nouveaux prenaient un air de sainteté. Racine, qui venait de mourir, avait employé les dernières années de sa vie à composer des tragédies sacrées, et Dacier recherchait dans Platon les mystères d'Athanase.

Une courte lettre, pleine d'esprit et de grâce, écrite par Addison à Montague, dès son arrivée à Paris, contient de curieux détails sur cet état de choses. Il écrivit aussi, vers la même époque, à lord Somers, pour l'assurer, dans les termes les plus dévoués, de sa gratitude et de

son affection. « Je n'ai qu'un moyen, lui dit-il, de vous témoigner ma reconnaissance, c'est de me rendre digne de vos bienfaits, et de consacrer tout mon temps à l'étude. » Pour être plus sûr d'atteindre ce but, il quitta Paris, et retira à Blois, la ville de France dont, selon l'opinion générale, les habitants parlent le plus purement le français, et où il ne devait trouver aucun Anglais, il y passa utilement plusieurs mois fort agréables. Un de ses amis, un abbé nommé Philippeaux, a donné à Joseph Spence quelques renseignements sur le genre de vie que menait Addison à Blois. Si ce récit est exact, il étudiait beaucoup, se livrait à de longues et profondes méditations, parlait fort peu, se laissait aller à de fréquentes distractions, et il ne fut pas amoureux ; il eut, au moins, la discrétion de ne pas confier à l'abbé les secrets de son cœur. Entouré de ses compatriotes et des condisciples, il avait toujours été taciturne et réservé ; comment eût-il pu causer ouvertement avec des étrangers dont il parlait à peine la langue ? Mais tout absorbé qu'on pût le croire par ses pensées, certaines lettres du *Guardian* attestent qu'il observait réellement, sans en avoir l'air, la société française, avec ce regard fin, perçant, et cependant bienveillant, qui lui est particulier.

+ De Blois il revint à Paris ; il parlait maintenant le français, et prit plaisir à fréquenter les plus grands philosophes et les plus grands poètes de la France. Dans une lettre qu'il écrivait à l'évêque Hough, il lui raconte deux conversations fort intéressantes qu'il avait eues avec Malebranche et avec Boileau. Malebranche montrait une grande partialité pour les Anglais, et il exalta le génie de Newton, mais il secoua dédaigneusement la tête au nom de Hobbes ; il eut même l'injustice

d'appeler l'auteur du *Léviathan* « un pauvre esprit¹ ». La modestie d'Addison l'obligea de supprimer quelques-uns des détails de son entrevue avec Boileau. Survivant seul aux amis et aux rivaux de sa jeunesse, vieux, sourd, mélancolique, Boileau vivait alors dans une profonde solitude, n'allait jamais à la cour ni à l'Académie, et ne consentait que très-difficilement à recevoir les visites des étrangers. Il ne connaissait ni l'Angleterre ni la littérature anglaise. A peine, même, s'il avait entendu prononcer le nom de Dryden. Quelques-uns de nos compatriotes, égarés par leur patriotisme, ont eu tort d'affirmer que cette ignorance devait être affectée. Sous le règne de Louis XIV, la littérature anglaise demeura aussi complètement inconnue en France que la littérature allemande l'était encore en Angleterre il y a cinquante ans. Boileau n'avait lu que les poèmes latins d'Addison, et il les trouvait admirables. A l'entendre, ils lui donnaient une notion nouvelle de l'état du goût et de l'instruction des Anglais. Johnson prétend que ces éloges n'étaient pas sincères. « Boileau, dit-il, avait un mépris extrême pour le latin moderne; s'il loua les vers d'Addison, ce fut par politesse. » Une telle opinion n'est pas soutenable. Boileau croyait avec raison qu'il était impossible d'écrire un poème de premier ordre dans une langue morte, et qu'un écrivain du siècle d'Auguste relèverait des impropriétés choquantes dans le plus pur latin moderne. Aussi la lettre à laquelle Johnson fait allusion contient-elle le passage suivant :

1. Cette lettre d'Addison nous a paru devoir intéresser autant les lecteurs français que les lecteurs anglais. Nous la citons textuellement, à la suite de ce chapitre, en l'empruntant aux deux volumes de miss Aikin.

(Note du traducteur.)

« Ne croyez pas, pourtant, que je veuille par là blâmer les vers latins que vous m'avez envoyés, d'un de vos illustres académiciens. Je les ai trouvés fort beaux et dignes de Vida et de Sannazar, mais non pas d'Horace et de Virgile. » Toutefois il n'avait pas pour le latin moderne ce mépris exagéré que lui impute Johnson. En parlant, par exemple, des épigrammes du P. Fraguier, il déclare qu'elles ressuscitaient pour lui le poète Catulle¹. D'un autre côté, il ne se montra jamais prodigue de compliments. Ni l'amitié ni la crainte ne purent le déterminer à louer une œuvre littéraire qu'il jugeait détestable. Il eut même le courage de déclarer à Louis XIV que Sa Majesté ne se connaissait pas en poésie, et qu'elle admirait souvent de fort mauvais vers. Pourquoi le vieux satirique, dont le caractère rude et dédaigneux avait été l'effroi de deux générations, se fût-il tout à coup, vis-à-vis d'Addison, transformé en sycophante pour la première et pour la dernière fois de sa vie? S'il loua les *Machinæ gesticulantes* et la *Geranopygmæomachia*, on peut être sûr, quoi qu'en ait dit Johnson, que ces éloges furent sincères. D'ailleurs la réception cordiale dont se loue Addison était, par elle-même, une preuve incontestable d'une haute estime. Ils causèrent fort longtemps de littérature. Le vieillard parla beaucoup, et si bien qu'il ravit son jeune interlocuteur. Boileau possédait sans

1. Boileau lui-même, Macaulay le fait remarquer, a écrit des vers latins, et, ce qui est assez curieux, des vers latins contre les poètes modernes qui se mêlent d'en faire :

Quid numeris iterum me balbutire Latinis
Longè Alpes citrà natum de patre Sicambro,
Musa, jubes? etc.

contredit quelques-unes des qualités qui doivent appartenir à un grand critique. Il manquait d'imagination, mais il avait un bon sens peu commun. Les principes de son code littéraire étaient étroits, mais il les appliquait avec un jugement et un tact remarquables. Son style, abstraction faite des idées dont le style est l'enveloppe, pouvait passer pour un modèle. Il connaissait parfaitement les grands écrivains de la Grèce ancienne, et bien qu'il fût incapable d'apprécier convenablement leur génie créateur, il admirait leur simplicité majestueuse. Formé à cette école, il avait appris à mépriser le pathos et le clinquant. Il est encore facile de découvrir dans le *Spectator* et dans le *Guardian*, des traces de l'influence tout à la fois salutaire et pernicieuse que l'esprit de Boileau exerça sur l'esprit d'Addison.

Pendant le séjour d'Addison à Paris, un grand événement politique vint rendre cette capitale une résidence fort désagréable pour un Anglais et pour un whig. Charles II, roi d'Espagne, mourut, et légua ses domaines à Philippe, duc d'Anjou, le deuxième fils du dauphin. Le roi de France, violant les engagements qu'il avait pris avec la Grande-Bretagne et les Etats généraux, accepta l'héritage au nom de son petit-fils. La maison de Bourbon atteignait à l'apogée de la grandeur humaine. La France entière, ne prévoyant point les calamités qui devaient lui faire expier la perfidie de son souverain, se montrait folle de joie et d'orgueil. « La conversation française, dit Addison, commence à devenir insupportable; la nation la plus vaine de l'univers est aujourd'hui plus vaine encore qu'elle ne l'a jamais été. » Fatigué de l'arrogante allégresse des Parisiens, et se disant sans doute que la guerre ne tarderait pas

à éclater entre la France et l'Angleterre, Addison partit pour l'Italie.

Au mois de décembre 1700, il s'embarquait à Marseille. D'abord, en côtoyant les rives de la Ligurie, il admira avec un vif plaisir les myrtes et les oliviers qui conservaient encore leur verdure sous le solstice d'hiver. Mais bientôt une horrible tempête s'éleva. Le capitaine du navire perdant toute espérance de salut se jeta aux pieds d'un capucin qui se trouvait à bord. Pendant ce temps l'hérétique anglais se fortifiait contre la crainte de la mort par des dévotions d'un genre tout différent. L'ode « *How are thy servants blest, ô Lord !* » qu'il publia dans le *Spectator*, montre quelle impression profonde ce périlleux voyage avait produite sur lui. Après plusieurs jours de tourmentes et de dangers, il eut enfin la satisfaction de débarquer à Savone et de gagner Gênes par des montagnes où les hommes n'avaient pas encore pris la peine de construire une route admirable.

Gênes était alors soumise à la domination de son propre Doge et de ses nobles, dont les noms remplissaient les pages du Livre d'or. Addison n'y fit qu'un court séjour, mais il y admira les nombreux palais qui dominaient de chaque côté ses rues étroites, les fresques qui décoraient leurs murailles, le splendide temple de l'Annonciation, et les tapisseries qui représentent les exploits de tous les membres illustres de l'antique famille des Doria. De Gênes il se rendit à Milan. La magnificence gothique du *Duomo* lui causa plus de surprise que de plaisir. Il traversa ensuite le lac Benacuz pendant un orage, et il vit ses vagues aussi furieuses et menaçantes qu'elles l'avaient été jadis quand Virgile les contemplait. Il allait à Venise, alors la ville la plus

gaie de l'Europe, passer le carnaval, la saison la plus gaie de l'année, au milieu des mascarades, des danses et des sérénades. L'absurdité des pièces de théâtre qui déshonoraient la scène italienne le divertit et l'indigna tout à la fois. Il y en eut une qui lui inspira une idée heureuse. Un soir, il assistait à la représentation d'une tragédie fort ridicule, intitulée *la Mort de Caton*. Caton, à ce qu'il paraît, était amoureux de la fille de Scipion, qui avait donné son cœur à César, et il avait résolu de mettre fin à ses jours. On le voyait assis dans sa bibliothèque, un poignard à la main, un Plutarque et un Tasse devant lui, et, sans changer de position, il prononçait un long monologue avant de se porter le coup fatal. Il est assez extraordinaire qu'aucun des biographes d'Addison n'ait fait mention d'une circonstance si remarquable. Malgré ses absurdités et ses anachronismes, cette pièce frappa vivement, on ne peut en douter, l'imagination du jeune voyageur, et lui suggéra l'idée de choisir Caton pour le sujet d'une tragédie anglaise. Personne n'ignore, en effet, qu'il commença la pièce de Caton vers cette époque, et qu'il en acheva quatre actes avant son retour en Angleterre.

En allant de Venise à Rome, il fit plusieurs milles hors de la route battue pour aller visiter le plus petit des États indépendants de l'Europe. La forteresse de San-Marino couronnait le sommet d'un rocher qui était encore couvert de neige, bien que le printemps italien fût déjà très-avancé. De si mauvaises routes conduisaient à cette ville écartée, que peu de voyageurs l'avaient visitée, et qu'aucun n'en avait publié une description. La simplicité des mœurs et des institutions de cette singulière république fit sourire Addison, mais

d'un sourire bienveillant. Puis il remarqua, avec la joie d'un whig, que la montagne agreste dont se composait le territoire de la république était peuplée de paysans honnêtes, robustes et heureux, tandis que les riches plaines qui entouraient la métropole de la tyrannie temporelle et spirituelle offraient un aspect presque aussi désolé que celui des déserts encore vierges de l'Amérique. Ce contraste, on le voit, n'est pas d'hier.

Lors de son premier passage à Rome, Addison y resta à peine le temps nécessaire pour visiter Saint-Pierre et le Panthéon. L'empressement qu'il mit à partir est d'autant plus extraordinaire, que la semaine sainte approchait. Pourquoi se privait-il volontairement de voir une cérémonie qui attire chaque année dans la capitale du monde chrétien, des pays les plus éloignés de Rome, un si grand nombre de curieux, moins dignes que lui d'y assister ? Il ne nous l'apprend pas. Quels que fussent ses motifs pour l'éviter, il partit avant qu'elle eût lieu, et se rendit en poste à Naples par la voie Appienne.

Naples ne pouvait pas offrir alors aux étrangers celles de ses curiosités auxquelles les visiteurs actuels donnent peut-être la préférence. Elle avait sans doute sa belle baie et sa terrible montagne ; mais une ferme s'élevait au-dessus du théâtre d'Herculanum, et des berceaux de vignes occupaient la place des rues de Pompéi. Aucune grande convulsion de la nature n'avait caché aux regards de l'homme les temples de Pœstum, et cependant leur existence était encore un secret, même pour les artistes et pour les antiquaires. Bien que situés à quelques heures de marche d'une grande capitale, où Salvator venait de peindre ses plus beaux tableaux, et

où Vico faisait alors ses savantes leçons, ces nobles débris de l'antiquité étaient aussi complètement inconnus en Europe que ces villes mexicaines dont les forêts du Yutacan ont recouvert les ruines. Addison vit tout ce qu'un étranger pouvait voir à Naples. Il monta jusqu'au cratère du Vésuve; il explora le *tunnel* de Pausilippe; il erra dans les vignes et sous les amandiers de Caprée. Mais ni les merveilles de la nature ni les chefs-d'œuvre de l'art n'occupèrent tellement son attention, qu'il ne remarquât, en passant, les abus du gouvernement et la misère du peuple. En Italie toutes ses observations aboutirent au même résultat; elles le confirmèrent dans les opinions politiques qu'il avait adoptées en Angleterre. Jusqu'à son dernier jour, il conseilla les voyages à l'étranger comme le meilleur remède capable de guérir du Jacobitisme. Dans son *Freeholder*, le chasseur de renards tory demande à quoi servent les voyages, si ce n'est à apprendre à bredouiller le français, et à pérorer contre l'obéissance passive.

De Naples, Addison retourna à Rome par mer, le long de cette côte que son cher Virgile avait célébrée. La felouque qui le portait passa devant le cap où les aventuriers troyens déposèrent une rame et une trompe sur la tombe de Misène, et, la nuit venue, elle jeta l'ancre à l'abri de ce fameux promontoire de Circé dont la mythologie a tant de fois parlé. Il débarqua à l'embouchure du Tibre; les eaux de ce fleuve, qu'ombrageaient encore des arbres épais, étaient troublées par du sable jaune, comme le jour de l'arrivée d'Énée. Du port ruiné d'Ostie, Addison se rendit à Rome, et il y passa ces mois chauds et malsains de l'année, pendant lesquels, même au siècle d'Auguste, tous les

Romains riches et libres fuyaient la ville, ses chiens enragés, et ses rues noires de convois funèbres, pour aller cueillir à la campagne les premières figues de la saison. Plus tard, quand il remercia en vers la Providence de lui avoir conservé la santé dans une atmosphère viciée, il faisait probablement allusion aux mois d'août et de septembre qu'il avait passés à Rome.

Vers la fin du mois d'octobre seulement, Addison dit un dernier adieu à tous les chefs-d'œuvre de l'art ancien et moderne réunis dans cette ville qui fut si longtemps la maîtresse du monde. Puis, se dirigeant du côté du nord, il traversa Sienne, dont la magnifique cathédrale lui fit oublier, un moment, ses préjugés en faveur de l'architecture classique. Il séjourna ensuite quelque temps à Florence, retenu principalement par les sculptures du Muséum, qu'il préférait même à celles du Vatican. Il y passa plusieurs jours agréables avec le duc de Shrewsbury, qui, tout en n'oubliant pas assez qu'il était un Talbot, possédait l'art inappréciable de mettre à leur aise les personnes qui l'approchaient. De son côté, quand il n'éprouvait aucune gêne, Addison devenait un hôte fort aimable. Rassasié des plaisirs de l'ambition, et las de ses soucis, craignant et détestant également les whigs et les tories, le duc de Shrewsbury s'était déterminé à cacher, dans une retraite italienne, des talents qui, unis à des principes solides et à un peu de courage civil, l'eussent rendu un des hommes les plus éminents de son siècle.

En quittant Florence, Addison traversa une contrée où les ravages de la dernière guerre se laissaient encore apercevoir, et où tous les habitants songeaient avec effroi aux luttes plus terribles qui se préparaient. Eu-

gène venait de descendre des Alpes rhétiennes, afin de disputer à Catinat la riche plaine de la Lombardie. Le déloyal souverain de la Savoie passait encore pour un allié de Louis ; l'Angleterre n'avait pas déclaré officiellement la guerre à la France, mais le comte de Manchester était parti de Paris, et les négociations qui produisirent la grande alliance contre la maison de Bourbon, touchaient à leur terme. Dans de telles circonstances, un voyageur anglais devait s'empresser de gagner sans délai un pays neutre. Addison résolut de passer le mont Cenis. On était au mois de décembre, et la route ne ressemblait nullement à celle qui rappelle maintenant aux étrangers la puissance et le génie de Napoléon. Cependant l'hiver était doux et, pour la saison, le passage facile. Addison fit plus tard allusion à ce voyage dans l'ode que nous avons déjà citée, quand il dit que la bonté divine avait adouci pour lui les frimas des « *hoary alpine hills*. » Ce fut, du reste, au milieu des neiges éternelles qu'il composa son épître à son ami Montague, devenu lord Halifax. Cette épître, jadis si renommée, n'est plus connue aujourd'hui que d'un petit nombre de lecteurs curieux. Bien que supérieure aux compositions de ce genre qui avaient alors paru en Angleterre, elle ne doit rien ajouter à la réputation d'Addison. Toutefois, quels que soient ses mérites ou ses défauts littéraires, elle a droit à une mention et fait honneur aux principes et aux sentiments de son auteur. Halifax ne jouissait plus d'aucun crédit. Destitué, difamé, poursuivi par la Chambre des communes, il avait été absous, il est vrai, par ses pairs, mais il conservait peu de chances, on le croyait du moins, de redevenir jamais ministre. L'épître, écrite à cette époque, est une

des nombreuses preuves qui nous ont convaincu que si Addison se distingua de tous les hommes politiques de son siècle par une douceur et une modération extraordinaires, la postérité ne doit l'accuser ni de lâcheté ni de bassesse.

A Genève, Addison apprit qu'un changement partiel de ministère avait eu lieu en Angleterre, et que le comte de Manchester était nommé secrétaire d'État. Manchester s'efforça d'être utile à son jeune ami. Les ministres ayant jugé convenable d'envoyer un agent anglais auprès du prince Eugène, Addison, dont l'éducation diplomatique était achevée, fut appelé à remplir cette honorable fonction. Il se disposait à partir, quand la mort de Guillaume III vint détruire, pour un certain temps, tous ses rêves d'avenir.

Anne avait toujours ressenti personnellement une forte aversion politique et religieuse pour le parti whig. A peine montée sur le trône, elle s'empressa de la lui témoigner. Elle retira les sceaux à Manchester, qui ne les avait gardés que pendant quelques semaines; elle n'admit ni Somers ni Halifax dans son conseil privé. Addison partagea le sort de ses trois patrons. N'espérant plus obtenir un emploi public, privé de sa pension, il dut se procurer par son travail des moyens d'existence; il se fit, en conséquence, le précepteur d'un jeune voyageur anglais, et il parcourut avec son élève une grande partie de la Suisse et de l'Allemagne. Durant son voyage, il écrivit son charmant *Traité des médailles*. Cet ouvrage ne fut publié qu'après sa mort, mais des savants distingués lurent son manuscrit, et accordèrent des éloges mérités à la grâce de son style, à son érudition, et au bon goût que ses citations révélaient.

De l'Allemagne, Addison se rendit en Hollande, où il apprit la triste nouvelle de la mort de son père. Après avoir passé quelques mois dans les Provinces-Unies, il retourna en Angleterre vers la fin de l'année 1703. Ses amis le reçurent à bras ouverts et le firent admettre au club Kit-Cat, car cette société comptait alors parmi ses membres tous les hommes de talent et de mérite appartenant au parti whig.

Pendant les premiers mois qui suivirent son retour du continent, Addison éprouva une grande gêne pécuniaire; mais ses nobles patrons trouvèrent bientôt l'occasion de le tirer d'embarras. Un changement politique de la plus haute importance s'accomplissait sans bruit et par degrés. Les tories avaient salué l'avènement de la reine Anne avec des transports de joie et d'espérance, et la nation put croire alors que les whigs venaient de tomber pour ne plus jamais se relever. Des hommes que l'opinion générale supposait fortement attachés à la prérogative et à l'Église entouraient le trône; ceux d'entre eux qui possédaient au plus haut degré la faveur de leur souveraine étaient le lord trésorier Godolphin et le capitaine-général Marlborough.

La noblesse et le clergé des comtés s'attendaient donc à ce que la politique de ces ministres serait directement opposée à celle qu'avait presque constamment suivie Guillaume III. Cette fois encore leurs espérances devaient être déçues. Godolphin et Marlborough ne partageaient pas les préjugés absurdes et les passions furieuses des vicaires de campagne ou des chasseurs de renards. Ils comprirent que l'intérêt général et leur intérêt propre les forçaient d'adopter la politique extérieure des whigs.

et par conséquent leur politique financière. Les tories exaltés se séparèrent avec indignation des ministres, auxquels les votes des whigs devinrent nécessaires. La reine se vit donc obligée de faire de nouvelles concessions, qui seules pouvaient assurer à son ministère les voix dont il avait besoin. Au commencement de l'année 1704, Somers, Halifax, Sunderland, Cowper n'exerçaient pas de fonctions publiques; nulle coalition avouée ne les liait aux tories modérés; il est probable qu'aucune proposition d'alliance n'avait été faite par aucun des deux partis; cependant tous les hommes politiques regardaient une semblable coalition comme inévitable, et même comme déjà formée à demi. Tel était l'état des choses, quand arriva en Angleterre la nouvelle de la grande bataille livrée à Blenheim, le 13 août 1704. Les whigs laissèrent éclater les plus vifs transports de joie et d'orgueil. De quelle faute, de quelle cause de dissension eussent-ils rappelé alors le souvenir contre le général dont le génie avait, en un seul jour, changé la face de l'Europe, sauvé le trône impérial, abaissé la maison de Bourbon, et mis la révolution de 1688 à l'abri de toute attaque étrangère! Les tories éprouvèrent des sentiments très-différents. Ils ne pouvaient certes pas, sans imprudence, exprimer ouvertement les regrets que leur causait un événement si glorieux pour leur pays; mais leurs félicitations furent si froides et si tristes, qu'elles inspirèrent un profond dégoût au général victorieux et à ses amis.

Godolphin ne lisait pas beaucoup de livres; tout le temps qu'il pouvait dérober aux affaires publiques, il le passait d'ordinaire à New-Market ou devant une table de jeu; mais il sentait, cependant, les beautés de la poé-

sie ; il était, de plus, un observateur trop intelligent pour ne pas reconnaître que la littérature devenait une arme formidable dans les luttes politiques, et que les grands généraux de l'armée whig avaient renforcé leur parti, et accru leur influence personnelle, en accordant un libéral et judicieux patronage aux bons écrivains de leur époque. La médiocrité ridicule des poèmes publiés en commémoration de la bataille de Blenheim lui causa une juste mortification. L'absurdité des trois vers suivants a seule pu sauver un de ces poèmes de l'oubli :

« Think of two thousand gentlemen at least,
And each man mounted on his capering beast ;
Into the Danube they were pushed by shoals. »

Où pourrait-on se procurer de meilleurs vers ? le Trésorier l'ignorait. Halifax, qu'il consulta, refusa d'abord de l'aider dans ses recherches. Jadis il avait protégé les hommes de talent, mais les temps étaient changés ; d'autres maximes avaient prévalu ; on laissait le vrai mérite végéter dans l'obscurité, on gaspillait le trésor public en faveur d'hommes qui ne méritaient certes pas de pareils dons. « Je connais, ajouta-t-il, un jeune poète qui célébrerait la bataille de Blenheim d'une manière digne du sujet, mais je ne le nommerai pas. » Habile à calmer par de douces paroles les ressentiments de ses ennemis, et forcé d'ailleurs de faire sa cour aux whigs, Godolphin insista. Il reconnut qu'Halifax avait raison de se plaindre ; il lui promit de mettre bientôt à profit ses sages avis, et de récompenser généreusement son protégé. Cédant à ses sollicitations, Halifax finit par nommer Addison. Mais se préoccupant, avant tout, de la dignité comme des intérêts pécuniaires de son ami, il

exigea que le ministre s'adressât directement, avec les plus grands égards, à Addison lui-même, et Godolphin lui donna sa parole qu'il serait satisfait.

Addison habitait alors une espèce de mansarde au troisième étage d'une maison de Haymarket, dont le rez-de-chaussée était occupé par une petite boutique. Le lendemain du jour où avait eu lieu entre Godolphin et Halifax la conversation que nous venons de rapporter, il reçut dès le matin, à sa grande surprise, dans ce logement, la visite du très-honorable Henri Boyle, alors chancelier de l'échiquier, et créé plus tard lord Carleton. Le lord-trésorier envoyait ce ministre, d'une si haute naissance, en qualité d'ambassadeur au poète nécessaire. Addison s'empressa d'accepter les propositions du chancelier, qui devaient d'ailleurs être fort agréables à un whig si ardent et si sincère. Dès qu'il eût achevé la moitié de son poème, il le montra à Godolphin, et le ministre fut tellement satisfait de son travail, surtout de la fameuse comparaison de « l'ange »¹, qu'il lui accorda immédiatement un commissariat, avec des appointements annuels de deux cents livres sterling, en lui promettant de plus brillantes récompenses.

La Campagne ne tarda pas à paraître, et le public partagea l'admiration du ministre. Nous lui préférons, quant à nous, l'Épître à Halifax; elle mérite toutefois d'occuper un rang distingué parmi les poèmes publiés

1. « So, when an angel, by divine command,
With rising tempests shakes a guilty land
Such as of late o'er pale Britannia past,
Calm and serene he drives the furious blast, etc., etc.
(THE CAMPAIGN, a poem.)

entre la mort de Dryden et l'aurore du génie de Pope. Johnson eut surtout raison de louer la hardiesse et le bon sens avec lesquels Addison sut renoncer aux fictions consacrées. En chantant les héros grecs, Homère avait été aussi vrai que doit l'être un poète. Malheureusement, quand ses successeurs, depuis ses contemporains jusqu'au siècle dernier, voulurent décrire des batailles entièrement différentes sous tous les rapports de celles qu'il avait immortalisées, ils imitèrent servilement les récits de l'*Iliade*. Peu de temps avant la publication de *la Campagne*, un écrivain estimable, John Philips, l'auteur du *Splendid shilling*, s'était encore permis de représenter Marlborough gagnant la bataille de Blenheim par sa force musculaire et son adresse à faire les armes :

.... Around his head
The glowing balls play innocent, while he
With dire impetuous sway deals fatal blows
Among the flying Gauls. In Gallic blood
He dyes his reeking sword, and strews the ground
With headless ranks....

Addison avait trop de goût et de raison pour se soumettre à une mode aussi ridicule. Il ne célébra que les qualités qui pouvaient réellement rendre Marlborough un grand homme, son énergie, sa sagacité, sa science militaire, mais il loua, par-dessus tout, la vigueur de cet esprit qui au milieu de la confusion, du tumulte et du carnage, observait et réglait toutes choses avec la sereine sagesse d'une intelligence supérieure.

La Campagne contenait, on l'a vu, cette comparaison fameuse de Marlborough à un ange dirigeant un ouragan.

Nous ne voulons pas discuter la justesse des remarques que Johnson a publiées sur ce passage ; nous nous contenterons de faire une observation qui paraît avoir échappé à tous les critiques. L'effet extraordinaire que produisit cette comparaison, effet incompréhensible pour la génération suivante, doit être évidemment attribué en majeure partie à un vers que la plupart des lecteurs regardent aujourd'hui comme une faible parenthèse :

« Such as, of late, o'er pale Britania pass'd. »

Telle qu'il en passa dernièrement sur la pâle Angleterre.

Addison parle non d'un orage abstrait, mais de l'orage qui, etc., etc. Or, la grande tempête de novembre 1703, la seule tempête qui, sous nos latitudes, ait égalé la violence d'un ouragan des tropiques, avait laissé dans toutes les mémoires un terrible souvenir. Aucune autre tempête n'a donné lieu, en Angleterre, à une adresse parlementaire ou à un jeûne public. Des flottes entières détruites, de vastes et solides édifices renversés, un prélat écrasé sous les décombres de son palais, des milliers d'arbres brisés ou déracinés, un grand nombre de maisons endommagées, attestaient encore, dans tous les comtés méridionaux, la furie et la force de l'ouragan. Londres et Bristol présentaient l'aspect de villes qui viennent d'être prises d'assaut et saccagées ; des populations entières demeuraient plongées dans le plus profond désespoir. La popularité dont la comparaison de « l'ange » jouit parmi les contemporains d'Addison nous a toujours semblé une preuve remarquable de l'avantage que, dans

la rhétorique et dans la poésie, le « particulier » a sur le « général. »

Peu de temps après *la Campagne*, Addison publia la relation de ses voyages en Italie. La première impression qui résulta de la lecture de cet ouvrage devait être le désappointement. La masse des lecteurs y cherchait des révélations politiques ou des anecdotes scandaleuses. Grande fut la surprise quand elle reconnut que l'auteur s'était plus occupé de la guerre des Troyens et des Rutules que de celle de la France et de l'Autriche, et qu'il semblait n'avoir pas entendu parler de galanteries depuis celles de l'impératrice Faustine. Peu à peu cependant, la majorité adopta le jugement de la minorité, et avant la réimpression, la Relation d'Addison fut si avidement recherchée, que le prix originaire se trouva bientôt quintuplé. On la lit encore avec plaisir ; le style est pur et coulant, les citations classiques sont nombreuses et bien choisies, enfin plusieurs passages nous charment encore par ce genre d'esprit bienveillant et délicat qui rendit Addison si supérieur à tous ses rivaux. Cependant cet agréable ouvrage, même considéré simplement comme le récit fidèle d'un voyage littéraire, n'est pas à l'abri de toute critique. On y remarque d'étranges omissions. D'abord s'il est riche en extraits des poètes latins, il ne contient que de très-rares allusions aux orateurs et aux historiens de Rome. On n'y trouve, ensuite, aucun renseignement sur l'histoire et la littérature de l'Italie moderne. Si notre mémoire ne nous trompe pas, Addison ne mentionne ni Dante, ni Pétrarque, ni Boccace, ni Berni, ni Laurent de Médicis, ni Machiavel ; il nous apprend froidement qu'il vit à Ferrare la tombe de l'Arioste, et qu'à Venise il entendit des gondoliers

chanter des vers du Tasse. En réalité il songeait bien plus à Sidoine Apollinaire et à Valerius Flaccus qu'à l'Arioste et au Tasse. A Paris, il avait avidement recherché une entrevue avec Boileau, mais il ne paraît pas s'être douté qu'à Florence il était dans le voisinage d'un poète auquel Boileau ne pouvait nullement se comparer, du plus grand poète lyrique des temps modernes, de Vincent Filicaja. Cette omission est d'autant plus remarquable que Filicaja était le poète favori de Somers, cet homme d'État accompli, sous la protection duquel voyageait Addison, et à qui il avait dédié ses *Voyages*.

Ces *Voyages* furent suivis du charmant opéra de *Rosamonde*. Cette pièce, dont la musique était médiocre, ne réussit pas au théâtre, mais elle obtint à la lecture un succès complet et mérité. Peu de temps après la mort d'Addison, le docteur Arne ayant refait la musique, elle fut très-favorablement accueillie du public; plusieurs passages conservèrent même longtemps leur popularité, et durant la dernière moitié du règne de Georges II, tous les amateurs de l'Angleterre la chantaient journellement au piano.

Tandis qu'Addison se livrait à ces distractions intellectuelles, ses affaires et celles de son parti prenaient une tournure de plus en plus favorable. Durant l'été de 1705, les ministres se débarrassèrent de la tutelle que leur imposait une Chambre des communes où les tories de la classe la plus perverse avaient la majorité. Les whigs l'emportèrent presque partout dans les élections. La coalition, formée tacitement et par degrés, était alors avouée : Cowper obtint le grand sceau; Somers et Halifax entrèrent au Conseil privé. L'année sui-

vante, Halifax fut chargé de porter au Prince électoral de Hanovre les décorations de l'ordre de la Jarretière. Addison, qui venait d'être nommé sous-secrétaire d'État, l'accompagnait. Le secrétaire d'État, sous la dépendance duquel il se trouva placé d'abord, était un tory nommé Sir Charles Hedges. Il fut obligé de céder sa place au plus violent des whigs, à Charles, comte de Sunderland. Dans toutes les branches de l'administration, la même révolution s'opéra. Vers la fin de 1707, les tories demeurés en place essayèrent de se rallier, Harley à leur tête. La reine était toujours tory au fond du cœur, et venait de se quereller avec la duchesse de Marlborough. Elle favorisa cette tentative, mais ne put la faire réussir. La victoire des whigs fut complète. Les élections générales de 1708 leur donnèrent une majorité inattaquable dans la Chambre des communes, et avant la fin de cette année, Somers devint lord-président du Conseil, et Wharton lord-lieutenant d'Irlande.

Addison avait été nommé représentant du bourg de Malmesbury : malheureusement il ne pouvait guère espérer de réussir à la Chambre des communes. Sa timidité l'empêchait, dans une discussion publique, de tirer le moindre parti de son esprit et de son éloquence. Il se leva une seule fois pour prendre la parole : il ne parvint pas à vaincre son émotion ; et depuis lors il garda toujours un silence prudent. Personne ne trouva étrange qu'un excellent écrivain ne fût pas un bon orateur ; mais on s'étonna, sans doute, que le triste résultat de son unique tentative ne nuisît pas à ses succès politiques. Il n'avait pour lui ni les avantages de la naissance ni ceux de la fortune, il ne prononça pas même un mau-

vais discours, et cependant, en moins de neuf années, il devint successivement sous-secrétaire d'État, premier secrétaire pour l'Irlande, et secrétaire d'État. Il s'éleva à un poste que des ducs, les représentants des grandes familles de Talbot, de Russell et de Bentinck, avaient été fiers d'occuper; le plus haut de tous ceux auxquels Chatam et Fox purent atteindre. Ce miracle apparent n'est pas inexplicable : à cette époque, la presse était libre, mais elle n'avait pas encore le droit de rendre compte des débats parlementaires. Il valait mieux alors, pour un homme politique, savoir bien écrire que d'être éloquent : aujourd'hui, au contraire, l'orateur, grâce à la sténographie et à la presse, l'emporte de beaucoup sur l'écrivain : un mauvais discours a une publicité plus rapide et plus étendue qu'un excellent pamphlet; mais sous la reine Anne, la plume était encore une arme politique bien plus redoutable que la parole. Pitt et Fox ne luttaient l'un contre l'autre que dans le Parlement; mais Walpole et Pulteney, — le Pitt et le Fox de leur époque, — n'avaient pas achevé la moitié de leur tâche quand ils s'asseyaient au milieu des acclamations de tous les membres de la Chambre des communes; il leur fallait encore plaider leur cause par écrit devant la nation. Chef de l'opposition et possesseur d'une fortune de 30 000 liv. st. (750 000 fr.) de revenu, Pulteney rédigeait le *Craftsman*. Bien qu'il n'eût pas des habitudes littéraires, Walpole écrivit au moins dix pamphlets; il en retoucha et en corrigea un nombre plus considérable. Les deux meilleurs orateurs tories et whigs du règne d'Anne, Saint-John et Cowper, ne rendirent pas d'aussi grands services à leur parti que Swift et Addison : ainsi s'explique la fortune extraor-

dinaire d'Addison. Swift eût probablement atteint une position non moins élevée, s'il n'eût pas embrassé la carrière ecclésiastique ; mais il obtint, d'ailleurs, autant de marques de déférence et de respect qu'un lord-trésorier.

A l'influence dont Addison fut redevable à ses talents littéraires vint s'ajouter celle qui résulte du caractère. Si disposé qu'il fût à prendre une mauvaise opinion des aventuriers politiques sans fortune, le monde se vit obligé de faire une exception. Addison n'était affligé d'aucun des vices qui déshonorent d'ordinaire cette classe d'hommes. On ne pouvait pas l'accuser d'être turbulent, violent, effronté, immoral ; ses ennemis eux-mêmes rendaient hommage à ses qualités et à ses vertus. Dans toutes les situations, il était resté fidèle aux opinions de sa jeunesse et à ses anciens amis ; nulle tache ne souillait son intégrité ; toute sa conduite prouvait qu'il possédait le sentiment des convenances les plus délicates. Au milieu des plus vives controverses, son amour de la vérité, sa bienveillance, sa crainte de manquer au décorum, tempéraient toujours les ardeurs de son zèle ; aucun outrage ne pouvait le décider à exercer des représailles indignes d'un chrétien et d'un vrai gentilhomme ; ses seuls défauts étaient une délicatesse trop susceptible et une modestie qui allait souvent jusqu'à la timidité.

Addison devint donc un des hommes les plus populaires de son époque, et il dut, selon nous, sa popularité à ce même défaut dont le plaignaient si volontiers ses amis. Si sa timidité l'empêchait de déployer ses talents en public sous leur jour le plus favorable, elle le protégea contre l'envie qu'autrement n'eussent pas

manqué d'exciter une gloire si brillante et une élévation si rapide. Les plus grands succès de sympathie ont toujours été obtenus par des hommes que la foule admire et respecte, mais pour qui elle éprouve aussi un peu de pitié. Or, tels étaient les sentiments qu'inspirait Addison; tous ceux qui jouirent du privilège de le voir dans l'intimité, Marie Montague, Pope lui-même, Steele, Young, déclaraient d'une voix unanime qu'il était impossible d'entendre rien de plus agréable, de plus charmant, de plus parfait, sous tous les rapports, que sa conversation. Sa politesse et sa bienveillance étaient, en outre, aussi remarquables que les formes de son langage, et cependant il ne se montrait pas complètement dépourvu d'une certaine malice, qui est peut-être inséparable du sens comique. Les critiques du *Tatler* sur le sonnet de M. Soffly, et le dialogue du *Spectator* avec le politique si zélé pour l'honneur de lady Q.-p.-t.-s., sont d'excellents modèles des innocentes plaisanteries qu'il se permit quelquefois dans le monde contre des sots ou des fats.

Ce rare talent de conversation, Addison semblait le perdre dès qu'il assistait à des réunions nombreuses, ou même dès qu'il apercevait une figure étrangère; alors ses lèvres cessaient de s'ouvrir, ses manières devenaient froides et réservées; le rencontrait-on dans le monde, on ne pouvait croire que ce fût le même homme qui, assis avec un petit nombre d'amis autour d'une table, avait su captiver leur attention et entretenir leur hilarité depuis la fermeture du théâtre jusqu'à ce que l'horloge de Saint-Paul de Covent-Garden sonnât quatre heures. Même dans un cercle restreint, il ne se laissait pas voir tout à fait à son avantage. Pour jouir complètement de sa

conversation, il fallait être seul avec lui, ou, selon ses propres expressions, l'entendre penser tout haut : « Il n'y a rien, disait-il souvent, qui puisse valoir une conversation véritable, une conversation à deux. »

Bien qu'elle ne fût certainement ni désagréable ni insociable, la timidité d'Addison lui donna les deux plus sérieux défauts que la postérité ait le droit de lui reprocher. Le vin détruisait, en quelque sorte, le charme mystérieux qui rendait sa langue muette et son esprit lourd. Il se laissa trop souvent entraîner dans des excès de table. Emprions-nous d'ajouter, pour sa justification, que les hommes les plus graves de cette époque regardaient de pareils excès comme la plus vénielle de toutes les peccadilles, et qu'on ne passait pas alors pour un gentilhomme accompli, si l'on ne savait pas noyer sa raison dans le vin. D'un autre côté, il prit un trop grand plaisir à se voir entouré par un petit cercle d'admirateurs, dont il était en quelque sorte le roi, ou plutôt le dieu. Tous ses amis intimes lui étaient inférieurs en talent, et quelques-uns d'entre eux avaient même de graves défauts. Ces défauts, Addison les voyait, car aucun homme n'eut un regard plus sûr et plus pénétrant que le sien ; mais il était si indulgent qu'il les leur pardonnait volontiers, tout en les méprisant. Il se trouvait tout à fait à son aise dans leur société ; leur affection dévouée lui inspirait une vive reconnaissance ; il les accabla de bienfaits. Aussi la vénération qu'ils lui témoignèrent paraît-elle avoir surpassé celle de Boswell pour Johnson ou de Hurd pour Warburton. Addison était si heureusement doué, que la flatterie ne pouvait ni altérer sa raison ni dépraver son cœur. Mais il faut avoir la franchise de le reconnaître, il contracta quel-

ques-uns de ces défauts que parviendra difficilement à éviter toute personne assez malheureuse pour être l'oracle d'une petite coterie littéraire.

Eustace Budgell, un jeune étudiant du Temple assez versé dans la littérature, et parent éloigné d'Addison, faisait partie de ce cercle d'intimes. Jusqu'alors, Budgell avait mené une vie honnête; et si son cousin ne fût pas mort avant lui, il eût probablement continué à se bien conduire; mais le maître enseveli, le disciple ne garda plus aucune retenue; il descendit avec une effrayante rapidité tous les degrés du vice et de la misère. Ruiné par ses folies, il essaya de refaire sa fortune par des crimes; enfin, il mit lui-même un terme à cette coupable et triste existence. Ce misérable, tour à tour joueur, escroc, faussaire, conserva jusqu'à son dernier jour son affection et sa vénération pour Addison, et il exprima ces sentiments dans les dernières lignes qu'il écrivit avant de se soustraire lui-même à l'infamie, en se jetant du haut de *London Bridge* dans les eaux de la Tamise.

Ambrose Phillipps, excellent whig et poète médiocre, qui eut l'honneur de mettre à la mode une espèce de composition macaronique appelée d'après son nom *namby-pamby*, était aussi un des compagnons favoris d'Addison; mais les membres les plus remarquables de ce « petit sénat, » comme Pope l'appela longtemps après, furent Richard Steele et Thomas Tickell.

Steele et Addison se connaissaient depuis l'enfance; ils avaient été élevés ensemble à Charter-House et à Oxford; puis, séparés pendant quelque temps par les circonstances, ils menèrent une vie toute différente. Steele quitta l'université sans y prendre un seul grade, se fit déshériter par un parent fort riche, erra de ville

en ville, servit dans l'armée, essaya de trouver la pierre philosophale, écrivit un traité religieux et plusieurs comédies. C'était un de ces hommes qu'il est aussi impossible de haïr que de respecter. La nature l'avait doué d'un caractère doux, d'un cœur aimant, d'un esprit ardent et vif, de passions énergiques, mais d'une conscience trop facile à satisfaire. Il passa sa vie à commettre des fautes et à s'en repentir, à prêcher le bien et à faire le mal. Il avait cependant un si excellent naturel, qu'il était difficile de se brouiller sérieusement avec lui. Les plus austères moralistes eux-mêmes se sentaient plus disposés à le plaindre qu'à le blâmer, quand ses pertes au jeu l'avaient conduit captif chez un recors, ou quand l'ivresse lui donnait la fièvre. Addison témoigna toujours à Steele une bonté mêlée de mépris. Il essaya, mais sans succès, de lui faire perdre la passion du jeu. Il l'introduisit dans le grand monde, lui procura une bonne place, corrigea ses pièces, et bien qu'il ne fût pas riche, il lui prêta de grosses sommes d'argent. Un de ces prêts s'élevait, d'après une lettre d'août 1708, à 1000 liv. st. (25 000 f.) Ces relations pécuniaires durent nécessairement occasionner entre eux de fréquentes contestations. On assure qu'un jour la négligence ou la déloyauté de Steele forcèrent Addison à se servir de l'utile secours d'un huissier pour obtenir un remboursement. Est-il juste d'accuser Addison d'une trop grande rigueur ? Le meilleur des hommes n'a-t-il pas raison de s'indigner s'il voit dépenser avec une prodigalité insensée l'argent qu'il a gagné péniblement, et qu'il n'a consenti à prêter, en s'imposant à lui-même des sacrifices, que dans l'espérance de tirer d'embarras un ami nécessaire ?

Tickell était un jeune homme sorti tout récemment d'Oxford, qui avait attiré sur lui l'attention publique par un petit poëme plein d'esprit et de grâce en l'honneur de l'opéra de *Rosamonde*. Il méritait, — et il finit par l'obtenir, — la première place dans l'amitié d'Addison. Pendant quelque temps Steele et Tickell vécurent en assez bons termes ; mais tous deux aimaient trop Addison pour s'aimer l'un l'autre, et ils devinrent ennemis mortels.

Vers la fin de 1708, Wharton fut nommé lord-lieutenant d'Irlande, et il choisit Addison pour son premier secrétaire. Addison se vit, par conséquent, forcé de quitter Londres et d'aller habiter Dublin. Outre son secrétariat, dont les appointements s'élevaient alors à environ 2000 liv. st. (50 000 fr.) par an, il obtint des lettres patentes qui lui confiaient la garde des Archives irlandaises pour tout le reste de sa vie, avec des honoraires annuels de 300 ou 400 liv. st. (7500 ou 10 000 fr.). Budgell accompagna son cousin en qualité de secrétaire privé.

Wharton et Addison n'avaient de commun que leurs opinions politiques. Le lord-lieutenant n'était pas seulement un homme dissolu et sans moralité, il se distinguait encore de tous les libertins et de tous les agioteurs de son temps par une impudence endurcie, qui contrastait de la manière la plus frappante avec la bonne conduite et la délicatesse de son secrétaire. Bien que certaines parties de l'administration irlandaise excitassent alors de justes plaintes, aucun murmure ne s'éleva jamais contre Addison : aussi put-il affirmer plus tard, sans craindre d'être démenti, que son zèle et sa probité lui avaient valu l'amitié des hommes les

plus considérables de l'Irlande. Ses précédents biographies ne parlent pas de sa carrière parlementaire, dans ce pays où l'avaient amené les hasards de la vie officielle. Élu représentant du bourg de Cavan, pendant l'été de 1709, il parvint, comme tant d'autres orateurs, à vaincre sa timidité devant cette Chambre des communes moins redoutable que celle de l'Angleterre, et il prit part à plusieurs discussions, car on trouve souvent son nom dans les journaux de deux sessions.

Tandis qu'Addison habitait Dublin, il se passait à Londres un événement qui devait lui assurer pour toujours un rang élevé parmi les grands écrivains de son pays natal. Jusqu'alors sa réputation ne reposait sur aucune base solide. Des vers latins excellents, quelques vers anglais estimables, une relation de voyage agréablement écrite, tels étaient ses seuls titres de gloire. Ces ouvrages prouvaient sans doute qu'il avait un goût pur, du bon sens et de l'érudition ; mais s'il n'en eût pas publié d'autres, la postérité ne se fut pas même rappelé son nom. Le temps était venu où il allait se révéler au monde comme un homme de génie, et enrichir notre littérature de compositions qui vivront aussi longtemps que la langue anglaise.

Pendant l'hiver de 1709, Steele conçut un projet littéraire dont il était, certes, fort loin de prévoir les conséquences. Depuis plusieurs années, des écrits périodiques se publiaient à Londres : la plupart de ces écrits s'occupaient de politique, mais quelques-uns traitaient aussi des questions de morale, de goût, d'amour ou de galanterie. Ils n'avaient tous qu'un faible mérite littéraire, et leurs titres seuls sont même parvenus jusqu'à nous.

Steele avait été nommé par Sunderland, et dit-on, sur la requête d'Addison, à une place de rédacteur de gazette dans les bureaux du ministère ¹. Plus promptement et plus sûrement instruit de toutes les nouvelles du dehors que les journalistes ordinaires, Steele résolut de publier une feuille périodique rédigée sur un nouveau plan. Dans son projet primitif, cette feuille devait paraître tous les jours où la poste partait de Londres, c'est-à-dire les mardi, jeudi et samedi de chaque semaine, et contenir les nouvelles étrangères, l'analyse des pièces de théâtre, des commérages littéraires, quelques réflexions sur tout ce qui préoccupait l'attention publique, des compliments aux beautés à la mode, des pasquinades sur les chevaliers d'industrie les plus célèbres, et la critique des principaux sermons des prédicateurs populaires. Steele ne se proposa pas d'abord, à ce qu'il paraît, un but plus élevé. Il possédait toutes les qualités nécessaires pour mettre un pareil projet à exécution. Il puisait ses nouvelles aux meilleures sources; il avait appris, à ses dépens, à connaître le monde; il était plus instruit que la jeunesse dissipée de son époque; enfin, il écrivait correctement, avec une certaine facilité, et bien que ses plaisanteries fussent presque toujours communes, il savait donner à ses écrits cette apparence de gaieté et d'esprit que des lecteurs vulgaires ont peine à distinguer du véritable génie comique. On a comparé avec raison les ouvrages de Steele à ces vins légers qui manquent de force et de bouquet, mais qui sont pourtant agréables à boire, s'ils n'ont pas été conservés trop longtemps ou transportés trop loin.

1. Place qui lui valait 300 liv. st. (7 500 fr.)

Isaac Bickerstaff, *esquire*, astrologue, était un personnage imaginaire, aussi connu alors que peut l'être aujourd'hui M. Paul Pry ou M. Pickwick. Swift avait pris ce nom supposé dans un pamphlet satirique écrit contre Partridge, le fabricant d'almanachs. Partridge eut la folie de publier une réplique sérieuse. Bickerstaff riposta par un second pamphlet encore plus divertissant que le premier. Soutenue par tous les hommes d'esprit de l'époque, cette plaisanterie avait pendant longtemps amusé la ville. Steele résolut de se servir, à son tour, de ce nom devenu populaire, et au mois d'avril 1709, il fit annoncer qu'Isaac Bickerstaff, *esquire*, astrologue, se disposait à publier une feuille périodique intitulée *The Tatler* (le Babillard).

Steele n'avait pas demandé si Addison approuvait ce projet; mais dès qu'il lui en eut parlé, il reçut la promesse de sa collaboration. L'effet de ce secours fut immense. « Je me trouvai, dit Steele, dans la position d'un souverain menacé par ses ennemis, et qui appelle un puissant voisin à son aide. Mon allié me perdit. A peine l'eus-je prié de m'assister, il me fut impossible de me soutenir sans son appui. — Cette feuille, dit-il ailleurs, prit une importance que je n'avais jamais eu l'intention de lui donner. »

Le jour où Addison expédia de Dublin ses premiers articles au *Tatler*, il n'avait probablement aucune idée de l'étendue et de la variété de son propre talent. Il possédait une vaste mine qui contenait toutes sortes de métaux précieux. Jusqu'alors il s'était contenté d'en extraire du cuivre, du plomb et quelque fois un peu d'argent. Tout à coup, un hasard providentiel lui fit découvrir une veine inépuisable de l'or le plus pur. Le

choix et l'arrangement des mots qu'il employait eussent seuls suffi pour rendre classiques ses *Essais*. Jamais aucun écrivain, pas même Dryden, pas même Temple, n'avait écrit l'anglais avec autant de douceur, de grâce et de facilité. Mais le style d'Addison est son plus faible titre à l'immortalité. Se fût-il servi de l'anglais demi-français et demi-latin d'Horace Walpole et du docteur Johnson, ou du jargon demi-allemand de notre époque, son génie eût encore triomphé de tous les vices de langage. Le fond l'eût emporté sur la forme.

Satirique moral, Addison n'a pas de rivaux. Considéré comme homme d'esprit, il est au moins l'égal de Cowley ou de Butler. Son imagination surpassait peut-être son esprit. Les nombreuses fictions de ses *Essais*, presque toutes originales, souvent étranges et grotesques, mais toujours charmantes, toujours heureuses, l'élèvent au rang d'un grand poète, gloire à laquelle ses compositions en vers ne lui donnaient aucun droit. Nul autre écrivain n'étudia avec plus de perspicacité et de profondeur les mœurs de son époque, nul ne sut mieux saisir toutes les nuances du caractère humain. Il eut, en outre, l'art de révéler au monde ses observations de deux manières entièrement différentes. Il décrivit aussi bien que Clarendon les vertus, les vices, les habitudes et les caprices de ses contemporains ; mais il fit plus, il donna en quelque sorte une vie propre à des personnages qui n'en avaient pas, et qui se peignaient eux-mêmes. Veut-on trouver des portraits plus ressemblants que les principaux caractères du chef-d'œuvre d'Addison, il faut remonter jusqu'à Shakspeare ou à Cervantes. Que dirons-nous, cependant, de sa gaieté communicative, et du talent merveilleux avec lequel il savait présenter sous

un jour comique des incidents vulgaires, ou certaines singularités de caractère et de manières communes à tous les hommes? Nous sentons le charme, nous nous y abandonnons, mais nous nous efforcerions en vain de l'analyser.

Les trois écrivains qui, au dix-huitième siècle, manèrent avec le plus d'habileté et de succès l'arme terrible de la moquerie furent, selon nous, Addison, Steele et Voltaire. Chacun d'eux, dans son genre, est au-dessus de toute comparaison. Voltaire, ce roi des bouffons, partage sans retenue l'hilarité qu'il excite, il se tient les côtes, il vous montre du doigt, il tire la langue. Quand Swift fait rire, il ne rit pas, il prend au contraire un air grave et même triste; Addison conserve toujours une physionomie d'une sérénité parfaite. Il a un trop excellent naturel, et il est trop bien élevé pour ne pas savoir émousser les traits les plus acérés de son esprit. Pour nous, son *humour* est de beaucoup préférable à l'*humour* de Swift et à celle de Voltaire. Ce qui est certain, c'est que Swift et Voltaire furent souvent contrefaits avec succès, et que personne ne put imiter Addison. Mais la grâce, la noblesse, la pureté morale de sa plaisanterie, rendent surtout Addison bien supérieur à tous ses rivaux. Swift a la gaieté du Méphistophélès de Goethe, Voltaire celle du Puck de Shakspeare; l'un devient misanthrope à force d'être sévère; l'autre n'est pas inhumain, mais il ne respecte rien. Alors même qu'il nous fait rire aux éclats, Addison ne cesse jamais de témoigner une tendre compassion pour tout ce qui est faible et délicat, une profonde vénération pour tout ce qui est grand, aimable et sublime. Aucun devoir moral, aucune doctrine religieuse, naturelle ou révélée, ne

sont dans ses écrits l'objet d'une plaisanterie capable de leur faire perdre le respect qui leur est dû ; enfin il n'abuse jamais, comme Swift et Voltaire, de la formidable faculté dont il est doué au plus haut degré, de déverser le ridicule sur ses semblables. Ses nombreux ennemis politiques et littéraires l'attaquèrent sans ménagement ; ni leurs provocations ni l'exemple de ses confrères ne purent le déterminer à user de représailles. Tous les ouvrages qu'il nous a laissés ne contiennent pas une seule raillerie qui manque de générosité ou de bienveillance.

Les *Essais* d'Addison exercèrent une si grande influence sur les mœurs de son siècle, que, sous ce rapport, il est difficile de leur accorder des éloges exagérés. Sans doute, à l'époque où parut le *Tatler*, la société anglaise commençait à rougir et à se corriger de tous les vices dont elle s'était trop longtemps souillée après la restauration des Stuarts. Jeremy Collier, par ses critiques, avait fait honte au théâtre de ses excès, et, comparées à celles d'Etherege et de Wycherley, les comédies du temps d'Addison pouvaient se dire décentes. Cependant l'opinion publique croyait encore qu'il existait une association fatale entre le talent littéraire et le désordre des mœurs, entre les vertus domestiques et l'austérité affectée des puritains. Cette erreur, Addison eut la gloire de la détruire. Il décocha si heureusement sur le vice ces railleries qui jusqu'alors avaient été dirigées contre la vertu, que, depuis, un outrage public à la décence a toujours été considéré comme une preuve incontestable de sottise. Et qu'on ne l'oublie pas, cette révolution, la plus grande et la plus salutaire de toutes celles qu'effectua jamais un auteur satirique, il parvint à l'accomplir sans s'être permis une seule personnalité.

Dès son début dans le *Tatler*, Addison se montra au-dessus de tous ses collaborateurs. Toutefois ses premiers articles ne valent certes pas ses derniers, presque tous comparables aux plus parfaits chefs-d'œuvre du *Spectator*. Durant la session du Parlement qui commença au mois de novembre 1709, et que le procès de Sacheverell a rendue mémorable, il revint habiter Londres. Aucune publication périodique n'avait jusqu'alors obtenu un aussi immense succès que le *Tatler*. On savait, il est vrai, qu'Addison y travaillait, mais on ignorait généralement qu'il fût l'auteur de presque tous les bons articles.

Il avait grand besoin, à cette époque, de toutes les consolations que pouvaient lui procurer ses triomphes littéraires. La reine avait toujours détesté les whigs et Marlborough. Régnant en vertu d'un titre contestable, elle n'osa pas, pendant un certain temps, se mettre en opposition directe avec la majorité des deux chambres du Parlement; engagée d'ailleurs dans une guerre dont sa couronne était l'enjeu, elle ne pouvait pas se hasarder à se priver des services d'un général aussi heureux qu'il était habile. Mais enfin, en 1710, elle n'eut plus les mêmes motifs pour se contraindre. Obéissant aux conseils de Harley, elle résolut de renvoyer ses ministres. Sunderland fut la première victime sacrifiée. En vain ses collègues essayèrent, durant quelques semaines, de se faire illusion sur le sort qui les attendait, ils tombèrent tous l'un après l'autre, le Parlement fut dissous, et les tories exercèrent avec une aveugle et stupide férocité le pouvoir qu'ils avaient si rapidement conquis. Même aujourd'hui, l'injustice dont les whigs eurent à se plaindre alors, excite en nous des transports d'indignation. Jamais ministres ne déployèrent dans l'admi-

nistration des affaires de leur pays plus d'énergie, d'habileté et de modération. Leurs succès égalèrent leur sagesse. Ils avaient sauvé la Hollande et l'Allemagne, abaissé la France, arraché, — on pouvait le croire du moins, — l'Espagne à la maison de Bourbon; élevé l'Angleterre au premier rang des puissances européennes, réuni l'Angleterre et l'Écosse, respecté les droits de la conscience humaine et les libertés de la nation; ils laissaient, en se retirant, leur patrie à l'apogée de la prospérité et de la gloire; et pourtant ils eurent à essuyer pendant leur retraite plus de reproches injustes que n'en entendirent jamais les ministres qui perdirent treize colonies, ou ceux qui envoyèrent une vaillante armée chercher la mort dans les fossés de Walcheren.

De toutes les victimes de ce naufrage général, Addison fut la plus malheureuse. Il venait d'éprouver des pertes pécuniaires assez considérables, quand les tories lui ôtèrent sa place de secrétaire. Il avait tout lieu de craindre pour le modeste emploi irlandais qu'il possédait en vertu de lettres patentes. Il s'était volontairement démis, depuis longtemps, de son grade universitaire. Selon toute probabilité, il avait déjà osé lever les yeux sur une grande dame, et lorsque ses amis politiques étaient tout-puissants, lorsqu'il construisait si rapidement l'édifice de sa fortune, peut-être lui permettait-on d'espérer; mais, dans l'opinion de la grande dame, M. Addison, écrivain spirituel, ou M. Addison, premier secrétaire, étaient deux personnes entièrement différentes. Tous ces malheurs réunis ne purent pas altérer la sereine gaieté d'un esprit fort de son innocence et riche de son propre fonds. Il avertit ses amis, avec une résignation souriante, d'admirer sa philosophie,

car il avait perdu à la fois sa fortune, ses places et sa maîtresse; il lui fallait songer à se refaire précepteur, et cependant il restait tel qu'ils l'avaient toujours connu.

Il eut une consolation. Il ne partagea pas l'impopularité de ses amis. Telle fut l'estime qu'il inspirait, que pas une voix ne protesta contre sa réélection. Swift, qui se trouvait alors à Londres, résolu à quitter le parti whig, écrivit à Stella la lettre suivante : « Les tories l'emportent partout : ils ont une immense majorité. M. Addison a été réélu membre du Parlement sans contestation. Je crois que s'il demandait à être nommé Roi, c'est à peine s'il éprouverait un refus. » La considération dont jouissait Addison dans le parti tory lui faisait d'autant plus d'honneur qu'il ne l'avait achetée par aucune concession. Pendant les élections générales, il publia un journal politique intitulé le *Whig examiner*. Malgré ses préjugés, Johnson déclara ce journal supérieur à celui que Swift publiait en faveur du parti opposé. Quand il cessa de paraître, Swift exprima, dans une de ses lettres à Stella, toute la joie qu'il ressentait de la mort d'un adversaire si formidable. « Il a raison de s'en réjouir, dit Johnson, car il ne fut certes pas parvenu à le tuer. »

Le seul usage que fit Addison de son crédit auprès des tories, fut d'arracher quelques-uns de ses amis à la ruine générale du parti whig. Sa position lui imposait le devoir d'adopter en politique une couleur tranchée; mais Steele et Ambrose Phillipps n'étaient pas soumis à la même obligation. Addison consentit même à solliciter en faveur de Phillipps; nous ignorons le résultat de ses démarches. Quant à Steele, si on lui retira sa

place près du Conseil, on lui conserva celle de commissaire du timbre, à la condition tacite qu'il n'attaquerait pas le nouveau ministère; et, pendant plus de deux années, Addison sut le déterminer à observer cet armistice avec une fidélité satisfaisante. « Isaac Bickerstaff » cessa donc de s'occuper de politique, et les nouvelles qui formaient auparavant un tiers de son journal furent tout à fait supprimées. Le *Tatler* changea complètement de caractère : il ne contient plus que des essais critiques sur les ouvrages nouveaux, les questions morales et les mœurs. Steele résolut donc d'en suspendre la publication, et de fonder une autre entreprise, d'après un plan préférable à celui du *Tatler*. Il annonça que ce nouveau recueil paraîtrait tous les jours. On l'accusa d'abord de témérité et de présomption; mais le succès vint bientôt justifier la confiance que lui avait inspirée la fertilité du génie d'Addison. Le 2 janvier 1711, parut le dernier numéro du *Tatler*. Le 1^{er} mars suivant, fut mis en vente le premier numéro d'un journal incomparable, renfermant des observations sur les mœurs et la littérature, par un Spectateur imaginaire.

En peignant le portrait de ce Spectateur qu'il venait de créer, Addison se prit évidemment jusqu'à un certain point pour modèle. Le *Spectator* est un gentleman qui, après avoir passé une jeunesse studieuse à l'université, a visité des contrées classiques, et fait des études spéciales sur l'antiquité. A son retour en Angleterre, il s'est établi à Londres, et il observe le monde sous toutes ses faces. Malheureusement une insurmontable timidité l'empêche de parler, si ce n'est dans un petit cercle d'amis intimes. Les portraits de ces amis furent d'abord esquissés par Steele. Quatre de ces es-

quisses, l'avocat, l'ecclésiastique, le soldat et le marchand, représentaient des personnages insignifiants, utiles seulement pour remplir le second plan. Mais bien qu'ils ne fussent pas dessinés avec une touche assez délicate, les deux autres, un vieux baronnet de province et un vieux roué de la métropole, présentaient quelques parties excellentes. Addison s'empara de ces ébauches, les retoucha, leur donna de la couleur, et devint ainsi le véritable créateur de sir Roger de Coverley et de Will Honeycomb, si connus aujourd'hui de tous les gens lettrés.

Le plan du *Spectator* était, il faut l'avouer, aussi heureux qu'original. Chacun de ses numéros peut être lu séparément avec plaisir, et pourtant ses cinq ou six cents articles forment un ensemble qui a tout l'intérêt d'un roman. Qu'on ne l'oublie point, il n'avait encore paru aucun ouvrage d'imagination qui contint une peinture vive et saisissante de la vie ordinaire et des mœurs de l'Angleterre. Richardson exerçait son état d'imprimeur, Fielding dénichait des oiseaux, Smollett n'était pas encore né. Le roman qui relie les uns aux autres tous les numéros du *Spectator*, donna donc, le premier, à nos ancêtres le goût d'un plaisir exquis qu'ils ne connaissaient pas encore. Rien de plus simple, du reste, que les événements dont il se compose ; mais ces événements sont racontés avec tant de vérité, de grâce, d'esprit, de gaieté, et une si profonde connaissance du cœur humain et du monde, qu'il nous charme encore alors même que nous le lisons pour la centième fois. Si Addison eût écrit un roman sur un plan plus vaste, cet ouvrage eût été, sans aucun doute, supérieur à tous ceux que nous possédons aujourd'hui. L'auteur du

Spectator doit être considéré non-seulement comme le plus grand de tous les *Essayistes* de l'Angleterre, mais encore comme le précurseur de ses grands romanciers.

Ces éloges ne concernent qu'Addison, car Addison c'est le *Spectator*. Il a fait à lui seul plus de la moitié de cet ouvrage, et son plus faible *essai* est, sans exagération, au moins égal au meilleur de tous ceux qu'ont écrits ses collaborateurs. Ses chefs-d'œuvre approchent de la perfection absolue, et leur variété est aussi extraordinaire que leur mérite. Jamais une répétition ne s'y fait remarquer, jamais même un sujet n'est complètement épuisé. Addison sait prendre tous les tons à sa volonté, et qu'il rappelle Lucien, Labruyère, Goldsmith, Horace ou Massillon, il excelle toujours dans le genre qu'il a choisi. Veut-on se former une juste notion de l'étendue et de la variété de son talent, qu'on lise de suite les Deux visites à l'Abbaye, la Visite à la Bourse, le Journal du citoyen retiré, la Vision de Mirza, les Transmigrations de Pug-le-Singe et la Mort de sir Roger de Coverley ¹. A en croire l'opinion de notre époque, ses articles les moins estimables sont ses Essais critiques, et cependant ce n'est ni la clarté ni l'esprit qui leur manquent. Mais les meilleurs étaient beaucoup trop bons pour ses lecteurs. Lorsqu'ils parurent, ceux dans lesquels il proteste contre le mépris inintelligent que le public témoignait à nos vieilles ballades, excitèrent des critiques et des moqueries universelles.

Le *Spectator* eut donc un succès tel qu'aucun au-

1. Numéros 26, 329, 69, 317, 259, 343, 517. Ces articles se trouvent tous dans les sept premiers volumes. Le huitième volume peut être considéré comme un ouvrage séparé.

tre ouvrage de ce genre n'en avait obtenu. D'abord il se vendit chaque matin à 3000 exemplaires. Le nombre des abonnés continuait à s'élever, et il atteignait 4000 quand le Parlement vota la taxe du timbre. Cet impôt tua une foule de journaux. Le *Spectator* se maintint ferme dans sa position, doubla son prix, et bien que sa vente diminuât, il rapporta encore de gros bénéfices à l'État et aux auteurs. Certains numéros, plus recherchés que les autres, se vendirent à 20 000 exemplaires. Mais une classe peu nombreuse de la société était seule assez riche pour se faire servir chaque matin le *Spectator* avec son déjeuner ; la foule en était réduite à attendre la publication des volumes. Alors 10 000 exemplaires s'enlevaient en quelques jours, et on mettait sous presse de nouvelles éditions. Les romans les plus lus de sir Walter Scott et de M. Dickens n'ont donc pas obtenu — proportion gardée entre les lecteurs d'autrefois et ceux d'aujourd'hui, — une popularité comparable à celle du *Spectator*.

Vers la fin de 1712, le *Spectator* cessa de paraître. Les rédacteurs comprirent, sans doute, qu'il était temps de le terminer, et de le remplacer par un nouvel ouvrage. Le public pouvait se fatiguer de voir toujours les mêmes personnages. Quelques semaines après, parut le premier numéro du *Guardian*. Mais la naissance et la mort du *Guardian* furent également malheureuses. Ennuyeux à son début, cet infortuné journal eut une fin tragique. Une cabale le tua. Le plan primitif était défectueux. Addison n'y collabora qu'après la publication des soixante-six premiers numéros ; à cette époque, lui-même ne pouvait déjà plus le sauver d'une ruine inévitable. Ses biographes se sont demandé pourquoi il

n'avait pas écrit dans le *Guardian* pendant les deux premiers mois que vécut ce journal, et ils n'ont pas su trouver une réponse satisfaisante à cette question. Rien n'était plus facile, cependant : Addison s'occupait alors de faire représenter sa tragédie de *Caton*.

Les quatre premiers actes de cette tragédie restaient enfouis dans son secrétaire depuis son retour de l'Italie. Il était trop modeste et trop susceptible pour risquer volontiers une chute publique et déshonorante. Tous ceux de ses amis qui avaient lu le manuscrit lui prodiguaient, il est vrai, les plus grands éloges ; mais quelques-uns d'entre eux, craignant qu'une œuvre aussi classique et aussi parfaite ne lassât la patience d'un nombreux auditoire, lui donnaient le conseil de la faire imprimer sans courir les chances redoutables d'une représentation. Toutefois, après avoir longtemps hésité, il céda aux sollicitations de ses amis politiques. Selon leurs espérances, le public devait découvrir quelque analogie entre les partisans de César et les tories, entre Sempronius et les whigs apostats, entre Caton luttant jusqu'à son dernier soupir pour la liberté de Rome, et la petite phalange de patriotes qui se pressait encore autour d'Halifax et de Wharton.

Addison donna sa pièce aux directeurs du théâtre de Drury-Lane, sans stipuler aucun avantage personnel ; aussi se trouvèrent-ils contraints de ne rien épargner pour la mise en scène et les costumes. Les décorations, si coûteuses qu'elles fussent, n'auraient certes pas satisfait l'habile M. Macready. L'habit de Juba était tout galonné d'or ; Caton portait une perruque qui valait 50 guinées. Pope avait écrit un prologue plein de verve et de noblesse. Booth jouait avec un talent remarquable

le rôle du héros. Steele s'était chargé de « composer la salle, » comme on dit en style de théâtre. Dans toutes les loges, étincelaient les étoiles des pairs de l'opposition. Des stagiaires des *Inns of Court*, et des habitués des cafés littéraires, garnissaient le parterre, où ils avaient apporté les dispositions les plus bienveillantes. Sir Gilbert Heathcote, gouverneur de la banque d'Angleterre, commandait un corps puissant d'auxiliaires de la Cité, amis chauds et whigs déterminés.

Toutes ces précautions furent inutiles. Les tories, comme parti, ne ressentaient aucune animosité contre Addison; à les entendre, ils avaient un profond respect pour la loi et l'autorité; ils abhorraient les insurrections populaires et les armées permanentes. Aussi leur intérêt leur défendait-il de s'appliquer les reproches adressés au grand général, au grand démagogue qui, avec l'aide des légions et de la populace, était parvenu à détruire toutes les anciennes institutions de son pays. Les *high churchmen* répondirent donc comme des échos à toutes les acclamations que poussèrent les membres du club Kit-Cat, et à la dernière scène, le rideau tomba au milieu d'un tonnerre d'applaudissements unanimes. Le lendemain, le *Guardian* décrivit les sentiments de plaisir et d'admiration qu'avaient éprouvés les spectateurs, en des termes que nous accuserions de partialité, si l'*Examiner*, l'organe avoué du ministère, n'eût pas tenu un langage semblable. Les tories se moquèrent, il est vrai, de la conduite de leurs adversaires. Steele, qui avait montré, comme d'ordinaire, plus de zèle que de goût et de jugement; sir Gibby (Gilbert), plus habitué à acheter et à vendre ses marchandises qu'à applaudir ou à siffler une pièce nou-

velle; Wharton, assez effronté pour battre des mains à certaines leçons dont il eût dû profiter le premier; Garth, l'auteur d'un épilogue ridicule, furent exposés, pendant quelque temps, à de vives et mordantes critiques. Mais les Tories les plus exaltés et les moins bienveillants parlèrent d'Addison comme d'un *gentleman* aussi vertueux que spirituel, que tout le monde, dans les deux camps, était heureux de connaître, et qui ne devait pas voir son nom compromis dans les querelles des factions.

De toutes les plaisanteries destinées à troubler le triomphe des whigs, la plus dure et la plus heureuse fut celle de Bolingbroke. Pendant un entr'acte il fit prier Booth de venir dans sa loge, et lui offrit, en présence de toute la salle, une bourse contenant 50 guinées, « pour le récompenser, lui dit-il, d'avoir si bien défendu la cause de la liberté contre un dictateur perpétuel¹. »

On était au mois d'avril, et au mois d'avril, il y a cent trente ans, on regardait la saison de Londres comme très-avancée. Cependant *Caton* fut représenté un mois entier, devant un public de plus en plus nombreux, et il fit gagner aux directeurs le double de ce que leur rapportait une saison ordinaire. L'été venu, la troupe de Drury-Lane alla donner quelques représentations à Oxford; elle y joua *Caton* avec le même succès qu'à Londres. A une heure de l'après-midi, toutes les places de la salle étaient déjà occupées par un auditoire qui avait conservé un tendre souvenir des talents et des vertus d'Addison.

Cette pièce, qui produisit un effet si extraordinaire,

1. Allusion à la tentative qu'avait faite tout récemment Marlborough pour rendre inamovible sa place de capitaine-général.

est maintenant appréciée, nous le supposons du moins, à sa juste valeur. Il serait absurde de la comparer soit aux chefs-d'œuvre des théâtres grecs, soit aux grands drames anglais du règne d'Élisabeth, soit même aux productions de l'âge mûr de Schiller. Écrite d'un bon style, admirablement dialoguée en certains passages, elle mérite d'être placée à un rang élevé parmi les pièces du théâtre anglais, copiées sur des modèles français; si ce n'est à côté d'*Athalie* et de *Zaïre*, du moins à côté de *Cinna*, et, sans aucune contestation, au-dessus de toutes les autres tragédies anglaises de la même école. Corneille, Voltaire, Alfieri, Racine même, ont-ils toujours aussi bien fait parler les Romains? Quoi qu'il en soit, *Caton* contribua plus que les *Tatler*, les *Spectator* et les *Freeholder* réunis, à rendre Addison célèbre parmi ses contemporains.

La modestie et la bienveillance de l'heureux poète dramatique avait conjuré même la haine des factions. Mais l'envie littéraire est, à ce qu'il paraît, une passion plus impitoyable que l'esprit de parti. Ce fut un whig célèbre qui se montra l'ennemi le plus acharné de la tragédie whig : John Dennis publia sur *Caton* des observations assez ingénieuses, mais grossières et dures. Addison ne voulut ni se défendre ni user de représailles. Il avait la conscience de sa supériorité, et il eut pitié de cet adversaire, dont le besoin, la critique et, plusieurs chutes littéraires, avaient aigri le caractère, naturellement irritable et chagrin.

Parmi les jeunes candidats à la faveur d'Addison, il s'en trouvait un que son mérite, et peut-être aussi sa méchanceté discrète, voilée, hypocrite, distinguaient également. Pope n'était alors âgé que de vingt-cinq ans.

Mais son talent avait atteint sa pleine maturité, et son meilleur poème *The Rape of the Lock* (l'Enlèvement de la boucle de cheveux), venait d'être tout récemment publié. Addison avait toujours exprimé une vive admiration pour son génie. Toutefois, il découvrait clairement ce qu'un regard moins pénétrant que le sien eût aperçu sans peine. Ce jeune homme, furieux d'être petit, bossu et maladif, éprouvait un vif désir de se venger sur la société des rigueurs de la nature. Après un éloge pompeux de l'Essai sur la critique, le *Spectator* ajouta, sans aucune amertume, que l'auteur d'un si excellent poème eût mieux fait d'éviter de malveillantes personnalités. Plus offensé de la critique qu'heureux de l'éloge, Pope remercia Addison de son conseil et lui promit d'en profiter. Les deux écrivains continuèrent à échanger entre eux des politesses, des avis et des bons offices. Addison loua publiquement les *Miscellanées* de Pope, et Pope écrivit un prologue pour Addison. Cette sorte de trêve ne dura pas longtemps. Pope détestait Dennis, qu'il avait insulté sans provocation. La publication des remarques sur *Caton* fournit à ce poète irritable l'occasion qu'il cherchait d'exhaler sa haine et sa méchanceté, en ayant l'air de prendre la défense d'un ami. Il publia « la Relation de la frénésie de John Dennis. » Mais Pope s'était trompé sur son talent. S'il maniait avec un art redoutable l'arme terrible de l'injure et de l'ironie, il ne possédait aucun talent dramatique. Une satire semblable à celles qui portent le nom d'Atticus, ou de Sporus, eût porté au vieux critique un coup dont il ne se fût jamais relevé. Pope écrivant un dialogue ressemblait, pour nous servir de l'image d'Horace et de la sienne, à un loup qui, au lieu de mordre, essaierait de ruer. La *Re-*

lation n'a aucun genre de mérite; on n'y trouve pas même l'ombre d'un argument; et les plaisanteries en sont si mauvaises, qu'introduites dans une farce de tréteaux, elles seraient sifflées de l'auditoire le moins difficile à satisfaire.

Addison ne fut certainement pas la dupe de ce zèle officieux, qui lui causa d'ailleurs un profond chagrin. Un si misérable pamphlet ne pouvait que lui nuire dans l'opinion publique; jamais, pour se défendre, il n'avait fait un pareil usage de l'arme qu'il maniait si bien : doué d'un incomparable talent satirique, pouvait-il donc permettre que, sous le prétexte de protéger sa réputation contre des attaques qu'il méprisait, d'autres écrivains commissent des outrages dont il s'était constamment abstenu? Il déclara donc qu'il n'avait pris aucune part à la rédaction du pamphlet, qu'il le désapprouvait, et que s'il répondait à Dennis, il saurait observer les convenances imposées à un *gentleman*. Cette déclaration, il eut soin de la communiquer à Dennis. Pope fut amèrement mortifié; et nous croyons, quant à nous, pouvoir attribuer à cette cause la haine qu'il témoigna depuis lors, en toute occasion, à cet Addison qu'il vantait naguère.

Au mois de septembre 1713, le *Guardian* cessa de paraître. La politique faisait perdre la raison à Steele. Des élections générales venaient d'avoir lieu. Élu représentant de Stockbridge, il s'attendait à jouer un rôle important dans le Parlement. L'immense succès du *Tatler* et du *Spectator* lui avait tourné la tête; il avait été l'éditeur de ces deux journaux, et semblait ignorer qu'ils dussent entièrement leur influence et leur popularité au génie de son ami. Son esprit toujours violent

était tellement excité par la vanité, l'ambition et les haines politiques, qu'il commettait chaque jour quelque offense contre le bon sens et contre le bon goût. Tous les membres raisonnables de son parti regrettaient et blâmaient sa folie. « Ce pauvre Dick, écrivait Addison, me cause mille inquiétudes. Je désire que son zèle pour le bien public n'ait pas pour lui des conséquences fâcheuses. Il m'annonce qu'il est bien résolu à ne pas s'arrêter en chemin, et que tous les conseils que je pourrais lui donner à ce sujet n'auront aucun effet sur lui. »

Steele fonda un journal politique intitulé l'*Englishman*. Mais, Addison ayant refusé d'y travailler, cette nouvelle entreprise échoua complètement. Les nombreux écrits de Steele et ses airs fanfarons pendant la première séance du nouveau Parlement indisposèrent tellement les tories contre lui, qu'ils résolurent de l'expulser de la Chambre des communes. En vain les whigs prirent-ils courageusement sa défense; ils ne purent pas le sauver. Tous les hommes impartiaux accusèrent la majorité d'avoir fait, en cette circonstance, un déplorable abus de son pouvoir; mais si elles ne justifiaient pas les illégalités de ses ennemis, la violence et la folie de Steele avaient complètement éloigné de lui ses amis, et il ne regagna jamais la place qu'il était parvenu à occuper dans l'estime publique.

Vers cette époque, Addison forma le projet d'ajouter un huitième volume au *Spectator*. Au mois de juin 1714 parut le premier numéro de cette nouvelle série, qui se continua régulièrement chaque semaine pendant six mois. Rien de plus frappant que le contraste offert par l'*Englishman* et le huitième volume du *Spectator*, — par Steele sans Addison, et par Addison sans Steele. L'*En-*

glishman est enseveli dans un oubli éternel; le huitième volume du *Spectator* renferme peut-être les plus beaux Essais comiques ou sérieux qui aient été publiés dans la langue anglaise.

Ce volume touchait à sa fin, quand la mort de la reine Anne produisit une révolution complète dans l'administration des affaires publiques. Surpris par ce coup imprévu, divisés d'ailleurs par des luttes intestines, les tories étaient alors incapables de tenter un grand effort : Harley venait de tomber en disgrâce, et Bolingbroke devait, selon l'opinion générale, être nommé premier ministre. Mais la reine, déjà étendue sur son lit de mort, donna d'une main affaiblie la baguette blanche au duc de Shrewsbury. Ce fut le dernier acte de sa vie publique. Dans de telles circonstances, tous les hommes politiques qui étaient attachés à la succession protestante formèrent une coalition. Georges I^{er} fut proclamé roi sans opposition. Un conseil composé en partie des principaux whigs prit la direction des affaires jusqu'à l'arrivée du nouveau monarque, et les *lords-justices* s'empressèrent de nommer Addison leur secrétaire. Plus tard, lorsque Georges I^{er} eut pris paisiblement possession de son royaume, lorsque les élections eurent donné la majorité aux whigs dans le nouveau Parlement, Sunderland fut nommé lord-lieutenant de l'Irlande, et Addison retourna à Dublin en qualité de premier secrétaire.

Addison allait retrouver Swift à Dublin. Comment le doyen et le secrétaire se conduiraient-ils à l'égard l'un de l'autre? on se posait cette question dans le monde politique et littéraire; ils avaient d'abord professé les mêmes opinions politiques; ils s'étaient connus à Lon-

dres et en Irlande; ils s'appréciaient mutuellement à leur juste valeur: puis ils cessèrent de se voir. Les whigs accablaient Addison de bienfaits solides; ils comblaient Swift d'éloges et l'invitaient à dîner, mais ils ne lui donnaient rien de plus, car ils craignaient avec raison de causer un scandale public en accordant de l'avancement dans l'Église à l'auteur du *Conte du Tonneau*. Swift ne comprit pas les motifs qui empêchaient Halifax et Somers de céder à ses sollicitations; il se crut victime de l'ingratitude de ses patrons. Sacrifiant son honneur et ses principes au plaisir de la vengeance, il passa dans le parti tory. Toutefois la reine et les principaux dignitaires de l'Église avaient pour lui une aversion insurmontable, et ce ne fut qu'après les plus grandes difficultés qu'il obtint un bénéfice ecclésiastique fort peu lucratif, à la condition d'aller fixer sa résidence dans un pays qu'il détestait. La différence de leurs opinions politiques amena donc forcément alors une brouille temporaire entre Swift et Addison. S'ils ne s'étaient pas querellés, ils avaient du moins rompu leurs relations. Addison ne calomnia et n'insulta jamais personne; doit-on s'étonner qu'il n'ait pas calomnié et insulté Swift? mais il est étrange que Swift, qui ne respectait ni le génie ni la vertu, et qui semblait, comme presque tous les renégats, trouver un grand plaisir à diriger ses attaques contre ses anciens amis, ait toujours témoigné pour Addison tant d'égards et de sympathie.

Les choses étaient bien changées quand Addison retrouva Swift à Dublin. L'avènement de la maison de Hanovre avait mis désormais, en Angleterre, les libertés du peuple à l'abri de toute attaque, et assuré, en Irlande, le triomphe du parti protestant. Swift inspirait à ce

parti une aversion toute particulière. Hué, maltraité dans les rues de Dublin, il n'osait pas aller se promener à cheval, pour sa santé, sur le rivage de la mer, sans être accompagné d'une escorte de serviteurs armés. A son arrivée, Addison reçut l'avis de ne faire aucune politesse au doyen de Saint-Patrick. « Les hommes politiques dont la fidélité est suspecte ne doivent pas, répondit-il, conserver de relations avec leurs adversaires ; mais celui qui est resté fermement attaché à ses opinions après les plus grands désastres de son parti, peut bien, lorsque son parti triomphe à son tour, serrer la main à un vieil ami qu'il a vu combattre avec bravoure dans les rangs de l'armée vaincue. » Ces nobles témoignages d'affection furent un baume bienfaisant jeté sur les blessures dont souffrait si cruellement l'esprit orgueilleux de Swift, et ces deux grands satiriques reprirent les habitudes de leur ancienne intimité.

Les compagnons d'Addison qui professaient les mêmes opinions politiques que lui partagèrent sa bonne fortune. Tickell l'accompagna en Irlande, où Budgell obtint aussi un emploi lucratif. Ambrose Phillipps fut placé en Angleterre. Quant à Steele, il s'était tellement compromis par son excentricité et ses folies, qu'on ne put pas lui donner tout ce qu'il croyait lui être dû. On le fit cependant chevalier ; on lui trouva une fonction vacante dans la Maison du roi, et il reçut, par la suite, d'autres marques de faveur.

Addison ne resta pas longtemps en Irlande. En 1715 il échangea sa place de secrétaire contre un siège au Conseil du commerce. La même année il fit représenter sa comédie du *Tambour nocturne*. Cette pièce, dont on ne connaissait pas l'auteur, avait été froidement ac-

cueillie par le public; reprise après la mort d'Addison, et annoncée alors avec son nom, elle obtint un grand succès. Plusieurs critiques ont paru douter qu'elle fût réellement d'Addison; mais bien qu'inférieure à quelques autres de ses ouvrages, elle contient de nombreux passages qu'aucun de ses contemporains n'eût été capable d'écrire.

Vers la fin de l'année 1715, à l'époque où les partisans des Stuarts luttèrent en Écosse contre la maison de Hanovre, Addison publia le premier numéro d'un journal intitulé le *Freeholder* (le Libre Tenancier). Sous le rapport du talent, ce journal mérite d'être placé au premier rang parmi ses écrits politiques. Nul autre de ses ouvrages ne fait, en outre, plus d'honneur à son caractère. Steele seul ne sut pas apprécier la modération et la bienveillance dont fit preuve son ami en censurant avec douceur, au lieu de les invectiver, les étudiants d'Oxford qui venaient d'essayer une manifestation en faveur des Stuarts. Il avoua lui-même que le *Freeholder* était on ne peut mieux écrit; mais il se plaignit que « le ministre jouât du luth quand il aurait dû sonner de la trompette. » Résolu d'exécuter une fanfare à sa manière, il publia un journal appelé *the Town Talk*, qui devait soulever l'opinion publique, et qui est maintenant aussi complètement oublié que son *Englishman*, sa *Crisis*, sa *Lettre au sergent de Stockbridge*, son *Reader*, en un mot tout ce qu'il écrivit sans la collaboration d'Addison.

Peu de temps après la publication des premiers numéros du *Freeholder*, Pope et Addison se brouillèrent complètement. Addison s'était aperçu, le jour où il l'avait vu pour la première fois, que Pope avait un caractère faux et malveillant. De son côté, Pope croyait re-

connaître qu'Addison était jaloux. Nous n'entrerons pas ici dans des détails qui ne pourraient offrir qu'un bien faible intérêt à la génération actuelle. Pope accusait Addison de lui avoir donné le perfide conseil de ne pas ajouter un chant à son poème de *la Boucle de cheveux enlevée*, publié d'abord en deux chants; il lui reprochait en outre d'avoir publié sous le nom de Tickell une traduction de *l'Iliade*, pour nuire à sa réputation et à sa fortune. Tels étaient les deux griefs principaux de Pope contre Addison. Mais si Pope eut raison, il a pu le croire, de ne pas suivre le conseil d'Addison, s'ensuit-il nécessairement que ce conseil fût mauvais? et ce conseil fût-il mauvais, doit-on lui donner pour cela de honteux motifs? L'expérience a prouvé qu'un poète ne devait jamais retoucher ou compléter un ouvrage qui, lors de sa première publication, a obtenu un grand succès. A cette règle générale nous ne connaissons qu'une seule exception, justement celle de *la Boucle de cheveux enlevée*. Les amis intimes de Walter Scott lui avaient prédit la chute de *Waverley*; Herder adjura Goëthe de ne pas traiter un sujet aussi ingrat que *Faust*; Hume essaya de persuader à Robertson de ne pas écrire l'histoire de Charles V. Pope lui-même avait pensé que *Caton* ne réussirait pas au théâtre; mais Walter Scott, Goëthe, Robertson, Addison, eurent le bon sens et la générosité de remercier leurs amis des intentions qui leur avaient dicté leurs conseils. Quant au second grief, examiné à fond, dans ses détails trop insignifiants, en vérité, pour que nous les relations ici, il ne supporte pas la discussion ¹.

1. Les curieux trouveront ces détails dans l'*Essai original* de Macaulay, éd. Tauchnitz, vol. 5, p. 145 et 146.

Pope était incapable, nous le pensons du moins, de porter contre Addison une accusation dont il eut connu la fausseté : mais les faits qu'il affirmait, il les croyait vrais ; les preuves qui lui manquaient, il les trouvait dans son propre cœur. Sa vie entière n'est qu'une longue série de finesses aussi viles et aussi méchantes que celles dont il soupçonnait Addison et Tickell coupables à son égard ; sa main était toujours armée d'un poignard, et sa figure cachée sous un masque. Calomnier et insulter les honnêtes gens, puis se soustraire à l'aide d'un mensonge ou d'une équivoque aux conséquences de sa lâche conduite, tels étaient les principes qu'il professait et qu'il mettait en pratique. Il publia d'infâmes satires contre le duc de Chandos, Aaron Hill et lady Mary Wortley Montague. On l'en accusa, et il nia qu'il en fût l'auteur, avec une effronterie et une véhémence qui n'appartenaient qu'à lui ; il se vola ses propres lettres, et il poussa des clameurs furibondes contre les prétendus auteurs de ce vol. Outre toutes les fraudes qui lui furent dictées par sa méchanceté, sa lâcheté, son avidité ou sa vanité, il en est d'autres qu'il commit pour le seul plaisir de tromper. Quel que fût son but, il préférerait toujours, à la ligne droite, des sentiers tortueux. Un tel homme devait donc nécessairement attribuer à la conduite des autres hommes les motifs qui dirigeaient la sienne propre. Ne lui demandez pas de preuves, il ne saurait vous les fournir ; du reste, il n'en a nul besoin, car, nous le répétons, il en trouve toujours une provision suffisante dans son mauvais cœur ¹.

1. Quelques critiques ont pensé que Macaulay, dans son zèle pour Addison, exagérait peut-être les torts de Pope. Nous mettons en

Les attaques de Pope déterminèrent-elles enfin Addison à user de représailles pour la première et pour la dernière fois de sa vie? on ne le sait pas d'une manière positive. Un pamphlet avait paru, qui blessait Pope au vif. Le comte de Warwick, un jeune homme aussi sot que vicieux, dit à Pope que ce pamphlet avait été rédigé sur des notes d'Addison. Pope, furieux, mit en vers le portrait d'Atticus, qu'il avait déjà esquissé en prose, et le fit passer à son antagoniste. Un seul de ses reproches était foudé. Addison, nous le croyons, aimait trop à dominer dans un petit cercle d'amis intimes inférieurs à lui; mais, de toutes les autres imputations que contenait cette satire, devenue depuis si fameuse, aucune ne s'appuyait sur des preuves positives, et la plupart étaient évidemment fausses.

Quoi qu'il en soit, Addison sentit vivement à son tour, on ne peut en douter, la piqure que lui avait faite la satire de Pope; il lui était facile de se venger: tout-puissant dans l'État, il n'avait qu'un mot à dire pour faire expier chèrement à Pope son attachement à la religion catholique; il pouvait l'attaquer à son tour avec ses propres armes, livrer à la risée et à la haine de l'humanité les difformités de ce corps maladif, les vices et les ridicules de cet esprit encore moins sain et moins droit que son corps. Il se contenta d'insérer dans le *Freeholder* un éloge pompeux de la traduction de l'*Iliade*, et de provoquer la souscription de tous les érudits de l'Angleterre à ce remarquable ouvrage. « Pope, disait-il, fera certainement pour Homère ce que Dryden

présente les deux opinions, que chacun pourra scruter à son gré
(Note du traducteur.)

a fait pour Virgile. » A dater de cette époque et jusqu'à la fin de sa vie, il traita toujours Pope, son ennemi l'a reconnu lui-même, avec une impartiale justice. Toutefois, ils ne renouèrent jamais les liens d'affection qui les avaient unis.

Le mécontentement que lui causait le mariage projeté de sa mère avec Addison, dut, plus que toute autre raison, déterminer le comte de Warwick à dénoncer Addison à Pope comme l'auteur du pamphlet qui acheva de les brouiller. La comtesse douairière, issue de l'ancienne et honorable famille des Myddleton de Chirk, résidait à Holland-House. Addison avait, pendant plusieurs années, occupé à Chelsea une petite maison habitée jadis par Nell Gwyn. Chelsea est maintenant un quartier de Londres, et Holland-House peut passer pour une maison de ville : mais, sous les règnes d'Anne et de Georges I^{er}, des haies et des champs séparaient encore Kensington de la Tamise. Addison et lady Warwick étaient des « voisins de campagne », et ils se lièrent d'une étroite amitié. Le jeune lord passait sa vie à battre des watchmen, à casser les vitres des fenêtres et à rouler, du haut en bas de Holborn-Hill, de pauvres femmes infirmes enfermées de force dans un tonneau. Addison essaya de le faire renoncer à ces divertissements fashionables, il voulut lui inspirer l'amour de l'étude et de la vertu. Ces leçons ne profitèrent ni à l'élève ni au maître : lord Warwick mena une conduite de plus en plus déplorable, et Addison devint amoureux. Bien qu'elle eût déjà atteint un certain âge, la comtesse était encore une fort belle femme ; son rang doublait l'effet produit par ses charmes. Addison lui fit pendant longtemps une cour assidue : d'abord ses espérances augmentèrent ou diminuè-

rent dans la même proportion que l'influence de son parti. Sa passion était si connue, que, lors de son dernier voyage en Irlande, Rowe adressa quelques vers de consolation à « la Chloé de Holland-House. »

Enfin, Chloé capitula. Addison pouvait traiter avec elle sur un pied d'égalité. Il avait toute raison d'espérer une position encore plus élevée que celle à laquelle il était parvenu. Il venait d'hériter d'un frère, mort gouverneur de Madras; il possédait une belle propriété dans le Warwickshire. Au mois d'août 1716, les journaux annoncèrent « le mariage de Joseph Addison, *esquire*, que d'excellents ouvrages en prose et en vers avaient rendu fameux, avec la comtesse douairière de Warwick. »

Il fixa alors sa résidence à Holland-House, la propriété privée de toute l'Angleterre qui a compté parmi ses habitants le plus grand nombre d'hommes d'État et de littérateurs distingués. Son portrait orne encore une des salles : ses traits sont agréables, son teint surtout est remarquablement beau, mais sa physionomie indique plutôt la douceur de son caractère que la force et la profondeur de son esprit.

Peu de temps après son mariage, Addison atteignit à l'apogée de sa fortune politique : le ministère whig avait été déchiré par des dissensions intestines : lord Townshend et lord Sunderland étaient les chefs des deux partis qui divisaient le cabinet. Au printemps de 1717, Sunderland triompha ; Townshend se retira avec Walpole et Cowper. Chargé de recomposer le ministère, Sunderland nomma Addison secrétaire d'État ; il est certain que les sceaux lui furent offerts, mais il les refusa. Il se rendait justice à lui-même ; il ne devait son éléva-

tion politique qu'à sa probité sans tache et à sa gloire littéraire.

A peine Addison fut-il entré dans le cabinet, que sa santé déclina : une maladie grave mit ses jours en danger, et Vincent Bourne célébra sa convalescence en vers latins dignes de sa propre plume. Mais il eut une rechute, et au printemps de 1718, un asthme très-violent l'empêchant d'exercer ses fonctions, il se vit obligé de s'en démettre. Il eut pour successeur son ami Craggs, jeune homme doué des plus heureuses dispositions, et qui, s'il eût vécu, fût devenu probablement le plus formidable de tous les rivaux de Walpole. Les ministres lui accordèrent une pension de retraite de 1,500 liv. sterl. (37,500 fr.) par an.

Le repos physique et moral qu'il prit alors, parut pendant quelque temps lui rendre la santé. Il remercia Dieu, avec une piété enjouée, « de l'avoir débarrassé tout à la fois de sa place et de son asthme. » Voyant un nouvel avenir s'ouvrir devant lui, il médita plusieurs ouvrages importants : une tragédie sur la mort de Socrate, une traduction des Psaumes, un Traité sur les preuves du christianisme.

Mais sa fatale maladie n'était pas guérie ; elle reparut bientôt et triompha de toutes les ressources de la médecine. Il est triste de penser que des chagrins domestiques et politiques aient troublé les derniers mois d'une telle vie. Si nous en croyons une tradition généralement répandue, la comtesse douairière était une femme arrogante et impérieuse. Tant qu'il continua à se bien porter, le plus grand bonheur d'Addison était, dit-on, d'aller loin de sa femme et de sa magnifique salle à manger, toute étincelante des armoiries dorées.

de la maison de Rich, se réfugier dans quelque taverne, où il pouvait rire à son aise, parler de Virgile et de Boileau, et vider une bouteille de Bordeaux avec les amis des plus heureux temps de sa vie. Il en avait déjà toutefois perdu quelques-uns. Sir Richard Steele ne se trouvant pas suffisamment récompensé des services qu'il leur avait rendus, en gardait rancune aux whigs, et surtout à Addison. Il ne pouvait leur pardonner l'élévation de Tickell, qui, à trente ans, avait été nommé par Addison sous-secrétaire d'état, tandis que l'éditeur du *Tatler* et du *Spectator*, l'auteur de la *Crisis*, le député de Stockbridge, qui avait été persécuté pour son dévouement inaltérable à la maison de Hanovre, se voyait à l'âge de cinquante ans, après de nombreuses sollicitations et de nombreuses plaintes, réduit à se contenter d'une portion du privilège du théâtre de Drury-Lane. Dans sa célèbre lettre à Congreve, Steele déclara lui-même qu'Addison, en lui préférant Tickell, avait encouru le vif ressentiment d'autres *gentlemen*, et tout porte à croire que Steele était un de ces mécontents.

Tandis que le pauvre sir Richard se lamentait ainsi sur les torts prétendus d'Addison à son égard, une nouvelle querelle s'éleva entre eux : le parti whig, déjà divisé en plusieurs fractions, se sépara encore en deux camps, au sujet du *bill* qui avait pour but de limiter le nombre des Pairs. L'orgueilleux duc de Somerset, le premier par son rang de tous les nobles à qui leur religion permettait de siéger dans le Parlement, était l'auteur avoué de cette mesure, soutenue et, en réalité, conçue par le premier ministre.

Nous sommes forcés de l'avouer, le *bill* était mauvais, et les motifs qui déterminèrent Sunderland à le

présenter n'avaient rien d'honorable pour lui ; mais , nous devons le reconnaître aussi, il compta parmi ses défenseurs les hommes les plus vertueux et les plus sages de cette époque. Cela n'a rien d'étonnant ; le dernier ministère de la reine Anne (les tories eux-mêmes le reconnaissaient) avait, au dire des whigs, indignement abusé de la prérogative de créer des Pairs. D'après la théorie de la constitution anglaise, trois pouvoirs indépendants, la Monarchie, l'Aristocratie, et les Communes, devaient constamment s'équilibrer l'un par l'autre ; si cette théorie est vraie, on ne pouvait sans absurdité placer un de ces pouvoirs sous le contrôle absolu des deux autres. Or, laisser le nombre des Pairs illimité, c'était évidemment mettre la Chambre haute à la merci de la Couronne et des Communes.

Steele prit parti pour l'opposition, Addison pour les ministres. Dans un journal appelé le *Plebeian*, Steele attaqua violemment le *bill*. Sunderland appela Addison à son secours, et Addison s'empressa de le défendre. Dans un journal appelé le *Old-Whig*, il répondit aux arguments de Steele, et il les réfuta. Qu'il eût tort ou raison, toujours est-il que, sous le triple rapport du style, de l'esprit et de la politesse, Addison conserva sa supériorité. Le *Vieux Whig* n'est pas, en somme, un de ses meilleurs ouvrages.

D'abord, les deux adversaires anonymes ne dépassèrent point les limites des convenances ; mais à la fin Steele s'oublia jusqu'à déverser une odieuse imputation sur les mœurs du chef du ministère. Addison répondit aussitôt, et bien qu'elle ne fût peut-être pas assez sévère, sa réponse blessa douloureusement Steele, qui publia à son tour une réplique peu remarquable, mais

très-dure. Cette fois, Addison ne répondit plus rien, car il sentait approcher sa fin, et il devait être peu disposé à se quereller encore avec un ancien ami. A son asthme avait succédé une hydropisie. Il supporta longtemps avec une constance héroïque ce mal nouveau; mais enfin il perdit tout espoir, renvoya ses médecins, et se prépara tranquillement à la mort.

Il confia ses ouvrages à la garde et aux soins de Tickell. Quelques jours avant sa mort, il les dédia à Craggs. La lettre qu'il lui adressa à cette occasion, est le dernier écrit sorti de sa plume. On y retrouve la douce et ravissante éloquence d'un article du *Spectator*; il y faisait allusion à sa fin prochaine dans des termes si dignes, si enjoués et si tendres, qu'on ne peut la lire sans que les larmes ne viennent aux yeux. En même temps il recommandait vivement à Craggs les intérêts de Tickell.

Le jour même où il écrivit cette dédicace, Addison fit prier Gay de passer à Holland-House. Gay s'empressa de se rendre à cette prière, et il reçut l'accueil le plus amical. A son grand étonnement, Addison implora son pardon. Le pauvre Gay, le meilleur et le plus simple de tous les hommes, ne pouvait pas deviner quel crime il avait à pardonner. Addison était cependant tourmenté par un remords dont il voulait débarrasser sa conscience avant de mourir. Voici ce qu'on suppose à cet égard : Un jour, — il croyait se le rappeler en repassant à son lit de mort sa vie entière dans sa mémoire, et en pesant scrupuleusement tous les motifs de ses actions, — il avait empêché ses amis politiques de donner à Gay une place qu'ils lui destinaient, parce que Gay avait fait l'éloge de Bolingbroke, et qu'il con-

naissait intimement un grand nombre de tories. Il se repentait de s'être ainsi servi de son influence pour nuire à l'avancement d'un homme de lettres malheureux. Il éprouvait le besoin de lui demander pardon d'une faute qu'il n'était pas même soupçonné d'avoir commise.

Les derniers moments d'Addison furent parfaitement calmes. Qui n'a lu le récit de son entrevue avec le fils de sa femme? « Voyez, lui dit-il, comment un chrétien sait mourir. » La piété d'Addison avait un caractère de douce gaieté; le sentiment qui domine dans tous ses écrits religieux est la gratitude: Dieu était pour lui l'ami parfaitement sage et tout-puissant qui l'avait veillé dans son berceau avec une tendresse plus que maternelle; qui avait prêté une oreille favorable à ses cris avant qu'ils pussent se traduire en prières; préservé sa jeunesse des séductions du vice; rempli sa coupe par-dessus les bords de tous les biens de ce monde; doublé la valeur de ses dons en lui accordant un cœur reconnaissant pour en jouir, et des amis intimes pour les partager; apaisé les vagues du golfe de Ligurie, purifié l'air pestilentiel de la Campagne, et arrêté au-dessus de sa tête les avalanches du mont Cenis. Parmi les Psaumes, il préférait celui qui représente le souverain de l'univers sous l'image attrayante d'un berger, dont la houlette guide sûrement son troupeau, parmi des landes tristes et désolées, à de riantes et fertiles prairies. Jusqu'à sa dernière heure, il met une confiance absolue dans cette bonté suprême à laquelle il attribuait le bonheur de sa vie. Il expira le 17 juin 1719, au commencement de sa quarante-huitième année.

Sa dépouille mortelle fut exposée dans la Chambre de

Jérusalem, et transportée de là à l'abbaye de Westminster à la tombée de la nuit. Le chœur chanta une hymne funéraire. L'évêque Atterbury, un de ces tories qui avaient aimé et honoré le plus distingué de tous les whigs, vint recevoir le corps et conduisit le triste cortège, à la lueur des torches, dans la chapelle de Henri VII. Le cercueil d'Addison fut déposé à côté de celui de Montague, dans le caveau de la maison d'Albemarle, au nord de cette chapelle. Quelques mois après, le cercueil de Craggs fut déposé à son tour par les mêmes hommes, avec les mêmes cérémonies et sous la même voûte, à côté de celui d'Addison.

De tous les hommages qui furent rendus à la mémoire d'Addison, un seul a mérité de parvenir jusqu'à nous. Tickell fit l'éloge de son ami dans une élégie dont le plus grand écrivain de l'Angleterre aurait le droit d'être fier, et qui unit l'énergie et la pompe de Dryden à la grâce et à la pureté de Cowper. Ce beau poème servit de préface à une superbe édition des œuvres d'Addison, publiée en 1721 par souscription. Les noms des souscripteurs prouvèrent que sa réputation s'était déjà répandue au loin dans tous les pays du continent. Nous voyons, en effet, figurer sur la liste la reine de Suède, le prince Eugène, le grand duc de Toscane, les ducs de Parme, de Modène, de Guastalla, le doge de Gênes, le régent de France et le cardinal Dubois. Bien que fort belle, cette édition est très-défectueuse à certains égards fort importants, et, nous devons l'avouer, il n'existe encore aucun recueil complet des OEuvres d'Addison.

Étrange oubli ! ni la riche et noble veuve d'Addison, ni ses puissants et dévoués amis ne songèrent à placer

sur les murs de l'Abbaye même une simple tablette où fût inscrit son nom. Ses ouvrages avaient déjà fait rire et pleurer trois générations, lorsque la vénération publique répara cette singulière négligence. Enfin, de nos jours, sa statue, habilement sculptée, a été élevée à Westminster-Abbey, dans le *Poet's corner*. Elle nous le montre tel que nous nous le représentons, enveloppé dans sa robe de chambre et la tête débarrassée de sa perruque, sortant de son salon de Chelsea dans son petit jardin, et tenant à la main la description de l'*Everlasting club*, ou le récit des Amours de Hilpa et Shalum, qu'il vient de terminer pour le *Spectator* du lendemain. La nation anglaise devait cette marque de respect à l'homme d'État sans tache, à l'érudit accompli, à l'incomparable écrivain, au peintre ingénieux de la vie et des mœurs de son époque; mais elle la devait surtout au grand satirique qui, seul, sut se servir des armes du ridicule sans en abuser, qui effectua une grande réforme sociale, et qui réconcilia l'esprit avec la vertu, après une longue et déplorable séparation pendant laquelle l'esprit avait été égaré par la débauche, et la vertu obscurcie par le fanatisme.

FIN.

APPENDICE.

LETTRE D'ADDISON A L'ÉVÊQUE HOUGH.

« MYLORD,

« J'ai reçu à Paris l'honorable lettre de Votre Seigneurie, et je suis venu jusqu'à Lyon, me rendant en Italie. Je suis, quant à présent, très-satisfait de quitter la conversation française qui, depuis la promotion du jeune prince (Philippe V), commence à devenir insupportable. Cette nation, qui était déjà la plus vaine du monde, est maintenant pire que jamais; il n'est guère d'homme en France qui ne se soit donné d'aussi grands airs et qui ne paraisse aussi ravi que s'il avait reçu quelque avancement considérable dans sa fortune personnelle. La meilleure compagnie que j'aie vue depuis que je suis en ce pays a été celle des hommes de lettres, qui sont généralement d'un accès facile, principalement les hommes de religion, qui, ayant beaucoup de temps de reste, sont bien aises d'en passer une partie dans la société des étrangers. Le savoir se trouve ici généralement parmi les vieux docteurs des écoles; leurs thèses publiques roulent sur les controverses entre les Thomistes et les Scotistes; ils les soutiennent avec beaucoup de

chaleur et beaucoup de mauvais latin. Pendant mon séjour à Paris, je fis visite au Père Malebranche. Ce philosophe professe une estime particulière pour la nation anglaise, et il a pour elle, je crois, plus d'admiration que pour la sienne. Les Français ne se soucient guère de le suivre dans ses recherches profondes, et généralement ils regardent toute nouvelle philosophie comme visionnaire ou irrégieuse. Malebranche lui-même me dit qu'il était arrivé à l'âge de vingt-cinq ans sans avoir même entendu prononcer le nom de Descartes. Son livre est aujourd'hui réimprimé avec plusieurs additions, et, dans le nombre, il m'a montré une ingénieuse hypothèse des couleurs qui diffère de celle de Descartes et de M. Newton, quoiqu'elles puissent être vraies toutes les trois. Malebranche louait beaucoup les mathématiques de M. Newton ; mais il hochait la tête au nom de Hobbes, et me dit qu'il le croyait un *pauvre esprit* ! Il me parut très-préoccupé de la traduction anglaise de son ouvrage, et il avait peur qu'elle n'eût été faite sur une mauvaise édition.

« Parmi les autres savants, j'ai eu l'honneur d'être présenté à M. Boileau, qui retouche en ce moment ses ouvrages, et en prépare une nouvelle édition. Il est vieux et un peu sourd, mais il parle incomparablement bien quand il est sur son terrain ; M. Boileau hait cordialement un mauvais poète, et se met en colère au nom seul de quiconque n'a pas le plus grand respect pour Homère et Virgile. Je ne sais qui parle le plus haut, de la vieillesse ou de la vérité, dans ses critiques sur les auteurs français ; mais il décrit merveilleusement le présent, et exalte beaucoup ses précédents contemporains, surtout ses deux intimes amis, Arnould et Racine. Je lui demandai s'il ne pensait pas que *Télémaque* fût un bon ouvrage moderne ; il m'en parla avec beaucoup d'estime, et me dit qu'il nous donnait une plus juste idée de la manière d'Homère qu'aucune traduction de ses poèmes ; mais qu'il était toutefois infiniment au-dessous de l'*Odyssée*, « parce que Mentor, » dit-il, « prêche éternellement, tandis qu'Ulysse nous montre, » par son caractère et son exemple, tout ce que l'autre nous « conseille par ses préceptes et ses discours. » M. Boileau me dit

encore que le châtimement des mauvais rois dans *Télémaque* était une très-belle invention, et pouvait se comparer à tout ce qu'il y avait en ce genre dans le sixième livre de l'*Enéide*; il ajoutait que la ruse employée pour égarer le pilote de Télémaque était plus adroite et plus poétique que la mort de Palinure. Je vous cite ce jugement sur M. de Fénelon parce que *Télémaque* est, à présent, le livre dont tout le monde parle en ce pays, les uns étant pour, les autres contre. Je trouvai M. Boileau aussi ardent à vanter cet auteur, et les bons poètes en général, qu'il l'a été à censurer les mauvais de son temps; c'est une observation commune, que l'homme qui fait le meilleur ami est aussi le pire ennemi. Il me parla beaucoup de Corneille, lui accordant d'être un excellent poète, mais non pas un des bons auteurs tragiques, parce qu'il déclamaît trop fréquemment, et faisait de très-belles descriptions alors qu'elles étaient parfaitement inutiles. « Aristote, dit-il, prétend que la tragédie doit exciter deux passions, la terreur et la pitié; mais Corneille cherche à en exciter une troisième, qui est l'admiration. » M. Boileau citait entre autres son *Pompée* (que le feu duc de Condé, remarqua-t-il, estimait la meilleure tragédie qui eût jamais été écrite). Dans la première scène, le roi d'Égypte se jette dans une très-pompeuse et très-longue description de la bataille de Pharsale, quoiqu'il ait des affaires très-urgentes, et qu'il ne se soit pas trouvé lui-même à cette grande journée.

« J'espère que Votre Seigneurie m'excusera de lui écrire sur ces matières, car dans un chemin battu comme celui de la France, il est impossible de rien dire de neuf, à moins de parler des personnes qu'on rencontre, parce que, changeant toujours de conversation, elles peuvent fournir une diversité de sujets à tous les voyageurs qui passent dans le pays.

« Je suis, mylord, de votre seigneurie, etc.

« JOSEPH ADDISON.

« A l'évêque de Lichfield et Coventry. »

TABLE DES MATIÈRES.

<u>Frédéric le Grand.....</u>	<u>1</u>
<u>Lord Clive.....</u>	<u>99</u>
<u>Warren Hastings.....</u>	<u>229</u>
<u>Addison et son époque.....</u>	<u>335</u>
<u>Appendice.....</u>	<u>409</u>

005800 454





